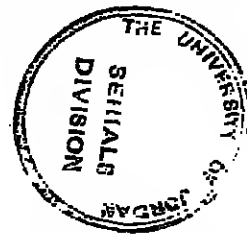


« Arts et spectacles » : l'âge d'or de la peinture vénitienne

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15



BOURSE

QUATRIÈME ANNÉE - N° 14987 - 7 F

JEUDI 11 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Pour tenter de débloquent les négociations sur la Bosnie

MM. Vance et Owen vont rencontrer M. Milosevic à l'Elysée

L'incontournable leader serbe

QU'ON le veuille ou non, le fin des guerres dans l'ex-Yugoslavie suppose une forme d'accord avec M. Slobodan Milosevic. Le président serbe, en qui l'ancien secrétaire d'Etat américain, M. Lawrence Eagleburger, voyait un « criminel » digne d'être traduit devant un tribunal international, et d'autres un fanatique, joue évidemment un rôle-clé.

Il peut, selon le calendrier de ses ambitions, lancer ses troupes à l'attaque de la Croatie, déclencher des rébellions en Krajina, en Slavonie ou en Bosnie, cautionner la purification ethnique... et se poser soudainement en champion de la paix, lorsque les négociations politiques sont au bord de la rupture. On l'a vu déjà, fin janvier, à Genève. Les discussions entre les trois factions bosniaques étaient enlisées. Les deux médiateurs, MM. Cyrus Vance et David Owen, firent donc venir M. Milosevic au Palais des Nations, et l'affaire fut réglée très rapidement.

Le dirigeant de Belgrade, qui approuvait les grandes lignes du plan de paix, pouvait alors se targuer d'avoir exercé une influence déterminante en forçant M. Radovan Karadzic et les Serbes bosniaques à accepter finalement les principes d'une future Constitution pour la Bosnie. Tout porte à croire que MM. Vance et Owen sont à présent dans une situation similaire. Les pourparlers de New York, qui portaient principalement sur le redécoupage de la Bosnie-Herzégovine en dix provinces largement autonomes, sont bloqués et suspendus.

Serbes, Musulmans et Croates devront dire, à la fin de la semaine, oui ou non à cette fameuse carte. Le temps presse, et dans cette phase extrêmement délicate Washington a fait pression sur M. Alija Izetbegovic pour qu'il entérine le projet. Les médiateurs, eux, comptent, une fois de plus, sur les vertus persuasives de M. Milosevic pour venir à bout de l'intransigeance du docteur Karadzic et sauver leur plan de paix.

QU'ILS aient demandé « avec insistance » à M. Mitterrand de se réunir avec le président serbe à Paris, jeudi 11 mars, n'est sans doute pas un hasard. M. Milosevic sait qu'il a toujours eu, à l'Elysée et au Quai d'Orsay, non des amis - le mot serait quand même exagéré - mais des oreilles complaisantes, les rares dirigeants d'Europe occidentale sensibles aux revendications politiques de la Serbie. Le chef de l'Etat ne confiait-il pas, voici quelques mois, que la France « ne ferait jamais la guerre » aux Serbes ?

Même si la France n'organise pas officiellement cette rencontre, M. Milosevic n'en va pas en terre « ennemie ». Sans doute dira-t-il, à l'issue de ces entretiens, qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour amener les Serbes de Bosnie, et M. Karadzic, à signer l'ensemble du plan de paix dans les jours à venir. S'il réussit - ce qui est fort possible, quitte à sacrifier le docteur Karadzic - il pourra, de nouveau, clamer que la paix, grâce à son intervention diplomatique, a fait des progrès substantiels. Et dans le même temps répéter, comme à Genève, au début de l'année : « Purification ethnique ? Connais pas ! »

Lire nos informations page 4

M0147 - 0311 0 - 7,00 F



Pour débloquent les négociations sur la Bosnie, les médiateurs, MM. Vance et Owen, devaient rencontrer, jeudi 11 mars à Paris, le président serbe, M. Milosevic. La réunion se tiendra à l'Elysée. Outre ce dossier, l'aide à la Russie et les contentieux commerciaux ont été au bord de la rupture, mardi, par M. Mitterrand à Washington, avec M. Clinton.

WASHINGTON

de nos envoyés spéciaux

En rendant sa première visite au nouveau président américain avant les élections françaises, M. François Mitterrand voulait, entre autres, montrer qu'il entend garder la haute main sur la politique extérieure de la France. Il prenait le risque d'apparaître comme le représentant d'une génération d'hommes politiques du passé au côté de celui qui incarne la relève de l'après-guerre. Mais le face-à-face n'a pas été à son avantage, ni la rencontre superflue.

M. Mitterrand s'est trouvé dans le rôle, qu'il semble affectionner, du vieux sage de la scène internationale sollicité par un Bill Clinton qui, il n'y a pas si longtemps encore, n'était que gouverneur de l'Arkansas et qui a courtoisement déclaré avoir tiré profit d'une conversation « formidablement utile » avec un président « qui assume ses fonctions depuis beaucoup plus longtemps » que lui.

ALAIN FRACHON et CLAIRE TRÉAN

Lire la suite page 4

Le projet de réforme de la Constitution

Le Conseil d'Etat est opposé à l'abrogation de l'article 16

Le conseil des ministres devait approuver, mercredi 10 mars, la réforme de la Constitution proposée par M. Mitterrand. Deux textes devaient être adoptés, l'un portant sur la justice et la protection des libertés individuelles, l'autre sur le renforcement des pouvoirs du Parlement. Ces

par Thierry Bréhier

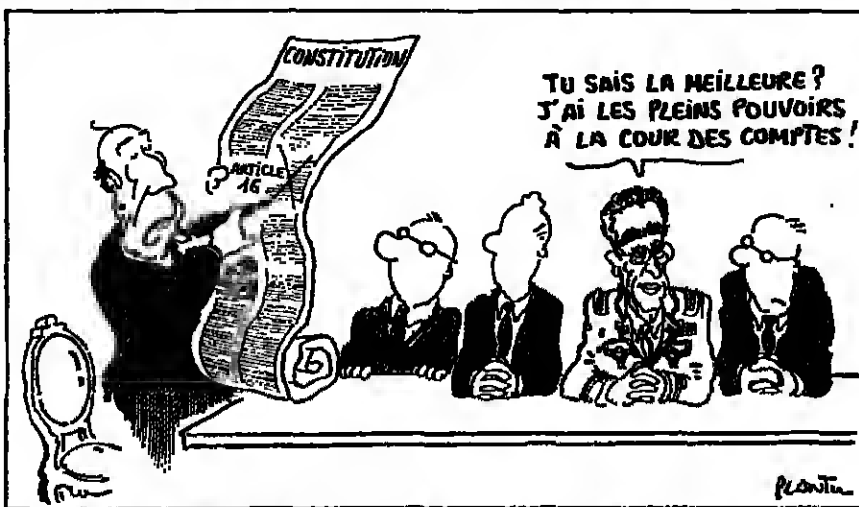
Le pari a été tenu : le conseil des ministres du mercredi 10 mars devait approuver un projet de révision de la Constitution que le président de la République n'a mis en chantier que le 30 novembre en faisant, par ailleurs, officiellement, de son intention aux présidents des deux chambres du Parlement et à celui du Conseil constitutionnel. Qu'un délai aussi court ait été suffisant pour bâtir une réforme aussi importante et aussi réfléchie est en soi une réussite. Mais pourquoi M. François Mitterrand a-t-il tenu à ce qu'un texte aussi essentiel soit débattu par un des tout derniers conseils des ministres du gouvernement Bérégovoy ?

Lire la suite page 11

projets ne traitent pas de la durée du mandat présidentiel, laissée à l'appréciation des parlementaires. Le Conseil d'Etat a donné un avis défavorable à l'abrogation, souhaitée par M. Mitterrand, de l'article 16 (qui donne des pouvoirs exceptionnels au président de la République).

M. Joxe à la Cour des comptes

L'opposition a vivement critiqué la nomination attendue, par le conseil des ministres du 10 mars, de M. Pierre Joxe, qui quitte le ministère de la Défense pour devenir premier président de la Cour des comptes.



Lire les articles d'OLIVIER BIFFAUD, JACQUES ISNARD et THIERRY BRÉHIER page 9 et nos autres informations page 26

POINT DE VUE

Le surgissement du total-nationalisme

par Edgar Morin

Le destin singulier et horrible de l'ex-Yugoslavie nous semble tout à fait distinct du destin « confus » et incertain de l'ex-empire soviétique.

Il faut voir pourtant que s'y trouvent les mêmes problèmes, à commencer par ceux d'un double héritage.

Le premier héritage est celui des empires multiséculaires, l'ottoman, l'euro-hongrois, le russe tsariste, où, pour des raisons historiques très diverses, il y avait eu un peu partout des populations et des peuples de populations, d'où l'impossibilité de créer et de stabiliser des Etats-nations homogènes (1).

Le second héritage est celui du communisme totalitaire. Bien

qu'ayant rompu avec l'URSS stalinienne en 1947 la Yougoslavie de Tito avait gardé jusqu'en 1990 la même structure de parti unique disposant du monopole politique.

Il y a eu le même dépeçage total de l'idée socialiste et le même surgissement des nationalismes. Les sens du mot socialisme, en URSS, s'étaient progressivement vidés de toute substance, signifiant seulement le pouvoir monopoliste du Parti communiste, et le nationalisme, en Russie et dans les autres nations de l'Empire, s'était intensifié au fur et à mesure que dépeçait le socialisme. En Yougoslavie, dès les années 60, la foi dans le socialisme s'était évanouie dans l'esprit des dirigeants communistes au profit des nationalismes slovène, serbe, croate, ce

(1) Ce qu'a très bien dit le géographe Michel Foucault (*Le Monde* daté 13-14 janvier 1991) : « La contradiction géographique fondamentale de l'Europe est de compter plus de nations ou d'entités ethnolinguistiques à vocation nationale - une cinquantaine - que d'Etats - trente-trois. En Yougoslavie, il y avait six ou sept de telles entités pour un seul Etat. »

Le métro parisien moins perturbé que prévu

Des désaccords entre syndicats expliquent la faible mobilisation, mercredi matin 10 mars, des conducteurs de la RATP page 18

Le Congrès des députés russes

Appels à la discipline du président du Parlement Lire page 8 l'article de JAN KRAUZE

Le relais de l'ONU en Somalie

Les Américains se désengagent progressivement Lire page 3 les articles de JEAN HÉLÈNE et MARIE-PIERRE SUBTIL

Interminable chômage

II. - Cadres à l'encan

page 19

ÉDUCATION • CAMPUS

Ecole : la droite sans complexe

L'enseignement faisait depuis longtemps partie du domaine réservé de la gauche. Ce monopole est aujourd'hui battu en brèche par les responsables de l'opposition de droite, qui ont fait de la formation l'un de leurs chevaux de bataille. Sans toutefois surmonter leurs divergences.

pages 13 à 15

Dans le « Monde des débats » de mars L'école ne sait plus former les citoyens

Au moment où les Français s'expriment par leurs votes, un constat accablant : l'école n'a plus la volonté ni la possibilité de dispenser le minimum d'éducation civique qui, traditionnellement, assurait les fondements de la République. Les interventions de Mohammed Arkoun, Jean-Claude Brisseau, Patrick Cuvillier, Catherine Jean-Pierre, Chevenement, Patrick Evens, Anne Muzel, Paul Valadier.

Les leçons de l'après-communisme

L'historien et l'homme politique polonais Bronislaw Geremek et l'écrivain espagnol Jorge Semprun analysent les raisons du désenchantement des pays de l'Est.

En vente dans les kiosques. Le numéro 30 F.

itec

LE DROIT DE L'EXPÉRIMENTATION SUR L'HOMME

par Sophie GROMB Docteur en droit Médecin légiste Expert près de la Cour d'appel de Bordeaux

itec

304 pages - 190 F (Franco : 210 F)

27, place Dauphine 75001 PARIS

Milan aux mains sales

Des juges et des journalistes traquent la corruption en Italie

MILAN

de notre envoyé spécial

Comme chaque matin depuis un an, Luca Fazzo, journaliste au bureau milanais du grand quotidien romain *La Repubblica*, est arrivé de bonne heure place Gaetano-Filangeri pour prendre sa faction face à la prison San Vittore. L'apparence modeste de la place, qui doit son nom à un obscur juriste du dix-neuvième siècle, ne doit pas tromper. Ici se trouve l'un des épicentres de l'opération « Mani pulite » (mains propres), le séisme politico-judiciaire qui ébranle toute l'Italie, mettant au jour des décennies de corruption politique et couvrant d'opprobre l'establishment du pays.

Ce matin-là, plusieurs journalistes sont déjà sur le place, battant la semelle devant les murs gris et rose de la maison d'arrêt. C'est que le défilé des célébrités - juges, avocats et inculpés - qui entrent et sortent à grand renfort de sirènes commence tôt et se termine tard. Tout va vite et la vigilance est de rigueur. Micros et caméras sont en batterie. Par téléphone, chacun reste lié à sa rédaction.

Comme d'habitude, les juges, arrivés de bonne heure, sont repartis sans s'attarder. Plus bavards, les avocats délaissent le confort de leur limousine pour affronter le froid et la presse. Grands parmi les grands, ils sont une dizaine à se partager la fièvre des inculpés. Et des honnêtes hommes.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Lire la suite de l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS page 6

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 66 p ; Italie, 250 L ; Japon, 1,20 ¥ ; Liban, 2 200 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 180 esc ; Royaume-Uni, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (New York), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Ex-Yougoslavie

Le surgissement du total-nationalisme

Suite de la première page

Il y a eu partout le même rejet du totalitarisme et du pouvoir monopolistique de l'appareil. Dans certains cas, l'appareil se maintint au pouvoir, mais en se convertissant en profondeur au nationalisme et en surface à la démocratie, et il dut se faire légitimer par des élections, reconnaître un certain pluralisme politique et un droit d'expression critique. Certes, il resta presque partout d'importants fragments de l'appareil et du système totalitaire, mais, comme ce n'étaient que des fragments et que le propre du totalitarisme est de constituer un tout organisé, on peut dire qu'en tant que tel le premier et ultime totalitarisme du vingtième siècle était mort.

Il y a eu partout les mêmes aspirations à la démocratie, au mieux-vivre et au bien-être, à la souveraineté nationale.

Il y a eu et il demeure partout l'incertitude démocratique : le pesant héritage d'un système qui avait détruit dans l'effort tout pluralisme politique, la difficulté de créer des institutions et une légitimité démocratique, ont rendu dès le départ les démocraties fragiles et incertaines.

Il y a eu et il demeure partout (y compris en Yougoslavie, quoique de façon moins aiguë) une profonde dépression économique créée par la transition désastreuse entre l'économie d'Etat et l'économie de marché.

Les trois crises

Il y a eu la transformation de la légitime aspiration patriotique à la souveraineté en violence nationaliste suscitée par l'héritage des empires et aggravée par les déconpages arbitraires opérés par Staline en URSS et par Tito en Yougoslavie. Le patriotisme libérateur a fait de plus en plus place à un nationalisme agressif, qu'excite la présence dans le territoire national des minorités étrangères ou jugées étrangères (Tsiganes, juifs) et que suscitent les menaces ou souffrances que subissent les minorités nationales en territoire étranger, et enfin qu'exaspèrent les persécutions mutuelles.

Avant même la guerre de Yougoslavie, des guerres avaient commencé en Arménie-Azerbaïdjan, en Moldavie, en Géorgie, au Tajikistan. Il y a des crises de guerre partout où il y a des peuples, minorités, populations d'origine différentes mêlées. Ni la Roumanie, ni la Hongrie, ni surtout la Russie ne sont assurées d'y échapper. Ces guerres différentes sont toutes les mêmes : provoquées par des frontières contestées, déclenchées pour ou contre des populations devenues minorités dans un nouvel Etat-nation, elles sont attisées par de millénaires rivalités ethniques et religieuses et le recours jugé inéluctable à la vengeance.

Partout, le nationalisme tend à faire taire les minorités et leurs défenseurs. Partout, la fragile démocratie est menacée à peine née. Partout la crise économique discrédite le cours démocratique et économique nouveau, marqué par des joutes parlementaires sans effet, l'inflation, le désordre urbain, la déception généralisée de l'attente du mieux-être promis, réminiscence du système antérieur, ou un minimum de sécurité vitales et

sociales étaient assurées. Partout, il y a les mêmes conséquences régressives des trois crises : politique (fragilité démocratique, vestiges puissants de l'ancien système), économique (le trou noir entre l'économie d'Etat et l'économie de marché), nationale (le délire nationaliste).

Aspirations trompées, frustrations de tous ordres, dérèglement économique généralisé, exaltations et fureurs ethniques, religieuses, nationales, tout cela a creusé l'énorme crise au triple visage, politique, économique, nationale, qui rend de plus en plus probable la désintégration des processus démocratiques. En deux ans, tous les espoirs politiques, économiques et sociaux nés de la décomposition du totalitarisme ont été balayés.

Partout désormais, il y a un risque de régimes à la fois autoritaires et ultra-nationalistes. La Russie est actuellement la moins sujette aux fureurs nationalistes, mais, nous le verrons, elle est la plus menacée.

C'est, de façon inattendue, à la périphérie balkanique, au cours de la guerre de dislocation de l'ex-Yougoslavie, qu'il a surgi un système nouveau. Alors que la Croatie devenait dominée par un parti nationaliste-populiste de type classique très peu tolérant pour les minorités et l'opposition, il s'est formé un modèle intégré de total-nationalisme en Serbie. C'est dans l'Etat-nation serbe que s'est formée une synthèse entre, d'une part, le système d'appareil hérité du communisme mais intégré à la dislocation sous la poussée sécessionniste croate, et d'autre part, la branche ultra-nationaliste d'une longue tradition historique.

Le processus s'est préparé de 1980 à 1990 dans et par une révolution nationale, et il s'est développé et radicalisé dans et par la guerre qu'il a provoquée, d'abord contre la sécession croate, ensuite contre le complexe multiethnique de Bosnie-Herzégovine.

La nouvelle synthèse

1) L'appareil a pris en charge la frustration nationale serbe qui s'est éveillée dans les années 70 au sein de la Yougoslavie de Tito, où la Serbie avait perdu sa position hégémonique d'avant-guerre, où les frontières tithistes entre les Républiques avaient favorisé la Croatie, et où les populations serbes demeuraient dissociées ; en effet, d'importantes minorités serbes étaient éparpillées ou concentrées hors Serbie, en Bosnie et en Croatie. Le territoire de la Serbie est flanqué de deux provinces autonomes, le Kosovo et la Croatie, et où les populations serbes étaient dissociées ; en effet, d'importantes minorités serbes étaient éparpillées ou concentrées hors Serbie, en Bosnie et en Croatie. Le territoire de la Serbie est flanqué de deux provinces autonomes, le Kosovo et la Croatie, et où les populations serbes étaient dissociées ; en effet, d'importantes minorités serbes étaient éparpillées ou concentrées hors Serbie, en Bosnie et en Croatie.

L'appareil du parti ex-communiste serbe s'est revitalisé, énergisé et dynamisé dans la prise en charge de

la frustration nationale serbe, et, avant même la guerre de 1991, il avait mis le couvercle de la domination serbe sur le Kosovo et la Voïvodine. Mais c'est évidemment la dislocation de la Yougoslavie, sans traitement corrélatif des problèmes de minorités, et le radicalisation ultra-nationaliste développée par la guerre qui ont exaspéré ce nationalisme et provoqué l'élaboration du total-nationalisme.

2) Celui-ci s'est formé dans et par l'appropriation de l'énorme machine militaire fédérale constituée par la Yougoslavie de Tito face à la menace de l'URSS, et qui, utilisée d'abord contre la sécession croate, s'est rapidement sécularisée et a fait de la Serbie une puissance militaire disproportionnée.

3) Dès lors, la revendication nationaliste est devenue le moteur de la constitution d'un espace vital au mépris des autres nations et des autres minorités, et elle est devenue le moteur du nettoyage ethnique au sein de cet espace vital. Le nettoyage ethnique, inventé par le régime fasciste d'Ante Pavelic contre les Serbes des territoires croates, s'est déformé en l'instrument de la sécularisation intégrale des territoires sur la Croatie puis la Bosnie-Herzégovine.

Après la guerre contre la Croatie fut menée au nom de l'entité multiethnique qu'était la Yougoslavie, l'attaque pour dépecer la Bosnie-Herzégovine multiethnique opéra la dislocation de la Croatie et de la Serbie sortit de l'enveloppe du yougoslavisme.

On voit les étapes : 1981, répression au Kosovo ; 1989, suppression d'autonomie pour le Kosovo et la Voïvodine ; 1990, éclatement de la Ligue communiste yougoslave ; juin 1991, indépendance de la Croatie et guerre de Croatie ; 1992, attaque de la Bosnie. Les prochaines étapes sont prévisibles : nettoyage ethnique du Kosovo ; partage de la Macédoine.

Au cours de ce processus, il n'y a pas eu que les bombardements massifs, les exactions multiples, les atrocités, les massacres, les viols qui surviennent, hélas, de part et d'autre dans tous les conflits où la guerre est à la fois ethnique, civile, religieuse ; tous les belligérants, dans le réveil des crimes passés, des haines passées et dans la fureur des revendications renouvelées, ont commis des exactions, et les plus forts, les plus lourdement armés, les vainqueurs, ont commis les plus terribles (2) ; mais il y a eu aussi et surtout, à partir de la révolution nationale qui a été effectuée dans et par les structures de l'appareil, la constitution d'un système total-nationaliste où l'espace vital et le nettoyage ethnique sont devenus des éléments constitutifs, et c'est cela qui a systématisé le nettoyage ethnique via les bombardements de terreur, les viols, les déplacements et concentrations de population.

Je dis total-nationalisme faute de mieux. Je pourrais dire nationalisme d'appareil, qui indique le rôle de l'appareil et de son idéologie devenue exclusivement nationaliste, mais le terme me semble trop réducteur. Je ne peux dire national-totalitarisme, qui masque les différences avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, ni national-communisme pour un système où l'idéologie communiste a disparu, ni nationalisme intégral, terme forgé par et pour le maurrisme, ni national-intégrisme, qui aurait été bon si le mot intégrisme n'était pas trop fortement connoté par l'islam.

Bien que la formule ait des antécédents dans les totalitarismes et les nationalismes de ce siècle, ce n'est pas une réinvention de national-socialisme, ce n'est pas une continuation du totalitarisme communiste puisqu'il y a acceptation du marché et tolérance d'une certaine opposition. Bien que ses éléments constitutifs ne soient pas nouveaux, la synthèse est nouvelle.

Cette synthèse est née de l'intégration des constituants suivants : l'appareil du parti ex-communiste contrôlant l'Etat, plus une formidable machine militaire, plus une idéologie nationaliste exaspérée. Cette synthèse est dotée d'une puissante énergie militaire, et d'une énergie mythologique fanatique née de la frustration nationale d'un peuple dispersé, qui elle-même s'alimente des frustrations historiques du passé, à commencer par celle de la défection de Chant aux merles de 1389 jusqu'aux souffrances subies en 1914-1918 et en 1941-1945.

La Croatie a montré dans le passé que son ultra-nationalisme avait viré au fascisme ; elle montre dans le présent un nationalisme autoritaire et elle prend sa part dans le dépeçage de la Bosnie-Herzégovine. Mais c'est la Serbie, et non la Croatie, qui a effectué l'accomplissement du total-nationalisme. De même qu'il y a eu des conditions particulièrement dramatiques en Allemagne qui favorisèrent l'accession au pouvoir du national-socialisme en 1933 (crise économique extrêmement violente, frustration nationale particulièrement intense après le traité de Versailles), de même il y a eu des conditions géopolitiques et crises particulièrement dramatiques qui ont favorisé la formation du total-nationalisme en Serbie. Aussi, nous ne ferons pas

écho aux répugnants propos anti-serbes qui feraient du système de Milosevic le produit d'une tare ethnique singulière.

L'Europe occidentale n'a vu au départ qu'un cruel règlement de comptes local entre Croates et Serbes, n'a pu percevoir qu'avec retard la dynamique panserbe, et elle a été incapable de prévoir ni de reconnaître le processus de formation du total-nationalisme.

C'est bien parce qu'il s'agit d'un phénomène nouveau en Europe que les anciens raisonnements sur les nationalismes et tribalismes balkaniques, sur le communisme et le fascisme, sur l'ostéisme et le total-chichisme sont insuffisants.

Pour ma part, à l'origine, j'ai vu surtout la causalité circulaire complexe dans le processus qui aboutissait à la guerre, le caractère dramatique de la dislocation yougoslave, la nécessité de concilier souveraineté et association, le problème du droit des minorités (3) ; je n'ai conçu le phénomène nouveau qu'avec le force dépeçage de la Bosnie-Herzégovine, lors que le nouveau visage total-nationaliste s'est levé sur le primat sur celui de l'ethnocratie Serbe des deux guerres mondiales.

Vers l'essaiimage ?

La formule intégrée du total-nationalisme existe désormais. Elle est dotée d'un grand pouvoir de contamination. De même qu'une fois constituée par la Révolution française le mouvement national moderne a essaimé dans le monde, de même qu'une fois constituée le modèle stalinien a essaimé en Europe, en Asie et en Afrique, de même le nouveau modèle, une fois achevé, va être doté d'une puissante force de diffusion, et précisément dans l'ex-empire soviétique, où des conditions critiques/crisiques analogues à celles de l'ex-Yougoslavie se trouvent réunies.

Une fois encore, l'avenir se jouera à Moscou. La Russie est en situation géopolitique de macrocosme analogue à la situation du microcosme serbe. Il y a des populations russes dispersées dans des nations devenues étrangères, et des populations de ces nations devenues étrangères au sein de la Russie. Il y a des frustrations nationales qui s'exaspèrent dans et par la triple crise où se débat le pays. L'appareil du parti a été, certes, mais pas totalement, démantelé, mais il en subsiste le noyau militaire-industriel. Le crédit des libéralisations brutales recréé un communisme sécuritaire.

Une partie des fragments disjointes du système totalitaire pourraient se réunir dans un nouveau système, caractérisé par la symbiose déjà en cours entre conservateurs staliniens et nationalistes intégristes, et par une coalition au niveau suprême de hauts militaires et de hauts apparatchiks. Ce ne serait pas le retour pur et simple à l'ancien système, mais une partie marginale accordée aux idées critiques. Mais l'essentiel sera dans le remembrement total-nationaliste d'un système militaire-politique intégré et dans sa capacité à porter dans ses frontières la guerre et le nettoyage ethnique pour protéger, intégrer ses allogènes dans un nouvel espace vital. La formule de Michnik - « Le nationalisme est le stade suprême du communisme » - peut être aujourd'hui complétée : c'est le total-nationalisme qui est le stade ultime du communisme.

Partout, dans cette Europe outre qui n'est pas une autre Europe, mais est la part la plus souffrante de notre Europe, les ethnies étaient mêlées. Alors que l'autonomisation dans la souveraineté aurait pu se faire de façon civilisée en tissant de nouveaux liens associatifs, la dislocation se fait dans et par la barbarie. Mais même quand elles seront juxtaposées, séparées par des frontières, l'intérêt vital de l'association des anciennes ethnies et des nouvelles nations se posera à l'Est comme il s'est déjà posé à l'Ouest, quand celui-ci a voulu échapper à la barbarie de ses guerres séculaires.

Voilà pourquoi association ou barbarie est le problème-clé. Il faudra bien en prendre conscience pour éviter qu'un nouveau minuit ne survienne pour la fin du siècle.

EDGAR MORIN

(2) Nous pourrions maintenant disposer du Livre noir de l'ex-Yougoslavie, documents rassemblés par le *Nouvel Observateur* et Reporters sans frontières (Adis). Comme toujours lorsqu'on dispose d'une information apportée dans le feu des combats et de la violence, il sera nécessaire de procéder à d'autres investigations pour vérifier l'ampleur des massacres sur place, des viols, des tortures.

(3) Tous ces problèmes sont remarquablement traités dans *La Tragédie yougoslave*, Manière de voir n° 17 du Monde diplomatique, février 1993.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le triomphe des classes moyennes

Hétérogènes et indéfinissables, les classes moyennes ont longtemps embarrassé les sociologues. Comprenez au début du siècle surtout des « indépendants », elles se sont considérablement gonflées avec le développement du salariat et constituent un enjeu politique décisif.

LORSQUE, en 1981, le « peuple de gauche », avec François Mitterrand et le Parti socialiste, a pris le pouvoir, on a pu voir dans cet événement l'aboutissement logique de la transformation de la société française. La politique victorieuse de l'union de la gauche a concrétisé l'alliance du prolétariat (symbolisé par le Parti communiste) et des « nouvelles classes moyennes » nées de la modernisation de la société, que le Parti socialiste renoué avait réussi à rassembler. Les succès de la gauche marquaient une fracture au sein de ces groupes sociaux traditionnellement représentés par le Parti radical, puis par le gaullisme, si les « indépendants » (artisans, commerçants, petits patrons) restaient plutôt conservateurs, les salariés et les fonctionnaires manifestaient leur puissance numérique et économique, en ralliant massivement le camp du progrès.

Ni un prolétaire ni un bourgeois

La défaite annoncée de la gauche, treize ans plus tard, traduit-elle la déception de cette population, qui estime n'avoir pas été assez bien défendue par ceux qu'elle a portés au pouvoir ? Cette analyse ne sera probablement pas « absente » des réflexions des responsables politiques au soir des élections. Le Parti socialiste a manifesté « perdu » la confiance de ceux qui étaient ses principaux soutiens et qui sont victimes de la crise économique et de la politique de rigueur (enseignements, fonctionnaires, employés, techniciens...).

S'il n'apporte pas de réponse précise à cette question de stratégie politique, le numéro spécial que la revue *Vingtième Siècle*, consacre aux « classes moyennes » tombe à point pour mieux comprendre l'évolution et la composition de cette entité sociale aussi vague que prolifique. Comme l'indique l'historien Serge Bernstein, qui a organisé ce dossier, longtemps les « classes moyennes » ont été mal vues des sociologues et analystes politiques qui, sous l'influence du marxisme, n'y voyaient qu'un conglomérat hétéroclite, instable et transitoire, appelé à se dissoudre dans les deux grands secteurs de l'histoire : la bourgeoisie et le prolétariat. Or, loin d'obéir à cette prophétie, elles se sont multipliées au point d'envelopper la quasi-totalité de la scène sociale. Le développement du secteur public et du tertiaire et la modernisation de l'industrie ont élargi la constitution d'une classe moyenne salariée, qui a compensé la diminution des « indépendants ».

Mais qu'y a-t-il de commun entre tous ces gens ? Comment peut-on associer, au sein d'une même « classe », le postier et le bistroitier, le contremaître et l'employé, le gérant et l'industriel ? Cette difficulté est évidemment au cœur du malaise des théoriciens de la société. On ne sait trop comment définir cette population de l'entre-deux, comprise entre l'élite de la classe ouvrière et la « petite bourgeoisie » et qui s'effrite plutôt négativement que par un projet collectif. Pour Serge Bernstein, il est possible toutefois de distinguer certaines caractéristiques communes. La première, très subjective, est « une conscience de classe moyenne », c'est-à-dire le sentiment clairement perçu de n'être ni un prolétaire ni un bourgeois. La seconde est l'aspiration à la promotion sociale, associée à un sentiment intense de fragilité. Les membres des classes moyennes sont dans un processus d'élévation personnelle, constamment menacé par des forces supérieures adverses : l'Etat, l'administration, le grand

patronat, les multinationales... Ils se caractérisent, enfin, par la possession d'un patrimoine, qui peut être matériel (bouloque, entreprise, exploitation agricole) ou culturel (compétence technique, diplôme).

Pour Serge Bernstein, ce mélange de dynamisme et de crainte, d'esprit d'entreprise et d'individualisme frileux explique l'ambivalence politique des classes moyennes, qui, selon les circonstances ou l'environnement, sont des éléments d'initiative et de développement ou au contraire de conservatisme et de repli. Cette ambivalence se retrouve, à des degrés divers, aussi bien chez les petits commerçants (étudiés par Nanna Mayer) ou les artisans (Bernard Zarcia) que chez les agriculteurs (Isabel Boussard) ou les petits patrons (Sylvie Guillemet).

Le monde agricole fournit un bon exemple de cette oscillation entre conservatisme et modernité, comme le montre Bernard Bruneteau, dans un article de la *Revue française de science politique*, où il analyse la façon dont le gaullisme a su accompagner la « révolution silencieuse » qui transformait les campagnes, dans les années 60 et 70, à l'initiative notamment du CNJA. Mélangent habilement les thèmes de la tradition nationale, de la modernisation technique et de la participation, le RPF puis l'UNR ont donné au mouvement de Michel Debatisse les références dont avaient besoin les « nouveaux paysans » dans le combat pour transformer les structures de l'agriculture française. Pour Bernard Bruneteau, cette alliance avec les agriculteurs techniques a été un élément essentiel de la stratégie des gaullistes contre les notables et dans la recherche d'une « troisième voie », s'appuyant sur les socio-professionnels.

Les inégalités devant le diplôme

Les classes moyennes se caractérisent par la mobilité sociale et l'insécurité qu'elle engendre, elles sont particulièrement sensibles aux difficultés rencontrées par ce qui en est l'instrument par excellence : la scolarisation. Le diplôme devenant le principal patrimoine, les incertitudes qui l'entourent retardent de façon particulièrement inquiétante. Or celles-ci sont doubles : d'une part, la massification de l'enseignement et la crise économique dévaluent les titres scolaires et universitaires, au moment même où ils deviennent plus accessibles ; d'autre part, les inégalités sociales continuent de peser lourdement au sein même de l'institution scolaire, demeurant un handicap dont l'injustice est de plus en plus mal supportée.

C'est ce qu'expliquent Marie Duru-Bellat, Jean-Pierre Jarousse et Alain Mingat, dans un article de la *Revue française de sociologie*, où ils montrent comment, à réussite scolaire égale, les enfants de professions intermédiaires - et a fortiori ceux d'ouvriers - ont nettement moins de chances d'aller au lycée que ceux de cadres supérieurs. Plus on progresse dans la scolarité, plus l'influence de l'origine sociale dans les décisions d'orientation augmente. « L'écart dans les chances d'accès à un second cycle long entre les deux groupes (enfants d'ouvriers et de cadres supérieurs) passe de 15,6 % en fin de CP à 20,3 % en fin de CM2 et à 28,8 % en fin de 5^e ».

Ainsi, au moment où l'école devient véritablement obligatoire, puisqu'on ne peut plus envisager de réussite sans elle, elle ne garantit toujours pas l'égalité sociale qu'elle professe officiellement. Dans le désamour entre la gauche et les classes moyennes, il est plus que probable que ce phénomène a sa petite part.

► *Vingtième Siècle*, n° 37, janvier-mars 1993, 105 F. Presses de la Fondation des sciences politiques.

► *Revue française de science politique*, décembre 1992, 105 F. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

► *Revue française de sociologie*, janvier-mars 1993, 100 F. Editions du CNRS.

LE MONDE diplomatique

Mars 1993

VERS UNE RÉVOLUTION DU TRAVAIL :

Une citoyenneté au bord du gouffre, par Bernard Cassen. - Mutations technologiques et stagnation de la pensée, par Jacques Robin. - Initiatives en Aquitaine, par Paul Robert. - Bâtir la civilisation du temps libéré, par André Gorz. - Restructuration..., par Gérard Filoche. - Sur les voies du partage, par René Passet. - Revenu minimum ou « deuxième chèque » ? par Jean-Paul Maréchal. - Blocages et impasses des syndicats européens, par Jacques Freyssinet. - Le Sud en quête d'existence, par Jean Chesneaux. - Voyage en terres d'utopie, par Mireille Azouy. - La télévision, les films et la conjoncture, par Carlos Pardo.

BOSNIE-HERZÉGOVINE : Les irrécouvrables postulats du plan Owen-Vance, par Slobodan Dizdarevic.

CAUCASE : Guerres ethniques, par Ignacio Ramonet.

ISRAËL : La déportation, par Daphna Golan.

INDONÉSIE : Secchs et impasses de l'« ordre nouveau », par Gabriel Defert.

LITTÉRATURE : « Paqueta ou le regard ravi », une nouvelle de Mohammed Dib.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

SOMALIE : en attendant que l'ONU prenne le relais

Les Américains se désengagent progressivement de l'opération « Rendre l'espoir »

Alors que la sécurité n'est toujours pas assurée en Somalie, les Américains se désengagent progressivement : les « marines » sont désormais moins nombreux que les soldats venus des autres pays qui participent à l'opération « Rendre l'espoir ». A ce désengagement doit succéder une nouvelle opération de l'ONU, la « première de ce genre », selon M. Boutros Boutros-Ghali.

« Send us home (envoyez-nous chez nous) », ont écrit des « marines », sur des sacs de sable à Mogadiscio. Trois mois après leur arrivée quasi triomphale, les soldats américains n'ont plus le moral. « Le pire, raconte l'un d'entre eux à une agence de presse, c'est de voir les gens que vous êtes censés aider vous jeter des pierres et des injures. » Les incidents se multiplient. Selon les bilans officiels,

au moins onze Somaliens sont morts au cours d'accrochages avec des éléments de la force multinationale en une semaine. Dans le port de Kisimayo, où de violents combats avaient opposé deux factions fin février, des heurts ont encore éclaté dimanche. Les Américains ne sont plus présents à Kisimayo. Ils ont laissé aux Belges le contrôle de la région la semaine dernière ; comme ils ont abandonné aux troupes marocaines celle de Baidoa, au nord-ouest de Mogadiscio.

Recours à la force

Les « marines » ne sont en fait plus présents que dans trois des neuf régions somaliennes - Mogadiscio, Bardera et Merca. A la suite de leur retrait progressif, entrepris à la mi-janvier, ils sont aujourd'hui moins nombreux que les autres militaires de la force multinationale : on compte désormais 13 985 soldats américains, pour 14 017 hommes venus des vingt-

deux autres pays participant à l'opération « Rendre l'espoir » (dont 1 600 Français).

Washington a pour objectif de ne maintenir dans le pays qu'entre 3 000 et 5 000 « marines », qui formeraient, sous commandement américain, une force d'intervention rapide au service de la nouvelle opération des Nations unies, ONU-SOM II. Ce désengagement ne laisse pas d'inquiéter. Car si le dispositif international sous commandement américain (qui a compté jusqu'à 37 000 hommes) a permis l'acheminement de l'aide alimentaire - but de l'opération - l'insécurité n'a pas disparu, il s'en faut, à l'approche du transfert du commandement à l'ONU.

M. Boutros Boutros-Ghali « trogne les pieds ». L'accusation avait été portée par l'envoyé spécial des États-Unis en Somalie, M. Robert Oakley, contre le secrétaire général de l'ONU, avant que celui-ci ne transmette au Conseil de sécurité son projet, le 3 mars. L'ancien date du 1^{er} mai pour un transfert formel d'autorité, le

secrétaire général a fait une série de propositions très ambitieuses.

L'ONUSOM II devrait compter, selon lui, 20 000 soldats, appuyés par une logistique de 8000 hommes et une composante civile de 2 800 fonctionnaires. L'une de ses priorités serait de rendre « irréversible » le processus de désarmement des factions somaliennes. La force serait déployée dans l'ensemble du pays - pour l'instant, seuls 40 % du territoire sont couverts. Elle aurait notamment pour tâche le rapatriement des quelque 300 000 réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Si le Conseil de sécurité l'approuve, l'opération sera « la première de ce genre à être autorisée par la communauté internationale », a affirmé M. Boutros-Ghali. Le secrétaire général de l'ONU fonde en effet l'action de l'ONUSOM II sur le fameux chapitre VII de la Charte de l'ONU, qui autorise le recours à la force pour le rétablissement de la paix.

M.-P. S.

ANGOLA : selon le chef d'état-major de l'armée

La population doit « se préparer à une longue guerre »

Le chef d'état-major de l'armée, M. João de Matos, a appelé les Angolais à « se préparer à une longue guerre », après la chute de Huambo, la deuxième ville du pays, aux mains de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Dans des déclarations à la presse, lundi 8 mars, M. de Matos a affirmé que la chute de Huambo (le Monde du 9 mars) ne signifiait pas que le gouvernement avait perdu la guerre.

Fort de la reprise de la ville, le chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, a exigé mardi le remplacement du médiateur de l'ONU en Angola, M. Margaret Ansoe, et le transfert hors d'Addis-Abeba des pourparlers de paix. « Nous n'y assisterons que s'ils ont lieu à Genève », a-t-il déclaré dans un message sur la radio de l'UNITA. Il a également donné ordre à ses combattants de poursuivre le com-

bat contre le gouvernement. La radio des rebelles a menacé de « neutraliser » les installations pétrolières du nord du pays, au cas où les forces gouvernementales tenteraient de les reconquérir. « L'UNITA invite les compagnies pétrolières à conseiller aux autorités de Luanda de ne pas attaquer l'UNITA, faute de quoi elles (les autorités) seraient responsables des dégâts qui pourraient résulter d'une telle équipée », a précisé la radio.

Le président José Eduardo dos Santos a pour sa part demandé que l'ONU modifie sa résolution interdisant la fourniture d'armes aux deux camps qui s'opposent. Selon lui, le gouvernement, qui est « légitime », a le droit de défendre le pays, et la levée de l'interdiction de vente d'armes à l'Angola lui permettrait de s'approvisionner. (AFP, Reuter.)

ZAÏRE

M. Mobutu demande l'organisation rapide d'élections

Le maréchal Mobutu, qui a ouvert solennellement, mardi 9 mars, un « congrès » politique destiné à régler la crise que traverse le pays, a une nouvelle fois prôné l'organisation rapide d'élections et d'un référendum constitutionnel, pour régler « la bataille de légitimité » entre les instances de la transition au Zaïre.

Ni le bureau du Haut-Conseil de la République (HCR, Parlement de transition), ni le cartel d'opposition de l'Union sacrée (qui soutient le premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, démis par M. Mobutu), ne participent à cette réunion. Le président du HCR, Mgr Laurent Monsengwo, a néanmoins affirmé que « le bureau du HCR restait ouvert à la négociation ». Mais, selon lui, les conditions de cette rencontre ne convenaient pas à l'assemblée, en raison notamment de « la qualité des participants ». (AFP.)

o RWANDA : consultations à l'ONU sur un projet de résolution. Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU se sont consultés, mardi 9 mars, sur un projet de résolution, déposé par la France, qui envisage le déploiement d'une force internationale de maintien de la paix au Rwanda. Le statut de cette force reste néanmoins à définir, selon des sources diplomatiques. Le projet de résolution demande au secrétaire général de l'ONU de préparer très rapidement un rapport sur l'éventuel envoi de « casques bleus » pour superviser le cessez-le-feu dans une « zone tampon » entre les troupes gouvernementales et l'opposition armée du Front patriotique rwandais (FPR). (AFP.)

MADAGASCAR :

M. Albert Zafy proclamé président

M. Didier Ratsiraka souhaite « plein succès » à son successeur

Officiellement proclamé président de la troisième République, mardi 9 mars, par la Haute Cour constitutionnelle, le professeur Albert Zafy a aussitôt reçu un message de félicitations de son rival, le président sortant Didier Ratsiraka, qui lui a souhaité « plein succès dans l'accomplissement de la lourde tâche qui l'attend ».

Selon les résultats définitifs annoncés par la Haute-Cour, Albert Zafy l'a emporté au second tour de l'élection présidentielle du 10 février avec 66,74 % des suffrages, contre 33,26 % à Didier Ratsiraka.

Son investiture aura lieu dans deux semaines. Il avait indiqué, pendant la campagne électorale, qu'il ne voulait pas s'installer dans le palais présidentiel de la Lavalloha qui avait été la théâtre d'un épisode sanglant, la 10 août 1991.

Ca jour-là, la garde présidentielle avait tiré sur des manifestants conduits par la professeur Zafy, faisant plus d'une centaine de morts, dont ses deux gardes du corps qui s'étaient jetés devant lui pour la protéger. (AFP.)

Après la famine, le spectre de l'insécurité

Malgré des troubles persistants, un optimisme prudent renaît à Mogadiscio

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Un fil à plomb au milieu d'un champ de ruines : image isolée, mais symbole du fragile espoir qui saisit la capitale somalienne. A l'abandon depuis plus d'un an, le quartier de Bondhere, ravagé par les combats et les pillages, reprend vie. Les passants ne craignent plus les voyous armés qui infestaient le no man's land, et Abdoukader Gani, plus optimiste que les autres, a décidé de construire une maison. A ses côtés, une dizaine d'ouvriers maintient truelles et fils à plomb sur des murs à demi-ébourés.

Sur la plage du Lido, des barques font la navette entre les bords de mer, ancrés au loin, et les « dockers ». Ahmed Dehr reçoit aujourd'hui un chargement de verres à thé. Il se plaint de ne pouvoir utiliser le vrai port, occupé par les navires de guerre et les bateaux humanitaires. Ses camions aux pneus usés jusqu'à la corde attendent leur cargaison à deux pas du restaurant Indian Ocean.

Conférence de réconciliation le 15 mars

Cet établissement est le premier, depuis deux ans, à rouvrir ses portes sur le bord de mer, redonnant au Lido sa réputation d'avant-guerre. Mais comme les maçons de Bondhere ou Ahmed Dehr, le patron de l'Indian Ocean reste d'un optimisme prudent : « Nous ne sommes pas à l'abri d'un nouveau conflit. Disons qu'il y a un certain espoir, comme après la chute de Siyad Barre, en janvier 1991. Mais, depuis, nous avons appris à ne pas nous réjouir trop tôt. »

« La seconde conférence d'Addis-Abeba ? On y croit car il faut y croire. C'est notre dernière chance », assure Ibrahim Hussein, un petit industriel reconstruit dans l'humanitaire. Mais, comme tous les Abgals, il se méfie du général Mohamed Farah Aidid : « Il est capable de tout depuis qu'il s'est affaibli. » L'homme fort de la Somalie a encore tenté de prouver qu'il faut compter avec lui, en provoquant, le 25 février, des manifestations hostiles à la Force d'intervention des Nations unies (UNITAF). Le lendemain, des coups de feu étaient dirigés contre des soldats nigériens. Ceux-ci ont riposté par des tirs tous azimuts, qui ont secoué la ville pendant cinq heures et leur ont gagné, par la suite, le respect des Somaliens.

Le général Aidid, lui, n'y a reculé que les critiques des officiels américains. C'est une des raisons pour lesquelles les représentants de son Alliance nationale somalienne (ANS) vont aux pourparlers d'Addis-Abeba en traitant les piques à l'égard des Américains et les Nations unies nous imposent leur point de vue, il subsistera des problèmes », déclare le professeur Issa Mohamed, chargé des relations avec l'étranger au sein de l'ANS. Ces propos cachent mal l'isolement

croissant du général Aidid. Au sein du comité ad hoc chargé de la préparation de la conférence de paix dans la capitale éthiopienne, l'ANS, qui voulait un rôle prioritaire - à la mesure du territoire sous son contrôle - n'a pas obtenu gain de cause.

Le risque d'un nouveau conflit n'est pas écarté. Si, au nom du principe de l'autonomie régionale, préconisé par la majorité des factions somaliennes, le président des tris, le général Aidid, le chef de la Somalie unifiée (créé par le général Aidid) devait retourner dans son fief du Mudood, au centre du pays, il aurait les moyens de relancer une guerre tribale avec le formidable arsenal qu'il a probablement déposé en lieu sûr. Les Nations unies ont décidé de faire précéder la Conférence de réconciliation nationale, qui s'ouvre en principe le 15 mars, d'une réunion sur les questions humanitaires. Des représentants de la société civile devraient être invités, dont la présence doit contrebalancer l'influence des chefs de guerre.

Le transfert aux Nations unies, avant le 1^{er} mai, de l'opération « Rendre l'espoir » (dirigée jusqu'à présent par Washington) demeure la préoccupation essentielle des organisations non gouvernementales (ONG). « La bureaucratie et l'esprit fonctionnaire de l'ONU ne sont décidément pas adaptés à ce type d'opération », estime le responsable d'une ONG qui se dit « vraiment rassuré » par le fait que le prochain chef de l'opération des Nations unies pour la Somalie (ONUSOM), l'amiral Jonhantzen Howe, sera un Américain - qui plus est totalement étranger au sérail de l'ONU. Washington a également imposé le général Thomas Montgomery pour secondier le général turc Cevir Bir, commandant de l'UNITAF.

« Des années pour en venir à bout »

Même ceux qui n'approuvent pas l'irruption d'un corps expéditionnaire en Somalie reconnaissent aujourd'hui qu'il a fait reculer la famine. Mais reste le problème de l'insécurité. « Avec 30 000 hommes, l'UNITAF couvrirait 40 % du territoire, remarque Nicolas de Metz, coordonnateur de Médecins sans frontières ; on imagine mal 20 000 casques bleus sécuriser l'ensemble du pays. » Les Nations unies aussi semblent vouloir retarder cette transition. « Le désarmement est resté superficiel », dit M. Farouk Mawlawi, porte-parole de l'ONUSOM, en dénonçant la réticence des « marines » à rechercher systématiquement les armes.

Le contingent italien, lui, a estimé que la collecte des armes faisait partie de sa mission. Deux ou trois fois par semaine, les parachutistes transalpins bouclent un quartier de leur zone et fouillent les maisons. « Si tout va mieux en ville, la sécurité est loin d'être rétablie sur les routes », explique le chef du contingent, le général Rossi : nous menons des opérations de nuit sur les routes du nord contre les bandits mais c'est presque une goutte d'eau dans un océan d'insécurité ; il faudrait des années pour venir à bout. »

Chassés des villes, les « marines » écumant les routes de campagne à l'affût des camions isolés sans escorte. Rendus nerveux à cause de la présence des soldats étrangers, ils tuent sans hésiter. Le 22 février, ils ont tué une infirmière irlandaise de l'organisation Concern, à 30 kilomètres de Mogadiscio. « Paradoxalement nos convois de vivres sont plus en sécurité que nos propres personnes », explique Rohri Wynne-Pope, responsable de l'organisation Care, et ça durera tant que ces jeunes n'auront pas été réintégrés à la vie civile. »

Certaines ONG somaliennes s'y consacrent, soutenues par quelques vagues promesses des Nations unies. C'est pourtant à cette seule condition que les personnes déplacées pourraient rentrer dans leurs villages. Pour le moment, Mogadiscio

est encore truffée de camps provisoires - quelques dizaines de pauvres huttes, serrées dans la cour d'une villa, avec, sur un mur extérieur, une inscription au charbon de bois : « Nous sommes ici depuis un an et huit mois. Aidez-nous ! »

L'intervention étrangère, massive et pourtant insuffisante - car « il faudrait mettre un soldat derrière chaque exproprié et une patrouille dans chaque village », a mis en évidence la nécessité d'une solution politique. Mais personne ne se risque encore à parler du succès de la conférence d'Addis-Abeba. Comment reconstruire un pays qu'il faudra bien un jour réinsérer dans le concert des nations ?

Ibrahim Hussein a déjà la solution. Il a parrainé une équipe de football formée par les anciens employés de sa fabrique de bois-scieuses. Le 22 février, ses joueurs de l'Alha Team ont remporté la Coupe « Rendre l'espoir », à l'issue d'une finale contre les soldats botswanaïses. Ce jour-là, sur les gradins, se rappelle-t-il, j'ai senti passer dans le public somalien, tous clans confondus, une ferveur nationaliste que je croyais oubliée. »

JEAN HÉLÈNE

la cité

Avec la participation du Monde de l'éducation

Les Entretiens de la Villette : 31 mars - 3 avril 1993

La ville

L'objectif de ces 4^{es} Entretiens de la Villette est de permettre aux professionnels de l'éducation de rencontrer d'autres enseignants, des chercheurs et des industriels, sur le thème de la ville, afin de réactualiser leurs connaissances, de suivre les innovations technologiques, de découvrir certaines expériences pédagogiques menées par des enseignants en collaboration avec des industriels.

Vendredi 2 avril

La ville et les réseaux

La ville, c'est aussi circuler, approvisionner, produire, éliminer les déchets, communiquer... parfois avec difficulté. Dans quelle mesure le développement des sciences et des techniques contribue-t-il à la régulation de ces flux ?

Samedi 3 avril

Demain, quels enjeux pour la ville ?

La croissance des villes semble irréversible. Comment maintenir une évolution acceptable par leurs habitants ? Quels outils, quelles compétences, quels dialogues pour les villes de demain ?

Accès payant sur inscription :
Enseignants : 180 F
Étudiants : 90 F
Organismes de formation, entreprises, collectivités locales : 1 000 F

Le 1^{er} avril

L'homme en ville : nature, environnement et santé

La ville attire ; pourtant le citadin est confronté au bruit, au stress, aux pollutions. Quels sont la place et le rôle de la nature en ville ?

Le 2^e avril

Produire l'espace urbain

La ville se construit et se complexifie. L'urbanisation s'accompagne-t-elle nécessairement d'une fragmentation de l'espace urbain ? Quels sont les acteurs du développement de la ville ?

Le 3^e avril

Le 1^{er} avril

L'homme en ville : nature, environnement et santé

La ville attire ; pourtant le citadin est confronté au bruit, au stress, aux pollutions. Quels sont la place et le rôle de la nature en ville ?

Les Entretiens de la Villette sont organisés avec le soutien de l'Electricité de France, Lyonnaise des Eaux - Dumez et placés sous le haut patronage du ministre de l'Éducation nationale et de la Culture, du ministre de l'Équipement, du Logement et des Transports et du ministre de la Ville.

cités des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin-Cariou
75019 Paris
Métro Porte de la Villette.
Renseignements
(1) 40 05 72 46
ou 40 05 74 11

PROCHE-ORIENT

La relance du processus de paix

Les négociations bilatérales israélo-arabes devraient reprendre le 20 avril

En leur qualité de co-parrains du processus de paix au Proche-Orient, les États-Unis et la Russie devaient inviter mercredi 10 mars Israël et ses voisins arabes à reprendre les pourparlers bilatéraux de paix le 20 avril à Washington, a indiqué mardi la Maison Blanche.

En attendant que soient lancées les invitations, la Syrie et l'OLP ont proposé la réunion, fin mars à Damas, des ministres des Affaires étrangères des quatre parties arabes (Syrie, OLP, Jordanie et Liban) concernées par le processus de paix, ainsi que de l'Égypte. Cette réunion devrait permettre aux participants d'adopter une position commune, alors que l'offre des quelque quatre cents Palestiniens expulsés par Israël le 17 décembre dernier n'a toujours pas trouvé une solution qui satisfasse les Palestiniens.

Le principal représentant des territoires occupés par Israël, M. Fayçal Hussein, a encore répété mardi que « si le problème des expulsés n'était pas réglé, tout le processus de paix serait en danger. Il n'y a pas d'autre solution que d'obtenir l'assurance des Israéliens qu'il n'y aura plus de déportations à l'avenir », a ajouté M. Hussein, à l'issue d'un entretien à Londres – le premier du genre – avec le secrétaire d'État au Foreign Office, M. Douglas Hogg. Londres, qui depuis 1991 avait suspendu tout dialogue avec l'OLP, en raison de

l'attitude de cette dernière lors de la crise du Golfe, tente ainsi d'apporter sa contribution à la relance du processus de paix. M. Hussein était accompagné du responsable des affaires européennes au sein du département politique de l'OLP, M. Hael Fahoum.

Les Palestiniens s'opposent « réellement » à la table des négociations mais veulent encore un certain nombre d'obstacles. Une avancée sur le problème des expulsés faciliterait énormément leur retour dans les discussions », a indiqué pour sa part M. Hogg, qui devrait s'entretenir jeudi avec le vice-ministre israélien des Affaires étrangères, M. Yossi Beilin. Celui-ci a déjà vivement protesté contre la rencontre avec M. Hussein.

A Strasbourg, où il intervenait, mardi, devant la commission des affaires étrangères du Parlement européen, le chef de la diplomatie israélienne, nous signale notre correspondant Marcel Scotto, a posé une condition à l'arrêt des expulsions : il faut, a-t-il dit, que « les Palestiniens s'engagent à cesser les actes terroristes ». Sur sa lancée, M. Shimon Peres s'est engagé à « parler directement » avec M. Yasser Arafat à la condition que ce dernier ne se contente pas de « déclarer qu'il renonce aux actes terroristes mais qu'il traduit ses paroles en actes ».

EGYPTE : le procès de quarante-neuf intégristes

« L'islam arrive ! ... »

LE CAIRE

de notre correspondant

Dès leur entrée, mardi 9 mars, dans la salle du tribunal militaire de Hekkip, situé dans une caserne, au nord-est du Caire, les quarante-deux extrémistes musulmans (sept sont en fuite) accusés d'être impliqués dans des attentats contre des touristes ont adopté une attitude de défi.

Ces barbus, au djallaba et à la casquette blanche, brandissant des pancartes sur lesquelles ils avaient écrit « l'islam arrive ! », l'an dernier, trois milliards de dollars – et, partant, à affaiblir la puissance. Ces déclarations contradictoires ont été démenties par des accusés, qui affirmaient en anglais : « Nous n'avons tué aucun touriste ».

Les avocats de la défense ont protesté contre le fait que leurs clients étaient détenus dans une cour militaire, mesure qu'ils ont jugée anticonstitutionnelle. Ils ont, d'autre part, dénoncé l'usage de la torture pour arracher des aveux. Le procès où plusieurs des accusés, âgés en moyenne d'une vingtaine d'années, risquent la peine de mort, a été reporté au mardi 13 mars.

Les avocats de la défense ont protesté contre le fait que leurs clients étaient détenus dans une cour militaire, mesure qu'ils ont jugée anticonstitutionnelle. Ils ont, d'autre part, dénoncé l'usage de la torture pour arracher des aveux. Le procès où plusieurs des accusés, âgés en moyenne d'une vingtaine d'années, risquent la peine de mort, a été reporté au mardi 13 mars.

ALEXANDRE BUCCIANTI

OISE
L'ANGLAIS A OXFORD
pour adultes
L'expertise d'une école britannique leader, pour maîtriser vos besoins en anglais.
Mirella GRAND
21, rue Théophraste Renaudot
75003 Paris - tel (1) 45 23 13 02

Sept intégristes tués à Assouan.
Lors d'un échange de tirs dans une mosquée d'Assouan, en Haute-Égypte, sept intégristes musulmans ont été tués et 15 autres blessés mardi soir 9 mars par la police. Celle-ci était à la recherche de militants islamistes impliqués dans une attaque contre les gardiens d'une église copte d'Assouan. Les intégristes ont ouvert le feu sur les policiers qui s'étaient présentés à la porte de la mosquée à l'intérieur de laquelle ils s'étaient retranchés, provoquant une riposte. — (AFP)

EUROPE

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Les Serbes bloquent toujours l'évacuation des blessés de Bosnie orientale

Le convoi sanitaire du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) qui doit évacuer quatre-vingt-seize blessés graves, (en danger de mort, selon l'OMS) de l'enclave musulmane de Konjevic-Polje, dans l'est de la Bosnie, n'a pu faire demi-tour, mardi 9 mars, après avoir été bloqué pendant des heures par les Serbes bosniaques à Mali-Zvornik, à la frontière de la Serbie et de la Bosnie.

Se trouvant à ce point-frontière, le leader de l'extrême droite serbe, Vojislav Seselj, a menacé de tirer sur les officiers de l'ONU. Dix minutes plus tard, un « casque bleu » français a été légèrement blessé par un tir d'arme automatique dirigé contre une des colonnes de l'ONU. Les journalistes étrangers ont été refusés par les forces serbes, qui ont déclaré avoir reçu l'ordre de « ne laisser entrer personne en Bosnie ».

Le commandant de la Force de protection des Nations unies en Bosnie, le général Philippe Morillon, avait déclaré, lundi, avoir obtenu des autorités serbes de Bosnie l'autorisation « de principe » d'évacuer les blessés et malades de Konjevic-Polje et de Srebrenica, deux enclaves musulmanes attaquées depuis dix jours par les assiégés serbes. A Tuzla, dans le nord-est de la Bosnie, les partis politiques ont demandé aux dirigeants bosniaques que le général français soit déclaré « indésirable dans tout le pays pour son manque d'objectivité, voire son cynisme », selon Radio Zagreb. Le général Morillon, qui s'était rendu dans l'enclave musulmane, attaquée aux mains des Serbes, de Cora, avait dit n'avoir « pas senti l'odeur de la mort » alors que certains témoignages font état de massacres.

Les forces serbes ont affirmé avoir repoussé, mardi, l'offensive lancée la veille par les Bosniaques pour voler au secours des enclaves et « éviter un massacre ». Selon un communiqué militaire serbe, les forces serbes ont progressé en direction de Srebrenica (60 000 habitants). Elles ne se trouveraient plus qu'à 10 kilomètres de la ville, — pillonnée à l'artillerie, selon un radio-amateur de la ville

qui a évalué le bilan de ces bombardements à dix morts.

Selon les sources bosniaques, Srebrenica — qui a été, dans la nuit de mardi à mercredi, la cible du dixième parachutage américain de vivres et de médicaments — a été attaquée à partir de trois directions, dont la Serbie voisine. Konjevic-Polje a aussi été bombardée à l'artillerie, selon ces sources. Selon les Serbes, les forces musulmanes ont lancé, mardi, une « attaque générale » contre le corridor reliant les

« territoires serbes » de Bosnie à la Serbie.

A Sarajevo, où le ministre français de la Défense, M. Pierre Joxe, a fait mardi une visite-éclair aux « casques bleus » français et déjeuné avec le général Morillon, les combats ont gagné en intensité. Plus de 176 obus de gros calibre se sont abattus mardi sur la ville. Cependant, dix-sept avions d'aide humanitaire ont réussi à se poser sur l'aéroport de la capitale bosniaque assiégée. — (AFP, Reuters, AP.)

Les parachutages américains paraissent de plus en plus efficaces

GENÈVE

de notre correspondant

Les parachutages américains sur les enclaves musulmanes de Bosnie orientale semblent de plus en plus efficaces et nécessaires, selon le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), qui précise qu'en neuf opérations 232 tonnes de denrées alimentaires et 19 tonnes d'équipements médicaux ont pu être largués dans ces enclaves assiégées depuis dix mois. Un nombre de plus en plus grand de colis a pu parvenir aux populations affamées de la région.

D'autre part, selon un médecin britannique de l'OMS (Organisation

mondiale de la santé), le docteur Simon Mardell, 96 grands blessés risquent une mort certaine à Srebrenica — enclave musulmane sur laquelle les Américains ont parachuté vivres et médicaments, dans la nuit de mardi 9 au mercredi 10 mars — s'ils ne sont pas évacués dans les plus brefs délais. Trois cent cinq autres cas moins dramatiques, mais néanmoins très graves (surtout des blessés par balles), ainsi que 800 autres personnes nécessitent une évacuation rapide. Mais, à partir de Srebrenica, il ne reste qu'une seule route praticable mais trop étroite pour que les autocars qui servent d'ambulances puissent l'emprunter.

Dans la ville même, toujours selon le docteur Mardell, la malnutrition et les maladies causées par le froid tuent une trentaine de personnes chaque jour. La plupart des 60 000 habitants de cette ville, auxquels s'ajoutent 4 000 personnes qui ont fui Cerska et Koojevic Polje, devraient être évacués vers Tuzla, où un camp pouvait accueillir 20 000 personnes à été aménagé et où des équipes médicales de l'OMS, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de Médecins sans Frontières et d'autres organisations non gouvernementales (ONG) sont déjà sur place pour dispenser les soins nécessaires.

ISABELLE VICHNIAC

MM. Vance et Owen rencontreront M. Milosevic à l'Élysée

Salle de la première page

L'atmosphère de la rencontre a été d'autant plus cordiale que les deux présidents se sont retrouvés sur la même ligne sur les sujets les plus chauds, qu'il s'agisse de l'ex-Yougoslavie ou de la Russie, même s'ils ont reconnu la persistance des divergences franco-américaines sur les négociations commerciales internationales.

A l'évidence, la Bosnie a été le thème fort des entretiens du matin. M. Mitterrand a d'ailleurs choisi l'occasion de cette rencontre avec le président américain pour annoncer qu'il présiderait, jeudi 11 mars, à Paris, une réunion des deux médiateurs, MM. Cyrus Vance et David Owen, avec le président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic. Il s'agira pour les coprésidents de la conférence de paix de demander à l'homme fort de Belgrade ce qu'il entend mettre en œuvre pour faire accepter par les Serbes de Bosnie le plan de paix en discussion à New-York.

Jusqu'à présent rien n'a décidé M. Milosevic à user de son influence sur les milices serbes qui poursuivent la guerre en Bosnie orientale et centrale — où les négociations, ni l'intervention humanitaire américaine, ni même les sanctions contre la Serbie. Or les États-Unis sont convaincus que l'influence de M. Milosevic sur les milices serbes de Bosnie est aussi directe que déterminante. « Le temps est venu d'exercer, par tous les moyens, des pressions sur les Serbes », a déclaré, à New-York, M. Vance, en soulignant que la réunion de Paris avait été organisée à son initiative. La réunion aura lieu la veille de la reprise des pourparlers de New-York et ne devrait pas se prolonger au-delà de la journée du 11 mars.

« Nous approuvons le plan Vance-Owen, nous voulons son succès. Même si nous n'en ignorons pas les imperfections, nous n'en connaissons pas de meilleure aujourd'hui », a expliqué M. Mitterrand. Il a rappelé que la France était prête à participer « une force de paix sous l'autorité des Nations unies » pour faire appliquer un accord, des

lors qu'il aura été dûment endossé par les belligères. C'est aussi le point de vue de M. Clinton : il s'agit de question de dépêcher des troupes américaines en Bosnie pour forcer la main des parties en conflit mais les États-Unis sont prêts à l'envisager dès lors qu'il s'agit d'un accord de paix déjà accepté.

Soutenir le président russe

Au reproche d'indifférence devant les drames de l'ex-Yougoslavie, dont se faisait l'écho une journaliste américaine, M. Mitterrand a répondu avec une pointe d'agacement en rappelant que 5 000 soldats français étaient sur le terrain, que 12 ont été tués et 100 blessés. Le chef de l'État français aurait sans doute aimé annoncer lui-même aux journalistes américains, lors de la conférence de presse commune organisée en fin de matinée à la Maison Blanche, qu'il s'engageait personnellement dans la négociation en parallèle, jeudi, la réunion de Paris. Mais la presse américaine ne lui en a pas laissé l'occasion : elle était avant tout occupée à poser des questions de politique intérieure à un Bill Clinton qui ne l'en a aucunement dissuadé. Ne se veut-il pas le président de l'Amérique d'abord, même lorsqu'il reçoit un bête étranger ? Il est donc revenu au service de presse de l'Élysée de diffuser un communiqué annonçant la « médiation de Paris ».

La situation en Russie a été l'autre grand thème de la rencontre. Elle est la principale préoccupation de politique étrangère de Bill Clinton, qui s'en était déjà entretenu la veille avec l'ancien président Richard Nixon. M. Clinton a indiqué qu'il avait l'intention de « consulter étroitement » le président français après le voyage que M. Mitterrand doit faire à Moscou la semaine prochaine. Le président américain doit lui-même rencontrer M. Boris Eltsine à Vancouver début avril.

A l'évidence, M. Clinton, comme M. Mitterrand, est convaincu qu'il faut plus que jamais aider le prési-

dent russe, sans pour autant savoir très bien comment s'y prendre. Ils sentent l'utilité d'en débattre avec les autres dirigeants du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7). Une telle consultation doit-elle prendre la forme d'un sommet extraordinaire avoué celui de Tokyo prévu pour le mois de juillet ? M. Clinton, faisant notamment valoir les objections japonaises, préférerait une consultation plus informelle, peut-être au niveau ministériel. M. Mitterrand, lui, est d'autant plus disposé à un sommet extraordinaire que la France — avec le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors — le demande pour traiter aussi de la relance économique dans les pays occidentaux. En tout état de cause, a dit M. Clinton, « il n'est pas possible d'attendre juillet pour que les plus grands pays industrialisés (...) agissent » en faveur de la Russie.

Les entretiens avaient commencé ce cercle restreint dans le bureau ovale de la Maison Blanche : M. Mitterrand était accompagné de M. Hubert Védrine, secrétaire général de l'Élysée, et de M. Anne Levet, secrétaire générale adjointe, et conseiller pour les affaires économiques internationales. Ils furent ensuite élargis — avec la participation d'Elisabeth Guigou, ministre des Affaires européennes — pour une réunion de travail à laquelle assistaient notamment le vice-président Albert Gore, le secrétaire d'État, M. Warren Christopher, et le chef du Conseil national de sécurité, M. Anthony Lake.

Un déjeuner de travail bouclait la rencontre. Réunissant les deux délégations, il a été consacré aux questions commerciales. Lors de leur conférence de presse, les deux présidents avaient fait assaut de bonne volonté. M. Clinton a juré qu'il n'était pas protectionniste, mais qu'il fallait « savoir se protéger en cas de concurrence déloyale ».

M. Mitterrand a réaffirmé qu'il souhaitait la conclusion de l'Uruguay Round mais, a-t-il dit, les pourparlers sur le GATT avancent mieux dès lors qu'on négocie simultanément sur l'ensemble des secteurs intéressés — industrie, services etc. — et non plus sur un seul d'entre eux : l'agriculture.

Le président américain a assuré qu'il n'en voulait pas à Airbus et qu'il n'entendait pas renégocier l'accord de 1992 conclu entre les

États-Unis et la CEE sur les aides à l'industrie aéronautique. Ce qu'il souhaite, c'est que les États-Unis pratiquent à leur tour le type de coopération entre secteur public et privé qui, à son avis, si bien réussi au consortium européen.

« M. Roland Dumas est en campagne », avait-on, d'autre part, indiqué aux Américains pour expliquer l'absence du ministre des Affaires étrangères. En revanche, M. Jack Lang, ministre de la Culture et de l'Éducation, également candidat aux législatives, avait choisi, lui, de faire campagne en accompagnant le président aux États-Unis... et arborait, pour l'occasion, un costume d'été vieux rose.

ALAIN FRACHON et CLAIRE TRÉAN

M. Eltsine estime qu'il n'y a pas de solution de rechange au plan Vance-Owen

Il n'y a pas « d'alternative réelle » au plan élaboré par MM. Cyrus Vance et David Owen comme base de règlement du conflit en Bosnie, a estimé le président russe, M. Boris Eltsine, dans une déclaration publiée, mardi 9 mars, à Moscou.

« Les parties au conflit se trouvent devant le choix suivant : approuver les éléments fondamentaux de ce plan ou prendre la responsabilité de la poursuite du bain de sang », selon la présidence russe. Cette position a été rendue publique à l'issue d'une conférence de presse de l'émissaire russe pour les affaires ex-yougoslaves, M. Vitali Tchoukine, de retour de New-York. Celui-ci a précisé à cette occasion l'attitude de Moscou sur le retrait progressif des sanctions contre Belgrade : « Le jour de la signature du plan (Vance-Owen), tout ne sera pas réglé », a déclaré M. Tchoukine. Il y aura une période difficile de plusieurs mois, c'est pourquoi nous parlons d'assouplissement progressif des sanctions (contre les Serbes) et non de retrait pur et simple. — (AFP, UPI.)

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

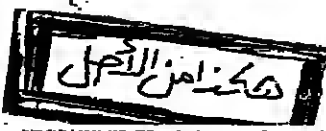
avec **Georges Marchais**

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

JEUDI 11 MARS
8h / 9h

مكتبة القرآن



LA RAISON DU FOU VIVRE EST TOUJOURS LA MEILLEURE.

AUX FOUS !
AUX FOUS D'AMOUR, DE BEAUTÉ,
DE NATURE,
AUX FOUS DE CURIOSITÉ, DE PASSION, DE DÉSIR,
AUX FOUS DE JOIE,
AUX VIEUX FOUS ET AUX JEUNES,
AUX PETITS FOUS ET AUX GRANDS,
AUX COMPLÈTEMENT FOUS,
LE CLUB MED DÉDIE
SA RAISON D'ÊTRE, DE VIVRE.

AUX PAS SI FOUS QUE ÇA !
AUX FOUS D'ÉCONOMIE,
AUX FOUS D'AUJOURD'HUI,
AUX FOUS DE SOUPLESSE
QUI CHANGERONT LEUR DATE DE DÉPART,
AUX FOUS DE SOLEIL
QUI CHANGERONT LEUR DESTINATION,
AUX FOUS DE DIALOGUE,
LE CLUB MED OFFRE
DES AVANTAGES TRÈS SÉRIEUX. C'EST FOU, NON ?



Club Med. Le fou vivre.

16 (1) 42. 96. 10. 00

Agences Club Med Voyages, Haras Voyages,
Forum Voyages et agences agréées.



FRANCE INTER

is

VOIR

EUROPE

La lutte contre la corruption en Italie

Le gouvernement en sursis Milan

Fragilisé par l'aggravation de la crise
M. Amato tente de colmater les brèches

ROME

de notre correspondante

« Encore un petit instant, monsieur le bourgeois... » Chaque jour, presque chaque heure, est une heure de gagnée pour le gouvernement Amato, qui fait désormais figure de condamné en sursis. Un condamné à une vie vibrante, qui se débâtit avec la dernière énergie pour chaque bouffée d'oxygène.

Ainsi, un ultime et fébrile replâtrage, qui a vu, dans la soirée du mardi 9 mars, la nomination-express du socialiste et protestant, M. Valdo Spini (candidat malheureux à la succession de M. Bettino Craxi au PSI) au poste de M. Carlo Ripa di Meana, ministre de l'environnement démissionnaire - le cinquième en neuf mois - a permis de colmater les brèches. Mais pour combien de temps? En dépit de ses dénégations, l'austère et déconfit ministre de la justice, M. Giovanni Conso, semble bien tenté, lui aussi, de quitter le navire.

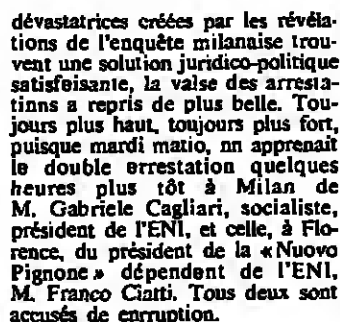
Après un week-end dramatique, qui lui a valu d'être désavoué par les magistrats de Milan, « l'aché » par une majorité, de toute façon quasi inexistante, et conquis par la faule, qui, lundi encre, l'a traité au sein même de la prestigieuse université Bocconi à Milan, de « bouffon » et de « voleur », M. Amato s'apprêtait, mercredi, à affronter une nouvelle épreuve.

L'arrestation
du président de l'ENI

En effet, après le refus, dimanche soir, du président de la République, M. Scalfaro, de signer le décret-loi dépenalisant les infractions à la loi sur le financement des partis, le gouvernement qui, mardi, a « pris acte » au cours d'un conseil des ministres particulièrement boueux, des objections « constitutionnelles » du Quirinal, devait s'employer à revoir sa copie mercredi au Sénat.

Cette séance de travail devrait aboutir, en principe, au dépôt de simples amendements au texte sur lequel travaillent déjà les sénateurs, mais devrait surtout donner lieu à quelques franches explications. Au point que, dans l'attente de cette séance de « clarification », un autre débat épineux, celui qui aurait dû se tenir mardi à la Chambre des députés sur la « question morale » - vieux débat qui, avec l'affaire « Mains propres », a repris une vigueur insoupçonnée - a été repoussé à jeudi.

En attendant que les turbulences



M. Gabriele Cagliari

dévastatrices créées par les révélations de l'enquête milanaise trouvent une solution juridique-politique satisfaisante, la valse des arrestations a repris de plus belle. Toujours plus haut, toujours plus fort, puisque mardi matin, on apprenait le double arrestation quelques heures plus tôt à Milan de M. Gabriele Cagliari, socialiste, président de l'ENI, et celle, à Florence, du président de la « Nuova Pignone », dépendant de l'ENI, M. Franco Cinti. Tous deux sont accusés de corruption.

D'après les confessions faites à la justice par Bartolomeo De Toma, l'homme d'affaires socialiste collecteur des pots-de-vin du PSI dans le secteur de l'énergie, M. Cinti aurait payé une « enveloppe » de 4 milliards de lires (environ 14 millions de francs), avec l'aval explicite de M. Cagliari, pour pouvoir fournir des turbines à gaz aux centrales de Fiumicino et de Montalto di Castro, l'ins de la reconversion au méthane de ces centrales de l'Office de l'électricité (ENEL), initialement prévues pour être des centrales nucléaires. Pour l'instant, en attendant la réunion imminente du conseil d'administration, c'est l'administrateur délégué de l'ENI, Franco Bernabe, de toute façon « homme fort » depuis plusieurs mois, qui assure les commandes.

L'arrestation de M. Cagliari, président du groupe depuis 1989, n'en est pas moins un nouveau coup dur pour l'ENI, le deuxième bolide d'Etat (13 000 employés, 50 000 milliards de lires de chiffre d'affaires) qui a la haute main sur le secteur stratégique de l'énergie. Déjà sous le microscope de la justice pour l'affaire de l'Enimont, le mariage raté du groupe avec la Montedison qui a valu, il y a quelques semaines, un « avis d'ouverture d'enquête » à M. Raul Gardini, l'ex-patron de la Montedison, l'ENI se trouve surtout depuis des mois

au cœur des enquêtes « Mani pulite » et apparaît de plus en plus comme un des principaux pourvoyeurs de fonds illicites des partis politiques.

Pour faire bonne mesure, on apprend également mardi, outre deux rafales de « petites arrestations », la condamnation à deux ans de prison de l'ancien roi des eaux minérales, l'entrepreneur romain Giuseppe Ciarrapico, déjà cité dans d'autres scandales, pour falsification d'actes notariés dans le cadre de la vente de la « Casiole Valdieri », un des plus célèbres restaurants de la capitale. Le « clou » de cette journée échevelée revenant, sans contestation, à MM. Carra et Craxi, tous deux symboles de ce que la presse appelle « l'ancien régime ». Le premier, Enzo Carra, ancien porte-parole du déjà tout-puissant M. Arnaldo Forlani, secrétaire de la Démocrétique-chrétienne, s'est vu condamner à deux ans de prison avec sursis pour faux témoignage, et obstruction à la justice.

Le second, M. Craxi, qui fut, avant d'être exécuté par l'opinion publique, l'un des présidents du conseil les plus écoutés du pays, et le patron incontesté du PSI, a franchi, à son corps défendant, le premier pas vers son éventuel procès. En effet, mardi, la commission ad hoc de la Chambre a donné un avis favorable pour que la justice puisse pleinement enquêter sur le cas de M. Craxi, qui totalise quarante et un chefs d'accusations et sept avis d'ouverture d'enquête pour, entre autres, violation de la loi sur le financement des partis et corruption. L'ex-secrétaire du Parti socialiste, qui n'était pas présent lors du vote de la commission, mais avait envoyé une longue lettre, déplorant une nouvelle fois la « campagne de calomnie et de persécution » dont il s'estime l'objet, a eu un commentaire très amer, à l'issue de la séance : « C'est un exemple de justice politique sommaire, et il dit, qui ne s'arrête ni devant la vérité, ni devant le droit. Mon cas est un cas exemplaire ».

Prochaine étape, décisive celle-ci, le débat à la Chambre des députés qui devrait se tenir d'ici quelques semaines sur le sort de M. Craxi, et décider, par un vote, de la levée ou non de son immunité parlementaire. Un débat qui, dans le climat de lynchage actuel, pourrait bien devenir - M. Craxi n'aurait plus grand-chose à perdre - le procès de « l'ancien régime », mais aussi celui de ceux qui, parmi les révoqueurs, après avoir tourné casaque à bon compte, se font fort d'en établir un nouveau.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

aux mains sales

Suite de la première page

Dans un genre différent, les gardiens de la prison sont aussi très prisés par la presse. Eux, savent comme tout industriel, tel financier ou tel politicien célèbre a vécu sa première nuit dans les cellules crasseuses et surpeuplées de San Vittore. La veille, les carabinieri, venus de Turin, ont mis deux hauts responsables du Fiat sous les verrous, comme d'habitude les escrocs. Les petits juges milanaise ont osé s'attaquer à l'empire Agnelli, bastion du capitalisme italien. Comme tous leurs compatriotes, les journalistes sont sous le choc.

Pas « d'effet domino »

Pourtant, depuis le 17 février 1992, « Mani pulite » n'a pas été avare en émotions. Ce jour-là, un socialiste milanais de second plan, Mario Chiesa, s'était fait prendre la main dans le sac alors qu'il encaissait un pot-de-vin de 7 millions de lires (environ 25 000 francs). L'affaire, une banale histoire de contrat de nettoyage, n'aura pas eu d'effet domino, dérivait alors un notable socialiste. C'est pourtant de là qu'allait partir la grande fessée. Un an après, les « têtes enroulées » n'en finissent pas de tomber sur un échiquier politique dévasté.

Au fil des révélations, « Mani pulite » a mis au jour les mécanismes du *tangente*, ce système généralisé de pots-de-vin qui alimente les caisses des partis depuis des décennies, imposant au pays un état de corruption endémique. Démocrates-chrétiens, socialistes et autres se sont ainsi partagés, au oez et à la barbe de la justice, les milliards que les entreprises, à commencer par les grands groupes des secteurs public et privé, déboursaient illégalement en échange de faveurs diverses. Pétrole, construction, transports, sports, finances, etc., aucun secteur n'a été épargné. Pas même l'aide destinée à l'Afrique... Pour le seul décennie 80, l'addition des pots-de-vin atteindrait des sommes colossales. Certains parlent de milliards de dollars.

Depuis un an, plus de 500 personnes, aspirées par le tourbillon « Mani pulite », font l'objet d'enquêtes. On trouve dans le lot des hommes éminents du gotha industriel et financier de l'Italie. Des *condottieri*, dont les groupes (ENI, Fiat, Gardini, Montedison) sont synonymes de puissance et de richesse. On trouve également plusieurs dizaines de parlementaires de tout bord, à commencer par celui qui fut dans les années 80, l'homme-symbole d'une certaine Italie : M. Bettino Craxi. L'ancien premier ministre socialiste et son entourage, bien fourni en affaires et en oeuvres riches, ont-ils été les grands corrupteurs que l'on dit? M. Craxi s'en défend.

Reste qu'il fait l'objet de sept enquêtes et que plus de cinquante chefs d'accusation (financement politique illicite, corruption, abus de pouvoir, concussion, etc.) pèsent sur lui. Les socialistes ne sont pas seuls dans cette galère. Plusieurs élus de la démocratie chrétienne, qui empoisonnaient, comme le PSI, 40 % des dessous-de-table, leur tiennent compagnie. Le Parti républicain, réputé plus vertueux que les autres, est aussi ébloué. Mais, rançon du pouvoir, les socialistes, représentés par le trio Craxi-Martelli-De Michelis, se taillent la part du lion.

Au total, quelque 150 politiciens, intermédiaires et hommes d'affaires, ont séjourné, plus ou moins brièvement, à la prison San Vittore. Un peu comme si les personnalités françaises impliquées dans des financements politiques frauduleux (Urba, Cogedim et autres) défilaient à la Santé. Par ailleurs, on a découvert, ces jours-ci, sur un terrain vague, le cadavre d'un homme fonctionnaire. Le septième suicide de « Mani pulite ».

Derrière ce déballage sans précédent, on trouve un trio de « petits juges » et une poignée de journalistes. C'est à leur bonne entente, pour ne pas dire leur collaboration, que l'opération doit d'en être arrivée à aujourd'hui. Pour éviter que le pouvoir n'entente l'affaire Chiesa, comme d'autres avant elle, le juge milanais Antonin Di Pietro et ses collègues, Gerardo Colombo et Piercamillo Davigo, se sont appuyés sur la presse. Progressivement, les résultats de leur enquête, amplifiés et

prolongés par les médias, sont apparus de plus en plus crédibles et ont suscité une dynamique irrésistible. A partir de la brèche ouverte en février 1992, le barrage politique a cédé. Depuis, le flot des turpitudes de la démocratie n'a pas cessé d'inonder la place publique.

Cette complicité entre juges et journalistes, nous en aurons un exemple en suivant Luca Fazio dans les dédales du palais de justice de Milan. C'est ici, au cœur de ce mastodonte de marbre blanc qui témoigne du gigantisme de l'architecture mussolinienne, que se trouve le second épiscopat du système. Nous nous retrouverons en train de bavarder avec les juges Colombo et Davigo dans une atmosphère décontractée que l'on imagine mal en France (1). Cette manière de mettre le dossier de l'instruction sur la place publique a suscité bien des critiques. Le juge Di Pietro a donc mis une sourdine à ses confidences.

Cela dit, en un an d'investigations émaillées d'innombrables révélations, la violation du secret de l'instruction n'a été invoquée qu'une seule fois contre la presse.

Une ville mise en coupe réglée

MILAN

de notre envoyé spécial

Pour se grendeur, Milan a l'héritage des Visconti et des Sforza. Pour son malheur, il a eut Bettino Craxi. A côté des hauts lieux chargés d'histoire, d'autres lieux évoquent aujourd'hui l'histoire d'une ville répondue par ses élus. Le « piccolo teatro » symbolise parfaitement les années *tangente*. Entrepris par la municipalité pour le mettre en scène, Giorgio Strehler, mais victime de la frénésie des pots-de-vin, le bâtiment reste inachevé depuis bientôt vingt ans. Entre-temps, son coût est passé de 15 à 80 milliards de lires. Aujourd'hui, hérisé de poutrelles et couvert de bâches qui claquent au vent, l'ensemble a l'air d'un vaisseau fantôme.

Autre signe des temps : c'est au numéro 19 de la place du Duomo, à deux pas de la cathédrale, que se trouve le siège de la ville. Quant aux projets sociaux, on n'en parle même pas : ils ne rapportent pas assez de commissions. Non seulement nos dirigeants ont été corrompus, en plus ils n'ont rien fait. Chez vous, au moins, les grands projets : La Villetta, la Grande Arche, l'Opéra-Bastille, le TGV, finissent par surgir.

R.-P. P.

Il est vrai que beaucoup de protagonistes ne se font pas prier pour parler. Et que la presse a su s'organiser.

Les années
de boue

Les grands journaux se sont regroupés en pool. *Il Corriere della Sera* (Milan), *La Repubblica* (Rome), *La Stampa* (Turin), *Il Messaggero* (Rome) se partagent les sources et vérifient les informations, puis les envoient à la mesure du scandale. Certains quotidiens consacrent jusqu'à dix pages aux développements de « Mani pulite ». En février, l'hebdomadaire *L'Espresso* consacrait trente-sept pages au « *manif di fango* » (les années de boue).

La pugnacité des juges et des journalistes est d'autant plus grande qu'ils avaient une revanche à prendre. Antonio Di Pietro et Gerardo Colombo n'ont pas oublié que leurs tentatives de faire prévaloir la loi dans des cas similaires avaient été enterrés par le pouvoir. Ni qu'ils avaient été présentés par certains politiciens, à commencer par M. Craxi, comme des juges manipulateurs et politisés. Quant à la presse, elle n'ignorait pas que la république était perdue par l'argent noir. Mais elle s'est longtemps résignée. Rameurs, cynisme et déjournement l'emportaient sur l'action. Aujourd'hui, sa crédibilité est en hausse.

Dans un pays où peu de politiciens échappent au jugement sommaire du « tous pourris », le juge Di Pietro est devenu un héros national. On a eu dernièrement

une démonstration de cet engouement, lors de la retransmission, sur une chaîne de télévision publique, d'une audience qu'il présidait. Le fait, en lui-même, était déjà exceptionnel. Plus exceptionnel encore, l'émission, suivie par 8 millions de spectateurs, a fait l'uo des meilleurs scores depuis un an, tous genres confondus. Au box-office du succès, Di Pietro bat désormais Sophia Loren et Tom Cruise.

Critiqué par la classe politique - elle estime qu'il passe les menottes un peu trop facilement! - le juge bénéficie d'un soutien populaire qui ne se dément pas. 86 % des personnes interrogées en février lui faisaient confiance et 70 % soutenaient qu'il vide l'abcès de la corruption jusqu'au bout. 70 % se disent également persuadées que son action aura un effet positif sur l'Italie. Une opinion qui reste importante pour la suite des événements.

Prolongements
étrangers

Car ce n'est pas fini. L'étendue de la corruption et le rôle de certains personnages-clé ont conduit les magistrats milanaise à ressusciter les affaires sulfureuses des années 80 et à se pencher sur leurs prolongements à l'étranger. Faillite du Banco Ambrosiano et mort étrange de son directeur, Roberto Calvi; activités de Lucio Gelli,

listes et les autres partis : les deux aéroports, Linate et Malpensa, le métro (ix ans de travaux et deux fois le prix initial) le compagnie des transports milanaise, etc. Les journalistes se souviennent de tous ces nouveaux riches de la politique, qui avaient table ouverte chez Savini, le restaurant historique de la bourgeoisie milanaise. Et qui payaient, toujours cash, à coups de liasses de billets. Depuis l'opération « *mani pulite* », le restaurant a perdu une grande partie de ses clients. Partis qui profit de la campagne de la presse.

« Depuis vingt ans, se lamentait un vieux Milanais, les *tangenti* ont bloqué tout développement à Milan. Les projets du nouveau centre d'affaires, de nouvelles universités ne sont jamais sortis de terre. Le Piccolo teatro symbolise parfaitement la mise à mort des projets de la ville. Quant aux projets sociaux, on n'en parle même pas : ils ne rapportent pas assez de commissions. Non seulement nos dirigeants ont été corrompus, en plus ils n'ont rien fait. Chez vous, au moins, les grands projets : La Villetta, la Grande Arche, l'Opéra-Bastille, le TGV, finissent par surgir ».

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cray
Membres du comité de direction :
Jacques Guis, Philippe Dupuis,
Isabelle Tassin
15-17, rue du Colosse-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléc. MONDIPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-49-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde de Médias et Régies France SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 38-16 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LM

Imprimerie
12, r. M. Gaudou
94851 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94851 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94851 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE et hors
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
LE MONDE - HUSP - published in periodic daily for 5 000 years by LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry
94851 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices.
POSTMASTER: Send address changes to LMS of NY Box 1518, Champlain, N.Y. 12919 - 1918.
For the subscription service, see 1518
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 400 Virginia Beach, VA 23461 - 281 USA
Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

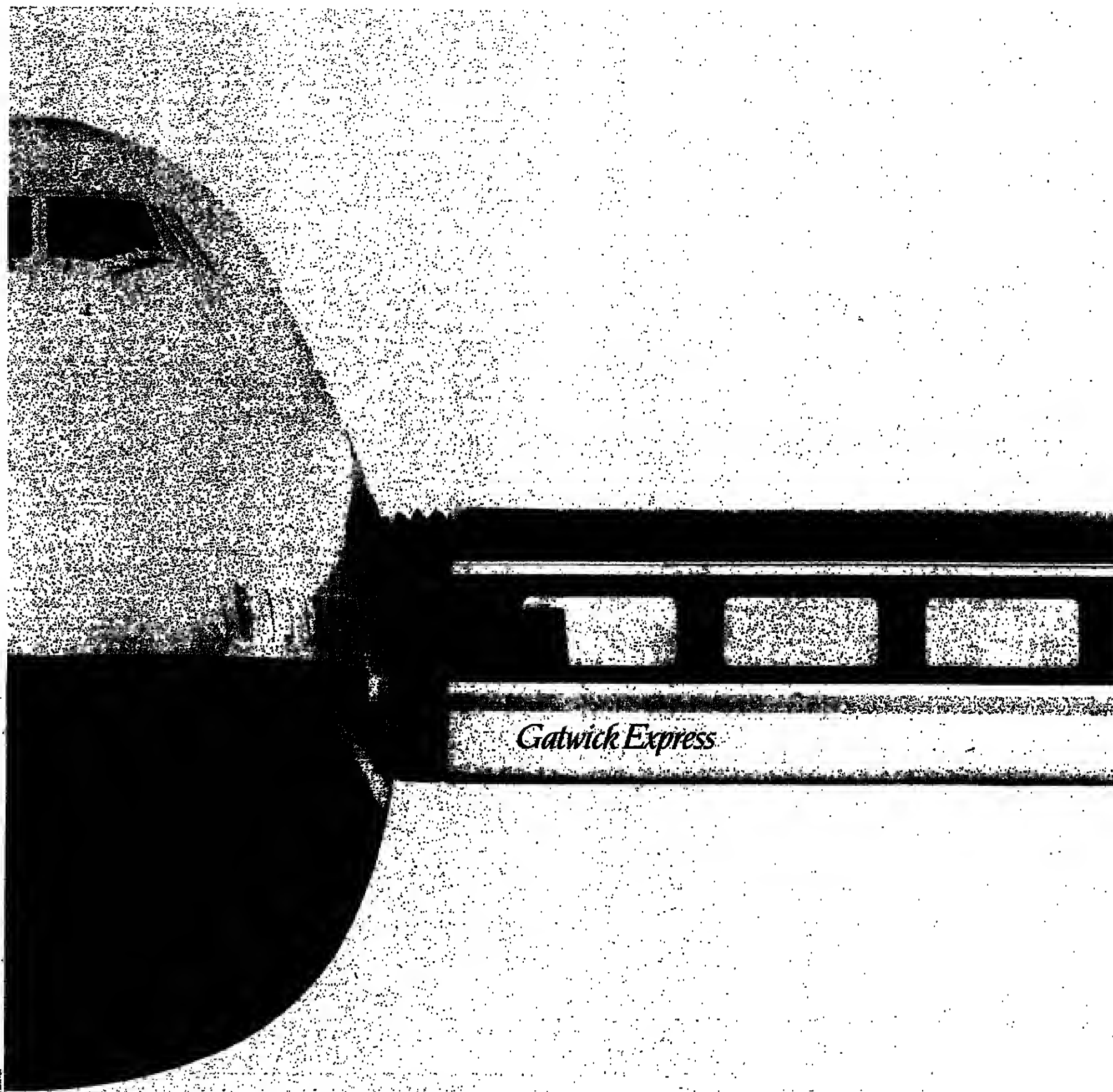
301 MON 01 PP. Paris PP
Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكسان الشال

هكنا من السفر

• Le Monde • Jeudi 11 mars 1993 7

Londres-Gatwick. La sortie la plus *rapide* pour le centre de Londres.



SAATCHI & SAATCHI ADVERTISING

Le Gatwick-Express possède des téléphones et un service mobile de rafraîchissement. Il vous emmène au centre de Londres en 30 minutes, et ceci avec un départ tous les 1/4 d'heure.
Alors, Gatwick n'est-elle pas la sortie d'aéroport la plus rapide et la plus confortable pour atteindre le centre de Londres?

BRITISH AIRWAYS

La compagnie que le monde préfère

Découvrez les avantages qui vous sont réservés à Londres-Gatwick et profitez d'un billet de train Aller-Retour Gatwick-Victoria Station offert par British Airways pour tout achat d'un billet British Airways Plein Tarif, Club Europe ou Euro Traveller. Offre valable jusqu'au 30.06.93.
Il vous suffit de compléter et de renvoyer ce coupon à British Airways France, "Opération Gatwick", Tour Winterthur cedex 18, 92085 Paris-La Défense.

Nom _____ Prénom _____ Adresse ☐ Professionnelle ☐ Privée (cochez la case de votre choix)
Code postal _____ Ville _____
Téléphone professionnel _____ Téléphone privé _____ ☐ Chargé de voyages ☐ Voyageur d'affaires

Combien de voyages avez-vous effectué ces 12 derniers mois sur des vols internationaux?

- ☐ 1
☐ 2 à 5
☐ 6 à 10
☐ Plus de 10

Quelles sont vos principales destinations?

- ☐ Royaume-Uni
☐ Europe (sauf Royaume-Uni)
☐ Moyen-Orient
☐ Amérique
☐ Afrique
☐ Asie

Ces renseignements, destinés au seul usage des services British Airways, feront l'objet d'un traitement informatisé et resteront strictement confidentiels. Conformément à la loi, vous disposez d'un accès aux informations vous concernant.

MD

EUROPE

RUSSIE : l'ouverture du Congrès des députés

Le président du Parlement multiplie les appels à la discipline

La session extraordinaire du Congrès des députés du peuple s'est ouverte mercredi matin 10 mars à Moscou sur une allocution vibrante du président du Parlement et principal adversaire de M. Boris Eltsine, M. Khasboulatov.

MOSCOU

de notre correspondant

Mancuvres de dernière minute, appels au civisme et propositions farfelues : le VII^e Congrès des députés de Russie s'est ouvert mercredi 10 mars en présence de Boris Eltsine et du gouvernement au complet dans la meilleure des traditions. « La Russie vit dans une période difficile », a déclaré dans une brève allocution inaugurale le président du Parlement, Khasboulatov. Sur un ton vibrant, M. Khasboulatov a affirmé que l'espoir ne du compromis passé entre l'exécutif et le législatif en décembre dernier avait été déçu, que la « patience de la population avait des limites », d'autant que les « correctifs aux réformes » n'avaient pas été apportés et que « l'économie était victime des intrigues politiques » ; autant de reproches adressés à M. Eltsine et à ses amis, mais qui n'ont pas empêché le président du Parlement, fidèle à sa manière, de conclure par un appel à la coopération.

« Dans le respect de la Constitution », il a d'ailleurs paru donner une illustration de ses bonnes intentions en faisant son possible pour faire adopter un ordre du jour conforme aux souhaits du président Eltsine, c'est-à-dire ne comprenant pas l'examen par le Congrès de la constitutionnalité des actions des organes dirigeants de l'Etat.

La proposition, qui aurait permis de faire l'économie d'un étalage de reproches mutuels entre l'exécutif et le législatif et a été soumise deux fois de suite aux voix, a cependant été repoussée, à une assez faible majorité. Les députés, en principe réticents pour confirmer ou infirmer l'organisation d'un référendum portant sur l'équilibre des pouvoirs, ou entériner un nouveau « compromis » sur le même sujet, ont d'abord longuement débattu de l'ordre du jour.

Mancuvres préparatoires de M. Eltsine

L'un d'entre eux a proposé que soit abordée en priorité la « lutte contre l'hyperinflation », un autre a suggéré un « ordre du jour vide », manière de manifester que ce Congrès n'avait pas de raison d'être, un troisième a proposé un débat sur « la campagne de semences de printemps », qui prouverait à la population que l'exécutif et le Parlement s'occupent de choses sérieuses et concrètes... On a

aussi beaucoup parlé de la responsabilité de la presse dans les malheurs du moment. Bref, en dépit des appels à la discipline de M. Khasboulatov, il apparaît douteux que le Congrès puisse parvenir à un résultat, et dissiper « l'angoisse » de la Russie, dans le court délai (un ou deux jours maximum) en principe imparti à cette session.

La veille au soir, M. Eltsine, qui, après avoir voulu le référendum, semble aujourd'hui y voir plus d'inconvénients que d'avantages, avait poursuivi ses savantes manœuvres préparatoires. Au cours d'une rencontre informelle avec des députés, il les avait caressés dans le sens du poil en expliquant qu'il était hostile à toute dissolution du Congrès, et qu'il était disposé à continuer à travailler avec eux. Après les menaces de ces derniers jours, l'évocation de « mesures extrêmes » ou d'une « option finale », M. Eltsine tendait donc une carotte. Sans oublier pour autant de manier aussi le bâton : le président en effet fait valoir que, si le Congrès revenait sur la décision d'organiser un référendum, qui faisait partie du « compromis » conclu en décembre entre l'exécutif et le législatif, alors l'ordre voté du compromis, la nomination d'un nouveau premier ministre, et la personne de M. Tchernomyrdine, était lui aussi caduc.

La menace ne semble pourtant pas être sérieuse, car en agissant de la sorte et en remettant en cause,

trois mois après son entrée en fonction, un premier ministre qui a d'ailleurs largement dépassé les espoirs placés en lui par les « centristes », M. Eltsine prendrait sur lui la responsabilité d'accroître encore un peu la confusion générale et la crise de confiance de la population dans ses gouvernants.

Le président a cependant esquissé une autre menace, celle-ci peut-être plus réelle pour les députés, sinon pour la démocratie. M. Eltsine a fait savoir, par un de ses proches, que si les élus refusaient un accord à l'amiable sur une répartition des pouvoirs plus conforme à ses vœux et refusant également la tenue d'un référendum, alors il pourrait recourir à une « consultation » populaire informelle. Une solution qui laisserait au président une totale liberté dans le choix des questions, et la plus grande latitude dans l'organisation et l'interprétation du scrutin, qui pourrait même se réduire à un simple sondage à grande échelle.

M. Eltsine pourrait espérer ressourcer ainsi sa légitimité en faisant l'économie d'une élection présidentielle anticipée. Avec le risque d'un résultat peu concluant, à la légitimité douteuse, mais qui permettrait peut-être au président d'obtenir, avec les moyens du bord, ce qu'il cherche avec constance depuis des mois : un renforcement de ses pouvoirs.

JAN KRAUZE

SUISSE : la succession de M. Felber

M^{me} Ruth Dreifuss est élue membre du Conseil fédéral

Le Parlement suisse a élu mercredi 10 mars M^{me} Ruth Dreifuss (socialiste), cinquante-trois ans, membre du Conseil fédéral, le gouvernement de la Confédération helvétique. Elle succède à M. René Felber, démissionnaire pour raisons de santé. Cette élection a été acquise au troisième tour par 144 voix sur les 228 suffrages exprimés.

BERNE

de notre correspondant

Soucieux de sortir de l'impasse provoquée par l'échec de sa candidature officielle, M^{me} Christine Brunner, à l'élection au gouvernement helvétique, le Parti socialiste avait décidé, lundi 8 mars, de présenter deux femmes pour briguer à nouveau la succession de M. René Felber, ministre démissionnaire des affaires étrangères. Battue le 3 mars par un autre socialiste, M. Francis Manthey, membre de l'entourage du chancelier Neuchâtel et également député de Berne, M^{me} Brunner avait été reconfirmée comme seule candidate officielle du parti, mais une seconde candidature avait été désignée pour l'épauler, M^{me} Ruth Dreifuss, secrétaire

de l'Union syndicale suisse. En s'efforçant de faire le maximum pour assurer l'entrée de l'une d'elles au gouvernement, les socialistes ont célébré à leur manière la Journée internationale des femmes.

Dans ce psychodrame à rebondissements que constituait désormais la course à la succession de M. Felber, ils ont imaginé une parade qui leur permettrait de sauver la face, sans claquer la porte du Conseil fédéral.

Après la déception suscitée par la défaite de M^{me} Brunner, ils ont voulu à la fois rassurer les militants, répondre à l'attente des femmes et de Genève, tout en prenant soin de ne pas heurter de front leurs partenaires gouvernementaux. « Par ce geste d'ouverture, nous souhaitons rendre possible l'élection d'une femme socialiste de la Suisse romande au Conseil fédéral », a expliqué le groupe parlementaire du parti.

Amies, les deux candidates ont de nombreux points communs. Certes, la blonde M^{me} Brunner a quarante-six ans et la brune M^{me} Dreifuss est de sept ans aînée. Toutes deux viennent de Genève, sont des dirigeantes syndicales, partagent les mêmes idéaux politiques et ont des revendications féminines identiques.

JEAN-CLAUDE BUHRER

AUTRICHE : accusés d'exportations illégales d'armes

Trois anciens ministres socialistes sont traduits en justice

VIENNE

de notre correspondante

Un procès très attendu, celui de l'ancien chancelier Fred Sinowatz et de deux de ses ministres socialistes, MM. Leopold Gratz (affaires étrangères) et Karl Blecha (intérieur) s'est ouvert mercredi 10 mars à Vienne. Ils doivent répondre devant les juges d'exportations illégales d'armes vers l'Irak effectuées alors que ce pays était en guerre avec l'Irak.

Cette affaire, connue en Autriche sous le nom de « scandale Vost », du nom de l'entreprise nationalisée qui avait fabriqué ces armes et les avait fournies à l'Irak, avait contribué à la chute du chancelier Sinowatz, remplacé par M. Franz Vranitzky.

Révéls par la presse en 1986, les détails de cette opération sont repris aujourd'hui dans l'acte d'accusation. A partir de 1983, des filiales du groupe Vost, les firmes Nortium et Hilteneberger, ont livré quelque 200 canons et plus de 100 000 obus à Téhéran, au mépris de la législation interdisant à l'Autriche de fournir des armes à des pays impliqués dans un conflit armé et de la loi sur la neutralité du pays. En février 1991, le procès

de quatorze dirigeants des firmes en cause, qui ont tous été condamnés, pour certains à des peines de prison ferme, avait mis en lumière que de faux certificats de destination avaient été établis, selon lesquels les armes devaient être livrées soit au Brésil soit à la Libye. Les accusés avaient alors fait valoir pour leur défense qu'ils avaient agi de la sorte avec le consentement du gouvernement de l'époque.

MM. Sinowatz, Gratz et Blecha ont à plusieurs reprises proclamé leur innocence en affirmant que les directeurs des entreprises concernées les avaient trompés, et qu'à aucun moment ils n'avaient su que les certificats d'exportation avaient été falsifiés.

D'autres dirigeants, toujours en fonction, comme le chancelier Vranitzky, à l'époque ministre des finances, et l'actuel ministre de l'intérieur, M. Ferdinand Lasein, ancien responsable du secteur nationalisé, risquent d'être impliqués au cours de ce procès qui est prévu pour durer quatre mois. Les accusés risquent des peines pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison.

WALTRAUD BARYLI

PORTUGAL : le septième congrès de la première centrale ouvrière

Querelles internes au sein de la Confédération générale des travailleurs

Le septième congrès de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), qui s'est terminé, samedi 6 mars à Lisbonne, a confirmé l'isolement de la première centrale ouvrière du pays (877 000 adhérents), à majorité communiste, dans le mouvement syndical international.

LISBONNE

de notre correspondant

« La CGTP n'a surmonté, pour l'essentiel, le moment le plus difficile de son histoire », en proclamant le discours de clôture du congrès, M. Manuel Carvalhal da Silva, le leader de la centrale syndicale, avait tout lieu d'être soulagé. Grâce à ses talents de conciliateur, il a réussi à éviter une rupture entre la majorité communiste, qui dirige la confédération depuis sa fondation en 1970, et la minorité, composée essentiellement de socialistes et de catholiques.

Juste avant le congrès, M. José Luis Judas, membre de la commission exécutive, avait abandonné avec état toutes ses responsabilités pour protester contre les pressions de la majorité communiste afin de l'empêcher d'être candidat pour le renouvellement de cette instance. M. Judas avait déjà quitté les rangs du PCP après le soutien apporté au coup d'Etat contre Mikhail Gorbachev en août 1991.

Le deuxième coup dur est venu d'une femme, Rosa Maria Marques, qui se déclarait « non disponible » pour figurer sur la liste des candidats au futur conseil national. Cette spécialiste de la formation professionnelle, représentante de la CGTP au Fonds social européen, annonçait en même temps sa démission du PCP.

Isolement européen

La minorité socialiste a alors menacé de ne pas siéger au futur conseil national si elle n'obtenait pas de garanties sur un « fonctionnement plus démocratique ». Un compromis était finalement d'aboutir. Les socialistes et les autres membres de la minorité voient leur nombre augmenter au conseil national, élargi, sans que l'équilibre global entre majoritaires et minoritaires – 60 % contre 40 % – soit modifié.

« L'affaire Judas » a aussi donné lieu à un incident entre la direction communiste de la CGTP et les députés de la CGIL italienne et des embaissades espagnoles, qui ont demandé, en vain, à lire à la tribune un message de solidarité avec celui qui a été l'artisan des

négociations en vue de l'adhésion de la CGTP à la Confédération européenne des syndicats (CES). Leur démarche fut considérée comme « impolie » et comme une « ingérence ».

Même si M. Carvalhal da Silva a exprimé à nouveau le désir de la CGTP d'être admise à la CES, il est peu probable que le déroulement du congrès contribue à faire avancer cette demande. La CES n'avait d'ailleurs délégué aucun représentant, chargeant ceux de l'UGT (Union générale des travailleurs), proche du Parti communiste portugais, de la représenter.

La longue liste d'invités étrangers n'a pu compenser des absences comme celle du DGB allemand, confirmant ainsi l'isolement sans précédent de la CGTP dans le mouvement syndical européen et international. A l'issue du congrès, l'heure n'est pas à l'unité d'action, mais plutôt au repli sur soi.

ALICE ILICÉE

ASIE

CAMBODGE : le scrutin de la fin mai

Le prince Sihanouk s'est placé en dehors du jeu électoral

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est prononcé, lundi 8 mars, pour la tenue d'élections générales au Cambodge du 23 au 27 mai. L'Organisation a affirmé que l'Assemblée constituante sortie des urnes représenterait « tout le Cambodge », alors que les Khmers rouges refusent de se joindre au processus. Le représentant chinois a voté à l'unanimité des quatorze autres membres du Conseil.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les dés sont jetés. Sauf bouleversement, la campagne pour les élections, du 23 au 27 mai, s'ouvrira le 7 avril au Cambodge, en la présence probable du secrétaire général de l'ONU, dont la visite, prévue pour la fin février, a donc été reportée de six semaines. Mais l'un des acteurs cruciaux du règlement se retrouve, au moins provisoirement, sur la touche : Norodom Sihanouk, qui, malade et en désaccord avec l'ONU, a passé le plus clair de son temps à Pékin depuis novembre.

L'entente entre le prince et l'APRONUC, l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge, n'aura pas duré plus d'un an. Regagnant Phnom-Penh le 14 novembre 1991, trois semaines après la signature de l'accord de Paris, le prince Sihanouk ne savait pas trop où il mettait les pieds. Il avait alors parlé d'alliance entre les autorités en place – le régime de Phnom-Penh dirigé par MM. Chea Sim et Hun Sen – et le FUNCINPEC, le mouvement qui prône l'unité du pays, le prince Norodom Ranariddh.

Se retrouver sans pouvoir

Sans doute Norodom Sihanouk espérait-il, comme beaucoup, qu'un débarquement massif de « bêtes bleues » ferait de l'ONU un arbitre, et que toutes les factions, y compris les Khmers rouges, se plieraient à une certaine règle. Il pouvait donc, à l'époque, penser à appuyer sur une présence étrangère pour renforcer sa propre autorité face aux deux plus forts mouvements politiques-militaires du pays et ennemis jurés : les Khmers rouges et leurs rivaux de Phnom-Penh.

Les choses se sont passées différemment. Dès que les Khmers rouges ont en juin refusé l'application des clauses militaires de l'accord (démobilisation et démobilisation partielle des armées, dont dépendait la plupart des autres programmes de l'ONU), l'APRONUC n'a plus pu appliquer son mandat. Les réunions du CNS, le Conseil national suprême, présidé par le prince Sihanouk, sont devenues éphémères, et les décisions de cet organisme (telle l'interdiction de l'exportation du bois, puis des pierres précieuses) n'ont eu que des effets limités.

Dans un deuxième temps, les Khmers rouges ont fait comprendre qu'ils ne participeraient pas à des élections. En outre, l'ancien roi et la direction de l'APRONUC n'ont pas établi des relations de confiance, à telle enseigne que le prince a d'abord menacé de rompre avec l'Organisation et, plus récemment, à demandé que les « bêtes bleues » quittent le Cambodge à la date initialement prévue du 23 août.

Privé de cette canne qu'aurait pu être l'APRONUC, Norodom Sihanouk s'est retrouvé sans pouvoir. Le projet de l'ancien président au suffrage universel, soit avant soit durant le scrutin du 23 au 27 mai, n'a pas fait l'unanimité : on ne peut pas dire que les Khmers rouges en ont vraiment voulu ; et l'ONU, de son côté, n'a pas montré d'enthousiasme. Du coup, le prince a, lui-même, décidé de l'enterrer, en retirant sa candidature. Le prince Sihanouk paraît ainsi dénoncer aujourd'hui un scénario sur lequel il n'a, pour l'instant au moins, plus d'emprise, et qui lui paraît porteur de guerre civile.

Auparavant, pour se redonner une marge de manœuvre, il en était revenu à une politique d'équilibre, proposant de présider un « gouvernement provisoire de réconciliation nationale » qui comprendrait toutes les factions, y compris les Khmers rouges. Dans son « plan de réformes – à très mal accueilli », a-t-il observé, par « certaines puissances occidentales et certains politiciens khmers », et pour cette raison abandonné – le prince remettait les Khmers rouges en jeu. Faute d'une entente avec Hun Sen, il y voyait un moyen de tirer son épingle du jeu. Mais le plan a fait long feu.

Tout en s'engageant à ne pas entraver le processus électoral et à reconnaître le gouvernement issu des urnes, Norodom Sihanouk ne veut pas être associé à l'opération. A moins qu'il ne change de baccin, il est donc placé, au moins provisoirement, hors jeu. Les chances du FUNCINPEC, seul vrai adversaire électoral du PPC (Parti du peuple cambodgien, du régime de Phnom-Penh), en sont réduites d'autant. Et pour peu que le PPC, qui considère déjà les Khmers rouges comme des hors-la-loi, arrive, en effet, à Phnom-Penh se retrouver dans une position forte pour négocier avec le gouvernement de coalition avec les sihanoukistes.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFGHANISTAN : 22 morts lors de combats à Kaboul. – En dépit de l'accord de cessez-le-feu signé le 7 mars au Pakistan entre les parties combattantes afghanes, des échanges d'artillerie ont fait 22 morts parmi les civils et 150 blessés lundi 8 mars en soirée à Kaboul. Selon l'agence gouvernementale Bakhtar, le Hezbollah, faction intégriste peïssounne, et l'alliance Wahadat, qui regroupe des chahis hazaras, ont tiré sur trois quartiers situés au nord de la capitale : Karte-Parwan, Khair-Khane et Miorayon. Près de 70 missiles ont été tirés. – (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : deux ans après l'incident de Los Angeles

M. Rodney King a témoigné lors du deuxième procès des policiers qui l'avaient agressé

LOS ANGELES

correspondance

L'autmobiliste noir Rodney King, qui avait été passé à tabac par quatre policiers lors de son arrestation pour excès de vitesse et délit de fuite dans la nuit du 3 mars 1991 à Los Angeles, a comparu pour la première fois comme témoin mardi 9 mars lors du second procès intenté aux quatre représentants des forces de l'ordre. Ces derniers sont accusés de violations intentionnelles des droits civils de M. King sur la base d'un film vidéo pris par hasard par un amateur le soir de l'arrestation. Le verdict du premier procès rendit le 29 avril 1992, en acquittant les policiers, avait déclenché des émeutes raciales à Los Angeles, qui avaient fait 53 morts, 2 000 blessés et près de 1 milliard de dollars de dégâts (5,6 milliards de francs).

La minorité socialiste a alors menacé de ne pas siéger au futur conseil national si elle n'obtenait pas de garanties sur un « fonctionnement plus démocratique ». Un compromis était finalement d'aboutir. Les socialistes et les autres membres de la minorité voient leur nombre augmenter au conseil national, élargi, sans que l'équilibre global entre majoritaires et minoritaires – 60 % contre 40 % – soit modifié.

« L'affaire Judas » a aussi donné lieu à un incident entre la direction communiste de la CGTP et les députés de la CGIL italienne et des embaissades espagnoles, qui ont demandé, en vain, à lire à la tribune un message de solidarité avec celui qui a été l'artisan des

tre sur son cas : la nuit du 3 mars, il conduisait en état d'ébriété, malgré sa mise à l'épreuve après une condamnation à plusieurs mois de prison pour avoir dévalisé une épicerie.

M. King avait été alors décrit par les policiers comme un « monstre », une brute pesant plus de cent kilos, drogué, alcoolique et imprévisible. Mais c'est un homme de vingt-huit ans, avide, poli, élégant, qui s'est présenté devant le tribunal, au huitième étage du Rydell Federal Building, au centre de Los Angeles. M. King a évoqué les canchennas qui troublent son sommeil encore aujourd'hui. Il s'est rappelé que les policiers l'avaient traité de « nègre » et de « tueur » alors qu'ils le battaient. « Sale nègre, tu ferais mieux de fuir », auraient-ils lancé. « Comment le sens-tu maintenant, sale nègre, tueur ? »

Les avocats de la défense ont dénoncé la mise en scène monté par les procureurs, qui auraient soufflé à M. King sa déposition. Les deux procureurs, MM. Clymer et Knwalski, venus de Washington avec d'importants

moyens financiers et techniques mis à leur disposition par le FBI, ont soigneusement préparé un procès qui doit, quasiment par raison d'Etat, mener à l'inculpation des quatre policiers.

Un second acquittement des policiers risquerait de soulever à nouveau les ghettos noirs et hispaniques de Los Angeles et d'autres grandes villes.

RÉGIS NAVARRE

VENEZUELA : un mort et plusieurs blessés à l'issue de manifestations estudiantines. – Pour la deuxième journée consécutive, étudiants et forces de l'ordre se sont affrontés dans plusieurs villes du Venezuela, mardi 9 mars. Les principales manifestations, dirigées contre le président Carlos Andres Perez ont eu lieu à Los Teques, une cité-dortoir située à 20 km de Caracas, où sept étudiants ont été blessés, dont un grièvement. Un homme d'affaires avait été tué lundi par une balle perdue, et plusieurs étudiants blessés. – (AFP)

هذه هي الحقيقة

Le retour des noyaux

OLIVIER BIFFAUD

« Lorsque la carte de parti ou la carte de syndicat, ajoute-t-il, devient le passeport de la compétence, la démocratie est atteinte. » Ainsi soit-il. L'opposition, quand elle était majorité, n'a jamais eu recours à ces

« Quelle Europe voulons-nous ? a demandé le chef de file du Mouvement des citoyens. Celle du libre-échangeisme doctrinaire, qui fait l'affaire des « dragons » du Sud-Est asiatique et des États-Unis et qui a l'aval d'une partie de l'establishment européen ? Il faut résister à cette Europe-là ! » — (Corresp.)

POLITIQUE

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Picardie : les bastions de gauche assaillis

Dans ce fief du socialisme et du communisme, surgit une nouvelle génération de droite impatiente de conquête

AMIENS

de notre envoyé spécial

Ce sont des galeries souterraines creusées dans la craie de la plaine. Les Picards leur ont donné le nom de « mûches ». On venait jadis s'y réfugier en attendant que la soldatesque cût fini sa besogne. Couloir d'invasion à travers les âges, la Picardie s'est si souvent « mûchée » que ses deux puissances voisines, le Nord-Pas-de-Calais et l'Île-de-France, avaient appris à oublier jusqu'à son existence. Et quand elle eut ses fortes têtes — Saint-Just, Babeuf, Desmoulins, Fouquier-Tinville... — elle préféra les exiler à Paris pour mieux conserver la paix dans les campagnes. La Picardie n'est pas du genre à faire la pose.

Devant la vague bleue qui s'annonce, les Picards devraient, comme à l'écoulement, se « mûcher ». Ils ne cherchent pas à y résister. Traditionnellement ancrée à gauche, la région accueille les signataires de la charte d'Amiens (1906) de la CGT, se dota d'un Parti communiste tout-puissant qui flirte à la Libération avec la barre des 35 % — l'audience grimpa même à 38,2 % dans l'Aisne — et compte aujourd'hui onze députés du gauche (dix PS et un PC) sur dix-huit. Ce chapitre-là, de toute évidence, devrait être clos le 28 mars.

A tout seigneur tout honneur, c'est pour effacer les dernières séquelles de l'ère communiste que l'UPF concentre toute son attention sur la deuxième circonscription de l'Aisne (le Saint-Quentinois), aujourd'hui détenue par le seul député PC de la région : M. Daniel Le Meur, maire de Saint-Quentin. Le député de l'UDF-PSD du conseil régional en personne, M. Charles Baur, ancien dirigeant des Jeunesses socialistes de la Seine, avant de rejoindre en 1972 le petit Parti social-démocrate par rattachement à la gauche. Sa candidature vient d'être suscitée par M. Valéry Giscard d'Estaing, soucieux de remettre un peu d'ordre dans la maison locale de l'UDF, plénière dans la discordie depuis l'arrivée trébuchante d'un proche de M. Pasqua, M. Antoine Pagni, qui connaît des embarras

électoraux en Corse et effectua une mission en Nouvelle-Calédonie aux heures chaudes.

Contraint de s'effacer, M. Pagni n'en a pas moins causé quelques dégâts en dénonçant vertueusement « un quartier d'élus alimentaires aveuglés par la haine et dévorés par l'ambition ». Le RPR saint-quentinois, jusqu'à la principale force d'opposition, a aussi été froissé par l'entrée en lice de M. Baur, mais chacun a fini par se rendre à l'évidence : seul un « poids lourd » comme le patron du conseil régional avait de réelles chances de provoquer la chute de ce bastion communiste. M. Le Meur reconnaît lui-même que sa notoriété personnelle, qui lui permit de s'emparer en 1989 de la seule municipalité de plus de trente mille habitants conquise alors par le PC sur l'ensemble de l'Hexagone, « a ses limites et ne suffira pas à lever tous les obstacles ».

Aisne : un complot contre le professeur Cabrol ?

La Thiérache — troisième circonscription de l'Aisne — est l'entre-fief de la gauche que convoite la droite avec ostentation. Mais avec le maître des lieux, M. Jean-Pierre Balligand, député PS sortant, la partie sera autrement plus serrée. Laboureur infatigable, M. Balligand a le verbe enjoué et le cigare convivial, qui permettent un instant de faire oublier l'impopularité du gouvernement socialiste. Tout « quadra » qu'il est, il sait aussi rendre les coups avec le roublardise d'un vieux routier.

Dépeché sur les lieux pour ramener l'insolent à la raison, le professeur Christian Cabrol, encore novice en politique bien que conseiller de Paris depuis 1989, fait parfois l'ambassadeur. « Je suis très étonné de sa manière de faire de la politique », dit-il en prêtant à l'influence de M. Balligand les incidents dont sa campagne a parfois été émaillée, telles les réactions hostiles qui ont accompagné ses visites dans les hôpitaux du Nouvion ou de Guise.

Et le célèbre pionnier européen des greffes cardiaques d'avouer qu'il pensait que son adversaire « aurait plus de classe ».

M. Balligand oie évidemment toute implication dans un éventuel complot anti-Cabrol et préfère imputer certaines réactions de rejet à la défiance instinctive des Thiérachiens à l'endroit de tout « parachuté », fût-il prestigieux. M. Cabrol objecte qu'il n'est rien qu'un parachuté puisqu'il est otif de l'Aisne ? « Il est de Château-Thierry, et non de la Thiérache », rétorque-t-il aussitôt ses adversaires. C'est que, en Thiérache, on a un sens de l'autochtonie particulièrement développé. Tout lieu de France des églises fortifiées, cette école se situe aux confins des Ardennes et d'un monde à part, introverti et ombrageux. « Un Thiérachien vaut mieux qu'un Parisien », élame d'ailleurs une affiche de M. Balligand, qui sait opportunément jouer sur la fibre particulariste de sa circonscription.

Si M. Balligand le Thiérachien a des chances de conserver son siège, la cause de M. Bernard Lefranc, député PS sortant de la quatrième circonscription (le Soissonnais), n'est pas non plus désespérée face à la candidature de l'UPF, M. Emmanuel Bouquillon. En revanche, l'avenir de M. René Dosière, autre figure socialiste du département, s'annonce plus sombre dans la première circonscription (le Laonois). Expert en finances locales, député dont l'ardeur au travail parlementaire est reconnue par tous (le Monde du 21 janvier), M. Dosière ignore pas qu'il doit remonter un lourd handicap local : son défilé d'image.

Quand il perdit la mairie de Laon, en 1989, il se livra à une doublezuse autocratique dont le coustion était qu'il avait failli par un comportement trop « distant », trop « austère », en clair, celui d'un « technocrate » qui « sourit peu » et « ne serre pas les mains ». Afin de briser la glace, il a donc décidé de se raser le cou de barbe qu'il portait depuis l'âge de dix-sept ans. Même s'il avoue ne pas être du genre à taper sur le ventre des gens », le voilà en tout

cas qui prend le parti de se dériter.

Cette métamorphose suffira-t-elle à enrayer l'irrésistible ascension de son rival, le gaulliste Jean-Claude Lament ? Les deux hommes se livrent depuis 1988 un combat sans merci et très personnalisé. Battu aux élections législatives par M. Dosière, M. Lament prend sa revanche un an plus tard en lui ravissant la mairie de Laon. Professeur de collège dans le quartier populaire Champagne — « petit prof », selon sa formule —, il est crédité d'une bonne cote personnelle auprès des géorévisions d'élèves qu'il a formés. Mais c'est surtout la conjoncture qui le sert. Il ne manque pas une occasion d'exploiter les dégâts provoqués dans l'opinion locale par le plan Armée 2000, qui se traduit par la dissolution de plusieurs unités militaires basées alentour, ou par le projet d'une décharge de produits industriels à Mootonnet que M. Dosière a cautionné.

Les commerçants, dans le premier cas, et les écologistes, dans le second, ne sont pas insensibles aux procès qu'il instruit. Même si M. Dosière assure percevoir en fin de parcours un léger fléchissement en sa faveur, la pente sera dure à remonter pour ce député sortant qui paye la, entre autres choses, le prix de son assiduité parlementaire et d'une incapacité à verser dans le théâtre politique. Tirée par MM. Baur à Saint-Quentin et Lament à Laon, la droite, qui défend déjà un siège — non menacé — dans la cinquième circonscription (Château-Thierry) avec l'UPF André Rossi, peut donc aisément redevenir majoritaire dans le contingent des députés de l'Aisne. Comme à l'époque du gaullisme triomphant.

Somme : la résistance du PC

Le même scénario peut se produire dans la Somme, autre plaine forte historique de la gauche, où le PC a longtemps contrôlé la municipalité d'Amiens et reste très influent dans le Vimeu, autre enclave picarde qui n'a rien à envier à la Thiérache en matière de particularisme. Longtemps ancrés dans la Somme, le PC, et jamais vraiment remis de la scission historique du courant de M. Max Lejeune, qui s'en alla fonder le PSD par anticommunisme, les socialistes ont toutefois réussi à rattraper en 1988 quatre sièges de député sur six. Le report des élections à la Somme, en l'absence d'un scrutin du 28 mars.

Déjà assurée de conserver confortablement le siège de M. Gilles de Robien (UDF-PR), maire d'Amiens, dans la deuxième circonscription et celui de M. Gauthier Andinet (RPR) dans la cinquième, la droite peut raisonnablement espérer revoir au socialiste Pierre Huard le contrôle de la troisième circonscription, celle du Vimeu, que guigne le RPR Jérôme Bignon. Ailleurs, la partie reste très ouverte. Dans la quatrième circonscription (le secteur d'Abbeville), le député PS sortant, M. Jacques Becq, affrontera une opposition divisée entre le RPR Joël Hart, investi par l'UPF, et le centriste « indépendant » Régis Leconte. Les deux ne sont pas non plus jetés dans la sixième circonscription (le secteur de Roye), où le député PS sortant, M. Jacques Fleury, doit subir l'assaut du « jeune loup » l'écologiste, Alain Gest.

En fait, l'essentiel de l'attention se focalise sur la première circonscription, celle d'Amiens-Nord, où le député PS sortant, M. Jean-Claude Dessein, entend bien tirer parti d'une situation confuse marquée par une prolifération de candidatures (un total de treize). A gauche, il subira la concurrence sévère du communiste orthodoxe Maxime Gremetz, dont le suppléant, M. Albert Bécar, est un rénovateur localement très estimé. Le score du PC est particulièrement attendu dans cette zone qui regroupe les quartiers populaires du chef-lieu de la Somme, car plusieurs indices laissent entrevoir une forte résistance aux communistes à l'échelle nationale. M. Dessein risque également d'être handicapé par la pression qu'exerce au sein de

(1) Le tribunal administratif d'Amiens a motivé son jugement en se référant à l'article L. 135 du code électoral qui interdit au suppléant d'un député « d'être membre du gouvernement » de faire « acte de candidature » contre ce dernier « lors de l'élection suivante ».

Se prétendant « basiste » et « régionaliste », M. Paquet se moque des arbitres parisiens.

CRÉPY-EN-VALOIS

de notre envoyé spécial

C'est jour de marché à Crépy-en-Valois. Les camionneurs viennent de décharger leurs cages de salades et leurs cartons de pull-overs. Casquette vissée sur le front et écharpe jetée sur l'épaule, M. Lionel Stoléru, qui arrive juste d'Ukraine, entre dans un bistrot, salue les consommateurs et leur tend un tract — papier recyclable vert platine — qui les invite à refuser « la coupe droite-gauche » et à « construire l'Europe ». L'accueil est poli mais froid. Seul un client, à l'humour moqueur, interpelle vertement l'ancien secrétaire d'Etat de MM. Barre et Rocard. « Je ne lis pas les tracts de quelqu'un qui empêche M. François de se présenter », grogne-t-il. Puis, apercevant la carte routière du candidat glissée dans un amas de documents, il jubile : « Alors, on se présente dans une circonscription que l'on ne connaît même pas ? » Tranche de campagne... A l'évidence, la candidature de M. Stoléru dans la cinquième circonscription de l'Oise (Compiègne-Sud) fait grincer bien des dents. Celle du socialiste M. Michel François, tout d'abord, entré au Palais-Bourbon en juillet 1988 lorsque M. Stoléru, dont il était le suppléant, fut appelé à siéger dans le gouvernement de M. Rocard au titre des personnalités d'ouverture. Tandem linéaire fragile, en vérité, et qui se brisa net au premier cahot.

La première faille s'ouvrit quand M. Stoléru, fidèle à M. Brice Lalonde, troqua la bannière de la « majorité présidentielle » pour celle d'une Génération Ecologie en rupture de bar. Puis l'antélagé s'effondra lorsque

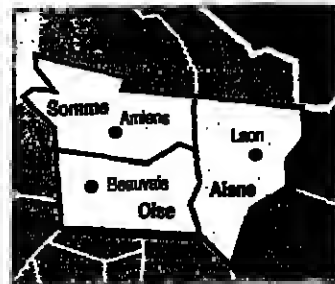
le porte-drapeau de GE dans l'Oise décida de repartir à la bataille électorale à Compiègne-Sud, interdisant dès cet instant à M. François de se présenter (1), même sous les couleurs de son parti, le PS. Anticipant l'obstacle, M. François s'était engagé depuis deux mois dans une pré-campagne échevillée, à grand renfort de ministres « quadras » venue stigmatiser, telle M. Ségolène Royal, la « génération-girouette », dans la but d'exercer une pression psychologique sur M. Stoléru. Mais ce dernier cilla à peine. Et le tribunal administratif d'Amiens invalide, le 25 février, la candidature de M. François, qui ramplait au pied levé M. François Farieux, ingénieur aéronautique et chevronné... pro-Maastricht.

Un Vert fondamentaliste

Les Verts locaux, eux aussi, se sont mis en travers de la route de M. Stoléru. En maintenant sa candidature, M. André Pauquet, président des Verts de Picardie et conseiller municipal de Compiègne, a contrevenu au choix de la commission paritaire d'arbitrage national (GE-Verte), qui s'était résolue à réserver la cinquième circonscription de l'Oise à un candidat du mouvement de M. Lalonde. « J'aurais pu me présenter ailleurs, explique-t-il. Mais je me présente à Compiègne-Sud, c'est uniquement pour contre M. Stoléru, qui a signé l'appel antiécologiste de Heidelberg et porte une responsabilité, en tant qu'ancien secrétaire d'Etat, dans la situation actuelle ».

Se prétendant « basiste » et « régionaliste », M. Pauquet se moque des arbitres parisiens.

La campagne pour



son électoral l'entente des écologistes, dont le candidat, M. Hubert Delarue, issu de Génération Ecologie, jouit d'une bonne crédibilité.

Les divisions au sein de la droite peuvent-elles alors lui fournir matière à consolation ? Entré en politique sous la bannière du mégalisme, M. Jean Bouly (UDF-rad.), investi par l'UPF, a le vent en poupe, mais il devra circonscrire le danger représenté par la candidature de M. Brigitte Fouré (CNI) et celle d'un RPR dissident, M. Jacques Vallas. Aoinetier d'une association de locataires en coltre — dénommée « Rembour-sez », — ce militant aujourd'hui exclu de son parti n'en finit pas de dénoncer les « magouilles » de la vie politique aménoise et distribue dans les quartiers HLM des tracts à la tonalité fortement sécuritaire. Son populisme pourrait s'avérer électoralement payant, même si M. Bouly effectue de ne pas s'écarter, estimant que le trublion mordra surtout sur l'électorat de gauche.

L'affrontement de Creil

Seul département de Picardie à avoir envoyé en 1988 à l'Assemblée une majorité de députés de droite (quatre sur sept), l'Oise fait figure d'anomalie. Qui s'explique de la ville ouvrière de Creil ou des beaux quartiers de Compiègne, le cœur du département bat en rythme des humeurs de l'Île-de-France plus qu'à celles de ces lointaines contrées que sont le Vimeu ou la Thiérache. Cette forte « élasticité » électorale devrait amplement profiter à la droite, qui, tout en conservant les sièges de MM. Olivier Dessault dans la première circonscription (Beauvais-Nord), Jean-François Mancel dans la deuxième (Beauvais-Sud), Arthur Delahaye dans la quatrième (Senlis), François-Michel Gonnat dans la sixième (Compiègne-Nord), pourrait également l'emporter dans la cinquième (Compiègne-Sud), où la candidature de M. Lionel Stoléru a suscité une levée de bouilliers chez les socialistes et les écologistes (lire l'encadré). La conquête de la septième circonscription (Clermont), aujourd'hui détenue par le socialiste Jean-Pierre Braine, fortement euraicé dans son terroir, est en revanche loin d'être acquise.

Mais, s'il est un théâtre d'affrontement où l'UPF « met le paquet », c'est bien dans la septième circonscription (Clermont), où M. Jean Anciant, député PS sortant et maire de Creil, est défait par M. Ernest Chemière, le principal du collège Gabriel-Havot qui s'illustra en 1989 durant la célèbre affaire des foudrards islamiques. La chute

du maire de Creil, ce bastion du socialisme municipal de la grande banlieue parisienne, aurait à coup sûr un impact psychologique énorme. M. Chemière le sait fort bien qui, par tempérament comme par stratégie, a décidé de ne pas faire dans la nuance. A l'en croire, la municipalité de Creil serait « un vrai goulas » dirigée par « un petit Ceausescu » qui ferait régner « l'ordre socialiste » en noyant la ville de ses « commissaires politiques ».

Principal d'un établissement du plateau du Roubaix qui compte 60 % d'élèves étrangers issus d'une trentaine de nationalités, M. Chemière affirme trouver « pesant » le climat créé par une immigration qui finit, selon lui, par « frémir » la population. Dans une mise en scène officielle distribuée aux habitants, il égrène en vrac les maux dont souffre la France : « France essouffée... chômage massif... communauté nationale fragmentée en différents groupes sociaux et ethniques de plus en plus dissimulés et violents... immigration étonnante et agressive... pauvreté croissante... épidémie du sida... ». M. Chemière se défend, bien sûr, de toute inclination raciste et n'a pas de peine à faire l'éloge, avec des accents lyriques dans la voix, du « service public » et de la « laïcité ». En propulsant dans les cages d'escalier de Creil ce Martiniquais drapé dans la blouse de l'« instit » de la Troisième République, le RPR n'ignore pas qu'il teste là un joli « coup ».

Face à cet adversaire capable de verser dans le populisme le plus cru tout en étant, à l'instar de la collige de sociologie, M. Anciant, un choisi de feindre l'indifférence. Fatigué par tout ce remue-ménage, il ne veut plus dire un seul mot sur l'affaire des foudrards islamiques. Il a assez commenté. Tout ou plus glissera-t-il que M. Chemière n'est qu'un « provocateur » et que son éventuelle victoire « aboutirait à une épreuve de force de type Oubé ». « L'enjeu de ce scrutin, dit-il, en fait choix entre le rationnel et l'émotionnel ». D'ordre d'ambassade à Creil.

FRÉDÉRIC BOBIN

► Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans le Limousin, en Alsace, en Languedoc-Roussillon, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne, en Corse, en Haute-Normandie, en Basse-Normandie, en Poitou-Charentes, en Rhône-Alpes, en Lorraine, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Aquitaine, dans le Nord-Pas-de-Calais, dans les Pays de la Loire, en Midi-Pyrénées et en Franche-Comté (le Monde des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 16, 18, 19, 23, 24, 26, 27 février, 2, 3, 4, 5, 6, 9 et 10 mars).

A la télévision et à la radio

Le programme officiel des interventions

Sur France 2 après le journal de 20 h, sur France 3 vers 14 h 10. — Le mercredi 10 mars : PS, RPR, UDF, Alliance populaire, ext. d. (1 minute chacun). Le jeudi 11 mars : RPR, PS, Solidarité Ecologie, gauche alternative, UDF (1 minute chacun).

Sur France 2 après l'émission de deuxième partie de soirée, sur France 3 avant le jeu « Questions pour un champion », vers 18 h 20 : Le mercredi 10 mars : Génération

Ecologie, RPR, PS, UDF (1 minute chacun). Le jeudi 11 mars : UDF (1 minute), PS (2), Nouveaux Ecologistes (1).

Sur France 2 après la météo du journal de 13 heures, sur France 3 après la météo du journal Soir 3 : Le mercredi 10 mars : UDF (5 minutes), Génération Ecologie (4,5), RPR (5), PS (5). Le jeudi 11 mars : Union des indépendants (4,5), UDF (5), RPR (6), PS (6).

Sur France Inter avant les informations de 14 heures : Le jeudi 11 mars : PS (2 minutes), UDF (1), RPR (2), Nouveaux Ecologistes (1). Le vendredi 12 mars : RPR (1), A gauche vraiment, LCR (1), PCF (3), PS (2).

Sur France Inter après le journal de 20 heures : Le mercredi 10 mars : Parti de la loi naturelle (5 minutes), FN (5), UDF (4), PS (6). Le jeudi 11 mars : A gauche vraiment, LCR (5), PS (6), PCF (5), UDF (4).

► Lire également la chronique de Daniel SCHNEIDERMAN page 25.

حسين الناصر

POLITIQUE

pour les élections législatives

PAROLES D'ÉLECTEURS

La course au vote juif

Jean-Paul Amoyelle se souvient de son mai 88 : « Les jeunes faisaient la révolution et nous, nous tentions de créer la première école juive à Sarcelles ». Jean-Paul Amoyelle s'était installé dans le bureau du rabbin, il avait fallu sélectionner dix-huit enfants sur quatre cents candidats pour constituer la première classe de sixième et « de petits étudiants donnant des cours gratuits » entre deux cérémonies. « La communauté juive était arrivée brutalement d'Afrique du Nord avec le mouvement des rapatriés. Elle s'était entassée, déboussolée, remuante, haute en couleur, exubérante, dans cette ville qui était déjà le prototype d'une ville nouvelle. C'était des gens de condition modeste qui misaient sur leurs enfants. »

Aujourd'hui les « petits étudiants » sont devenus de grands médecins dans les hôpitaux de Paris, des ingénieurs, des dirigeants de sociétés. Les premiers écoliers ont eux aussi terminé à l'université, et l'école de Sarcelles a donné naissance à Ozar Hatorah, un réseau de dix-huit collèges et lycées en France. La communauté s'est embourgeoisée mais sa réussite ne l'a pas pour autant incitée à quitter sa première école, cet ensemble de tours et de barres. On tient toujours à mettre ses enfants « à l'école de la Torah » ici à Sarcelles — en réalité deux établissements qui accueillent mille élèves de la maternelle à la terminale et bientôt un projet d'université, — on vient y faire ses courses dans les innombrables épiceries, supermarchés, boucheries, salons de thé, librairies spéciali-

sées et l'on choisit parmi les dix synagogues selon sa préférence, « la grande synagogue algérienne, la tunisienne, la marocaine, la lubavitch, celle des jeunes, des « super jeunes ».

Pour Jean-Paul Amoyelle, « Sarcelles est sans doute le seul endroit de France où le vote juif a réellement une signification ». En présentant des candidats d'origine juive, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, élu en 1988, pour le PS, Pierre Lellouche, conseiller diplomatique de Jacques Chirac, pour l'opposition, Henri Cukierman pour le PCF et Fanny Margui pour les écologistes, les grands partis n'ont-ils pas voulu prendre de risques ou est-ce tout simplement « le fruit du hasard », comme le laisse suggérer l'un des postulants ? La communauté juive représenterait, selon ses responsables, entre 20 % et 25 % de la population, mais 15 % seulement des électeurs de la huitième circonscription où s'affrontent les quatre candidats.

Cloisonnement ethnique

« Cela suffit pour faire basculer un résultat, estime un responsable de la communauté. Ici, le clivage droite-gauche joue moins que la perception qu'ont les gens de l'attachement du candidat à la communauté. » Samedi soir à la commune, à la cérémonie du Pourim, David, vingt et un ans, étudiant en médecine, hochait la tête en souhaitant que « cette course à l'électeur juif ne froisse pas trop les autres communautés ». Selon le recense-

ment de l'INSEE et de Banlieue-écologie, Sarcelles compte en effet quatre-vingt-douze communautés et groupes ethniques différents...

« Les autres communautés sont plus jeunes, moins intégrées, nous sommes la mieux organisée, avec nos écoles, nos lieux de culte, nos commerces, nos associations culturelles. Pour Jean-Luc Porceddu, responsable de l'association Accueil-Culture, spécialisée dans l'action sociale pour les communautés étrangères à Sarcelles, les hommes politiques se comportent « à la new-yorkaise, instrumentalisent le cloisonnement ethnique, travaillent sur des clientèles qui ne font que renforcer les ghettos ».

« C'est vrai que c'est une habitude sarcelloise des pouvoirs publics, des hommes politiques, d'endormir chaque communauté de cette manière, acquiesce un responsable juif. « C'est beaucoup plus simple de dialoguer isolément avec chacune d'entre elles que d'en exploiter les potentialités de dialogue et de confrontation. Je suis le premier à le déplorer, j'aimerais que les musulmans aient eux aussi leurs mosquées, j'aimerais qu'on se rencontre, qu'on débâte du racisme. » Celui-ci est prêt à faire des propositions à ses homologues maghrébins après les élections. Dont tout le monde redoute un score, celui du Front national...

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Le Conseil d'Etat est opposé à l'abrogation de l'article 16

Suite de la première page

Pourquoi a-t-il attendu la douzième année de sa présence à l'Elysée pour tenter de réformer des institutions que non seulement il a soigneusement combattues, avant de les utiliser sans retenue, mais que de plus il a toujours trouvées dangereuses pour les libertés ?

Si la réponse à la première question est aisée — pour que le projet de réforme soit le sien, le chef de l'Etat a besoin d'une collaboration totale du gouvernement, et M. Mitterrand ne sait que trop que celle-ci ne lui sera plus acquiesce au lendemain des législatives — il est bien difficile de répondre à la deuxième. Certes l'ancien adversaire du général de Gaulle pouvait estimer qu'il avait besoin de la plénitude des prérogatives que lui accorde la Constitution de la V^e République pour installer solidement la gauche au pouvoir au cours de son premier septennat. Mais dès les lendemains de sa réélection, il aurait pu préparer sa succession en enclenchant un processus de révision qui est forcément long à aboutir.

Avoir attendu la veille d'une nouvelle cohabitation programmée pour ouvrir un tel dossier ne peut que permettre des soupçons de manœuvres, d'autant que le procès d'un homme accusé d'habileté politicienne est bien souvent fait. L'opposition n'a pas manqué de l'ouvrir une nouvelle fois. Non sans arguments.

Si des propositions faites par M. Mitterrand, ou des sujets qu'un candidat sérieux ne pourra qu'aborder, sont susceptibles d'entraîner des désaccords au sein de la future majorité parlementaire, qui n'a certes pas besoin que le président de la République lui en crée de nouveaux. Il en va ainsi, notamment, de la durée du mandat présidentiel, de la mise en place d'un référendum d'initiative populaire, de la meilleure manière de garantir l'indépendance de la magistrature, de la suppression éventuelle de l'article 16.

Une période de cohabitation est-

elle pour autant le plus mauvais moment pour procéder à un réajustement des institutions de la V^e République, que chacun d'eux souhaite, comme l'affirment les dirigeants du RPR ? Probablement non. La Constitution, c'est la règle du jeu du débat politique. Il est donc préférable qu'elle soit acceptée par tous les acteurs, et non pas imposée par un seul camp. Que l'un d'entre eux détienne la présidence de la République et l'autre la majorité parlementaire, n'est-ce pas la garantie que cet accord souhaitable sera trouvé, puisque constitutionnellement ils doivent collaborer pour mener à bien une révision de la Constitution ?

Vouloir attendre qu'il n'y ait pas d'autres sujets de préoccupations urgentes à régler, c'est renvoyer sine die tout projet de réforme institutionnelle. Or il y a des dispositions actuelles qu'il convient de modifier, au plus vite, tant il apparaît clairement aujourd'hui qu'elles sont inadéquates. Il en va ainsi des mécanismes permettant la mise en cause pénale des ministres pour des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions, et de ceux garantissant l'indépendance de la justice vis-à-vis du pouvoir politique. C'est pourquoi deux projets de révision différents sont soumis au conseil des ministres, et cela contrairement aux souhaits du Conseil d'Etat.

Le gouvernement — ou plus exactement le président de la République — a, en effet, préféré regrouper dans un texte les dispositions qui lui paraissent « à tort ou à raison » pouvoir être facilement acceptées par la droite : le droit de saisine du Conseil constitutionnel par les justiciables, réforme que l'Assemblée nationale a déjà approuvée, et la modification des titres de la Constitution sur la Haute Cour de justice et sur « l'autorité judiciaire ». Dans un autre texte figure tout ce qui concerne l'organisation des pouvoirs publics, dont M. Mitterrand sait bien qu'il s'agit là d'un thème beaucoup

plus conflictuel, même s'il n'aborde pas la durée du mandat présidentiel, laissant les parlementaires tenter de trouver un consensus sur ce point.

Là, comme pour l'essentiel de ses propositions, le président de la République est donc resté plus proche des conclusions auxquelles était parvenu le comité constitutionnel qu'il avait institué (le Monde du 17 février) que des suggestions qu'il avait formulées dans la lettre de mission de ce comité présidé par le doyen Vedel (le Monde du 2 décembre). Tout ce qui concerne le réajustement des institutions au bénéfice du Parlement est le fruit des travaux de ce comité, même si le Conseil d'Etat, qui a rendu son avis le week-end dernier, a imprimé sa marque juridique. Il a, par exemple, estimé que le début de clarification, tenté par le comité, des prérogatives du chef de l'Etat et du chef de gouvernement en matière de défense nationale, n'était pas assez précis pour être opératoire.

Le Conseil d'Etat, surtout, s'est montré en désaccord avec trois points importants du projet qui lui était soumis : il ne souhaite pas, contrairement à M. Mitterrand, la suppression de l'article 16, qui donne tous pouvoirs au président de la République, en cas de menace sur « les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux » ; il n'a pas retenu l'idée d'un référendum dont l'initiative n'appartiendrait pas au chef de l'Etat, n'étant satisfait ni par la solution du comité (initiative première de la minorité parlementaire) ni par celle du gouvernement (nécessité d'une pétition signée par un très grand nombre d'électeurs) ; enfin il préfère que le garde des sceaux siège au Conseil supérieur de la magistrature, alors que le comité voulait en exclure tout membre du gouvernement. Ce débat-là n'est pas que protocolaire, car il implique la persistance d'un lien, ou sa suppression, entre ceux chargés de rendre la justice « au nom du peuple français » et ceux qui « déterminent et conduisent la politique de la nation ».

Ces trois sujets devaient être tranchés au cours du débat institutionnel au Conseil. Mitterrand souhaite ouvrir au conseil des ministres avant qu'il ne se poursuive — peut-être — dans le pays.

THIERRY BRÉHIER

(Publicité)

Améliorer la qualité du service qu'elle offre aux 4 millions de voyageurs du métro, du RER, des bus et du tram, telle est l'ambition de la RATP. Chaque agent s'est investi dans cette mission.

Mais aujourd'hui, une partie de l'entreprise est en grève; nous souhaitons nous en excuser auprès de vous et vous donner quelques explications.

Les changements d'organisation et de fonctionnement nécessaires à l'amélioration des services que nous offrons ont été négociés avec l'ensemble des catégories de personnels. Dans un seul cas, les discussions ont été interrompues à l'initiative de certaines organisations syndi-

cates qui ont lancé un appel à la grève pour ce jour.

De son côté, la Direction de la RATP a fait appel pour la première fois à "l'Instance de Conciliation". Cette instance constituée de personnalités indépendantes et présidée par Mme Simone Rozès, Premier Président Honoraire de la Cour de

Cassation, a pour mission, après avoir entendu les parties en conflit, de favoriser une solution négociée. La Direction de la RATP a annoncé qu'elle suivait intégralement les recommandations formulées lundi 8 mars

par l'Instance.

Les organisations syndicales, pour leur part, tout en maintenant leur appel à la grève, ont décidé de consulter les agents concernés sur les dernières propositions de la Direction.

Nous espérons donc qu'une issue sera rapidement trouvée à un conflit dont vous subissez malheureusement les effets négatifs.

Dans l'immédiat, nous mettons en œuvre tous les moyens

à notre disposition pour essayer de vous aider.

Pour vous informer le plus rapidement possible de la situation réelle du trafic, ligne par ligne, un numéro vert est à votre disposition à partir d'aujourd'hui entre 5 heures et 21 heures.

LA RATP INFORME SES VOYAGEURS

N° Vert 05 15 11 11

APPEL GRATUIT



JUSTICE

L'affaire des écoutes téléphoniques

La mission impossible de la commission de contrôle des interceptions de sécurité

Président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité, le conseiller d'Etat Paul Bouchet doit présenter, jeudi 11 mars, les premiers résultats de son enquête sur l'efficacité des écoutes téléphoniques aux deux autres membres de sa commission, le député (PS) François Massot et le sénateur (Union centriste) Jacques Golliet. Le gouvernement semble souhaiter une conclusion rapide qui mettrait en valeur ses doutes sur l'authenticité de la présentation des documents révélés par *Libération*, tout en faisant passer au second plan les questions posées par l'authenticité des conversations rapportées et de leur décryptage.

C'est cette parade qu'a d'ores et déjà laissé entendre le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, en déclarant, lundi 8 mars : « Il y a eu, en ce qui concerne le document lui-même, volonté de travailler la réalité. De la part de qui, dans quel but ? La commission le dira. » Il est pourtant loin d'être certain que la commission, démunie de véritables moyens d'investigation, ne pouvant organiser des confrontations ni contraindre les témoins à se rendre à ses convocations, puisse de façon crédible démêler des faits remontant à 1985 et 1986. Et cela d'autant plus qu'ils peuvent mettre en cause le monde de la « cellule » enterrée de l'Elysée, déjà impliquée dans diverses aventures peu glorieuses et ayant eu pour interlocuteur direct l'un des « piliers » du cabinet présidentiel de 1981 à 1982, M. Gilles Ménage.

La contre-attaque des anciens ennemis de la « cellule », MM. Christian Froureau et Jean-Louis Esquivé, au cours de contacts avec les autorités de l'Etat, consiste à mettre en cause la forme des documents publiés par *Libération*, qui ne ressembleraient à rien de connu. Si elle s'appuie sur quelques invraisemblances, cette parade n'en ressemble pas moins à une diversion : le premier problème est en effet qu'il y a bien eu

écoutes téléphoniques au domicile d'un journaliste et que les documents de *Libération* permettent d'affirmer que ces écoutes ont été exploitées par un « service » dans un but systématique de renseignement. Cela ne colle guère avec l'hypothèse, diffusée par le pouvoir, d'une écoute « sauvage » d'un individu, responsable d'un seul individu, que les mêmes interlocuteurs n'hésitent pas à nommer : le capitaine Paul Barril.

Une écoute qui n'est pas isolée. — Il est de notoriété publique dans le monde des policiers et des gendarmes que le « cellule » de l'Elysée s'est livrée, entre 1982 et 1986, à des écoutes qui n'étaient pas toutes en rapport avec ses missions de lutte antiterroriste. Souvent, le motif invoqué pour obtenir ces écoutes administratives sur des personnes théoriquement protégées était : « Sécurité de personnes », « Sécurité de la défense », « Sécurité de la protection de la sécurité de la défense » (DPSD).

Une écoute décryptée par un service. — Les comptes rendus d'écoutes au domicile d'un journaliste du *Monde* témoignent d'une exploitation minutieuse des informations recueillies, peu compatibles avec le travail « sauvage » d'un seul individu. Les sommaires placés en tête des écoutes enregistrées systématiquement des mots-clés et des noms (dont certains ne sont pas repris dans les résumés des conversations placés en annexe), tandis que les résumés complètent les décryptages par des précisions qui supposent un travail régulier de renseignement. Ainsi, telle personne mentionnée un jour sous son prénom (« Un certain Pierre ») sera identifiée, quatre jours plus tard, lors d'une nouvelle écoute, avec une orthographe parfaite comme étant « Pierre Treys », alors chef adjoint du service des Informations générales du *Monde*.

Des documents qui ont peut-être pour origine une disquette informatique. — Il n'est pas exclu que les documents publiés par *Libération* aient pour point de départ une copie sur disquette d'informations enregistrées par le système informatique de la « cellule » de l'Elysée.

En effet, le tirage des documents ne semble pas avoir été fait sur une imprimante correctement formée (les lignes sautant de façon aléatoire, le nombre de signes par ligne est irrégulier, le cadrage est imparfait, etc.). D'où la brèche dans laquelle les anciens responsables de la « cellule » s'enfoncent : et si les documents avaient été quelque peu « mis en scène », une fois tirés sur une imprimante, par l'ajout de tampons « Saurce scrite » et de doubles barres aux allures officielles ? Cette interrogation ne change rien à l'authenticité des écoutes elles-mêmes et la question essentielle demeure : qui a opéré leur saisie informatique ?

Les documents de cette disquette viennent-ils du système de la « cellule » ? — C'est à cette question qu'il faudrait aujourd'hui répondre clairement. Les responsables de l'information de la « cellule » sont connus : le colonel Jean-Louis Esquivé et son adjoint, le capitaine Pierre Guezou, dit « Gazi » (et non Jean-Louis Guezou comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 9 mars). Au troisième étage de l'hôtel particulier du 14, rue de l'Elysée, « Gazi » était chargé d'illuminer les ordinateurs de la cellule en informations variées, comme un pupitre informatique. Reste cependant un problème : à qui correspondent les initiales des « traitants » indiquées en tête des documents de *Libération* ? Ont-elles été « trafiquées » et postérieurement sont-elles authentiques ? « G. Pyves » désignerait le commissaire Pierre-Yves Gilleron, mais son principal collaborateur affirme qu'il n'est pas assez bête pour laisser ainsi des traces explicites, d'autant plus qu'il aurait eu un nom de code lors de son passage à la « cellule ». Quant aux trois « G. J. », elles ne désignent pas le seul « Gazi », comme nous l'avons écrit, puisque son prénom n'est pas Jean-Louis (qui est celui du colonel Esquivé) mais Pierre. Or le deuxième prénom du capitaine Guezou est... Yves, et il est arrivé, selon des témoins, qu'on le surnomme lui-même, comme M. Gilleron, « Pyves ».

A. G.

Un rapport sur la gestion de l'office public d'HLM

Les inspecteurs de l'équipement déplorent les défaillances de l'entretien des logements sociaux à Paris

Négligences dans l'entretien des bâtiments, cloisonnement excessif des services, attribution de logements sans justifications sociales, situation financière tendue et obscure : telles sont quelques-unes des observations que les inspecteurs de l'équipement ont pu faire en contrôlant l'office d'HLM de Paris. Leur rapport vient d'être adressé aux membres du conseil d'administration de l'office public.

Créé en 1914 et transformé en 1983 en office public d'aménagement et de construction (OPAC), l'office HLM de Paris est l'un des plus anciens et, en tout cas, le plus puissant de France. Il gère un parc qui comprend 90 000 appartements locatifs (dont 90 % situés intra muros), 45 000 garages et 2 700 commerces. Servi par un corps de 1 760 agents, présidé par M. Jean Tibéri, député RPR et premier adjoint au maire, dirigé depuis 1982 par M. Georges Perol, un fidèle de M. Jacques Chirac, il bénéficie d'un budget dépassant 3 milliards de francs.

Le dernier contrôle des inspecteurs généraux du ministère de l'Équipement remontait à 1987. Peu après son entrée au gouvernement, en avril 1992, comme ministre chargé du logement, M. Marie-Noëlle Lienemann s'était inquiétée de cette situation. Trois contrôleurs ont donc travaillé durant tout l'automne 1992. Ils observent d'abord que la direction de l'OPAC n'a pas considéré leurs opérations « comme allant de soi » et que celles-ci ont « nécessité des délais et des procédures inhabituelles ». Les inspecteurs ont néanmoins remis leur rapport en janvier dernier. Il a été communiqué à l'office, qui a répondu. Les vingt et un membres du conseil d'administration devaient en recevoir copie.

Une réhabilitation tardive

Ce document note d'abord que les immeubles d'HLM construits par l'office sont de bonne qualité et présentent un excellent niveau d'équipement. Si leur prix de revient atteint 10 000 F le mètre carré, c'est en raison de la flambée des coûts de foncier dans la capitale. Pourtant, le niveau de logement ne correspond pas aux normes. D'une manière générale, les contrôleurs n'ont pas relevé, dans la gestion financière, des irrégularités de nature à nécessiter des mesures administratives.

Ce satisfait accordé, le rapport passe en revue de nombreuses anomalies qui justifient autant de critiques techniques. Il note, par exemple, que près de la moitié des locaux commerciaux sont loués avec un appartement annexe, ce qui est contraire à la réglementation ; que les études des projets sont attribuées directement sans mise en compétition ; que les marchés de chauffage et d'ascenseur ont été mal négociés et sont donc beaucoup trop coûteux.

Le mode de fonctionnement interne de l'office est aussi épinglé. Le conseil d'administration se réunit trop rarement et néglige de débattre des orientations générales. Le directeur et le chef du service financier sont seuls à disposer des informations. Les dix services sont excessivement cloisonnés et la banquette du secret « est illustrée, jusqu'à la caricature, par le système de surveillance qui protège le siège social ». Détail révélateur : le nombre des appartements gérés par l'OPAC n'est pas connu avec précision et un recensement va être entrepris alors qu'un bureau de sept personnes est théoriquement chargé de ce travail.

Les observations des inspecteurs concernent l'état du parc d'HLM de Paris sont plus graves. Si 60 % des appartements sont jugés « satisfaisants », 24 % sont « médiocres » et 16 % « tout à fait insuffisants ». Près de 9 000 logements ne sont toujours pas équipés de chauffage et de nombreux autres sont encore démunis de salle d'eau. Des locataires font leur toilette dans l'évier de la cuisine... Cette situation s'explique par l'ancienneté exceptionnelle de certains immeubles qui n'ont jamais été modernisés depuis leur construction, il y a plus d'un demi-siècle.

L'office, notent les contrôleurs, a beaucoup trop tardé à entreprendre la réhabilitation de son patrimoine. Celle-ci n'est lancée que depuis 1989. Un plan quinquennal de travaux répartis sur 1,6 milliard de francs est en cours. « Ce retard est inexplicable », commente M. Lienemann. « Tout se passe comme si on avait laissé volontairement se dégrader les logements sociaux. L'OPAC n'a même pas profité des subventions pour réhabiliter l'ancien. Il a préféré l'autofinancer, ce qui aujourd'hui fragilise ses comptes ».

Ceux-ci sont minutieusement épluchés par les inspecteurs. Les charges d'exploitation excèdent nettement celles des autres offices de l'Ile-de-France, notamment en raison de salaires particulièrement élevés des cadres. En regard, les loyers ne couvrent que 83,3 % des

frais de tous ordres. Ce qui est estimé « nettement insuffisant ». Conséquence : une trésorerie « très tendue » et des réserves qui ne sont bénéficiaires que grâce à des subventions considérables, s'élevant, pour 1991, à 111 millions de francs. L'état financier des OPAC nécessite, selon le rapport, une expertise plus poussée. Celle-ci va être immédiatement lancée par le ministre du logement.

Des attributions contestées

Le sujet des attributions de logements est l'un des plus controversés. Les contrôleurs ont observé que la commission ad hoc n'a pas de règlement intérieur, qu'elle ne dispose pas de statistiques fiables sur l'occupation réelle des appartements, qu'elle n'examine jamais le cas des logements réservés à la préfecture, qu'elle n'étudie pas la solvabilité des demandeurs et qu'un demeurant l'OPAC ne lui propose qu'un seul candidat pour chaque appartement libre.

Comment les demandeurs sont-ils sélectionnés ? On ne sait trop. Après un sondage, les inspecteurs ont découvert que 17 % des candidats avaient des ressources dépassant le plafond et que d'autres, notamment des jeunes ménages, ne dépassaient pas après leur installation. « Il n'y a pas de système parfait », commentent les fonctionnaires avec prudence. Mais le résultat est mesurable : le quart des locataires de l'OPAC ont de tels revenus qu'on leur fait payer un supplément de loyer. Parmi les deux tiers des occupants d'HLM parisiens sont des personnes seules ou des couples sans enfant. La durée moyenne d'occupation des logements atteint vingt-six ans et le renouvellement des locataires ne dépasse pas 3,5 % par an.

Cette proportion est à peu près la même dans le reste de la France. Au-delà de leurs observations critiques sur l'OPAC de Paris, les inspecteurs de l'équipement soulignent donc un problème national : le manque de « fluidité » des équipements d'HLM et, par voie de conséquence, l'effacement relatif du rôle social de l'institution. Sur ce chapitre, comme sur celui des attributions, M. Marie-Noëlle Lienemann avoue son impuissance : « Il faudrait une réforme de la législation pour rendre au moins le travail des commissions d'attribution plus transparent. J'ai été ministre trop tard pour faire cette loi. C'est l'un de mes regrets ».

MARC AMBROISE-RENDU

Après les informations publiées par « le Quotidien de Paris »

Une mise au point du ministère de l'intérieur sur la protection de Jacques Roseau

Le ministre de l'intérieur, M. Paul Quilès, a précisé, dans un communiqué diffusé mardi 9 mars que « les informations publiées d'un refus d'une protection policière de Jacques Roseau » relèvent d'une « présentation erronée ».

Cette mise au point fait suite à la publication, par le *Quotidien de Paris*, d'informations selon lesquelles une demande de protection de M. Roseau, déposée par son association à la fin de l'année 1991, s'était heurtée à un refus du ministre de l'époque, M. Philippe Marchand (le *Monde* du 10 mars).

M. Quilès souligne qu'en cours de 1992, « des mesures particulières de surveillance des bureaux et domiciles parisiens de Jacques Roseau ont été à deux reprises mises en place lorsqu'il l'a souhaité ». Le communiqué indique qu'aucune demande particulière n'a été examinée depuis le début de l'année 1993.

■ Sonacotra : ouverture d'une information judiciaire. — Le parquet du tribunal de Paris a ouvert, mardi 9 mars, une information judiciaire contre X... pour « abus de confiance, abus de biens sociaux et abus de pouvoir », à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile visant les mêmes chefs, déposée par M. Bertrand Marchéaux, actuel directeur général de la Sonacotra contre l'ancien président-directeur général de la Sonacotra, M. Michel Gagneux (le *Monde* du 12 février). Le dossier a été confié à M. Jacqueline Meyson, juge d'instruction au tribunal de Paris.

ENVIRONNEMENT

Situé dans un site privilégié

Le projet de centre d'essais Michelin de la plaine des Maures est dénoncé par un collectif scientifique

Il existe dans le département du Var, entre Vidauban et Gonfaron, une plaine de chènes-lièges et pins pignons que les ennemis se partagent à l'envi. Des pistes de latérite y serpentent entre des dalles de grès permien qui hébergent une trentaine d'espèces d'archéofaunes, représentant le tiers du patrimoine français.

Une enclave exceptionnalisée de 5 000 hectares, où pond la rarissime tartre d'Hermann et où filâtrent en s'effaçant 274 espèces de papillons et 134 espèces d'oiseaux, dont une dizaine de couples de colliers et la très discrète foussette pitchou. Autour du lac des Escarrets, creusé en 1946 mais reconquis par la nature, on peut entendre la rousserolle turdoïde et le héron blinghis. Tous les visiteurs s'accordent à reconnaître au lieu une magie provenant d'un subtil mélange de senteurs de Provence et d'une luminosité exceptionnalisée. « Un paysage aux vibrations particulières », explique Lucien Chabason, conseiller régional (GE) du Var.

C'est dans ce site privilégié de l'arrière-pays toulousain que le groupe Michelin a racheté 400 hectares en 1990, pour y installer une piste d'essais de pneus. Le plan d'occupation des sols, révisé à cet effet en 1991 par la commune du Cannet-des-

Maures, a été approuvé par le préfet, et rien, sinon un jugement négatif du tribunal administratif de Nice, ne semble en mesure d'éviter le bitumage de la plaine des Maures.

Dès janvier 1992, le ministère de l'environnement avait parait-il demandé au préfet d'examiner avec Michelin le site de substitution, car le projet empiète sur plusieurs zones répertoriées comme étant « d'intérêt écologique, faunistique et floristique » (ZNIEFF). Un collectif de quelque cent cinquante universitaires et chercheurs s'est rassemblé derrière le professeur Marcel Barbarn, auteur du premier sondage réalisé entre 1982 et 1986.

« On a proposé trois sites alternatifs, dans un ancien carreau de mine de bauxite non loin d'ici, précise le professeur. Mais ni Michelin ni le préfet ne veulent revenir sur le projet ». Pierre Pfeffer, secrétaire général de la SNPN (Société nationale de protection de la nature), ne comprend pas qu'on enlève « un écosystème d'intérêt européen pour essayer des pneus », alors même qu'il ne manque pas de friches industrielles ou de terrains militaires en zone méditerranéenne qui feraient parfaitement l'affaire.

ROGER CANS

Dans son rapport 1992

Le médiateur dénonce les lacunes du système de protection sociale

Dans son rapport 1992, présenté mercredi 3 mars, le nouveau médiateur de la République, M. Jacques Pelletier, insiste sur les effets de la déconcentration des administrations et sur les lacunes du système de protection sociale française pour expliquer l'augmentation spectaculaire des réclamations qui lui ont été adressées l'an dernier.

Le nombre des réclamations, qui a augmenté régulièrement chaque année depuis 1973 d'environ 10 % par an, a connu une croissance exceptionnelle de 17 % en 1992 pour atteindre le chiffre de 35 123. Ce surcroît d'activité, explique le médiateur, peut être attribué à la déconcentration des administrations qui se poursuit, à l'évolution accélérée de la société générant de nouveaux conflits, ou tout simplement à une meilleure connaissance de l'institution. Il faut aussi souligner que, depuis février 1992, les personnes morales (associations, syndicats, sociétés commerciales, collectivités publiques), et non plus seulement les particuliers, peuvent solliciter les services du médiateur. Comme les particuliers, ces personnes morales ont la faculté de s'adresser, soit directement aux quelque 112 délégués qui tiennent des permanences dans toutes les préfectures et qui ont compétence pour régler eux-mêmes les conflits les plus simples, soit en saisissant le médiateur à Paris par l'intermédiaire d'un parlementaire. Cinq pour cent du total des réclamations

émanaient, en 1992, de ces personnes morales.

Pour la première année de son mandat qui ne peut excéder six ans, M. Pelletier a porté une attention particulière aux relations avec les collectivités locales ainsi qu'au développement de la médiation dans le domaine social.

Bien que les dossiers concernant les conflits avec les communes soient minimes, M. Pelletier souligne qu'il est très difficile de discuter avec les responsables et rappelle que « l'autonomie dont dispose la commune ou ses établissements ne les autorise pas à s'exonérer du respect de la loi ». L'urbanisme, notamment, est source d'incompréhension.

Mais les critiques les plus sévères sont formulées à l'égard des personnes âgées dépendantes de leurs difficultés budgétaires. En refusant de verser l'allocation compensatrice, en réduisant le montant de cette allocation, ou bien en remplaçant l'allocation compensatrice par la prise en charge des frais de placement ou titre de l'aide sociale (ce qui permet de récupérer plus tard, auprès des héritiers, les prestations versées).

Des jeunes handicapés devenus adultes sont ballottés de département en département sans que soit tranché le problème de la prise en charge des frais financiers, des personnes désirant bénéficier d'un agrément pour être assistantes maternelles se heurtent à des refus non motivés... Autant d'incidents qui pourraient être évités si les responsables des administrations en cause s'attachaient à l'aspect humain de leur mission.

Bien que le médiateur reconnaisse que le système de protection sociale est « performant dans son ensemble », il relève que des lacunes pénalisent sévèrement des catégories d'assurés sociaux défavorisés. Parmi ces lacunes figurent une mauvaise information, une confusion entre les domaines de compétence des organismes gestionnaires, des défauts d'harmonisation entre différentes réglementations et des réglementations totalement inadéquates. A titre d'exemple : le régime général de retraite prévoit, pour les femmes, une majoration de deux ans par enfant élevé. Or, dans les régimes spéciaux, cette majoration n'est que d'un an par enfant, ce qui donne lieu à confusion, notamment chez les femmes ayant changé de régime au cours de leur vie. Sur ce sujet, le médiateur est de plus en plus saisi de protestations d'hommes estimant que cette mesure est discriminatoire et demandant une harmonisation des traitements.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Médiateur de la République, 33, avenue d'Iéna, 75016 Paris, tél. : (1) 45-01-36-36.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Banc d'essai

هناك من الفضل

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

La droite sans complexe

L'opposition a fait de la formation et de la réforme de l'enseignement la seconde priorité de son programme gouvernemental. Non sans risques

LONGTEMPS l'éducation a été la chasse gardée de la gauche française. Depuis les lois Ferry et la République des instituteurs jusqu'à la politique actuelle des « 80 % de jeunes au niveau du baccalauréat », en passant par le plan Langevin-Wallon de l'après-guerre, la gauche – républicaine ou révolutionnaire, socialiste ou communiste – avait imprimé sa marque sur l'école. Confortée par son alliance historique avec les enseignants, épaulée par leurs syndicats, elle avait fait de la chose scolaire son domaine réservé et l'un de ses grands combats.

Depuis au moins un demi-siècle, la droite respectait, bon gré mal gré, ce monopole. Quand elle ne se montrait pas dans la nostalgie d'un âge d'or mythique, quand elle ne rêvait pas, sans trop y croire, au développement d'un système privé concurrent du service public, elle chausait sans hésitation les bottes de la gauche pour mieux s'inscrire dans l'irrépressible mouvement de scolarisation qui caractérise la société française depuis plusieurs décennies.

L'affaire des gens d'en face

Ce fut le cas dans les années 60, tout au long de la période gaullienne, avec la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans et l'ouverture progressive des portes du secondaire aux enfants de l'école du peuple. Puis à nouveau durant les années 70, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, avec l'instauration, par son ministre de l'Éducation, M. René Haby, du collège unique, nouvelle étape sur la voie de l'école unique prônée par la gauche. Et le mouvement se prolonge pendant les années 80, M. René Monory, ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Chirac entre 1986 et 1988, donne son véritable élan à la politique d'ouverture du lycée à la majorité de chaque génération, lancée un an auparavant par MM. Fabius et Chevènement.

Bref, la droite faisait des complexes, prisonnière du cadre et de la doctrine tracés par ses adversaires, impuissante à contester les liens entre le monde enseignant et le « couple de gauche » et traumatisée par l'échec de ces rares tentatives pour reprendre l'offensive sur ce terrain, comme en 1986 avec l'échec du projet Devaquet

de réforme universitaire. L'éducation, c'était l'affaire « des gens d'en face », selon le mot de M. Philippe Mahrez, délégué général du très giscardien Conseil pour l'avenir de la France.

Prise de conscience

Tout démontre aujourd'hui que ce n'est plus le cas. Mentalités et projets ont évolué et, pour la droite gouvernementale, l'éducation est devenue, sans conteste, un enjeu décisif. Responsables nationaux ou barons régionaux, ministres en puissance ou apprentis secrétaires d'État, assent à noircir à l'encre la situation de notre système éducatif. Ni M. Chirac, qui réclame de « l'audace » pour « valancer les immobilismes et les conservatismes de toutes sortes » qui interdisent les changements nécessaires. Ni M. Balladur, convaincu, dans son *Dictionnaire de la réforme*, que la formation « est si mal assurée en France qu'elle est devenue une des causes principales du chômage » et que « la réforme de l'enseignement est peut-être la plus importante de celles auxquelles il faudra procéder dans les dix prochaines années ».

Pas davantage M. Millon, qui se défend de l'anticipation et veut s'appuyer sur l'action engagée depuis deux ans dans la région Rhône-Alpes qu'il préside (*lire ci-dessous*). Ni M. Bayrou, secrétaire général de l'UDF, qui brandit son titre d'agréé de lettres classiques contre le « déclin de la France ». Ni M. Juppé, secrétaire général du RPR, qui n'oublie pas, lui non plus, qu'il fut agréé de lettres et qui potasse ses dossiers. Ni l'aimable M. Lequiller, député RPR des Yvelines et grand défenseur de l'enseignement privé, qui voit dans la politique des 80 % « le grand échec de la dernière législature ». Ni le terrible M. Pasqua, habile à mobiliser les forces de son département des Hauts-de-Seine pour mettre en place des dispositifs d'aide à la lecture (*lire page 10*). Quant à M. Léotard, il ne manque plus une occasion de faire entendre ses idées sur l'école, sinon si difficiles. Ni même M. Giscard d'Estaing, inquiet de l'avenir d'une société qui risque, pour la première fois, de voir les nouvelles générations ne pas bénéficier de la même promotion scolaire et sociale que leurs parents.

Et l'on pourrait continuer la liste.



Loi de laisser, comme au milieu des années 80, le soin à quelques intellectuels de porter le débat sur l'école, ou à quelques lobbies doctrinaires, celui de fixer une contre-réforme de l'université, les principaux porte-parole de la droite s'autorisent, désormais, à réfléchir à l'avenir du système éducatif et à multiplier les propositions.

Passeport anti-chômage

La plate-forme de gouvernement de l'actuelle opposition fait d'ailleurs de la réforme de l'enseignement la seconde priorité de son programme, juste derrière la lutte contre le chômage. Engagements sans lendemain ? Promesses d'estrades et promesses de campagne électorale ? C'est peu probable. Car ce changement d'attitude a été provoqué par des mutations en profondeur. Il faut y voir, tout d'abord, l'effet progressif de la décentralisation engagée depuis une dizaine d'années. Pour bien des responsables des collectivités locales, la prise en charge des constructions de collèges ou de lycées a constitué une formation accélérée aux réalités du monde de l'éducation et de ses acteurs. Et si beaucoup ont aujourd'hui le sentiment frustrant de n'être

que des pourvoyeurs de locaux, sans prise sur l'essentiel, ils n'ont pas moins mesuré, concrètement, les enjeux pédagogiques, institutionnels et sociaux du système éducatif.

L'éducation nationale était, le plus souvent, pour eux, une terre inconnue. Ils sont en train de l'explorer, aidés en cela par le recrutement de plus en plus fréquent, à leurs côtés, de bons professionnels du système. Et l'engagement massif des régions ou des grandes villes, le plus souvent tenues par la droite, dans le projet Université 2000 de développement de l'enseignement supérieur, pourant de la responsabilité de l'État, démontre que le pli est pris : la plupart des leaders politiques, ceux de droite comme les autres, ont compris que les projets universitaires pouvaient être source de prestige mais aussi de dynamisme et de développement et répondent à l'attente des familles.

C'est en effet la deuxième raison, la plus déterminante sans doute, de la conversion de la droite. Face à la vague déferlante du chômage, et en particulier du chômage des jeunes, formations et diplômes apparaissent comme d'indispensables passeports pour l'emploi. Évidemment obsédés par la montée du chômage, placés aux

premiers loges, dans leur circonscription ou leur région, pour mesurer sur le terrain les facteurs d'adaptation entre formation et emploi, tous les responsables politiques sont aujourd'hui conduits à s'interroger sur le contenu des diplômes et le pilotage du système éducatif.

Comme le note M. Yves Fréville, député (CDS) d'Ile-et-Vilaine et infatigable rapporteur du budget de l'enseignement supérieur à l'Assemblée nationale, « dans les réunions publiques, les gens viennent nombreux quand on parle d'éducation. Ce qui les intéresse ou les angoisse, ce n'est pas tellement le fonctionnement des établissements, mais tout simplement l'avenir de leurs enfants. Tout cela nous pousse à préciser nos positions ». D'autant qu'à cette pression des familles s'ajoutent les sollicitations du patronat dont le récent Livre blanc du CNPF montre qu'il est désormais décidé à revendiquer un rôle déterminant dans la conception et l'organisation des diplômes (*le Monde* du 11 février).

L'électorat enseignant

Enfin, et personne ne s'en cache réellement à droite, en dépit des rituels antithétiques de la « *forteresse de la FEN* » (la Fédération de l'éducation nationale) et la « *mainmise syndicale* » sur le ministère de l'Éducation nationale, chacun sait bien que la crise de la droite enseignant et l'écueillement apparemment irrémédiable de la FEN ouvrent des marges de manœuvre inédites. « L'occasion est historique », note un conseiller écouté. *Le corps de doctrine de la FEN est battu en brèche, l'idée d'école unique et de corps unique est contestée par les enseignants eux-mêmes, le désenchantement des profs est réel, et leur déception de la gauche, profonde. Les troupes sont démoralisées. Si l'on mène les choses avec habileté, sans les brusquer, il sera possible d'attirer à nos côtés une bonne partie du corps enseignant ».*

La perspective est lointaine, certes, tant l'enracinement à gauche de la majorité des enseignants est ancien et plus encore leur rejet des hommes des partis et des valeurs de la droite (1). Mais le simple fait qu'elle ne soit plus utopique constitue manifestement, pour l'actuelle opposition, une incitation supplémentaire à s'en-

gager sérieusement sur ce terrain. Reste un point essentiel. Si l'actuelle opposition a viré à cet égard sur l'éducation, si elle affiche désormais la formation comme une priorité, elle manque encore, de toute évidence, de doctrine claire.

Les idées foisonnent, mais souvent contradictoires, comme le démontrent les examens des projets des uns et des autres ou les silences éloquentes de la plate-forme de gouvernement. Entre les partisans d'une décentralisation très profonde du système éducatif, ceux d'une autonomie renforcée des établissements et les jacobins toujours favorables au maintien d'un pilotage national : entre ceux qui réclament les principales réformes pédagogiques engagées – dans le primaire, le secondaire et le supérieur – par MM. Jospin et Lang et ceux qui demandent à voir : entre ceux qui jugent inévitable un ralentissement de la progression du budget de l'éducation et ceux qui n'osent l'imaginer ; entre ceux encore qui refusent de toucher au baccalauréat et ceux qui feraient volontiers sauter ce verrou, il y a plus que des nuances : c'est une véritable cacophonie.

Et ce ne sera pas la moindre tâche du futur premier ministre que d'arbitrer sur tous ces points décisifs. Avec, en premier lieu, un choix de méthode délicat. Selon que le prochain gouvernement choisira d'avancer de façon prudente et pragmatique, prolongeant le cas échéant des évolutions déjà engagées depuis des années, ou au contraire de façon plus abrupte, pressé de marquer – dans ce secteur symbolique – la rupture avec la gestion socialiste, il s'exposera à deux reproches contradictoires : celui d'être trop timoré ou celui de « casser la baraque », avec les risques que cela comporte dans un domaine aussi explosif et imprévisible. On le voit, si la droite est aujourd'hui sans complexe sur le terrain de l'éducation, elle n'est certainement pas à l'abri des pièges et des faux pas.

GERARD COURTOIS.

(1) Voir notre sondage sur les enseignants et la politique (*le Monde* du 6 février 1992). Si les enseignants se manifestent, pour plus des trois quarts d'entre eux, depuis par le bilan des années Mitterrand et si 40 % seulement attendaient encore quelque chose de la gauche, il n'étaient toujours que 22 % à espérer quelque chose de la droite.

Banc d'essai pour M. Millon

Malgré bien des réserves, plus de deux cents lycées rhônalpins jouent le jeu du partenariat

LYON

de notre bureau régional

CE devait être le « début de la révolution », celle des mentalités et d'un « système éducatif uniforme » géré par la catastrophe et demain peut-être par l'explosion », qu'il s'agissait de « briser par une décentralisation sans précédent ». Le 19 avril 1991, devant l'Assemblée du conseil régional de Rhône-Alpes, M. Charles Millon, son président (UDF-FR), inspiré par l'exemple allemand, n'avait pas fait dans la nuance pour présenter son nouveau schéma régional des formations, autrement rebaptisé « permis de réussir » pour les besoins d'une campagne médiatique. « *Éducation sans issue* », « *interdits d'emploi* », « *détachés retrécis* » : empruntés à la signalisation routière, ces slogans réducteurs avaient fait sortir de sa réserve le recteur de l'académie de Lyon, M. Daniel Bancel, pour rappeler les règles du jeu d'un partenariat bien compris entre la collectivité régionale et l'éducation nationale.

Si, dix-huit mois plus tard, la polémique n'a plus cours, faut-il croire, comme M. Mario Perez, secrétaire du SNES du Rhône, qu'il s'agissait là d'une opération tapageuse aux effets dérisoires et marginaux qui s'est rapidement dissipée ? Le responsable syndical a beau jeu de souligner que, pour 1993, le budget des lycées et de la formation de la région est en diminution (1). Pourtant, avec 200 millions en 1992, les mesures en faveur d'une meilleure orientation professionnelle, d'un développement des formations co alternance et de l'apprentissage, de la création de salles d'accueil pour

les élèves ou de bourses pour les enseignants, ainsi que des compléments d'heures assurés par des professeurs ou des « tuteurs » extérieurs pour les élèves en difficulté, sont désormais bien acceptés.

Du beurre dans les épinards

Sur la base de projets d'établissement validés par le recteur, plus de deux cents lycées publics et privés (2) en ont profité depuis la mi-1991. « C'est du beurre dans les épinards », indique ainsi M. Charles Leblanc, proviseur adjoint du lycée de Bellegarde (Ain). Selon lui, les heures de soutien en seconde ont permis d'obtenir un taux de redoublement inférieur à 18 % pour un effectif de 40 % d'élèves en difficulté. M. Noël Houillon, proviseur du lycée Frédéric-Fays à Villeurbanne (Rhône), a financé une structure d'aide par l'enseignement assisté sur ordinateur pour développer l'autonomie des élèves, tandis que des quatrièmes et des troisièmes vont réaliser des films dans les entreprises dans le cadre de leur préparation à l'orientation.

M. Marcelle Barry, proviseur du lycée professionnel Léo-Blom de Saint-Fons (Rhône), a pu cofinancer les actions originales d'un groupement d'intérêt public ouvert sur la ville, qui lutte contre l'échec scolaire par le développement du projet personnel, ou la revalorisation des filières technologiques. « *Nous n'allons tout de même pas refuser des crédits supplémentaires lorsqu'on nous les propose* », souligne de son côté M. Jacques Dur, responsable du lycée Albert-Camus à Firminy (Loire). Tout en se félicitant d'une gestion plus proche des usagers, il en arrive néanmoins à regretter de

devoir passer une bonne partie de son temps à la « mendicence publique et à la quête aux subventions ». Le revers de la médaille en quelque sorte, mais un des moyens supplémentaires « pour gérer l'hétérogénéité des niveaux, tout en obligeant la communauté à s'investir ».

Dans le système mis en place par M. Millon, les proviseurs, invités à se comporter en « chefs d'entreprise éducatifs », sont la clé de voûte d'une autonomie proclamée, que la plupart appellent de leurs vœux, malgré l'accroissement des charges qu'elle représente. Et ils acceptent la nouvelle règle du jeu, tant qu'elle reste dans un cadre défini sous l'autorité pédagogique du recteur et sans contrainte des écus sur le contenu des enseignements, comme le précise, par exemple, M. Barry ou M. Dur.

Individualisme et concurrence

« Cette opération accense l'individualisme des établissements », note toutefois M. Michel Rougerie, secrétaire académique du syndicat des personnels de direction de l'éducation nationale. Elle favoriserait même l'éclatement d'une « multitude de citadelles mises en concurrence », craint M. Perez qui dénonce une « atomisation par l'autonomisation », ainsi que la menace, parfois clairement évoquée par les responsables de la majorité régionale, d'une gestion décentralisée des personnels de service, voire d'une « privatisation » des activités de restauration ou d'entretien.

« En distribuant des crédits établissements par établissements, le conseil régional favorise la pratique du saupoudrage, sans favoriser l'élaboration d'un projet global, cohérent qui s'in-

crit dans la durée ». Représentant la CFDT au Conseil économique et social, dont il est le président de la commission éducation et formation, M. Jean Vanoye constate que la région se conduit en « décideur politique », alors qu'elle n'est qu'un partenaire du système éducatif. « La décentralisation multiplie les responsabilités et recrée de nouveaux cloisonnements, d'une autre nature, mais tout aussi préjudiciables que ceux du système actuel ».

Le projet d'orientation professionnelle des élèves, de la quatrième au bac + 2, dont le CES est à l'origine, bute justement sur les barrières institutionnelles, politiques, administratives ou économiques et sur la difficulté de conduire un « réel partenariat » en dépassant le stade de la déclaration d'intention. De même, en cherchant à créer une « université professionnalisante », fondée sur le réseau de deux sites, à l'Isle-d'Abeau (Isère) et Saint-Etienne (Loire), à cheval sur deux académies, le conseil régional tente d'ouvrir des brèches dans un système qui ne se laisse pas aussi facilement prendre d'assaut.

SANDRINE BLANCHARD et MICHEL DELBERGHE

(1) Avec l'arrêt de la dotation d'État pour le plan d'urgence, le budget des lycées est passé de 1,893 milliard de francs en 1992 à 1,799 milliard en 1993.
(2) A ce jour, le secteur privé, initié au pied d'égalité avec le secteur public, a bénéficié de la plus forte répartition. Entre juillet 1992 et février 1993, il a déjà obtenu 8,2 millions de francs, contre 9,9 millions aux établissements publics, qui accueillent pourtant un nombre beaucoup plus important d'élèves.

Le puzzle des programmes

Les responsables de l'opposition ont du mal à parler d'une seule voix

C'est la loi du genre. La plate-forme de gouvernement de l'Union pour la France (UPF) rendue publique, en février dernier, représente le plus petit commun dénominateur des deux formations politiques – RPR et UDF – appelées, selon toute vraisemblance, à former le prochain gouvernement au lendemain des élections législatives. Elle est aussi significative par les quelques points d'accord qui s'en dégagent que par les divergences multiples que masquent pudiquement les silences de ce texte sur de nombreux points décisifs.

Au-delà de la dénonciation convenue de la « crise de l'éducation », deux dossiers seulement font l'objet d'une unanimité à droite.

■ **Liberté de choix.** Il convient, souligne la plate-forme, d'assurer « le libre choix » par les parents de l'école de leurs enfants. Cela implique tout d'abord de mettre sur un pied d'égalité établissements privés et publics. Et l'accord est général

pour demander au Parlement d'abroger rapidement la vieille loi Falloux de 1850 afin de permettre aux collectivités locales de financer les investissements immobiliers en faveur des établissements privés à hauteur des dépenses qu'elles engagent pour le secteur public.

La liberté de choix des parents suppose également la suppression progressive de la carte scolaire. Le gène des principales formations de l'opposition est cependant manifeste sur ce point, tant une telle réforme bousculerait le fonctionnement même du système et son organisation. Leur difficulté à proposer un système d'évaluation des établissements (inspection renforcée ou instance indépendante, audit extérieur ou consultation des parents eux-mêmes), permettrait aux parents de choisir en toute connaissance de cause, en dit long sur leurs hésitations.

Lire la suite page 14

DOZ

DOLMETSCHERSCHULE ZÜRICH

Ecole d'interprètes de Zurich

Ecole professionnelle supérieure reconnue par l'Etat

Traducteurs

Interprètes de conférence

Etude pratique et actualisée des langues, niveau universitaire

Stages de courte durée pour diplômés universitaires

Examens supervisés par la Direction

de l'instruction publique du Canton de Zurich

Début des semestres : mars et octobre

CH-8050 Zurich, Thurgauerstrasse 56, Tél. 19 41/1301 49 69

EDUCATION • CAMPUS

Travaux pratiques

L'association Créateurs d'écoles rend publics ses projets

Le 6 février dernier à Paris, une centaine d'adhérents de l'association Créateurs d'écoles, créée en mars 1992 (le Monde du 8 septembre), ont précédé au premier inventaire et porté leurs «projets» sur les fants baptismaux. Réunie autour de MM. Guy Bourgeois, président de l'association et ancien directeur de cabinet de René Monory à l'éducation nationale, et Philippe Nemo, vice-président et professeur à l'École supérieure de commerce de Paris, et sous l'égide de MM. Jean-Pierre Boisvin, directeur de l'ESSEC et membre de l'association, et Dominique de Calen, directeur de la formation à l'Union des industries métallurgiques et minières, ils ont présenté le résultat de près d'une année de réflexion tous azimuts sur le moyen de se «franchir» de la «bureaucratie» et des «cancers» de l'éducation nationale. Ambitieux programme.

Ce «cercle», qui compte aujourd'hui 173 adhérents, regroupe des chefs d'établissements du public et du privé, quelques anciens hauts fonctionnaires de l'éducation nationale qui pourraient très prochainement revenir aux commandes, des directeurs d'école ou d'établissements d'enseignement supérieur, quelques professeurs isolés et des parents d'élèves, enfin des responsables des collectivités locales. Un éventail très large où se découpent toutes les sensibilités politiques de la droite et où sont égarées quelques rares - voir de gauche.

Retour aux classiques

Ultra-conservateurs partisans d'un retour aux valeurs des lycées classiques de garçons, libéraux raisonnables qui cherchent une troisième voie entre le statu quo et une décentralisation sévère, partisans du «chèque-éducation» et nostalgiques des bons vieux internats catholiques, on trouve tout chez les Créateurs d'écoles. Résultat : la vingtaine de projets élaborés depuis un an sont à l'image de cet élargissement. À côté d'un projet très structuré d'établissement public territorial - un nouveau statut juridique que l'association souhaite promouvoir - ou encore du «lycée binational» présenté par Guy Bourgeois, qui voudrait installer dans «une grande ville frontalière», les adhérents rêvent par exemple d'un collège «sport et nature» dans la Vercors, ou pour le Nord-Pas-de-Calais, d'un lycée entièrement voué à la formation de futurs professeurs.

Restent quelques lignes de force et, surtout, des thèmes récurrents. D'un projet à l'autre,

les mêmes «verrous» sont dénoncés. L'organisation pédagogique actuelle est, aux yeux des Créateurs d'écoles, trop rigide, l'autonomie financière des établissements trop limitée. Enfin, les chefs d'établissements ne peuvent recruter eux-mêmes leurs enseignants et constituer des «équipes» pour mener à bien des «projets». Pour les enseignants, les Créateurs d'écoles plaident le recrutement sur profil, la rémunération différenciée, le recrutement sur contrat à durée déterminée et la pratique du tutorat.

Cultuellement, cette vision très libérale du système éducatif n'embrasse pas le problème pourtant crucial de la définition - nationale, déconcentrée, laïcisée aux régions? - des contenus et des programmes. Du moins n'y touche-t-elle qu'à la marge et sans entrer dans le détail. Les Créateurs d'écoles souhaitent, par exemple, valoriser la place des langues vivantes, multiplier les sections bilingues et internationales et, pour certains d'entre eux, réintroduire l'enseignement du latin dans la classe de sixième.

Le collège unique en grand pour son grade. Un principal de Marseille, M. Guarracino, propose de rétablir des filières différenciées dans son collège public (dans lesquelles les élèves seraient admis sur la base de «tests» passés à l'entrée en sixième), tandis que Philippe Nemo rêve d'un établissement secondaire de garçons rétablissant la continuité pédagogique de la sixième au baccalauréat. Le vice-président des Créateurs d'écoles rétablit, dans son projet, les classes «intellectuellement homogènes» et non mixtes «afin de permettre la concentration souhaitable des études», l'examen à l'entrée en sixième et la sélection à l'entrée de chaque classe, les «méthodes didactiques traditionnelles» et la distribution des prix.

Plusieurs projets s'inscrivent résolument dans cette veine, d'autres explorent patiemment des entrées moins belisées. Pendant quelque temps encore, jusqu'aux élections législatives, les Créateurs d'écoles peuvent flâner à leur guise et s'offrir quelques contradictions de taille. Applaudir chaleureusement, par exemple, comme ce fut le cas le 6 février, le projet d'école alternative pour jeunes de banlieue en dérive de M. Pierrelle, proviseur de lycée professionnel à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), pour autant qu'entend le rêve glorieux de Philippe Nemo. Après le 28 mars, ce «pharos» un peu déshévé, cher à M. Guy Bourgeois, risque de trouver ses limites.

Ch. G.

Charles Pasqua soigne ses profs

Grand pourfendeur des bastilles de l'éducation nationale, le président du conseil général des Hauts-de-Seine joue la concertation, sur le terrain

Si le droit s'efforce avec quelque peine de se constituer un corps de doctrine sur le terrain de l'éducation, certains témoins ont su habilement profiter de la période récente pour prendre des gages sur l'avenir. M. Charles Pasqua est de ceux-là. Son vaste plan de lutte contre l'échec scolaire dans les Hauts-de-Seine, conduit à la tête du conseil général en janvier 1989, a trouvé en trois ans son régime de croisière. La totalité des collèges publics et privés du département organisent des études dirigées financées par le conseil général touchant près de 15 000 élèves. Du côté de l'école primaire, le Plan d'aide à la lecture (PAL) du conseil général permet à 5 500 enfants des écoles primaires et maternelles répartis dans 90 «sites» (établissements mais aussi maisons de quartier ou bibliothèques) de bénéficier, en dehors des heures de classe, de modules d'entraînement et de soutien.

Pourtant méfiant au début, parfois hostile à cette initiative, les partenaires syndicaux ont progressivement baissé les armes. Bien sûr, ils n'approuvent pas toujours les choix pédagogiques opérés. Ils s'interrogent sur l'efficacité des moyens mis en œuvre ou encore sur le rapport qualité-prix du dispositif, mais ils ne ferraillent plus et laissent faire.

20 millions de francs par an

En juin 1992, lors du dernier conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN), le plan du conseil général a été reconduit, aucun syndicat d'enseignants n'ayant voté contre. Avant-il vraiment le choix? Sur le terrain, les enseignants se sont massivement engagés depuis trois ans dans les deux actions initiales du conseil général. Plus d'un millier d'enseignants encadrent les études dirigées en collège et le PAL est pris en charge à 80 % par des instituteurs. Les tarifs élevés de rémunération pratiqués par M. Pasqua expliquent sans doute pour une bonne part ce mouvement d'adhésion. «Une heure d'études dirigées au collège payée au tarif d'une heure supplémentaire n'est pas un enseignement, 162 francs, soit près de deux fois ce que rapporte par exemple une surveillance de cantine, ça ne se refuse pas», souligne tout simplement un militant syndical.

Pour les enseignants du premier

degré, la manne est plus alléchante encore : pour 49 heures de travail avec les élèves, les instituteurs qui animent des ateliers de lecture ont droit à 13 heures de concertation et de formation rémunérées. Soit environ 10 000 francs pour un module s'étalant sur quatorze semaines et accueillant au maximum douze élèves.

Ce «plus» financier est considérable dans un département où les instituteurs sont jeunes et les loyers élevés. Certains, communes, d'abord réticents, dont certaines, comme Colombes, financent leur propre dispositif d'aide à la lecture ou également fini par succomber. Car outre la rémunération confortable proposée aux enseignants pour encadrer les ateliers, chaque site est doté d'un matériel informatique important et d'un budget de 2 000 francs par module ouvert pour l'achat de matériels et de livres de jeunesse. Or, dans chaque site, comme le souligne le cahier des charges, la création d'un à quatre modules est possible chaque semestre. Une fois acquis, le matériel et les livres restent évidemment la propriété de l'école.

Pour l'ensemble du plan, les sommes engagées s'élèvent à 20 millions de francs par an (12 MF pour les études dirigées au collège, 8 MF pour le PAL). Une goutte d'eau dans le budget total de l'action scolaire du département - le plus riche de France - qui approche cette année le milliard de francs (dont 637 millions pour la construction et la rénovation des collèges). Mais une somme considérable rapportée au nombre d'élèves touchés : chaque enfant bénéficiant d'un module d'une cinquantaine d'heures d'entraînement et de perfectionnement à la lecture coûte environ 1 600 francs au conseil général.

Ne heurter personne

Il y a les moyens mais aussi la manière. Le conseil général a joué en finesse, affiché un volontarisme de fer tout en se coulant dans le moule des institutions et des habitudes et mis sur la concertation et la mise en place progressive. «Pour surmonter le heurt, il faut», comme le souligne M. Gaudin, directeur général de l'administration du conseil général.

La collectivité s'est, dans un premier temps, prudemment cantonnée dans sa zone de compétence, celle des collèges. Annoncée dès

l'arrivée de M. Pasqua dans les Hauts-de-Seine, en janvier 1989, l'idée de financer des études dirigées au collège avait d'abord été repoussée par le conseil départemental de l'éducation nationale. Qu'à cela ne tienne, elles étaient mises en place immédiatement, mais «à titre expérimental», dans les classes de sixième volontaires. Les résistances s'effaçaient - les enseignants y sont totalement libres de leurs méthodes et les familles applaudissent des deux mains - elles seront proposées avec succès dès la rentrée suivante aux classes de cinquième puis de quatrième.

Des hommes du sérail

Autant le président du groupe RPR du Sénat ne fait guère de détail quand il dénonce, par exemple dans son livre *Que demande le peuple?* paru en mai 1992, «la colossale bastille de l'éducation nationale» et «la nomenclature du ministère» présentée comme «la plus grande bureaucratie de l'État», autant sur le terrain il fait preuve de doigté, s'efforce de jouer en finesse, de s'appuyer sur les réseaux constitués de pédagogues et de militants syndicaux, de valoriser les compétences locales, tout en «restant à sa place de bailleur de fonds», comme le souligne Bernard Cary, secrétaire départemental du SNU-IPP (ex-SNU-PPCQ, tendance minoritaire Unité et action, majoritaire dans le département). Ce dernier, même s'il n'est pas dupé, tire son chapeau au président. «Pasqua ne marchande pas, il paye, même s'il a beau jeu avec les moyens qu'il a», dit-il. Il respecte la liberté des enseignants et il sait s'engager. Bref, il occupe le terrain de façon efficace.

L'écho est identique du côté du SCEN-CDT, dont Marc Douairol, secrétaire départemental, souligne : «Il y a une volonté et des moyens, mais rien n'est imposé. Difficile, dans ces conditions, de résister». Charles Pasqua, qui vient par exemple de confier à l'architecte Roland Castro, ancien animateur de l'opération Banlieues 93, une mission de lotte contre la ségrégation urbaine, a plus d'un tour dans son sac.

Quand il a fallu évaluer les études dirigées au collège, c'est à M. Guy Berger, professeur de sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII, qu'il s'est adressé. Il vient en outre de s'adjointre les services de M. Yves Nazé, un

homme du sérail, membre de l'association Créateurs d'écoles (voir ci-contre), inspecteur d'académie et ancien directeur du service des examens d'Arceuil, détaché depuis la rentrée au conseil général comme directeur de l'action scolaire et éducative.

Mais son plus joli coup reste d'avoir confié la tutelle pédagogique de son Plan d'aide à la lecture (PAL) au centre IUFM d'Antony. Alors que son parti, le RPR, ne dissimule pas son hostilité à l'égard des nouveaux instituts de formation des maîtres (IUFM), Charles Pasqua a en effet, dès 1989, confié la tutelle pédagogique du PAL à M. Jean-Pierre Bénéchou, ancien directeur de l'École normale d'instituteurs d'Antony et, depuis 1991, directeur du centre Antony-Val de Bièvre de l'IUFM de l'académie de Versailles.

Avantage subsidiaire pour le conseil général : Jean-Pierre Bénéchou est aussi président de l'Association française pour la lecture (AFL). Or celle-ci travaille depuis des années à promouvoir ses méthodes (basées entre autres choses sur les classes lecture et l'entraînement à la lecture sur ordinateur) mais ne se sent guère soutenue, dans sa croisade, par le ministère. Echange de bons procédés : Jean-Pierre Bénéchou fournissait de main au conseil général un dispositif immédiatement opérationnel, tandis que Charles Pasqua offrait à l'AFL une zone de diffusion inespérée pour ses méthodes et les logiciels qu'elle édite.

Bien sûr, les détracteurs du PAL sont nombreux et ils ne manquent pas d'arguments. Le refus, par exemple, du conseil général d'inscrire sa politique dans le logis des zones d'éducation prioritaire (ZEP), dans un département qui regroupe Nanterre et Saint-Cloud, Neuilly et Gennevilliers, passe mal auprès de nombreux enseignants. Et la coordination est difficile entre le PAL et le travail que font les enseignants dans leur classe.

Est-ce la peur de voir retomber trop rapidement le soufflé ou la nécessité de recadrer l'action après mars 1993? La direction de l'action scolaire du conseil général réfléchit actuellement au moyen d'assouplir le dispositif. Et l'idée de favoriser davantage les établissements en grande difficulté fait tranquillement son chemin.

CHRISTINE GARIN

Le puzzle des programmes

Suite de la page 13

■ Décentraliser l'enseignement professionnel et technique. C'est le deuxième point d'accord de l'ensemble de la droite : il s'agit de confier aux régions, «plus proches des besoins et des ressources», la responsabilité de cette voie de formation et de réhabiliter l'enseignement technique et professionnel en développant massivement l'apprentissage et l'enseignement en alternance. Les entreprises seraient invitées, grâce à «des dispositions sociales et fiscales puissamment incitatives», à s'engager vigoureusement sur ce terrain.

Appuyée sur les régions et les entreprises, attentive aux besoins locaux de recrutement, cette nouvelle voie de formation permettrait, aux yeux de l'opposition, de créer un secteur en concurrence directe avec l'enseignement général (qui resterait piloté par l'Etat) et libéré des contraintes de l'éducation nationale (statut des enseignants et maquettes nationales de diplômes). Sur la base d'un large débat, ce projet d'enseignement «dual» à la française pourrait faire l'objet d'une réforme présentée au Parlement dès l'automne 1993.

En dehors de ces deux points d'accord et de ces deux chevaux de bataille prévisibles, les différentes familles de la droite ont bien du mal à se mettre d'accord sur l'essentiel.

■ Décentralisation ou autonomie? C'est la grande ambition de la droite. Pour passer ce qu'elle considère comme le moule étouffant du système centralisé, elle entend transférer vers la base initiatives et responsabilité, et offrir aux établissements scolaires, et plus encore aux universités, un «contrat d'autonomie». Mais le mot est fourre-tout. S'agit-il de donner la compétence budgétaire aux régions pour les lycées et au département pour les collèges, comme le propose M. Mil-

lon? Ou plutôt d'aller vers une déconcentration poussée des pouvoirs de l'administration centrale vers les rectorats ou inspections d'académie, comme le recommande le RPR? Ou encore de transférer aux établissements eux-mêmes, notamment dans le supérieur, l'essentiel des pouvoirs, comme le suggère la plate-forme de l'opposition en parlant de «universités autonomes et concurrentielles»?

Cette autonomie ne porterait-elle que sur le fonctionnement ou pourrait-elle s'étendre, au moins partiellement, aux programmes pédagogiques, comme le recommande M. Milon? Il lui faut en effet jusqu'à transférer aux responsables locaux la possibilité de recruter tout ou partie de leurs personnels, enseignants ou administratifs, comme le propose M. Barre pour les universités ou M. Milon pour les établissements scolaires? Belles empoignades en perspective.

Silences éloquentes

■ L'école primaire dans le brouillard. L'opposition entend lui «rendre sa mission» : apprendre aux enfants à lire, écrire et compter. Au-delà de la banalité, les divergences sont immédiates. Ainsi M. Pêcheu, secrétaire national du RPR pour l'enseignement supérieur, propose la mise en sommeil, dès la rentrée 1993, de l'organisation de l'école primaire en cycles, mise en œuvre depuis trois ans à l'initiative de M. Jospin. Il convient, souligne-t-il, de «répartir du cours préparatoire en créant des classes de niveau».

■ Le collège, éternel nœud. La plate-forme de l'opposition n'en dit pas un mot, sur à miser sur la nouvelle voie décentralisée d'enseignement professionnel pour orienter, le plus tôt possible, bon nombre des élèves à l'écrit d'un enseignement général où ils ont du mal à trouver

leurs marques. Là encore, M. Pêcheu va plus loin, décidé à «en finir avec le moule unique du collège Hubert» et à rétablir, au collège, des classes de niveau. Une hypothèse repoussée par M. François Bayron, secrétaire général de l'UDF, qui craint que cela ne renforce la «ségrégation» entre élèves et entre établissements.

■ Le lycée, au milieu du gué. Le programme de l'opposition est tout aussi silencieux sur le sort qu'il convient de réserver au lycée et à la réforme qui y est engagée depuis cette année pour la classe de seconde et qui doit y être prolongée, dès la rentrée prochaine, pour la classe de première. Tandis que M. Pêcheu, encore lui, réclame la suspension immédiate de cette réforme, les principaux porte-parole de l'UDF, en particulier M. Bayron, suggèrent plus habilement que le nouveau gouvernement évalue rapidement si la préparation de la rentrée 1993 est trop avancée pour revenir en arrière et si, d'autre part, le ministère de l'éducation nationale a effectivement les moyens d'appliquer cette réforme dans des conditions satisfaisantes dès la rentrée prochaine.

En attendant, personne ne dit un mot de l'architecture générale des nouvelles filières. Pas davantage d'une éventuelle rénovation des programmes. Quant au baccalauréat, il reste encore intouchable pour la plupart des responsables de l'opposition. M. Milon est le seul à proposer qu'il soit réduit au rôle de simple «attestation de bonne fin d'études secondaires» et perde donc sa qualité de premier grade universitaire.

■ L'enseignement supérieur en chantier. Si le primaire et le secondaire ne les inspirent guère, l'Université excite l'imagination des responsables de droite. M. Milon envisage ainsi de décharger les universités de leurs actuels premiers cycles, qui deviendraient des filières de «troisième cycle secondaire», un peu à l'instar des classes préparatoires. M. Pêcheu, soucieux de «tourner le dos à l'égalitarisme

dans la facilité», met l'accent sur le développement de nouvelles filières professionnelles (facultés technologiques regroupant IUT, IUP et écoles d'ingénieurs et institute polytechniques régionales débouchant directement sur l'emploi). M. Barre dénonce «l'hypertrophie» des diplômes nationaux, qui masquent, à ses yeux, des différences très fortes de qualité, et suggère leur remplacement par une simple procédure d'homologation par l'Etat. La synthèse sera délicate.

■ Les IUFM en sursis. Villipendés depuis des mois, les instituts universitaires de formation des maîtres sont manifestement dans la collimateur. Le RPR paraît favorable à leur suppression, M. Bayron souhaite que la distinction soit beaucoup plus nette entre les maîtres du premier degré et les professeurs du secondaire. Mais quelques pragmatiques, comme M. Guy Bourgeois, juge quelque peu imprudent de remettre en cause les IUFM avant de savoir par quoi les remplacer!

■ Le budget en pointillé. M. Chirac l'a dit sans prendre de gants : «Nous n'avons pas pour objectif d'accroître indéfiniment les crédits dont bénéficie l'éducation nationale». L'euphémisme est clair. Reste à déterminer les secteurs qui pourraient faire l'objet d'économies ou les «marges de productivité» qui pourraient être dégagées.

■ Expérimentation ou référendum? Le RPR, par la voix de MM. Chirac, Pasqua ou Juppé, s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur du référendum. MM. Méhaignerie ou Bayrou avaient qualifié la procédure de «fausse bonne idée», risquant de provoquer des blocages artificiels. La plate-forme de l'opposition a, pour l'instant, donné raison aux seconds et à tous les partisans d'expérimentations sur le terrain plutôt qu'aux amateurs de grands débats idéologiques.

Reste, pour le prochain gouvernement, à assembler les pièces de ce puzzle disparate.

Le Monde de l'éducation

SONDAGE EXCLUSIF

LES ÉTUDIANTS JUGENT LEURS FILIÈRES

Prépas, universités, IUT, BTS, écoles : discipline par discipline, les étudiants évaluent les performances de chaque filière, en termes d'intérêt des études et de débouchés. À lire absolument par tous les élèves de terminale, pour bien choisir leur orientation.

■ **CAHIER SPÉCIAL : UNE GRANDE ENQUÊTE SUR LES JEUNES D'AUJOURD'HUI**

Une véritable radioscopie de la nouvelle génération. Avec l'analyse d'experts : sociologue, chef d'entreprise, juge des enfants...

■ **DOSSIER : CHOISIR UN SÉJOUR LINGUISTIQUE**

Des conseils et des adresses, pour trouver des formules adaptées à l'âge de chacun.

■ **ENQUÊTE : LES NOUVEAUX INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE FORMATION DES MAÎTRES**

Comment sont formés les enseignants de demain.

NUMÉRO DE MARS 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكنا من النكل

EDUCATION • CAMPUS

La dernière leçon du professeur Lang

Un rapport de l'inspection générale propose une refonte complète de l'administration centrale du ministère

Il vient, certes, un peu tard. Fallait-il, pour autant, le laisser au placard ? Le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, marchait un peu sur des œufs en attendant, lundi 8 mars, le rapport très décevant sur la réorganisation de l'administration centrale qu'il avait confié, en juin 1992, à l'inspection générale de l'administration centrale de l'éducation nationale.

Il faut dire que le démarrage est inhabituel à plus d'un titre : il est rare, en effet, de voir un ministre de l'éducation nationale faire lui-même la publicité d'un rapport de l'inspection générale, surtout quand il s'agit d'un constat sans complaisance au fonctionnement de l'administration centrale. Mais l'occasion était trop belle de déstabiliser l'adversaire en égrenant une à une les mille difficultés qui l'attendent s'il veut réformer en profondeur l'administration centrale.

« Et pourtant elle tourne », constatent les experts après six mois d'audit minutieux. Même si elle a guère modifié son fonctionnement depuis quarante ans, l'administration de l'éducation nationale, avec ses quatre mille agents de l'administration centrale, ses onze directions et ses deux inspections générales, est parvenue tant bien que mal à mettre en œuvre les orientations politiques fixées ces dernières années et à absorber l'augmentation sans précédent des effectifs d'élèves et d'enseignants.

Reste que des critiques très vives lui sont adressées de l'intérieur. Sol-

licités par le groupe de travail mis en place par l'inspection générale, les services académiques ont évoqué le déperdition d'énergie, le manque de mise en cohérence des objectifs proposés, le financement des priorités successives, l'échec de l'hétérogénéité des circonscriptions. Enfin, ils ont jugé la déconcentration plus théorique qu'effective, battue constamment en brèche par « des circulaires pré-déterminant les décisions à prendre ».

Entre « statu quo » et déconcentration

Les établissements interrogés par l'inspection générale n'ont pas eu la dent moins dure. L'image de l'administration centrale leur a semblé « lointaine, lourde et brouillée ». Ils ont souhaité que les missions soient mieux cadrées, les différents niveaux d'intervention (établissements, inspections académiques, rectorats) clarifiés. Quant à l'administration centrale elle-même, elle a été jugée dommageable, la « parcellisation » croissante des structures et la dispersion des attributions entre les directions et départements « l'interférence croissante des cabinets jusqu'à la gestion courante ».

La gestion des ressources humaines fournit un exemple frappant de « dispersion », souligne l'inspection générale : dix directions d'administration centrale (sur onze) y sont impliquées, dont sept d'une manière importante.

A partir de ce constat, plusieurs scénarios sont tracés. Poursuivre la

déconcentration amorcée ou opérer une déconcentration radicale, notamment sur les régions, des responsabilités pédagogiques et de la gestion du personnel enseignant ? L'inspection générale propose ces deux modèles. Le premier, estime-t-elle, parce qu'il trouverait rapidement ses limites dans la faible dimension de certaines académies. Parce qu'il risquerait, surtout, de créer des « superstructures de gestion au niveau académique », englobées dans les tâches quantitatives et sans réel pouvoir de pilotage pédagogique. Quant au choix d'une déconcentration accrue, il induit le risque de « dérapages non maîtrisables » : renforcement des inégalités entre les régions, « disparités que l'Etat serait sommé de combler par ses propres financements avec un effet probablement inflationniste sur le système » et risques de « pressions clientélistes ».

C'est donc dans une troisième voie qu'il convient, selon les experts, de s'engager. L'inspection générale propose « de renverser la pyramide » c'est-à-dire de recomposer l'administration de l'éducation nationale à partir d'établissements d'enseignement véritablement autonomes, engagés dans une démarche contractuelle avec l'Etat et les collectivités. L'administration centrale assurerait le pilotage national du système, jouant un rôle de « conception, d'évaluation, d'écoute et d'entraînement », abandonnant ses fonctions de gestion à un niveau intermédiaire restructuré et unique qui pourrait, le cas échéant, recouvrir la personnalité juridique.

Cela suppose évidemment une redistribution complète des rôles : « Ni l'inspection académique ni le rectorat d'aujourd'hui ne correspondent aux besoins de l'avenir, martèle le rapport. Il faut, dans chaque domaine et fonction, ne laisser subsister qu'un seul niveau hiérarchique entre l'établissement et l'administration centrale ».

Cette révolution implique, aux deux bouts de la chaîne, des transformations importantes. Sur l'établissement, d'abord. Pour devenir « adulte », ce dernier doit acquiescer davantage d'autonomie, notamment financière, et contracter, avec d'autres, dans son bassin de formation, de « maies alliances ».

Cinq grandes directions

Mais c'est surtout pour l'administration centrale que les révisions structurelles induites par ce scénario seraient très importantes. « De trop nombreux micropolitiques pédagogiques distinctes finissent par occulter la politique globale », soulignent les experts. Les innovations sont conduites « au coup par coup », les systèmes de contrôle, d'information et d'évaluation sont faibles ; le manque de transversalité est patent, en particulier à la direction des lycées et collèges.

De onze directions, l'administration centrale pourrait passer à cinq. En particulier en opérant un regroupement de l'ensemble du champ pédagogique, scolaire et supérieur, dans une direction unique des enseignements, des formations et de l'insertion (DEFI). Syntétiquement, bien distincte des directions pédagogiques, une direction de la programmation et des finances ainsi qu'une direction de l'administration générale. Une grande direction des ressources humaines, aujourd'hui éclatée entre sept directions. Enfin, une direction des systèmes d'information et d'évaluation, distincte de la « communication stratégique » rattachée au politique, et capable d'assumer une fonction véritablement prospective et d'éclairer les grands choix.

Autant de critiques qui apportent de l'eau au moulin de l'opposition, prompt à dénoncer le « monstre » de la rue de Grenelle. Autant de propositions qui nourriront utilement les débats à venir sur la réforme souhaitée par la droite. M. Lang est, décidément, un homme de synthèse.

Ch. G.

EUROLANGUES
STAGES DE LANGUES
INTENSIVES
EUROPE ET ETATS-UNIS

37 ans d'expérience et de savoir faire au service des COLLEGIENS - LYCEENS - PREPAS - ETUDIANTS - ADULTES

Documentation sur demande à
EUROLANGUES
101, rue Lavoisier 75015 Paris
Tél. (1) 42.30.15.17 - Fax (1) 42.30.70.74
Dépôt légal 1992

COURRIER

Le coût des lettres classiques

RENDANT compte dans « Le Monde-Campus » du 10 décembre du rapport de l'Observatoire des coûts des établissements d'enseignement supérieur, vous écrivez : « Le coût des dix étudiants de licence de lettres classiques (à Dijon) est en moyenne de plus de 50 000 francs par an, contre 6 000 francs seulement pour les 182 étudiants de lettres modernes... »

A l'heure où l'on estime nécessaire de réhabiliter les filières littéraires, il ne serait pas juste de céder à la logique élémentaire d'un calcul économique à courte vue et de songer à supprimer les lettres classiques partout où les effectifs sont trop faibles. Il vaudrait mieux, pour la collectivité, faire bénéficier un nombre plus important d'étudiants d'une forma-

tion classique. Or cela n'a rien d'impossible, si les chefs des établissements du second degré acceptent de faire un effort pour faciliter l'apprentissage de ces langues, si le ministère cesse de supprimer chaque année des postes de latin et de grec dans les universités, mettant en péril l'existence même des sections ; si les conseils d'administration de certaines universités renoncent à considérer les langues anciennes comme la vache à lait du redéploiement interne ; et, enfin, si les enseignants de latin et de grec eux-mêmes ne perdent pas confiance dans la valeur de leur mission. Les langues anciennes ont leur rôle à jouer dans une formation littéraire moderne, sans que cela exige à tout coup des sacrifices financiers démesurés.

MICHEL GRIFFE
(Maître de conférences à l'université Paul-Valéry-Montpellier.)

3^{ème} CYCLE TRANSPORT

- Université Lyon II et ENTPE - DEA Economie des Transports
Responsable : A. BONNAFOUS
Renseignements pratiques : Danièle BLOY - LET-MRASH
Université Lyon II et ENTPE - 69363 LYON CEDEX 07
Tél : 72 72 64 03 Fax : 72 72 64 48
Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 Juin (première session)
24 Juillet (session de septembre) Recrutement : présélection + entretien
- Université d'Alger - DEA Economie et Gestion des Transports
Responsable : Nathalie FABBE-COSTES
Renseignements pratiques :
H. SVEZ-SUZANNE-CRET - Université d'Alger Marseille II
13025 AIX EN PROVENCE CEDEX 01 - Tél : 42 26 57 23 - Fax : 42 27 15 46
Date limite de dépôt des dossiers de candidature :
21 Juin (première session) - 13 septembre (seconde session)
Recrutement : présélection + entretien
- Université Paris XII et Ecole Nationale des Ponts et Chaussées
DEA Transport
Responsables : R. PRUDHOMME (Paris XII), M. SAVY (ENPC)
Renseignements pratiques : J. LESAGE - Université de Paris XII-IUP
94010 CRETEIL CEDEX - Tél. 42 07 90 38 - Fax : 42 07 70 12
ou M. SISOLOK - ENPC - 28 Rue des Saints-Pères, 75007 PARIS
Tél. 42 60 34 13 - Fax : 42 61 09 84
Date limite de dépôt des dossiers de candidature :
20 Mars, 20 Juin et 4 Septembre
Recrutement : présélection + examen + entretien

Ces DEA SONT SOUTENUS PAR L'AFT-IFTM

AFT

AFT-IFTM
L'Association Française des Transports

MAIRIE DE PARIS

TROIS ROMANS A LIRE D'URGENCE



Du 12 au 16 mars 1993 pour l'achat de 150 F de livres dans les librairies parisiennes participant à l'opération, vous recevrez gratuitement « un chef-d'œuvre inaperçu » réédité spécialement par la Mairie de Paris et une invitation au Salon du livre.

COLLECTION CAPITALE
ELLE RÉÉDITE LES CHEFS-D'OEUVRE

DU 12 AU 16 MARS 1993

SOCIÉTÉ

Selon le ministère de la santé

Aucune décision sur le scanner promis à Sarlat par M. Dumas ne pourra être prise avant les élections

M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, candidat aux prochaines élections législatives dans la quatrième circonscription de la Dordogne, s'est exprimé, mardi 9 mars, sur le don que souhaite faire la fondation de la veuve de M. Akram Ojeh, amie personnelle de M. Dumas, d'un scanner à l'hôpital de Sarlat (le Monde daté 7-8 mars et 10 mars). Ces déclarations relancent la polémique sur le rôle précis de cette fondation, ainsi que sur l'origine exacte de ses ressources. On souligne, d'autre part, auprès de M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, que les promesses de M. Dumas concernant les réalisations médicales à venir sur cette circonscription ne pourront en toute hypothèse être tenues avant les prochaines échéances électorales.

« Tous les arguments sont bons dans les campagnes électorales, mais je n'ai pas l'habitude de mélanger les affaires à caractère diplomatique et les campagnes électorales. Je laisse voler à mes adversaires et à la bassesse de leurs procédés », a déclaré M. Roland Dumas, mardi 9 mars sur Europe 1, où il était interrogé sur l'affaire du scanner

de l'hôpital de Sarlat. « L'hôpital de Sarlat n'avait pas de scanner. Le conseil d'administration présidé par le maire (NDLR : M. Jean-Jacques de Perretti, RPR, adversaire de M. Dumas dans la quatrième circonscription de la Dordogne) faisait des pieds et des mains, prenait des délibérations qui restaient sans lendemain, depuis 1988. Et ils ont publié de déposer des dossiers. Quand j'ai constaté cette situation, je m'en suis emparé. J'ai fait déposer le dossier. J'ai trouvé des financements. C'est tout », a-t-il déclaré. « Il s'agit d'une fondation qui a déjà fait un certain nombre d'opérations du même ordre », a-t-il déclaré. « Elle est présidée par un éminent neurologue, le professeur Yves Agid, professeur agrégé de neurologie, professeur au Collège de France, qui enseigne à la Salpêtrière et qui a déjà bénéficié de donations de cet ordre ».

Dans l'entourage immédiat de M. Kouchner, on regrette que le ministre des affaires étrangères se soit « enfoncé » dans une telle affaire. On confirme que le dossier d'acquisition d'un scanner par l'hôpital de Sarlat est toujours à l'échelon local et que M. Kouchner ne pourra en aucun cas prendre une décision avant les prochaines échéances électorales. Interrogé mercredi 10 mars sur RTL à propos du scanner de Sarlat, M. Kouchner a précisé que le dossier était encore à l'état de « simple projet ». « Je n'ai jamais donné et je ne donnerai jamais, aucune autorisation d'appareillage en dehors de la courbe sanitaire », a conclu M. Kouchner.

On précise d'autre part que la

création - tenue pour acquise par M. Dumas - du centre de rééducation cardio-vasculaire d'une capacité de soixante lits dans la commune de Saint-Laurent-sur-Manoire (dans laquelle M. Dumas est adjoint au maire) ne pourra pas être autorisée avant ces mêmes échéances. En d'autres termes, aucune des deux promesses de M. Dumas ne pourra être tenue à court terme.

Les activités de la Fondation Tlass

Les déclarations de M. Dumas sur Europe 1 alimentent par ailleurs la polémique quant à l'action menée en France par la Fondation Tlass, que dirige M. Nahed Ojeh, veuve du milliardaire saoudien Akram Ojeh et fille de M. Moustapha Tlass, ministre syrien de la défense. « Il s'agit d'une fondation qui a déjà fait un certain nombre d'opérations du même ordre », a-t-il déclaré. « Elle est présidée par un éminent neurologue, le professeur Yves Agid, professeur agrégé de neurologie, professeur au Collège de France, qui enseigne à la Salpêtrière et qui a déjà bénéficié de donations de cet ordre ».

Directeur de l'unité 289 de l'INSERM, le professeur Agid nous a précisé ne pas présider cette fondation et ne pas être professeur au Collège de France. « Je regrette profondément tous les amalgames qui sont faits à propos de cette fondation, nous a-t-il déclaré. Je n'ai

jamais eu à connaître de l'affaire du scanner de l'hôpital de Sarlat. Je ne suis que le coordonnateur scientifique de la Fondation Tlass. Parallèlement au domaine humanitaire, cette fondation œuvre dans le secteur de la recherche médicale. Elle a notamment aidé à hauteur de 500 000 francs à la sauvegarde de la bibliothèque Charcot, l'une des plus belles bibliothèques de neurologie du monde, ce qui n'intéressait ni l'Assistance publique de Paris, ni l'INSERM, ni le CNRS. Elle a d'autre part fait un don de 1 million de francs pour l'acquisition d'un microscope électronique par mail unité ».

Le professeur Agid précise, d'autre part, que la Fondation Tlass a contribué à aider, via un système de bourses (de l'ordre de 50 000 à 100 000 francs chacune), des étudiants travaillant dans différentes disciplines médico-scientifiques. Ce spécialiste international des recherches sur les maladies d'Alzheimer et de Parkinson qualifie d'« extrêmement désagréable » l'exploitation politique qui, dans le climat actuel, va inévitablement conduire à l'arrêt de toute aide de la Fondation Tlass en faveur de la recherche française et des échanges universitaires et scientifiques avec certains pays du Proche-Orient.

JEAN-YVES NAU

MÉDECINE

Alors qu'une polémique porte sur l'avenir de France-Transplant

80 % des Français ignorent les conditions légales des prélèvements d'organes

Selon les résultats d'un sondage SOFRES, rendu public jeudi 4 mars, 80 % des Français ignorent tout des dispositions de la loi Caillaud de 1976 sur les prélèvements d'organes (1). Ce résultat préoccupant coïncide avec la prise de position de M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, en faveur de la mise en place d'un système informatisé empêchant de manière explicite la réalisation post mortem de tels prélèvements. Une polémique émerge d'autre part des milieux de la transplantation de propos des modalités d'évolution de la structure de France-Transplant, association loi 1901, qui, contrairement au souhait de M. Kouchner, refuse de se transformer en un groupement d'intérêt public.

Seuls 2 % des Français savent que le texte législatif promulgué le 22 décembre 1976, qui régit la pratique du prélèvement d'organes sur les cadavres, porte le nom de M. Henri Caillaud. Beaucoup plus grave, seuls 20 % connaissent la principale disposition de ce texte, qui établit le consentement présumé du donneur adulte. En d'autres termes, la loi Caillaud prévoit, si les conditions médico-techniques le permettent (dans une situation dite de « coma dépassé »), de prélever un ou plusieurs organes sur le cadavre dès lors qu'il n'existe aucune trace d'une opposition formulée par la personne de son vivant. Pour les mineurs décédés, une autorisation écrite des parents est nécessaire et, dans la pratique, le plus souvent, l'entourage familial « porte le poids du deuil », est consulté par l'équipe médico-chirurgicale.

58 % des personnes interrogées, lors du sondage SOFRES, pensent que l'on ne peut prélever les organes sur un cadavre que lorsque la personne a donné son accord de son vivant ; et pour 16 %, le prélèvement impose « que la famille soit d'accord ».

Une « concession de service public »

Ce sondage indique par ailleurs que si les Français sont « plutôt favorables » (à 89 %) au don d'organe, ils ne sont plus que 62 % à accepter que l'on réalise, le cas échéant, de tels prélèvements sur leur enfant ou sur un enfant de leur entourage. Ce taux se situe à 67 % en ce qui concerne les prélèvements d'organes sur le conjoint.

L'ensemble de ces résultats est publié alors que le ministre de la santé et de l'action humanitaire annonce in extremis un ensemble de mesures constituant le troisième et dernier volet de la réforme du système national des prélèvements et greffes d'organes (le 4 et le 5 mars). Or, si une série de points, concernant notamment la prévention des maladies virales transmissibles par voie de greffe, semble acquise, la proposition de réformes de la principale structure en charge de cette activité (France-Transplant) est encore loin d'être une réalité. Au ministère de la santé, on souhaite voir très rapidement cette association du type loi 1901 laisser la place à

un groupement d'intérêt public, structure réunissant d'une part l'Etat (ministères de la santé, des affaires sociales, du budget et de la recherche), et la Caisse nationale d'assurance maladie, et d'autre part, de très nombreux autres partenaires parmi lesquels l'association France-Transplant, à hauteur de 46 %.

« Les conditions qui nous sont proposées sont tout à fait inacceptables », nous a déclaré le docteur Philippe Romano, directeur médical de France-Transplant. « Nous sommes d'accord pour une évolution de notre structure, mais pas au prix de la suppression et de l'efficacité qui font la force et la richesse de notre organisation. Il ne s'agit nullement de conserver ici une quelconque « féodalité », mais, bien au contraire, d'augmenter notre puissance d'intervention. Dans le contexte actuel, plus qu'un groupement d'intérêt public, nous souhaitons bénéficier d'une concession de service public ».

L'association France-Transplant précise avoir coordonné la réalisation de près de 3 600 greffes d'organes en 1991 (contre 1 360 seulement en 1985). Cette association a recensé, en 1992, 316 morts imputés : des décès correspondant à des malades inscrits sur des listes d'attente mais n'ayant pas, pour diverses raisons, eu la chance de bénéficier d'une greffe d'organe qui aurait pu être salvatrice.

« Il est temps que l'Etat prenne ses responsabilités en la matière et qu'il ne se contente pas de déclarer pour sa part M. Kouchner. Le ministre de la santé et de l'action humanitaire a, d'autre part, pris officiellement position en faveur de la mise en place d'un système informatisé permettant le refus explicite des dons d'organes. Ce système, réclamé depuis longtemps par les responsables de l'association France-Transplant, permettrait à chacun, à différents moments de sa vie, d'exprimer son refus quant au prélèvement post mortem, de tout ou partie des organes et des tissus de son cadavre ».

J.-Y. N.

(1) Ce sondage a été réalisé sur un échantillon national de 505 personnes représentatives de la population française âgées de dix-huit ans et plus. Il a été mené à l'initiative du comité Don d'organes placé sous l'égide de la Fondation France-Transplant et groupant la fédération des associations pour le don d'organes et de tissus humains, les pharmaciens d'indication, le Centre national de l'enfance, l'Assistance publique de Paris, l'Association des maires de France et les laboratoires Sandoz.

En direct sur TF 1

La douleur d'un combat médiatisé

Son témoignage nous avait bouleversés le 3 mars lors de « La marche du siècle » de Jean-Marie Cavada. Pascal de Dure, vingt-neuf ans, philosophe, médecin du sida, était encore au rendez-vous mardi 9 mars au soir sur TF 1, face à Guillaume Durand, défiant toujours avec le même acharnement le virus qui le ronge.

Captivé par les propos du professeur Chermann, le téléspectateur avait un instant oublié le regard du jeune homme qui venait de répliquer : « Je n'ai pas le temps de mourir demain ». Quand soudain tout a chaviré. Un cri rauque interrompait le discours du médecin, la caméra glisse et se pose sur le témoin au visage encore angélique quelques instants auparavant, les traits déformés, le corps recroquevillé. Il est pris de convulsions. Tous les médecins présents sur la plateaux se précipitent. Guillaume Durand, livide, tente d'expliquer au téléspectateur la situation avant de rendre l'antenne, pétrifié par l'émotion.

S. Ka.

COMMUNICATION

La douzième « Nuit des publivores »

Les groupies du spot

La « Nuit des publivores » a eu lieu les 5 et 6 mars à Paris. Cette fête de la publicité sera également présentée en province et à l'étranger (« Le Monde Radio-Télévision » daté 28 février-1^{er} mars).

Cocktail détonant de concert de rock, de match de foot et de kermesse paroissiale, la « Nuit des publivores » a de quoi stupéfier la non-initié. Dans la grande salle du Palais des congrès de Paris, il est d'abord ténacité par le bruit : comes de brumes, hurlements, sifflets et trompettes en tous genres parvenant presque à couvrir le musicien d'ambiance. Au-dessus de la tête des spectateurs fusent des ballons, des confettis, des pop-oom, voire des préservatifs, distribués à l'entrée par l'un des parrains de la soirée et vite gâchés. Les habitués, repérables aux boissons et aux gâteaux prévus pour « tanner » toute la nuit, sont massés dans les allées centrales. Le tout prend des allures de virage sud du Père des Princes.

Mais, ce soir, c'est pour la pub que sont venus les supporters. Ils sont trois mille sept cents à avoir payé 180 francs pour assister à une nuit de projection publicitaire, soit cinq cents spots du monde entier, d'hier et d'aujourd'hui. A l'écran, les films s'enchaînent sur un rythme infernal, suscitant un enthousiasme expansif ou la plus bruyante des réprobations chez ces publivores plutôt jeunes (quinze à vingt-cinq ans). Des réactions spontanées, et précieuses pour les professionnels de la publicité venue recueillir, en direct, ce jugement de leur travail.

Les spots les moins appréciés sont sanctionnés par un cri : « Léol... Léol... », une exclamation rituelle de la « Nuit des publivores », qui les néophytes ne saisissent qu'après la diffusion d'un spot pour le chocolat du même nom. Avec ses vesches, ses motards en costume traditionnel et la relève de la garde britannique, ce spot est devenu le symbole du mauvais goût publicitaire. Les pubs trop mièvres (enfants pour animaux, bonheur de vivre en famille à l'américaine, etc.), trop érudites (assurance), trop rétro, trop exotiques, trop peu musicales, trop parées ou trop

écrites sont ainel impitoyablement condamnées.

Entre deux chahuts, les publivores ovationnent les symboles de la « culture jaunes » : magazine de disque, matériel hi-fi, articles de sport, préservatifs et sous-vêtements, etc. Ainsi, la salle dans la série des spots des jeans Levi's, alliant rock, paysages américains et corps masculins athlétiques...

Bref, on s'égare ici la « Léol » (franglais, traditionnel) du rock et du branché, on réaffirme ses valeurs, on clame son appartenance à un groupe. « C'est mieux qu'un concert, parce qu'il y a des compléments en rétro de la même façon », s'enthousiasme Isabelle, vingt ans. On s'élève comme un seul homme pour Danette, le dessert de l'enfance, on applaudit des premiers plans les spots de Vanessa Paradis pour Chanel ou Gérard Depardieu pour les pâtes Barilla, « alors que les publicités du temps du muet, ou même celles des années 50, si kitsch (gaines Scandale, Omo qui lave plus blanc au Congo ou en Algérie française), laissent da marbre ».

« Les jeunes peinent 180 francs pour dire en chœur ca qu'ils pensent vraiment de la pub. Ça n'est pas drôle de réagir quand on est seul devant sa télé, ni en cinéma, où on est aussi appelé à l'ordre », rappelle Jean-Marie Boursicot, organisateur de la soirée et réalisateur de cette « Nuit ». Les campagnes pour les « grandes causes », comme la lutte contre le Sida, pour la défense de l'environnement, ou l'aide au handicap, ont certes fait l'impact. Mais la « Nuit » n'est d'un happening soixante-huitard : l'athétisme prima. Ainsi, le Croix-Rouge, mal « vendue » par un spot trop rédigé, est sifflée. « Le produit importe peu, c'est la musique et l'image qui comptent », note M. Boursicot.

Au petit matin, la salle plonge dans la torpeur, les réactions sont plus molles, les têtes partent de l'avant, tandis que les moins réalistes dorment déjà sur la moquette. Les autres pétaraderont jusqu'à heures avant de chanter « Ce n'est qu'un au revoir, mon frère », musique du dernier spot et must du « publivore ».

PASCALE KRÉMER

REPÈRES

IMMIGRATION

Le maire de Poissy est sommé de célébrer un mariage franco-marocain

Le juge des référés de Versailles a estimé, mardi 9 mars, qu'en refusant de marier un Marocain de vingt-quatre ans, en situation irrégulière en France, et une insoumise française de vingt-trois ans, M. Jacques Masdau-Arus, maire (RPR) de Poissy et député des Yvelines, s'était rendu coupable d'une « violation de fait qui entraîne par elle-même un trouble manifestement illicite qu'il convient de faire cesser ». L'ordonnance du tribunal enjoint, sous astreinte, au maire de publier les bans dans les huit jours, et de célébrer le mariage dans les quinze jours suivants.

Le juge, M. Michel Bucher, vice-président du tribunal de grande instance de Versailles, s'est estimé que « l'attitude d'entêtement, sinon de refus, de M. Masdau-Arus ne se rattache à aucun texte législatif ou réglementaire, la seule obligation d'information du parquet n'aurait pas l'effet d'être un obstacle qui ne l'y invitait pas davantage », refusant ainsi l'argumentation du maire de Poissy, qui déclarait : « Je ne puis pas procéder au mariage, mais attendre les instructions du ministère public ».

Le 10 février, le tribunal de grande instance de Toulouse, saisi dans une affaire comparable, avait, à l'inverse, approuvé l'attitude du maire, M. Dominique Seudis, qui avait attendu l'avis du parquet pour procéder à un mariage. D'autre part, le parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis) vient d'entamer une procédure en annulation de douze mariages célébrés à Aubervilliers et présentant des anomalies. Il demande au maire, M. Jack Ralite (communiste réformateur) de procéder à un « examen plus attentif » des dossiers.

RELIGIONS

Le dominicain Matthew Fox exclu de son ordre

Le Père Matthew Fox, théologien américain de Chicago, a été exclu de l'ordre dominicain, où il était entré en 1990. Fondateur du mouvement Création et Spiritualité en 1977, le religieux avait publié une quinzaine d'ouvrages, dont un intitulé « La Venue du Christ cosmique ». Il avait déjà été interdit de parole en 1987, alors qu'il prêchait une théologie intégrant l'écologie et les revendications liées à l'environnement, à la justice sociale et au féminisme.

La lettre de renvoi invoque le refus du Père Fox d'accepter une mutation dans sa province dominicaine, mais le théologien considère son exclusion comme une sanction

du Vatican, prise sous la pression du cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi. Avec le Père Charles Curran, partisan d'une éthique sexuelle plus libérale, Matthew Fox est, aux deux évêques auxiliaires pour le diocèse de Coire-Zürich, le plus grand du pays. Depuis 1988, clergé et laïc réunis, ce diocèse était en situation de dissidence par rapport à son évêque, Mgr Wolfgang Haas, figura très conservatrice, privé de toute autorité réelle.

Compromis pour régler la crise du diocèse de Coire-Zürich

Un certain soulagement a suivi, en Suisse, la nomination rendue publique le 4 mars, par le pape, de deux évêques auxiliaires pour le diocèse de Coire-Zürich, le plus grand du pays. Depuis 1988, clergé et laïc réunis, ce diocèse était en situation de dissidence par rapport à son évêque, Mgr Wolfgang Haas, figura très conservatrice, privé de toute autorité réelle. Le pape, qui, en 1991, avait déjà envoyé à Coire un « délégué pontifical », pour tenter de rétablir le dialogue, a adopté une formule de compromis : Mgr Haas est maintenant évêque, mais il sera sacré par deux auxiliaires, le jésuite Peter Hanke, de Zurich, et le monastère Paul Vollmar, de Fribourg, connus pour leurs positions ouvristes. Dans une lettre à Mgr Maria, président de la conférence épiscopale, Jean-Paul II prend acte du « vif désir des prêtres et des fidèles que tous les efforts soient faits pour rétablir la pleine communion ecclésiale ». Pour les théologiens et fidèles les plus critiques, l'effort de Coire était devenu la plus typique des erreurs commises par le pape dans ses nominations épiscopales.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Vitesse autorisée à 70 km/h sur les voies sur berges à Paris

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers afluviels, a annoncé, mardi 9 mars, qu'il avait demandé au préfet de police de Paris de porter à 70 km/h la vitesse autorisée sur les voies sur berges, sauf sur les sections dont les caractéristiques ne s'y prêtent manifestement pas. La circulation sur ces voies est essentiellement automobile, avec des points d'accès aménagés et un bon niveau de sécurité. Sur les 9 200 accidents constatés dans la capitale en 1992, moins de 70 ont eu lieu sur ces berges, et personne n'a été tué.

Le secrétaire d'Etat a rappelé que le décret de novembre 1990 qui a porté de 60 à 50 km/h la vitesse limite autorisée en agglomération permet aux municipalités de créer des zones à 30 ou 70 km/h,

هناك من النقص

ÉCONOMIE

MATIÈRES PREMIÈRES

Tout en se montrant « modérément optimiste »

De Beers, numéro un mondial du diamant affiche des résultats décevants pour 1992

Le groupe africain De Beers, numéro un mondial du diamant, a publié, mardi 9 mars, des résultats décevants pour 1992 : baisse de 35 % des bénéfices, réduction de 29 % du dividende. Touchés de plein fouet par les retombées de la récession occidentale et des désordres de la contrebande angolaise, les revenus de la Central Selling Organisation (CSO), l'organisme qui centralise près de 90 % du commerce diamantaire, ont chuté de 13 %.

LONDRES

correspondance

Malgré ces résultats décevants, le président du « Club » diamantaire, M. Julian Ogilvie-Thompson, se déclare « modérément optimiste » pour 1993, à la lumière des premiers signes de reprise aux États-Unis et des effets restrictifs sur l'offre de la diminution de la production de 25 %, imposée à ses fournisseurs. C'est aux États-Unis et en Asie du Sud-Est que la De Beers a réalisé ses meilleurs résultats, les marchés européens et japonais ayant marqué, quoiqu'à eux, un recul sensible (« Le Monde » Économie » a publié un dossier sur le « Cartel du diamant » dans son édition du 26 janvier). Les stocks de diamants, qui permettent à la De Beers de stabiliser les cours, ont

atteint de leur côté une valeur de 3,7 milliards de dollars à la fin 1992. L'une des tâches, et non des moindres, de la De Beers consiste à bâtir des réserves quand les temps sont durs - c'est le cas aujourd'hui - afin d'éviter une chute des prix.

Plusieurs facteurs justifient la confiance des dirigeants de la compagnie de Johannesburg, malgré la volatilité actuelle du titre en bourse et le gonflement de sa dette. L'août dernier, la société a dû déboursier plus de 400 millions de dollars pour racheter les pierres de contrebande, originaires d'Angola, sur la place d'Anvers. La reprise des hostilités entre les forces gouvernementales de Luanda et les maquisards de l'UNITA, conjuguée à l'anarchie prévalant au Zaïre, point de passage obligé du trafic de pierres, a toutefois endigué cette hémorragie financière.

Lévy

des inquiétudes russes

Par ailleurs, les menaces d'une désattribution de l'industrie diamantaire en Russie - troisième producteur mondial - ne se sont pas concrétisées. En juillet 1990, l'URSS avait concédé 95 % de sa production au CSO, un contrat exclusif pour cinq ans, en échange d'un prêt de la De Beers. Depuis, une vive polémique a éclaté à Moscou où certains milieux nationalistes accusent le CSO de sous-payer la production nationale et de s'enrichir sur leur dos. De plus, des pierres russes destinées à la

De Beers sont revendues à la sauvette sur le marché libre de la capitale diamantaire, à des prix très inférieurs à ceux garantis par la centrale d'achat.

Au siège du CSO, on se montre toutefois serein : la production russe, tombée l'an dernier de 25 %, conséquence des difficultés d'approvisionnement et du mauvais état des mines, devrait chuter de 15 % en 1993. La Russie aura cependant du mal à livrer les quantités stipulées par le contrat. « Même si l'équipe a pu avoir besoin de devises, elle semble résister à la tentation de pulvériser dans ses énormes réserves de diamants », à l'inverse de ce qui s'est produit pour d'autres matières premières, a précisé M. Ogilvie-Thompson. « En outre, le remboursement de la première tranche du prêt octroyé par la De Beers à l'industrie diamantaire russe s'est fait conformément aux prévisions », a-t-il ajouté. Quant aux découvertes récentes de nouveaux gisements effectuées au Canada, elles se sont avérées pour l'instant plutôt décevantes.

Reste désormais à redresser l'image d'une matière première en quelque sorte prisonnière d'elle-même. Le diamant est-il toujours une valeur placement ou un simple objet de luxe ? Il continue en tout cas à faire rêver. Malgré le rattrapage, la De Beers a dépensé la somme modeste de 165 millions de livres (1,34 milliard de francs) en 1992 pour sa promotion et entend en faire de même en 1993.

MARC ROCHE

SOCIAL

Moins de perturbations que prévu à la RATP

Les divergences syndicales expliquent la faible mobilisation des conducteurs du métro parisien

RER et bus fonctionnant presque normalement, le métro parisien a été perturbé par la grève lancée par les syndicats CGT, SAT, autonome et indépendant, représentant neuf conducteurs sur dix. Parisiens et banlieusards souffraient relativement peu, en définitive, mercredi 10 mars au matin, des effets de la grève.

Certes, la ligne de métro n°1 (La Défense-Vincennes) était totalement paralysée en début de matinée et les lignes n°9 (Sèvres-Montreuil) et 13 (Châtillon-Gennevilliers-Saint-Denis) fonctionnaient à tiers du trafic normal, mais les perturbations n'avaient rien de comparable avec la pagaille née des grèves de novembre 1992. Toutefois, des arrêts de travail devaient se reproduire à 10 heures et 11 heures et 17 heures et 21 heures et la RATP s'attendait à des difficultés sur les lignes de métro n°1, 4, 6, 9, 12 et 13.

L'ASSECO-CFDT, la CFCT et l'Association des usagers des transports d'Ile-de-France ont protesté contre l'usage « rituel » et abusif de la grève, puisque les négociations

se poursuivent entre conducteurs et direction. Mais ce sont plutôt les incohérences et la division des syndicats qui expliquent la faible mobilisation des personnels. En effet, la CGT et le SAT ne se retrouvaient que sur la grève, la première refusant toute idée d'accord et le second espérant, au contraire, une extension de la grève de sécurité et une amélioration du déroulement des carrières (le Monde du 10 mars).

Enfin, la direction a lâché du lest en modifiant son projet qui diminuait de 60 francs par mois les salaires des conducteurs débutants : ceux-ci verraient leur feuille de paie améliorée de 7 francs, selon le dernier état des négociations. Cet assouplissement et le fait que les conducteurs sont appelés à voter jeudi 11 mars sur la réforme de leur carrière et de leurs conditions de travail a confirmé que les syndicats avaient mis la charrie devant les bœufs, d'autant que le SAT semble favorable au « oui » et que la CGT appelle à voter « non ».

AL F.

Après une rencontre avec M. Mitterrand

La CISL propose une « clause sociale » dans les accords du GATT

M. Enzo Friso, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), a souhaité, lundi 8 mars, lors d'une rencontre à Paris avec M. François Mitterrand, l'introduction d'une « clause sociale » dans les accords du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

La CISL - qui regroupe plus de cent cinquante centrales syndicales, dont FO et la CFDT pour la France - entend ainsi éviter un « dumping » fondé sur la « réduction des coûts de main-d'œuvre », la « suppression des syndicats » et la « violation des droits du travail » dans les pays en voie de développement.

Selon le dirigeant de la CISL qui accompagnait M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière et vice-président de la CISL, ainsi que M. Jean-François Troglia, secrétaire national de la CFDT, le président de la République a exprimé son « accord » avec cette proposition ainsi que, sa « détermination à employer tous les moyens à sa disposition pour convaincre ses pairs ».

ÉNERGIE

Avant l'échéance des accords avec les sociétés d'électricité britanniques

EDF est accusée de dumping en Grande-Bretagne

À la fin du mois de mars, le contrat liant EDF à l'une des principales sociétés d'électricité britanniques arrivera à échéance. Au même moment, le gouvernement britannique devrait annoncer son plan d'aide à l'exploitation de ses mines de charbon. Deux circonstances qui font d'EDF la cible de toutes les critiques.

« L'électricité fournie par EDF à la Grande-Bretagne permettrait de continuer d'exploiter six mines de charbon », affirme le quotidien britannique The Guardian dans son édition de lundi 8 mars. En outre, toujours selon le journal, les pertes en taxes engendrées par la fourniture d'électricité par EDF aux compagnies privées britanniques se sont élevées à 95 millions de livres (760 millions de francs) pour 1992, pour une valeur totale de 450 millions de livres. « Ce manque à gagner devrait passer à 140 millions de livres en 1993 », poursuit le quotidien, qui accuse également EDF de vendre son électricité au-dessous de son prix de revient.

A quelques jours de l'échéance de l'accord liant EDF et certaines sociétés d'électricité britanniques, ces attaques ne sont guère surprenantes. D'autant plus que ces négociations

sont liées aux mesures très attendues d'aide au charbon que devrait décider incessamment le gouvernement anglais. En accusant EDF, le Guardian met en cause les importations d'électricité, pour faire apparaître sous un jour plus favorable la rentabilité des centrales britanniques. Là où le bât blesse, affirme-t-on chez EDF, c'est que, si le Royaume-Uni cessait d'importer de l'électricité française, il devrait alors utiliser des centrales hydrauliques, nucléaires ou thermiques (toutes ses sources d'énergie) mais qui n'utilisent pas de charbon britannique). Des moyens plus coûteux, et qui ne permettraient donc guère de sauver des emplois dans les mines de charbon britanniques.

En revanche, un arrêt des exportations vers le Royaume-Uni aurait un impact non négligeable pour EDF. Celle-ci a réalisé un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs environ en 1992 avec la Grande-Bretagne. Or l'accord négocié avec la National Grid Company (société chargée d'assurer les grands équilibres en matière de fourniture d'électricité en Grande-Bretagne, à la suite de la privatisation de la Compagnie nationale d'électricité britannique, la CGB) en 1990 arrive à échéance le 31 mars. En outre, des contrats ont été négociés ou sont en cours de négociation entre le producteur français et les REC (Regional Electricity

Companies), sociétés assurant la distribution de l'électricité.

Certes, comme le précise le Guardian, ces accords prévoient qu'EDF, comme tout fournisseur d'électricité (hors les producteurs utilisant des centrales au charbon) au Royaume-Uni, recevrait une partie de la taxe prélevée auprès des consommateurs britanniques pour financer le coût du démantèlement des centrales nucléaires (un coût provisionné dans les comptes d'EDF selon les recommandations internationales, c'est-à-dire à hauteur de 15 % de la valeur nette de la centrale). En revanche, il était aussi demandé indirectement à EDF de participer au financement de la partie britannique du câble sous la Manche permettant les échanges d'électricité. Cette participation est « un manque à gagner » ; il représente plus de la moitié des 95 millions de livres perçues au titre de la taxe pour l'énergie nucléaire, estime M. Jean-Pierre Guéry, contrôleur général adjoint d'EDF, chargé des échanges d'énergie.

Refusant de préciser la marge réalisée avec les compagnies britanniques, M. Guéry s'insurge également contre les accusations de dumping. EDF pratiquerait, au Royaume-Uni, des prix comparables à ceux de l'Écosse.

A. K.

INDUSTRIE

Confronté à un marché européen déprimé

RVI annonce une perte de 1,6 milliard de francs en 1992

Jeudi 11 mars, Renault devrait annoncer des résultats records pour son exercice 1992. En revanche, les comptes de sa filiale poids lourds, Renault-Véhicules Industriels (RVI), présentés en avant-première mardi 9 mars, font apparaître une perte de 1,623 milliard de francs (dont 612 millions de francs de provisions pour restructurations), contre un bénéfice de 23 millions en 1991. Son chiffre d'affaires de 25,2 milliards de francs est en retrait de 8 % par rapport à 1991. RVI a dû affronter un marché européen particulièrement déprimé, en recul de 11 %. Sa part de marché a régressé (9,2 % contre 10,5 % en 1991), en raison du poids pris depuis la réunification par le marché allemand, traditionnellement très protégé.

La production de la firme est tombée à un niveau exceptionnellement bas, en baisse de 38 % pour le second semestre 1992. En conséquence, RVI n'utilise que 55 % de ses capacités de production. Pour

améliorer néanmoins sa productivité, l'entreprise continuera de conjuguer chômage technique et suppressions d'emplois : 1 800 postes ont été supprimés en 1992 ; 1 348 supplémentaires le seront en 1993. Ce qui devrait permettre un retour à l'équilibre de la branche européenne du groupe dès le second semestre 1993.

A l'inverse, le marché américain s'est redressé : il a progressé de 33 % pour les véhicules de classe 8 (plus de 15 tonnes). Mack, la filiale américaine de RVI, y a maintenu sa part de marché (10,8 % en 1992 contre 11,1 % l'année précédente). Son chiffre d'affaires (1,37 milliard de dollars, soit 7,7 milliards de francs environ) est en progression de 16 %. Toujours déficitaire avec un résultat opérationnel de -145 millions de dollars, Mack devrait néanmoins retrouver l'équilibre durant le premier semestre 1994, six mois plus tôt que prévu.

A. K.

FINANCES

Deuxième entreprise suisse

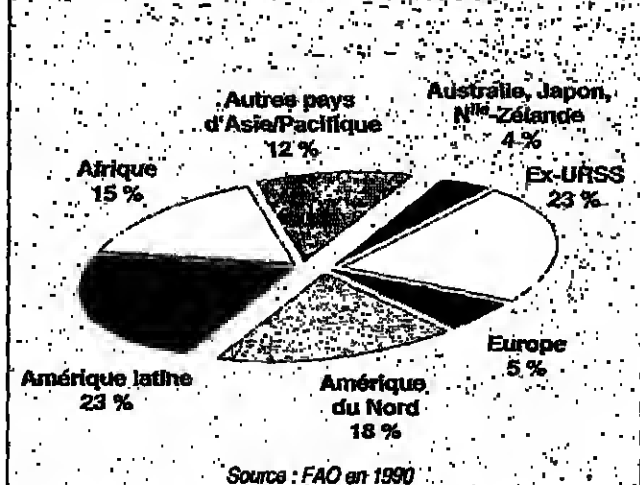
Marc Rich va céder le contrôle de son groupe de négoce international

Persoanage haut en couleur, riche, recherché depuis longtemps par le FBI américain pour une obscure affaire fiscale, le courtier américano-suisse Marc Rich, cinquante-six ans, a annoncé, lundi 8 mars, son intention de céder progressivement à ses collaborateurs le contrôle de son groupe de négoce international. L'affaire est d'importance : avec un chiffre d'affaires évalué à 156 milliards de francs, le groupe de Marc Rich est considéré comme la deuxième entreprise suisse, derrière Nestlé.

Selon le communiqué publié par le groupe, Marc Rich, « le roi de l'aluminium », aurait décidé dans un premier temps de ramener sa participation au sein du groupe qu'il a fondé et dont il demeure le principal actionnaire, à 40 % puis, d'ici cinq ans, de la limiter à 15 %, selon des modalités qui seront définies d'ici trois mois.

La déforestation s'accélère dans le tiers-monde

Répartition mondiale des forêts et autres terres boisées



Depuis quarante ans, la forêt tropicale n'en finit pas de se réduire. A un rythme qui va s'accroissant. De 11 millions d'hectares par an en 1980, il est passé à 15 millions en moyenne annuelle au cours de la période 1980-1990, indique une étude sur le dernier état des ressources forestières publiée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à l'ouverture des travaux de son comité des forêts, réuni à Rome jusqu'au vendredi 12 mars.

Particulièrement prononcée en Asie et, dans une moindre mesure en Afrique ainsi qu'en Amérique latine, la déforestation, qui ne concerne pas les pays industrialisés, s'explique avant tout par l'explosion démographique. « Même dans le scénario le plus optimiste sur l'accroissement de la production alimentaire et des rendements agricoles, l'explosion démographique dans les pays en développement continuera d'exercer une pression considérable sur les ressources naturelles de la planète en général et sur les forêts en particulier », constate le directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• Produit intérieur brut : - 1 % au quatrième trimestre 1992. - Le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne (partie ouest) a reculé de 1 % au quatrième trimestre 1992 par rapport au troisième trimestre, ce qui correspond à un recul de 4 % en rythme annuel. Le PIB avait augmenté de 1,5 % au premier trimestre, stagné au deuxième, reculé de 0,6 % au troisième après correction des variations saisonnières.

GRANDE-BRETAGNE

• Prix de gros : + 0,4 % en février. - Les prix de gros ont augmenté de 0,4 % en février par rapport à janvier. En un (février 1993 comparé à février 1992), la hausse a été de 3,7 %. En janvier, la hausse avait été de 0,9 % par rapport à décembre et de 3,6 % par rapport à janvier 1992. Ces hausses s'expliquent surtout par l'augmentation générale des prix des matières premières, résultat de la dévaluation de la livre.

J.-P. T.



ENQUÊTE

Interminable chômage

II. - Cadres à l'encan

Notre enquête, commencée par un entretien avec Jean Gandois, PDG de Pechiney et auteur d'un rapport sur la compétitivité française (le Monde du 9 mars), puis par un article d'Alain Lebaube consacré aux réactions de peur que suscite, chez les patrons, le choc des trois millions de chômeurs (le Monde du 10 mars), se poursuit avec quelques exemples d'un phénomène apparu récemment : le chômage des cadres.

par Jean Menanteau

Arrivée au service du courrier du journal, rue Falguère, une cassette. Elle contient le texte intégral d'une seule chanson-témoignage. Elle est intitulée *Notre-Dame de l'ANPE*. Dans une autre ville natale, alors que l'on compte mes amis. Certains changent leur trajectoire quand ils m'aperçoivent au loin. On ne croise pas le chemin d'un socialement bon à rien.

Un quartier calme de Chartres. Dans un bureau clair donnant sur plain-pied sur la rue, Marcel Bazin. Il est face à un ordinateur sur lequel apparaissent des notes de musique. Sur un préambule - sans doute le temps - un antipointeur électronique. « Il y a trois cents ans », dit en guise d'accueil l'auteur de la chanson, un homme approchant la cinquantaine, blazer bleu strict sur pantalon gris anthracite.

Des trois années de chômage qu'a connues cet ancien cadre d'une maison d'édition parisiennise dans la musique - Marcel Bazin a, depuis, créé sa propre entreprise, - c'est la blessure sociale, la coupure avec les autres qui l'a le plus marqué. « Je m'en souviens avec une précision absolue de cette période où j'ai changé ma façon d'être encore aujourd'hui. Oui, les personnes que je connaissais m'évitent. Oui, certaines faisaient mine de changer de trottoir dans la rue. Oui, le regard des autres était différent. Ce regard-là, il est insupportable. On vous dit bien que vous n'avez pas eu de chance. En réalité, dans les yeux, vous lisez comme un soupçon. Celui, notamment, de ne pas rechercher du travail. Cela, je le ressentais intuitivement. »

De manière posée, sans imprécation, avec pudeur, il décrit par le menu quelques faits à ses yeux significatifs, dont il dit qu'ils ont quitté plus sa mémoire. « Lors que je suis arrivé en fin de droits après deux prolongations de salaire de mon épouse ne suffisait plus. Nous habitions en copropriété. L'un de nos voisins a voulu engager un contentieux. Nous ne pouvions plus payer notre part. »

Marcel Bazin se souvient encore. Ces trois années ont affecté également ses proches : « J'ai trouvé un jour mon fils de quatorze ans en larmes. Je l'ai interrogé. Il vivait comme une injustice intolérable le fait que l'on ne voulait plus de moi pour aucun travail. On rejetait son père. En revanche, j'étais disponible. Je crois l'avoir aidé à s'épanouir. » Un père qui a coécrit le parcours du combattant classique. A frappé aux portes des maisons d'édition parisiennes. A écrit des innombrables CV. A très mal vécu son « inutilité sociale ». Une passion, comme il dit, cohabitait à l'habiter cependant : la musique et le chant. « J'ai dirigé la chorale de la cathédrale de Chartres à raison

d'une répétition une fois par semaine : chants liturgiques, mais aussi répertoire classique avec Mozart et Bach. Ce bénévolat actif, j'en suis convaincu, m'a sauvé. Comprenez... la musique c'est une fuite dans l'imaginaire. » Une aide paroissiale ? « Non, la compassion, oui. »

Marcel interrompt l'entretien. Voici qu'il range son matériel dans son break. Il part en Corse chanter son répertoire qui se veut professionnel - « le Top 50, c'est pas mon truc » - et bien orchestré. Un jour, en effet, il a créé sa propre maison d'édition chartreuse - le Triforium - dont le catalogue est pour l'essentiel composé de chants liturgiques. Un prêt public à la création d'entreprise (11 000 F),

formation, diplômée du CELSA, dit avoir « tout essayé ». Elle s'est battue. En solitaire. Isolée dans sa maison de Maisons-Laffitte, en région parisienne, où elle rédige avec un soin méticuleux lettres et CV.

Pêle-mêle, elle passe en revue ses tentatives et démarches infructueuses : « J'ai postulé pour un poste auprès du conseil général du Val-de-Marne. On m'avait dit : les collectivités locales sont un vivier d'emplois ! Lorsque j'ai appris que je faisais partie d'un lot de 470 candidats, j'ai été ébranlée. J'ai rencontré le maire de Saint-Ouen-l'Aumône. Il ne m'a pas caché que mon âge, quarante-deux ans, était déjà un obstacle. Aujourd'hui, les profils recherchés vont de vingt-huit à trente-deux ans. Faut-il de l'anglais ? D'un regard amoureux, « décrocher ». D'un regard amoureux, les cassettes TRD 92001 qu'il produit et commercialise seul. Avec succès. Il n'oubliera pas d'emporter avec lui Notre-Dame de l'ANPE. Toujours le témoignage.



TANCHE

un autre prêt d'origine familiale (100 000 F) lui ont permis de « décrocher ». D'un regard amoureux, les cassettes TRD 92001 qu'il produit et commercialise seul. Avec succès. Il n'oubliera pas d'emporter avec lui Notre-Dame de l'ANPE. Toujours le témoignage.

Trop chère, trop vieille ?

« Retrouver un travail dans le mois. » C'est ce que s'était dit Véronique Merchaudier lorsque l'Institut technique des céramiques (ITCF) qui l'employait depuis six années à Paris l'a licenciée au mois de juin 1989. Assise devant un verre d'eau minérale dans un café parisien anonyme, Véronique reconnaît aujourd'hui que, de fait, les belles certitudes - se sont vite envolées. Quelque trente mois de recherche d'emploi n'ont débouché sur rien. Véronique, responsable de la communication de l'Institut, dirigeait un service de treize personnes que justifiait, selon elle, l'importance au niveau national d'une communication technique et institutionnelle en direction des milieux agricoles. Son licenciement, qui n'eût pas dans le cadre d'un plan social, Véronique l'a durement et longuement négocié : « Quand je suis partie, dit-elle, je fus très triste. J'avais été heureuse dans un contexte professionnel de qualité. » Aujourd'hui, cette femme aussi jolie qu'élegante, juriste de

d'hui, les profils recherchés vont de vingt-huit à trente-deux ans. Faut-il de l'anglais ? D'un regard amoureux, « décrocher ». D'un regard amoureux, les cassettes TRD 92001 qu'il produit et commercialise seul. Avec succès. Il n'oubliera pas d'emporter avec lui Notre-Dame de l'ANPE. Toujours le témoignage.

Véronique, un jour, eut « un mouvement de révolte », le besoin de se « décharger », comme elle dit. Elle prit sa plume, du beau papier blanc, et écrivit à Martine Aubry, ministre du travail : « Suis-je trop diplômée, trop chère, trop vieille ? », couchée-elle en substance dans sa lettre. Le cabinet du ministre donna suite. L'oratoire vers une ANPE. « J'ai subi un entretien professionnel approfondi de dix minutes. Le ton était revêche. On m'a fait comprendre que l'on n'aimait pas les pistonniers. J'ai encore pris contact avec un cabinet de conseil en carrière. D'embellie, il m'a été réclaté 50 000 F. En le quittant, de surcroît, j'ai eu l'impression que ce cabinet était au bord du dépôt de bilan. Que j'étais reçue par de futurs chômeurs. Un comble ! »

Rester positif

Véronique eut ce qu'elle appelle sa « bouffée d'oxygène » en suivant au CELSA une formation longue de gestion en ressources humaines : « Je me suis préparée au concours de communication s'effondrait. Lorsque j'obtins ma licence et ma maîtrise, ce même marché de l'emploi ne voulait plus entendre parler des ressources humaines. »

Visiblement, la confiance en elle de cette femme soignée et élégante s'émousse au fil des mois. « Je suis devenue l'ombre de moi-même, confie-t-elle. Je ne me reconnais plus. Ainsi, me suis-je aperçue que je me rendais chez mon boulanger exclusivement aux heures d'affluence. J'ai compris que c'était pour cacher mon état, me mélanger aux gens normaux, ceux qui travaillent. Il y a peu, je me faisais méconnaître, me maquillais pour apparaître à mon avantage sur les

photos couleurs accompagnant mes CV. Aujourd'hui...

Véronique tient-elle à garder l'anonymat ? « J'y ai réfléchi. Je tiens à apparaître sous mon vrai nom, c'est ce qui me reste de ma personnalité. »

Claude R., ex-reveache, quinquagénaire et un an, marié, deux enfants, après de longs mois de chômage, licencié d'une société de services, tient à conserver son anonymat pour des raisons qu'il qualifie de « stratégiques ». Informaticien, ingénieur système, responsable autrefois d'une équipe nombreuse, il a parfaitement admis la légitimité des restructurations successives intervenues dans sa société jusqu'à ce qu'on ait réduit ses responsabilités de manière « intolérable ». Licencié, Claude R. bénéficie d'un « out-placement » : « J'ai tout de suite accepté afin de mettre toutes les chances de mon côté. Je savais pertinemment que, passé la quarantaine, les chances de reclassement devenaient minces. »

Aussi rappelle-t-il qu'il a séjourné à l'étranger, mais qu'il ne peut pas rester en « pied de levier » : « Déjà, je m'intéressais avant au management des hommes, à leur formation, qu'à la production stricto sensu. Lorsque mon chômage est intervenu, j'ai saisi l'opportunité qui m'était ainsi donnée de prendre un recul que je n'aurais jamais eu : cela m'a permis de réfléchir à ma vie. Je me suis rendu compte que je n'étais pas un homme d'entreprise, mais un homme de conseil. J'ai donc décidé de me consacrer à ce métier. J'ai rejoint une PME en qualité de consultant. »

Méthode Coué

« Je suis bon, donc je ne peux pas rester dans cette situation ! » vous dit d'emblée Bertrand Valléry-Radot, trente-neuf ans, ancien cadre de Case-Poclair. Pour se convaincre, il reconnaît la méthode Coué. « Lors que j'ai été viré, cela s'est passé à l'américaine. Avec une grande claque amicale dans le dos », dit-il à propos de son ancienne société où le management veal des cadres. Eux, les cadres, ils ont été licenciés. Bertrand Valléry-Radot est de mise. Membre du service de marketing communication, il a été touché de plein fouet par le dernier plan social. « Normal, nous n'étions ni des producteurs ni des commerciaux. Point de ressemblance avec le monde de la vente, d'autant qu'il m'a apporté le cabinet parisien spécialisé dans l'out-placement. Modérateur, un privilège dont il e conscience : moins de 2 % des cadres français seraient dans sa position. « Au début, confie-t-il, j'ai trouvé dur à vivre que les consultants aillent fouiller loin dans mon passé. J'ai compris dans mon enfance. Puis, je me suis rendu compte que la majorité d'entre eux ont une solide expérience personnelle du monde de l'entreprise. Expérience complétée par des titres universitaires où dominent les sciences humaines, la psychologie en particulier. »

Outre la logistique apportée par le cabinet - bureau, secrétariat, télécopie, revue de presse, etc. - Bertrand a trouvé très appréciable, et utile, le bilan et le projet professionnel qui lui ont été proposés. Il s'agit de cadres cadres obéissants comme lui ont été constitués. Ce club des chasseurs d'entreprises, leur comme ils se sont baptisés, leur permet d'entreprendre une foule de choses en commun : « Nous faisons notre propre marketing et surtout, cela permet de rompre l'isolement. » A titre personnel, ajoute Bertrand, je procède par objectif dans ma quête d'emploi comme je le faisais dans mon travail. Cette méthode me permet de ne pas être trop hanté par les échecs de l'appareil. Il faut finir de payer, vaincre les doutes que m'assaillent certains jours. Et pourtant, et pourtant...

Prochain article :

Les militants de l'insertion

par Marie-Béatrice Baudet

CHRONIQUE DES NON-TRAVAUX FORCÉS

par Jean-Pierre Dautun

86^e jour

« Bon courage »

Nous sommes face à face : lui, le salarié, moi le chômeur. Lui est resté dans l'entreprise. Moi pas. Nous étions amis. Pas compagne de couloir, amie, des lectures, des convives, des plaisirs de l'esprit nous rapprochaient. Non des douleurs de travail. Si le travail nous donnait des fièvres, elles étaient justement nos bulletins de santé. Une même révolusion contre les mêmes absurdes quotidiens soudait notre proximité.

Nous étions libres : nous faisions de la résistance. Sur tout l'heure des repas. Entre autres rites, il y avait celui de la question initiale, d'avant le déjeuner : « Ou va-t-on ? ». Pursément géographique-gestuelle. Plète visent l'espace, l'étendue. Et celle invariable, d'après le repas, digestivo-métaphysique : « Ou allons-nous ? » Celle-là, vertigineuse, scrutent le temps, l'intention. On voit que les repas donnaient au monde une profondeur, une perspective, cependant qu'ils l'écrasent pour tant d'autres, pour qui il n'est de montagnes qu'eux hors-d'œuvre, et tout n'est plus que souris au dessert. Nous étions de ceux que la nourriture éveille, et pas de ceux que la digestion endort. Ce couple de questions nous rapprochait, comme le travail nous rapprochait. Leur proximité et leur distance nous faisaient rire. Nous savions ce que valaient nos rites.

Désormais, ce qui était automatique doit être volontaire. Si nous voulons rester proches, il nous faut nous rapprocher. Déjeuner ensemble était la quotidien, cela devenait une intention concertée. Un rendez-vous. Nous choisissons un terrain neutre. Pas trop loin de l'agence pour lui, pas trop près pour moi. Jamais l'expression « faire chèque la moitié du chemin » n'a été plus juste. Lui doit faire l'effort de s'en éloigner, moi celui de m'en rapprocher. Cela ne va pas tout seul, cela va de soi.

On reprend nos conversations à l'endroit où les circonstances les ont si impitoyablement interrompues. Mais nous n'avons plus la même façon d'échanger l'absurde. Jedis, on le perçoit. Aujourd'hui on l'édifie. Nous régions toujours notre part de la note.

Lui raconte les versions récentes des anciennes absurdités - car ce sont toujours les mêmes, elles se prolongent

après mon départ, et cela ne saute pas à l'œil, ou les deux à la fois. (L'absurde, je n'en doutais, n'était pas de ma faute, et j'ai plaisir à apprendre qu'il est resté le même. Mais c'est aussi le moment de voir que tout fonctionne de même sans moi. Les trous dans l'eau ne font que des ronds.) Moi je lui donne les versions comparables des nouvelles - celles que je découvre, et ce sont les mêmes. Avant-après veut extérieurement.

Il ne faut pas nous étonner que nous en arrivions tout de même, malgré tout, et c'est toujours cela, à notre bonne vieille question de jadis : « Ou allons-nous ? », et de rire. Décidément rien ne change. Comment faut-il le prendre ? Pour tant, voici du nouveau. Lui s'inquiète des nouvelles que je lui donne, car il apprend ce qu'il craignait de déjà savoir : lui, prisonnier de la boîte, pouvait toujours rêver qu'ailleurs l'herbe est plus verte. Rêver à son élargissement. A m'entendre, il lui paraît que non. Que l'enfer, ce n'est pas que l'herbe est plus ou moins verte, c'est qu'il n'y a pas d'herbe.

Où allons-nous ? A la fin du repas, c'est clair, éclairci d'un nouveau jour bizzère : lui retourne à la tristesse de ses escales sans signification, et moi à celle de ma liberté sans direction.

Nous prenons les deux bus inverses. Le mien regagne le cœur de Paris (intramuros), où je vais perdre mon temps, le sien l'envoie se perdre dans le bureau de banlieue où il gègne sa vie à contrecoeur. Nous allons vers deux plitudes opposées.

On ne peut pas oublier de quoi se charge l'échange des regards d'un côté et de l'autre du trottoir où nous attendons. Si nous sommes tous les deux tristes, décidément quelque chose ne va pas. Ou on va ? Je ne le sais que trop : je sais que je n'en sais rien, mais qu'on y va. Bon, fait y aller. Il faut qu'on y aille.

Il n'y a pas un mot à s'écrire. Ou à peine : cette sorte de mot de passe des Persiens des temps modernes, qui vaut celui des chrétiens des catacombes : « Bon courage. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le grand

Le Conseil s'est réuni sous la présidence de M. François Grappotte pour arrêter les comptes de l'exercice 1992.

Comptes consolidés certifiés (en millions de francs)	1992	1991
Chiffre d'affaires	10249	9948
Bénéfice net (part du Groupe)	657	703
MBA	1551	1491
Investissements industriels	1133	1211

Le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 3 % en 1992. A tout de suite de la structure comparable, cette progression aurait été identique à celle de l'année précédente, soit 657 millions de francs, après avoir été amputé de près de 100 millions de francs par les dévaluations et prélèvements fiscaux exceptionnels du dernier trimestre, alors que le chiffre d'affaires, marge opérationnelle et MBA progressent légèrement.

Pour 1993, tout est en place pour que le Groupe fasse preuve d'une forte résistance à la dégradation de l'environnement économique constatée en ce début d'année, sans sacrifier pour autant les investissements porteurs d'avenir (produits nouveaux, productivité, qualité).

Dans ce contexte, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale convoquée à Limoges le 25 mai 1993, la distribution d'un dividende identique à celui de l'année précédente, soit 57,50 francs par action ordinaire et 92 francs par action privilégiée (ADP). Après déduction de l'acompte déjà versé le 1^{er} février, le solde soit 28,50 francs par action ordinaire et 45,60 francs par ADP sera mis en paiement à compter du 15 juin 1993.

INFORMATION FINANCIÈRE - Tél. (1) 43 60 01 80

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guin, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteur en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amahie, Thomas Ferenet,
Philippe Harman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-36

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

VIE DES ENTREPRISES

Principal constructeur mondial d'optique de précision

Angénieux a déposé son bilan

LYON

de notre bureau régional

Le tribunal de commerce de Saint-Etienne devait statuer, mercredi 10 mars, sur le sort des établissements Angénieux, de Saint-Héand (Loire), qui ont déposé leur bilan. Le groupe Essilor, devenu actionnaire à 58 % depuis 1986, s'est résolu à cette décision car la situation économique de l'entreprise, principal fabricant mondial d'objectifs pour la prise de vue de télévision, s'est encore dégradée, depuis le début de l'année. Angénieux a commencé d'enregistrer des pertes en 1991 et l'entreprise a coconé d'annoncer, en février, la suppression de 95 de ses 324 emplois industriels, dans la Loire, en raison de l'annulation de commandes du Pentagone et de la diminution des dépenses d'équipement des chaînes de télévision.

En trois ans, le chiffre d'affaires est passé de 184 millions à 135 millions de francs. Essilor avait donné maudait, depuis un an, à une banque d'affaires pour trouver un repreneur. Cette mission n'a pu aboutir malgré des contacts avec le groupe nationalisé Thomson comme avec la SFIM, cotreprise spécialisée dans la construction d'instruments de mesure pour l'aéronautique. Essilor indique que ses comptes consolidés enregistreront, en 1992, une charge de l'ordre de 60 millions de francs, au titre d'Angénieux, si l'on additionne les pertes cumulées, les amortissements de survalueurs et les impôts différés. Ces comptes, attendus pour le 31 mars, seront néanmoins bénéficiaires.

Dans la Loire, l'entreprise est considérée comme un des fleurons de l'économie locale. La société a été créée en 1935, par M. Pierre Angénieux, et elle a été à l'origine d'innovations technologiques, comme le rétrofocus qui permet le développement des appareils photographiques reflex mono-objectifs aujourd'hui très répandus, ou comme l'objectif à focale variable zoom. Ses matériels ont équipé les missions spatiales américaines Apollo, Skylab et Columbia.

Plus récemment, l'entreprise s'est dirigée vers l'opto-électronique et l'optique médicale. Elle a compté jusqu'à 560 personnes, en 1986. En 1991, au moment de la suppression de 71 postes, la CFDT avait demandé que soit étudiée la réduction du temps de travail afin d'atténuer les effets du plan social. Selon le syndicat, « un cadre industriel différent aurait permis un traitement moins négatif de l'emploi ».

GÉRARD BUÉTAS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEMA GROUP EN 1992
Forte progression des résultats

Résultats de l'exercice 1992

En 1992, Semma Group a enregistré une sensible progression de ses résultats, en dépit d'un environnement économique troublé, n'ayant pas épargné l'industrie des services informatiques.

	1992 (M€)	1991 (M€)
■ chiffre d'affaires consolidé	+ 12,9 %	416,7
■ résultat avant impôt	+ 39 %	19,5
■ résultat après impôt	+ 30 %	13,8
(1) à structure comparable.		
■ résultat par action	+ 20 %	
(13,2 pences contre 11 pences en 1991, à son niveau le plus haut depuis la fusion.		

Retour à une trésorerie positive

Ces résultats ont pu être réalisés grâce à la détermination du Groupe à centrer sa stratégie sur les contrats d'intégration de systèmes à fort contenu technologique et à sa concentration sur des marchés où il dispose de positions fortes et rentables. Ils traduisent également les performances réalisées en France, en Espagne et en Asie-Pacifique et la contribution positive de l'activité Facilities Management et de B&S&A au Royaume-Uni.

Ils s'entendent hors profit extraordinaire de 15,4 M€ résultant de la cession de la Sofres. L'impact du taux de change a été minime ne représentant que 0,4 M€ du bénéfice avant impôt.

Faits marquants

■ Entrée de France Telecom dans le capital de Semma Group, prolongée par la création d'une joint-venture en France, dans le domaine des télécommunications civiles.

■ Cession de la Sofres.

■ Restructuration des activités en Allemagne.

■ Expansion des activités de Facilities Management et création de 2 filiales spécialisées en Allemagne et en Espagne.

SEMA GROUP

Alors qu'il va faire l'objet d'une recapitalisation d'urgence

Le Comptoir des entrepreneurs a perdu plus de 1 milliard de francs en 1992

Le sauvetage du Comptoir des entrepreneurs (CDE) se poursuit dans la douleur. A l'issue d'un conseil d'administration qualifié de « houleux », l'établissement financier spécialisé dans le financement de l'immobilier a annoncé pour 1992 une perte encaissée record de 1,046 milliard de francs. On ne peut plus parler de mauvaise surprise alors que le CDE a connu au mois de février une crise de liquidité sans précédent et va faire l'objet d'une recapitalisation d'urgence de un milliard de francs (le Monde du 3 mars) à laquelle participent notamment les AGF et le Crédit foncier de France et dont les modalités seront définitivement fixées le 17 mars.

Mais la différenciation apparaît considérable entre le discours du président du CDE, M. Jean-Jac-

ques Piette, qui en novembre 1992 annonçait un résultat très voisin de celui de 1991 — un bénéfice net consolidé de 38,8 millions de francs — et la réalité des comptes de 1992. La faute en est pour l'essentiel aux provisions constituées sur un encours de 20 milliards de francs de créances aux professionnels de l'immobilier, dont 10 milliards aux promoteurs. La dotation nette aux provisions s'élève au total à 1,458 milliard de francs, dont 1,094 milliard pour les crédits, le reste allant aux titres de participation et impôt différé. Le résultat de l'exercice ressort à 277 millions de francs.

L'écart entre cette perte sociale et la perte consolidée part du groupe « s'explique par la réévaluation interne d'actifs intervenue dans le courant du premier semestre, qui

avait généré une plus-value nette de 750 millions de francs et un accroissement corrélé des fonds propres consolidés », précise le Comptoir dans un communiqué. A l'issue de l'apport de un milliard de francs, le ratio de solvabilité du CDE sera juste supérieur à la norme internationale Cooke à 8,3 %.

La reprise des cotations du titre Comptoir des entrepreneurs, suspendue depuis le 5 février, a été reportée au 22 mars, à la demande de l'établissement, a annoncé mardi 9 mars la Société des Bourses françaises (SBF). Elle interviendra après la mise au point définitive des modalités de l'augmentation de capital.

E. L.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RESULTATS

■ UIC : chute de 60 % du bénéfice net. — L'Union industrielle de crédit (UIC) a enregistré en 1992 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 153 millions de francs, en recul de 60 % sur celui de l'année précédente. La dotation aux provisions s'est élevée à 2,4 milliards de francs, portant ainsi à 20 % le taux de provisionnement sur les crédits aux professionnels de l'immobilier. Ce résultat a été réalisé « en dépit d'un solide exploitation négatif de la filiale Sofal de plus de 700 millions, réduit à une perte nette de 29 millions par l'utilisation de report en ordre du déficit fiscal (310 millions) et la reprise de fonds pour réintégrer les bénéfices (427 millions) », souligne l'UIC. Les autres activités du groupe, et notamment le crédit-bail, ont enregistré des résultats satisfaisants.

■ Baisse des résultats et des dividendes de Hoechst et BASF. — Affaiblie par la crise économique (le Monde du 26 novembre 1992), les chimistes allemands ont enregistré une baisse de leurs résultats en 1992, ce qui les amène à réduire le montant des dividendes versés. Ainsi, Hoechst versera à ses actionnaires un dividende de 9 DM contre 12 DM en 1991. Son bénéfice net consolidé a baissé de 12,9 % à 1,182 milliard de deutschemarks (3,9 milliards de francs) par rapport à 1991. Ses ventes consolidées ont reculé de 2,8 % sur la même période, à 45,870 milliards de deutschemarks. De son côté, BASF a annoncé, mardi 9 mars, qu'il aura enregistré un dividende de 10 DM contre 12 DM en 1991. Son résultat net consolidé a baissé de 40,8 % par rapport à 1991 pour revenir à 615 millions de deutschemarks (2 milliards de francs), alors que les ventes ont diminué de 4,5 % à 44,522 milliards de deutschemarks.

■ Carrefour : bénéfice en hausse de 10,6 % en 1992. — Carrefour a annoncé, mardi 9 mars, un bénéfice

net (part du groupe) en hausse de 10,6 % en 1992, à 1,335 milliard de francs. Ce résultat s'explique par une plus-value de cession de titres Pryca (sa filiale espagnole) de 287 millions de francs et une charge de 291 millions en titre d'amortissement exceptionnel de la survalue Euro-marché. Carrefour réalise donc l'objectif qu'il s'était fixé en septembre et qu'il avait maintenu en décembre malgré les mauvaises performances réalisées dans la distribution française en novembre. Néanmoins, ce résultat est inférieur de moitié à ce qu'avait prévu le groupe jusqu'au départ de M. Michel Bon, en septembre 1992. Par ailleurs, le chiffre d'affaires du groupe est en progression de 16,7 % avec 117,139 milliards en 1992 contre 100,377 milliards en 1991. Ces chiffres intègrent douze mois d'exploitation d'Euro-marché contre moins de dix en 1991.

■ Courtauld Textiles : hausse de 47 % du bénéfice annuel. — Le groupe britannique Courtauld Textiles vient d'annoncer une hausse de 47 % de son bénéfice imposable annuel, à 39,1 millions de livres (317,5 millions de francs) contre 20,7 millions de livres en 1991. Le chiffre d'affaires a baissé de 3,5 % à 889,6 millions de livres (7,2 milliards de francs) contre 922 millions.

■ Sabena se rééquilibre. — La compagnie aérienne belge Sabena a équilibré ses comptes en 1992 et réalisé un bénéfice symbolique de 6 millions de francs belges (1 million de francs français) au lieu de pertes de 2,4 milliards (400 millions de francs français) en 1991 et de 5,2 milliards (860 millions de francs français) en 1990. Ce résultat a été acquis après provision de 887 millions de francs belges (150 millions de francs français) pour restructuration et après paiement d'un dividende de 320 millions (53 millions de francs français). Le président de Sabena, M. Pierre Godfrey, a évalué à 80 millions de francs français l'effet bénéfique du partenariat avec la compagnie Air France entrée en avril 1992 dans le capital de la compagnie belge pour 35 %.

CESSION

■ American Express en discussion avec Primerica pour vendre Shearson Lehman. — American Express Co.,

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CIC

Banque Régionale de l'Ouest

Une première approche des résultats de l'année 1992 a été présentée au Conseil d'Administration le 3 février 1993 par le Président Bernard GAUDILLERE.

L'activité commerciale a évolué favorablement.

D'une année sur l'autre, le volume des crédits distribués à la clientèle s'est accru de 7,3 % et celui des ressources collectées de 4,2 %.

Le total du bilan atteint 13,7 milliards de francs en progression de 6,4 % sur un an.

Le produit net bancaire s'élève à 663,1 millions de francs (+ 7,5 %) et le résultat brut d'exploitation après amortissements à 218,6 millions de francs (+ 12,9 %).

Bien qu'en recul sur 1991, le résultat net: 42,8 millions de francs demeure satisfaisant si on le replace dans le contexte bancaire général.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 9 mars ↑ Consolidation

Siège régulier mardi 9 mars à la Bourse de Paris qui recherchait son second souffle après avoir franchi lundi à saut des 2 000 points de l'indice CAC 40. En hausse de 0,29 % à l'ouverture, le CAC 40 a coté en clôture, victime de prises de bénéfices, avant de se reprendre en fin de journée pour s'inscrire en clôture sur un gain de 0,27 % à 2 008,69 points.

Le volume des transactions était assez limité et les écarts de cours peu importants. Certains investisseurs ont profité de l'apathie boursière qui se manifeste un peu partout à Londres et Wall Street pour acheter des niveaux record — pour dégrader des bénéfices. Un certain nombre commencent également à vendre dans les espoirs au sujet de la baisse prochaine des taux d'intérêt allemands. Le vice-président de la Bundesbank, M. Hans Thiesmeyer, a déclaré

mardi 9 mars dans la mesure qu'il ne voyait pour le moment aucun espoir d'un changement des taux directeurs allemands. Les menaces de l'Espagne de retarder la mise en œuvre de l'espace économique européen et le refus en minorité du premier ministre britannique M. John Major lundi à la Chambre des communes renforcent également les doutes des investisseurs.

Pour autant, le sentiment d'ensemble reste positif en raison de la baisse sensible des taux d'intérêt à long terme (obligations) dans le monde. M. Jacques de la Rosière, gouverneur de la Banque de France, juge cette situation favorable à une reprise économique.

Du côté des valeurs, l'agitation autour de Suez se calme un peu, même si le volume des transactions (571 000 titres) reste important.

NEW-YORK, 9 mars = Hésitante

Wall Street a établi à grand peine un nouveau record mardi 9 mars, les investisseurs hésitant entre des achats et des prises de bénéfices après le record et la forte progression enregistrée la veille grâce à une baisse des taux d'intérêt à long terme et l'optimisme sur le redressement de l'économie américaine. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a coté à 3 472,12 gagnant à peine 2,70 points (0,08 %). Quelque 293 millions de titres ont été échangés. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de cinq contre quatre : 1 093 contre 842. 549 titres ont été échangés. Les valeurs financières et les titres des transports figurent parmi les plus fortes hausses.

Les investisseurs ont préféré consolider le mouvement d'autant que sur le marché obligataire les taux ont légèrement remonté. Le taux

d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est monté à 6,73 % contre 6,72 % lundi.

VALEURS	Cours de 8 mars	Cours de 9 mars
Alcatel	72	72
AT&T	88 3/4	88 3/4
Bell	34 1/2	34 1/2
Comcast	35 1/4	34 1/2
Deutsche Telekom	48 3/4	47 3/4
Enxone	14 1/2	14 1/2
France Telecom	62 1/4	61 3/4
IBM	84 1/4	84 1/4
Intel	48 1/4	48 1/4
Motorola	62 1/4	62 1/4
Novell	35	35
Oracle	72 1/8	71 5/8
SAP	84 1/2	84 1/2
SAT	77 1/2	77 1/2
SBC	87 1/2	87 1/2
Schlumberger	18	18 3/4
Siemens	62 1/4	62 1/4
Unilever	118 1/2	118 3/4
Union Carbide	18 1/8	17 7/8
Union Pacific	48 3/8	48 1/8
Wendel	13 1/4	13 1/2
Windsor	82 3/4	84 1/8

LONDRES, 9 mars ↓ Affaiblie

Après avoir atteint de nouveaux sommets lors des premières échanges, les valeurs se sont affaiblies mardi 9 mars au Stock Exchange, affectées par les prises de bénéfices et l'incertitude sur la baisse de Wall Street. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a coté en baisse de 7,4 points (0,2 %) à 2 949,9 points, après avoir atteint un nouveau record absolu de 2 980,8 à l'ouverture. Le volume des échanges s'est élevé à 773,8 millions de titres contre 852,7 millions la veille.

Les incertitudes politiques, après la mise en minorité du gouvernement de John Major lors d'un vote lundi 8 mars à la Chambre des communes sur un amendement mineur au traité de Maastricht, ont également pesé sur la tendance. L'indice des obligations a baissé de 1,4 % des prix des meilleurs pratiques utilisées.

dans l'industrie le mois dernier a également tempéré l'optimisme des investisseurs, car cela pourrait signifier une réduction de l'investissement dans le secteur. Du côté des valeurs, les banques et les assurances se sont dépréciées tout comme les entreprises de médias de construction pénalisées par des commentaires prudents d'analystes.

VALEURS	Cours de 8 mars	Cours de 9 mars
Admiral	5,91	5,89
BP	2,89	2,89
B.T.A.	5,88	5,88
Comcast	4,48	4,42
Deutsche	5,89	5,76
Enxone	12,40	12,30
France Telecom	14,02	14,20
IBM	14,20	14,20
Intel	12,38	12,38
Novell	12,38	12,45

TOKYO, 10 mars = Stabilisation

La Bourse de Tokyo a clôturé en légère hausse mercredi 10 mars, l'indice Nikkei progressant de 10,33 points (+0,08 %) à 12 858,63 points dans un marché où 550 millions de titres ont été échangés contre 850 millions la veille. Cependant, le Nikkei n'est pas parvenu à repasser au-dessus de la barre des 13 000 points, ce qui n'incite pas outre mesure les professionnels. Ces derniers constatent avec satisfaction que le marché n'est pas retombé brutalement après les gains importants enregistrés récemment.

Durant la séance, les intervenants ont appris qu'une perquisition a été effectuée chez le courtier Otsuka Securities, dans le cadre de l'enquête sur M. Shin Kanemaru, ancien homme fort du Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir, soupçonné de fraude fiscale, rap-

portant mercredi des médias japonais. Selon la télévision, les enquêteurs ont perquisitionné les locaux mardi 9 mars dans la soirée, à la recherche de documents relatifs à la vente à Shin Kanemaru d'obligations au porteur d'une valeur de 1 milliard de yens (8 millions de francs).

VALEURS	Cours de 9 mars	Cours de 10 mars
Alcatel	1240	1230
AT&T	1180	1180
Bell	340	330
Comcast	1820	1830
Deutsche	120	120
Enxone	1130	1140
France Telecom	620	620
IBM	1180	1180
Intel	1140	1130
Novell	1140	1130

CHANGES

Dollar : 5,64 F ↑

Le dollar s'inscrivait en légère hausse mercredi 10 mars, après avoir un peu reculé la veille. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,64 francs contre 5,6245 francs mardi au cours indicatif de la Baque de France.

	9 mars	10 mars
FRANCOFORT	116,83	117,98
Dollar (en DM)	1,6685	1,6635
TOKYO	116,83	117,98
Dollar (en yen)	116,83	117,98

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (10 mars) : 15 15/16 - 11 1/16 %
New-York (9 mars) : 2 15/16 %

BOURSES

8 mars 9 mars
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC 538,94 533,39
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 2 004,26 2 008,69

NEW-YORK (Indice Dow Jones)
8 mars 9 mars
Indice général : 3 469,42 3 472,12

LONDRES (Indice Financial Times)
8 mars 9 mars
100 valeurs : 2 957,38 2 949,9
30 valeurs : 2 283,48 2 284
Marché des obligations : 92,60 92,60
Rendement : 96,94 97,96

FRANCOFORT
8 mars 9 mars
Dax : 1 094,82 1 113,13

TOKYO
9 mars 10 mars
Nikkei Dow Jones : 12 858,63 12 858,63
Indice général : 1 339,76 1 341,85

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ EU	5,6770	5,6280	5,7280	5,7680
Yen (100)	160,84	160,84	160,84	160,84
Deutsche	3,3928	3,3925	3,4172	3,4210
Franc suisse	5,0104	5,0104	5,0104	5,0104
Livre sterling (1000)	8,1880	8,1190	8,2130	8,2310
Peseta (100)	160,84	160,84	160,84	160,84

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ EU	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/4	3 1/4
Yen (100)	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
Deutsche	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
Franc suisse	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
Livre sterling (1000)	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
Peseta (100)	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
Franc suisse	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de journée par la suite des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DU 10 MARS

Cours relevés à 11 h 15

Règlement mensuel

Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	% +/-	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	% +/-	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	% +/-	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	% +/-	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	% +/-		
5240	C.N.E.T.	5380	5360	5380	...	276	OPR Paris L.	311	312 70	315	+2 28	68 73	Lafayette Group	96	85 10	96	...	465	Sanco	477 90	477	478 10	...	+0 04	260	Ford Motor	284 10	284 10	284 10	...	
841	B.I.P.T.	970	980	970	...	1096	Old. Foxe	1096	1111	+1 28	280	Lagard	287	288	296	...	+2 79	940	S.C. Rochemont	1000	1000	1000	...	...	455	Gen. Elec.	490	498 70	498 70	...	
974	C.Lyon. T.P.	971	972	972	+0 11	520	Old. Lous. Franc.	520	520	...	4675	Old. Lous. Franc.	4675	4680	4680	...	-0 13	440	S.C. Rochemont	489	489	489	...	...	215	Gen. Elec.	220	220	228 10	...	
1716	Phon. Post. T.P.	1800	1800	1806	+0 54	530	C.Lyon. T.P.	530	532	+0 38	2250	Light Indus.	2250	2260	2260	...	...	440	S.C. Rochemont	553	557	557	...	+0 01	37	Gen. Elec.	38	38	38 45	...	
1716	St. Gobain T.P.	1100	1100	1100	...	1240	Cash. Net.	1240	1240	...	1374	Light Indus.	1374	1382	1382	...	-0 48	420	Soteco-SPR	50	50	50	...	...	37	Guinness	38	38	38 10	...	
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321	320	518	-0 99	735	Lyon. S.	800	780	800	...	+0 25	78	Soteco-SPR	68	68	67	...	-1 14	20	Hamm. Pl.	215	215	215	...
720	Thy. Al.	710	717	717	+0 14	320	CSE	321																							

Comptant (sélection)[illegible]

Étrangères

A.E.G.	561	.....	Alkermes	432	.....
Alcan Nix Sico	428	.....	Amgen	34	.....
Alcan Aluminum	119	.....	Smith Group	24	.....
Amicon Biotech	211	.....	SKF Alkylphosph	24	.....
Amcol	366 80	.....	Tanabe Inc.	243	.....
Amgen	100	.....	Tony Ind.	90	.....
Ampharmco	539	.....	West Rand Com.	650	.....
Amoco	21260	.....		
AmPharm	85 10	.....		
Amstar Corp.	21	.....		
C.I.H.	3 87	.....		
Commenbank	990	.....		
Dow Chemical	328 323 70	.....		
Filt.	201 20	.....		
GE, (Bus Lines)	480	.....		
GenCorp	1082	.....		
Geac Holdings Ltd.	90 90	.....		
Ginsy-Tech	417	.....		
Grace and Co (W.R.)	213 20	.....		
Harwell Int. Inc.	200	.....		
Johnson	59 80	.....		
Kaiser Aluminum	69 32	.....		
Kellogg	27 50	.....		
Kellogg Foods	82	.....		
Novartis	4 45	.....		
Pharm. Inc.	340 340	.....		
Polar	24 10	.....		
Polar	24 10	.....		

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Frans Int.	Rochet net	VALEURS	Emission Frans Int.	Rochet net
Actions	218 01	212 18	French Obligations	515 55	61
AziendaCom C.	30865 36	30866 36	France	453 47	47
AziendaFinanc. D.	2905 38	2905 38	France Financ.	118 10	10
AziendaInd. D.	7702 22	7702 22	France Ind.	1152 13	13
Amplified	657 03	676 73	Franch-Associations	37 86	3
Amplified Inter	202189 00	202189 00	Franch-Cap.	48 38	4
Assoc. Premiers	31430 89	31430 89	Franch-Ind.	24 83	24
Assoc. Financ.	1109 39	1109 39	Franch-Ind. Assoc.	895 54	87
AziendaFin.	2905 38	2905 38	Franch-Ind. Assoc.	501 39	39
AziendaInd.	1240 44	1208 81	Franch-Ind. Assoc.	5400 37	532
AziendaInd. Assoc.	1806 75	1773 28	Franch-Ind. Assoc.	10615 17	1608
AziendaInd. Assoc.	1801 15	185 45	Franch-Ind. Assoc.	108 68	18
AziendaInd. Assoc.	8533 50	8533 50	Franch-Ind. Assoc.	1371 01	1371
AziendaInd. Assoc.	598 17	598 17	Franch-Ind. Assoc.	10653 59	10653
AziendaInd. Assoc.	448 07	448 07	Franch-Ind. Assoc.	115 10	115
AziendaInd. Assoc.	132 05	128 20	Franch-Ind. Assoc.	1590 74	1590
AziendaInd. Assoc.	113 28	109 88	Franch-Ind. Assoc.	11172 61	10793
AziendaInd. Assoc.	125 69	122 82	Franch-Ind. Assoc.	15757 40	15544
AziendaInd. Assoc.	157 51	157 51	Franch-Ind. Assoc.	537 59	537
AziendaInd. Assoc.	141 28	137 15	Franch-Ind. Assoc.	162 95	162
AziendaInd. Assoc.	127 21	123 60	Franch-Ind. Assoc.	301 10	301
AziendaInd. Assoc.	158 47	151 81	Franch-Ind. Assoc.	2423 85	2423
AziendaInd. Assoc.	125 94	131 38	Franch-Ind. Assoc.	11281 12	11281
Colonna 1	1087 24	1066 92	Franch-Ind. Assoc.	33100 42	33100
Colonna 2	1073 07	1062 03	Franch-Ind. Assoc.	1038 09	1038
Colonna 3	1073 07	1062 03	Franch-Ind. Assoc.	115 10	115
Diplomatische	6761 27	6754 52	Franch-Ind. Assoc.	22312 01	22312
Diplomatische	7106 50	6869 12	Franch-Ind. Assoc.	158 74	158
Diplomatische	471 45	449 79	Franch-Ind. Assoc.	756 95	756
Diplomatische	4448 80	4434 84	Franch-Ind. Assoc.	183 71	183
Diplomatische	3710 30	3710 30	Franch-Ind. Assoc.	10269 88	10269
Diplomatische	478 13	461 20	Franch-Ind. Assoc.	7362 46	7362
Diplomatische	1384 26	1357 12	Franch-Ind. Assoc.	3003 23	3003
Diplomatische	71 38	71 38	Franch-Ind. Assoc.	46240 70	46240

9/3

[illegible]

Second marché (sélection

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citélex	534	535	Gramscop	148	...
B.A.C.	23	20	Gaillard	585	...
Barni (Sj)	485	...	L.C.C.	206	...
Bonnet Equip	236	...	Motronic	15 10	...
C.B.M.I. (S.C.I.)	445	721	Hitachi Hitallure	1242	1201
Calsonic	289	...	Intemat. Computer	127	...
Canfil	930	910	LP.B.M.	36	...
CEGEF	189	...	M.S.C.	169	...
CE.F.I.	205	...	Nolec	648	720
C.N.I.M.	1150	1180	Philips Magnavox	730	...
Cominter	282	...	Shover-Hy-Gal (Sj.)	732	712
Coates	119 10	...	Sistec Inven (Sj.)	81 20	...
Dagbco	317	...	Sonibo	164 50	...
Dewberry	1190	120	Sopac	336	...
Edimex Refroid.	180	...	TFI	478 50	478 50
Equip. Population	200	...	Thomson H. (Sj.)	350	...
Flanier	140	...	Uval	130	...
G.E.F. Group (Sj.)	44 30	...	Vol. de Co.	130	...
GLR	415	...	V.S.-Laurin Group	797	782

Marché des Changes

COURS INDICATES	COURS		COURS DES BILLETS		1
	pre.	9/3	achat	vente	
Euro Unie (11 usd)	824	824	63	58	
ES	586	586			Or
Allemagne (100 sch)	338 890	339 070	325	319	Or
Belgique (100 fr)	317	317	189	348	Or
France (100 fr)	301 600	301 680	281	346	Or
Irlande (1000 Irp)	527	515			81
Danemark, 1000 kr.	88	88	78	85	85
Italie (1000 Lit)	849	849	78	78	85
Suisse (100 francs)	512	512	124	21	28
Göteborg (100 sch)	386 230	387 140	364	374	72
Autriche (100 sch)	78 120	78 190	75	84	84
Espagne (100 pes)	78 939	78 995	48	48	84
Grèce (100 dr)	75	75			
Portugal (100 esc)	3 880	3 875	3	4	41
Canada (100 can)	4 515	4 515	4	4	49
Canada (15 can)	1 411	1 411	4	4	49

Marché libre de l'or

MONNAIES DEVISES	COURS préc.	COURS 9/3
(kilo en barre)....	95300	59400
En argent.....	5850	58550
Indon (200).....	242	345
Fr (10 f).....	401	.....
Suisse (20 f).....	343	342
Latine (20 f).....	347	345
Arab.....	430	435
20 dollars.....	2115	2115
10 dollars.....	1180	1180
5 dollars.....	875	.....
50 pesos.....	2200	2180
10 florins.....	358	350

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 9 mars 1993

NOTIONNEL 10 %

Nombre de contrats estimés : 150 86

CAC 40 A TERME

Volume : 10 684

COURS	Mars 93	Juin 93	Sept. 93	COURS	Mars 93	Avril 93	Mai 93
Dernier —	115,30	117,12	117,32	Dernier —	2 034	2 052 50	2 073
Précédent	115,58	117,56	117,68	Précédent	2 028	2 047	2 071

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu



Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER



REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

5^e arrdt
4, RUE DE MIRBEL
beau 4 et 87 m² dans immeuble pierre de t., balcon 5^e ét., asc., aménagement récent, asc. chaudière, salle v. vue.
42-88-24-83

6^e arrdt
6^e RUE DE TOURNON
de imm. anc., 2/3 p., 4 ét., colima, chaudière, 2 500 000 F.
NOTAIRE : 44-77-37-83

7^e arrdt
7^e BAC ST-GERMAIN
Original, duplex 210 m² dans hôtel part., atelier artisanat, asc., service, terrasse.
NOTAIRE : 44-77-37-83

14^e arrdt
Alésia 200 m², 4 ét., pl. sol. s/terr., 4-5 p., 105 m² balcon, box, 43-35-15-35

16^e arrdt
Au fond d'une impasse, original 2 pièces, très calme, ref. à neuf, 90 m² s/terr., 40 m² + 23 m².
Urgent 1 000 000 F
45-20-50-57 de 12 h à 19 h

94 Val-de-Marne
OCCUPÉ VINCENTINES
Très beau 105 m² + jardin 45 000 F/m. Fin bal 1997
P. 1 100 000 F 42-85-30-15

appartements ventes

7^e arrdt
INVALES
100 m², 4 ét., asc., pl. sol. s/terr., 4-5 p., 105 m² balcon, box, 43-35-15-35

14^e arrdt
Alésia 200 m², 4 ét., pl. sol. s/terr., 4-5 p., 105 m² balcon, box, 43-35-15-35

16^e arrdt
Au fond d'une impasse, original 2 pièces, très calme, ref. à neuf, 90 m² s/terr., 40 m² + 23 m².
Urgent 1 000 000 F
45-20-50-57 de 12 h à 19 h

94 Val-de-Marne
OCCUPÉ VINCENTINES
Très beau 105 m² + jardin 45 000 F/m. Fin bal 1997
P. 1 100 000 F 42-85-30-15

appartements ventes

7^e arrdt
INVALES
100 m², 4 ét., asc., pl. sol. s/terr., 4-5 p., 105 m² balcon, box, 43-35-15-35

14^e arrdt
Alésia 200 m², 4 ét., pl. sol. s/terr., 4-5 p., 105 m² balcon, box, 43-35-15-35

16^e arrdt
Au fond d'une impasse, original 2 pièces, très calme, ref. à neuf, 90 m² s/terr., 40 m² + 23 m².
Urgent 1 000 000 F
45-20-50-57 de 12 h à 19 h

94 Val-de-Marne
OCCUPÉ VINCENTINES
Très beau 105 m² + jardin 45 000 F/m. Fin bal 1997
P. 1 100 000 F 42-85-30-15

LE MONDE DES CARRIÈRES

Son RESPONSABLE
Chargé de :
- la mise en place et du suivi d'actions de formation,
- l'encadrement et la gestion administrative du service.
Ecrire au Service du personnel, 15/17, rue de Col.-V. d'Alb., 75016 Paris Cedex 15

CHU recrute ASSISTANT en STATISTIQUE INFORMATIQUE pr rech., enseignement clinique. Cor. Pr. Thibaut, CHU Clémenceau, 14000 CAEN

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS recrute
JOURNALISTE
Pour informations sur les Sociétés, économie, formation économique, spécialité en microéconomie et en droit des affaires.
Ecrire sous n° 8636, Le Monde Publicité, 15/17, rue de Col.-V. d'Alb., 75016 Paris Cedex 15

CLINIQUE recherche
CHAUFFEUR HTM
Tél. matin de 8 h 30 à 11 h 42-85-36-84

LE GROUPE SUP DE Co AMIENS recrute
PROFESSEURS
Permanents dans les disciplines suivantes :
- Sciences comptables
- Sciences juridiques, développement de la personnalité.
Formation bac + 5 minimum, une expérience pédagogique ou de conseil est un atout.
Appréciation, Emploi et, lettre manuscrite, photo et prêt. à :
ROGER DAVIS
18, place Saint-Michel 80038 Amiens Cedex 1.

DEMANDES D'EMPLOIS

Cuisine raffinée, inspirée des plus grands chefs, 1000 m², 24-25-17-93

INGÉNIEUR CHIMISTE GNCZ (1982), anglais courant pr service plus, tél. : Carle MARCAND - 34-12-95-08

J.F., 30 ans exp. en communication dans ch. poss. anglais - 47-50-29-52

Secrétaire éducation biling. arg. exp. récép. (PDR) ch. poss. (pas pers./pers.) ou poss. d'imp. 22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-1

هكمان النحل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Jeudi 11 mars 1993 23

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			17^e ARRONDISSEMENT			F2		
2^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			45 m², 3^e étage parking		
4 PIÈCES	8, rue d'Uzès	9 060	107 m², 6 ^e étage	175, bd Pereire	12 500	7, rue de l'Abrusoir	BOULOGNE	4 829
100 m², 4 ^e étage balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 635	Frais de commission	AGF - 44-86-45-45	+ 1 200	AGIFRANCE - 46-06-81-85		+ 804
	Honoraires de location	8 786		Frais de commission	6 895	Frais de commission		3 756
5^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			4 PIÈCES		
3 PIÈCES	4, rue de la Collégiale	6 500	51 m², R.-d.-c.	175, bd Pereire	5 100	87 m², rez-de-ch.	NEUILLY-SUR-SEINE	10 060
81 m², cuisine équipée, parking	GERER - 49-42-25-40	+ 740	Frais de commission	AGF - 44-86-45-45	+ 710	2 terrasses parking	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 816
	Frais de commission	8 160		Frais de commission	3 829		Frais d'agence	7 830
7^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			3 PIÈCES		
3 PIÈCES	282, bd St-Germain	13 000	83 m², 5 ^e étage	9, rue des Dardanelles	6 855	61 m², 8 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE	6 972
106 m², 1 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 1 000		GCI - 40-16-28-71	+ 1 361,40	139, rue de Longchamp	AGIFRANCE - 49-03-43-78	+ 1 326
	Frais de commission	9 251		Frais d'acte	395,68		Frais de commission	8 384
12^e ARRONDISSEMENT			18^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES		
3-4 PIÈCES	63-63 bis, rue de Valenciennes	7 700	4 PIÈCES			110 m², 1 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE	12 233
80 m², 5 ^e étage + balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 600	88 m², 1 ^e étage asc., balcon	95, rue Damrémont	6 412	4, rue de Bagneux	AGIFRANCE - 49-03-43-76	+ 1 747
	Honoraires de location	5 814		LOCARE - 40-61-66-00	+ 1 493	Frais de commission		8 705
13^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES		
2 PIÈCES	107, avenue Michel-Bizot	4 050	3 PIÈCES			82,69 m², rez-de-ch. terrasse 20 m² parking	BOULOGNE	6 100
55 m², rez-de-chaussée	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 416	75 m², 3 ^e étage terr. park. 15 m²	126, rue Compans	7 000		62, rue de Bellevue	+ 820
	Honoraires de location	3 186		GERER - 49-42-25-40	+ 600		GERER - 49-42-25-40	4 617
14^e ARRONDISSEMENT			78 YVELINES			4 PIÈCES		
5 PIÈCES	8-10, rue Jules-César	11 290	3 PIÈCES			85 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE	6 548
117 m², 2 ^e étage parking	AGF - 44-86-45-45	+ 1 640	duplex, 63 m², rez-de-ch. + 1 ^e ét. 2 parkings	14-18, rue du D. Timar	+ 1 060		2, avenue du Parc	+ 667
	Frais de commission	6 027		LOC INTER - 47-45-16-09	3 654		AGF - 44-86-45-45	4 660
15^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			4 PIÈCES		
5 PIÈCES	10-12, rue de Fécamp	14 500	49 m², rez-de-chaussée parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	3 660	159 m², 2 ^e étage box	NEUILLY-SUR-SEINE	19 900
124 m², 6 ^e étage terr. 68 m², park.	GERER - 49-42-25-40	+ 1 450		40, rue des Usulines	+ 351		74, rue de Chézy	+ 3 358
	Frais de commission	13 920		AGF - 44-86-45-45	2 597		GCI - 40-16-28-66	800
16^e ARRONDISSEMENT			4-5 PIÈCES			2 PIÈCES		
2 PIÈCES	32, rue de Picpus	5 300	120 m², 2 ^e étage + balcon parking	VERSAILLES	6 902	59 m², 2 ^e étage parking	NEUILLY-SUR-SEINE	6 490
56 m², 3 ^e étage	GERER - 40-67-06-99	+ 785		1, promenade Mona-Lisa	+ 1 100		22, bd du Général-Leclerc	+ 785
17^e ARRONDISSEMENT			92 HAUTS-DE-SEINE				GCI - 40-16-28-68	357
3-4 PIÈCES	27-29, av. Stephen-Pichon	7 200	3 PIÈCES			3 PIÈCES		
98 m², 3 ^e étage droit, parking	GCI - 40-16-28-70	+ 1 840	68 m², 5 ^e étage cave parking	ASNIÈRES	6 500	80 m², 5 ^e étage	SÈVRES	6 970
	Frais d'acte	346		25, avenue d'Argenteuil	+ 616,60		37, Grande-Rue	+ 800
18^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			3 PIÈCES		
4 PIÈCES	2, ville Tolbiac	7 705	65 m², 16 ^e étage cave parking	SAGGEL-VENDÔME - 46-08-80-36	3 960	69 m², 3 ^e étage balcon	BOULOGNE	7 300
61 m², 3 ^e étage parking	GERER - 40-67-06-99	+ 820		Commission d'agence			33-37, rue Louis-Pastour	+ 1 035
19^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			4 PIÈCES		
4 PIÈCES	199-201, avenue du Maine	10 801	92 m², 1 ^e étage cave	COURBEVOIE	5 800	66 m², 1 ^e étage parking	VINCENNES	7 384
93 m², 4 ^e étage 2 parkings	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 788		44, rue de l'Alma	+ 1 537		40, rue des Vignerons	+ 870
	Frais d'agence	6 190		SAGGEL-VENDÔME - 46-08-80-36	4 176		AGF - 44-86-45-45	5 254
20^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			3 PIÈCES		
4 PIÈCES	3, ville Brune	5 800	90 m², 1 ^e étage terrasse	COURBEVOIE	6 525	duplex, 73 m² 5 ^e -6 ^e étage, balcon parking	SAINT-MANDÉ	6 763
74 m², 4 ^e étage ascenseur	LOCARE - 40-51-66-00	+ 1 289		179, rue J.-B. Charcot	+ 1 340		32, avenue Guinot	+ 690
	Commission agence	5 054		CIGIMO - 48-00-89-89	4 968		LOC INTER - 47-45-15-84	6 166
21^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			4 PIÈCES		
3 PIÈCES	126, rue Saint-Charles	9 420	75 m², 8 ^e étage parking	COURBEVOIE	6 300	69 m², 3 ^e étage balcon 2 parkings	SAINT-MANDÉ	7 014
73 m², 3 ^e étage parking	AGIFRANCE - 49-03-43-03	+ 615		27, rue de Bezons	+ 945		31-33, avenue Joffre	+ 1 080
	Frais de commission	6 703		SAGGEL-VENDÔME - 47-78-15-88	3 616		LOC INTER - 47-45-16-84	5 382

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION

CHIFFRE DES
COMMUNES DE PARIS

CIGIMO
GTF

gérer
Le Service Immobilier

LOCARE
CONSEIL EN IMMOBILIER

GENERALI

LOC INTER
Transactions Tél. 01-45 19 97

AGIFRANCE
GROUPE CREDIT DE FRANCE

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

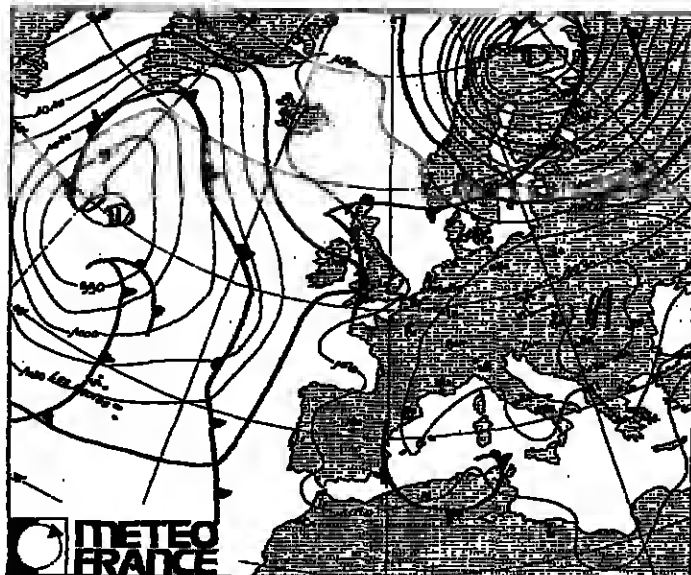
Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

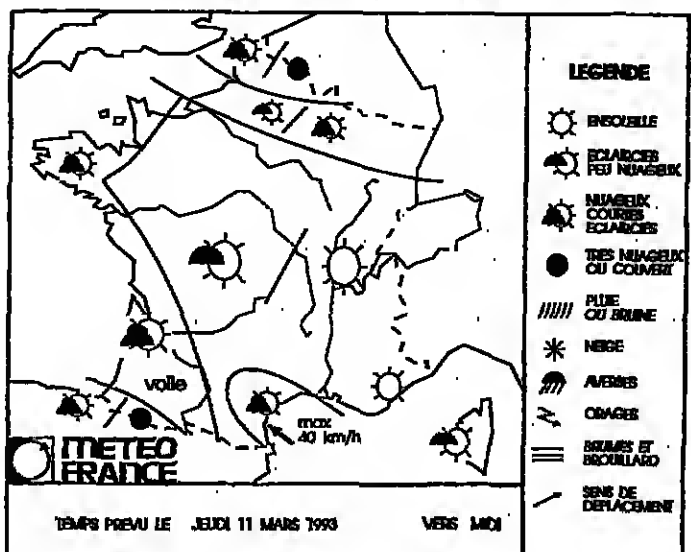
Professionnels : 46-62-73-90 - Particuliers : 46-62-72-02

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS 1993



Jeudi : soleil sur une majeure partie du pays. Sur le Nord, les nuages domineront tout au long de la journée. De la Bretagne à la Normandie, à la Picardie et jusqu'au nord de l'Alsace, le ciel restera mitigé entre délaissés et passages nuageux. Sur la région parisienne, le soleil perdra de sa luminosité au cours de la journée, s'imposant en cours de journée.

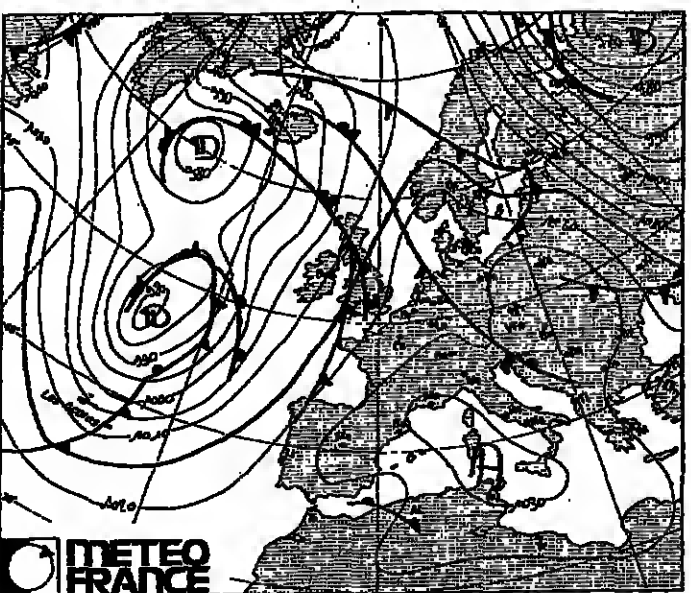
Ailleurs, des pays de Loire et du Centre jusqu'à la Méditerranée, la journée sera généralement largement ensoleillée. Toutefois, près du golfe du Lion, un vent marin amènera quelques

nuages. Près des Pyrénées également, des nuages limiteront l'ensoleillement. Des côtes atlantiques au sud du Midi-Pyrénées, des bancs de nuages viendront voiler le soleil en cours d'après-midi.

Le matin, les températures seront la plus souvent comprises entre -1 et -4 degrés. Sur l'Est, entre 0 et 4 degrés sur l'Ouest, jusqu'à 6 degrés près des côtes atlantiques et près de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 10 à 14 degrés sur la moitié nord, 13 à 16 degrés sur la moitié sud, jusqu'à 18 degrés sur l'extrême sud.

PRÉVISIONS POUR LE 12 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 9-3-1993 à 18 heures TUC et le 10-3-1993 à 8 heures TUC

FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	12	1	D	ALGER	16	3	D
BARCELONE	14	8	N	AMSTERDAM	8	1	C
BORDAUX	13	7	N	ATHÈNES	8	3	N
BRESCIA	12	6	N	BANGKOK	26	26	N
BURSA	12	6	C	BARCELONE	12	2	D
CADIX	12	6	C	BELGRADE	2	6	D
CHERBOURG	11	1	C	BELKIN	6	3	D
CLEMONT-FERR	14	8	D	BIRKENHEAD	6	4	C
COLOGNE	12	6	C	COPENHAGUE	6	4	S
DUBLIN	10	3	C	DAKAR	23	17	D
EDIMBOURG	11	3	C	GENÈVE	8	4	D
LYON	12	6	C	ISTANBUL	16	1	C
MARSEILLE	14	8	D	JERUSALEM	15	6	N
NANTES	13	7	N	LA CAIRE	24	16	D
NICE	12	6	C	LE CROIX	17	9	N
PARIS-MONT	12	6	C	LONDRES	10	1	D
PARIS-MONT	12	6	C	LOS ANGELES	19	11	D
PORTO	12	6	C	LUXEMBOURG	7	2	C
PORTO-VEG	12	6	C				
RENNES	12	6	C				
ST-ETIENNE	14	8	D				

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Sur le terrain

ARIÈRE les chefs, place au « terrain ». Dans cette sorte de cérémonie exploitée offerte au peuple par ses responsables, à quoi semble parfois se réduire la campagne électorale télévisée, c'est à qui réalisera son plus touchant autoportrait « sur le terrain ». Encore chaque camp joue-t-il sur un « terrain » distinct, et l'occupe-t-il de manière différente.

Le « terrain » du RPR est résolument médical et agricole. C'est la salle d'opération dans laquelle le professeur Cabrol (candidat dans l'Alsace) et son équipe viennent de pratiquer une intervention - réussie, il va sans dire. « L'action politique, c'est d'écarter les autres, et en

équipe », explique le slogan du professeur dans un des spots de la campagne officielle du mouvement chiraquien, après un panégyrique de la France agricole. A l'autre bout de la France, un candidat anonyme du même mouvement, dans l'Hérault, se revendique à la fois chirurgien et viticulteur. « Les professionnels doivent s'investir en politique », estime-t-il. La coïncidence ne pouvant évidemment être fortuite, il est donc entendu que le « professionnel » par excellence, aux yeux du RPR, n'est ni notaire ni avocat ni professeur de lettres - n'en trouve-t-on vraiment aucun dans les rangs des candidats RPR ? - mais médecin. Précisons : pas

dermatologue ni rhumatologue ni généraliste de quartier, mais chirurgien, c'est-à-dire homme d'action, aux mains habiles et aux nerfs d'acier. Tiens, à propos, où sont donc passés les patrons ? Dans les spots de la campagne socialiste, cette fois, c'est le terrain qui interpelle les excellences parisiennes. Dans son atelier, un ouvrier adossé à une machine avoue que le chômage le préoccupe. Un jeune « animateur de quartier » noir explique sur fond de béton qu'il « veut s'intégrer à fond dans cette société, quoi ». « Il a raison », approuve véhémentement Dominique Strauss-Kahn, tandis que Martine Aubry s'explique

auprès de l'ouvrier. S'ils ne prétendent pas, comme leurs homologues du RPR, incarner le terrain, les candidats socialistes entendent bien faire savoir qu'ils acceptent courageusement ses rudes interpellations. Après douze ans de fréquentation des palais officiels, et sans descendre de l'estrade républicaine où ils trônent pour quelques jours encore - ainsi ils ne dialoguent pas en direct, mais répondent à des doléances enregistrées - ils ne « se voient pas la face » devant les réalités douloureuses du pays. Dans cette mise en scène-là, chacun s'en rend évidemment libre de lire, au choix, une habitude ou un aveu.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 10 mars

- TF 1**
- 18.15 Campagne électorale (GE, RPR, PS, UDF).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.50 Un livre, un jour.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, la journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugobélère (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : La Classe.
 - 20.45 La Merche du siècle. Stress.
 - 22.25 Journal et Météo.
 - 22.55 Campagne électorale (UDF, GE, RPR, PS).
 - 23.15 Sport : Voile. Défi Charal.
 - 23.25 Mercredi chez vous.
 - 23.45 Sport : Patinage artistique.
 - 0.35 Divertissement : Le Babête Show.
- FRANCE 2**
- 20.00 Journal, Campagne électorale (Ext.d., PS, RPR, UDF, Alliance populaire) et Météo.
 - 20.50 Téléfilm : Mammy Mamours. De Philippe Niang.
 - 22.25 Première ligne. Justice en France : chronique de la justice ordinaire.
 - 0.00 Journal, Campagne électorale (GE, RPR, PS, UDF) et Météo.
 - 0.30 Magazine : La Cerise de minuit.

- FRANCE 3**
- 18.15 Campagne électorale (GE, RPR, PS, UDF).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.50 Un livre, un jour.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, la journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugobélère (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : La Classe.
 - 20.45 La Merche du siècle. Stress.
 - 22.25 Journal et Météo.
 - 22.55 Campagne électorale (UDF, GE, RPR, PS).
 - 23.15 Sport : Voile. Défi Charal.
 - 23.25 Mercredi chez vous.
 - 23.45 Sport : Patinage artistique.
 - 0.35 Divertissement : Le Babête Show.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Le Journal du cinéma.
 - 21.00 Cinéma : La Vie, l'amour... les vaches. Film américain de Ron Underwood (1990).
 - 22.50 Flash d'informations.
 - 22.55 Cinéma : Young Guns 2. Film américain de Geoff Murphy (1990).
- ARTE**
- 20.30 8 1/2 Journal.
 - 20.40 Portrait : Evguiniï Mravinski.
 - 21.40 Concert : La Moldou. De Friedrich Smeyne, par l'Orchestre de la Soudetenischen Rundfunk.
 - 22.35 Concert : L'ouverture de Tannhäuser. De Richard Wagner.
 - 22.50 Documentaire : Mémoires frères.
 - 23.20 Magazine : Mégamix.

- M 6**
- 20.45 Téléfilm : En mémoire de Caroline. De Robin Spry.
 - 22.35 Téléfilm : Un privé eu paradis. De Martha Coolidge.
 - 0.10 Magazine : Vénus.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Tire ta langue. Retour à Pétaïn.
 - 21.28 Poésie sur parole.
 - 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
 - 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Champ libre : l'anthropozoologie (3).
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. La peur (2).
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné en 1990, à Madrid) : Quatuor n° 1, de Chopin, par le Quatuor classique de la Radiotelevisión española ; Tambor de Granadinos (preludio), de Chopin, par l'Orchestre symphonique de Galicie, dir. : Saba Calvillo ; Quatuor à cordes en ré, de Breton, par le Quatuor Gabrieli.
 - 21.45 Concert (donné le 7 février, salle Olivier-Messiaen) : Trieta op. 22, de Firsava ; Concerto pour piano et orchestre, de Lenoi ; Meditation pour violoncelle et orchestre, de Silvestrov, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France.
 - 23.09 Feuilleton : Maldoror.
 - 23.19 Ainsi le nuit.
 - 0.33 L'Heure bleue.

Jeudi 11 mars

- TF 1**
- 15.20 Série : Hawaii, police d'Etat.
 - 18.05 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 18.30 Club Dorothée vacances.
 - 17.25 Série : Le Miel et les Abeilles.
 - 17.50 Côté enfants.
 - 17.55 Série : Héloïse et les garçons.
 - 18.25 Jeu : Une famille en or.
 - 18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Marina Vlady.
 - 19.50 Divertissement : Le Babête Show.
 - 20.00 Journal, Météo, Trafic infos et Météo.
 - 20.45 Série : Le JAP, juge d'application des peines. Tirez sur le lampiste, de José Davan. Les Nippons trépassent.
 - 22.50 Sport : Patinage artistique. Championnats du monde.
 - 0.40 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
- FRANCE 2**
- 12.59 Journal, Météo et Campagne électorale (Union des indépendants, UDF, RPR, PS).
 - 13.55 INC.
 - 14.00 Série : Tatort.
 - 15.25 Tiroir, en direct d'Evry.
 - 15.35 Variétés : La Chance aux chansons. Le kiosque des chansons.
 - 16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 16.50 Feuilleton : Beaumanoir.
 - 17.15 Magazine : Giga.
 - 19.15 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
 - 20.00 Journal, Météo, Campagne électorale (RPR, PS, Solidarité écologie, Gauche alternative, UDF).
 - 20.50 ► Magazine : Envoyé spécial. Drogue : dis-leur ; Tout feu, tout flash : La musique et les fauves.
 - 22.25 Variétés : Taratata.
 - 23.45 Campagne électorale (UDF, PS, Nouveaux Ecologistes), Journal et Météo.
 - 0.15 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Exposition Thien au Grand Palais.
- FRANCE 3**
- 13.00 Magazine : Français, si vous parliez.
 - 14.15 Campagne électorale (RPR, PS, Solidarité écologie, Gauche alternative, UDF).
 - 14.20 Feuilleton : Dona Beija.
 - 14.45 Feuilleton : Dynastie.
 - 15.35 Série : Le croisière s'amuse.

- 16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
 - 17.50 Magazine : Une pêche d'enfer.
 - 18.15 Campagne électorale (UDF, PS, Nouveaux Ecologistes).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.50 Un livre, un jour. Des légumes, de Jean-Marie Pelt.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, la journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugobélère (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : La Classe.
 - 20.45 Sport : Patinage artistique. Championnats du monde.
 - 22.05 Journal et Météo.
 - 22.30 Campagne électorale (Union des indépendants, UDF, RPR, PS).
 - 22.55 Cinéma : La Bourse et la Vie. Film franco-germano-italien de Jean-Pierre Mocky (1966).
- CANAL PLUS**
- 15.15 Documentaire : Au-delà du visible. D'Alex Gregory.
 - 15.40 Magazine : BVP.
 - 15.50 Cinéma : Young Guns 2. Film américain de Geoff Murphy (1990).
 - 17.30 Le Journal du cinéma.
 - 18.00 Canaille peluche.
 - En clair jusqu'à 20.30
 - 18.30 Ça cartoon.
 - 18.50 La Top. Stereo MCS.
 - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Manu Dibango.
 - 20.05 Sport : Football. Caen-Auxerre. Match de la 28e journée du championnat de France de D1. A 20.30, coup d'envoi du match.
 - 22.30 Flash d'informations.
 - 22.35 Cinéma : Le Parrain 3. Film américain de Francis Ford Coppola (1990) (v.o.).
- ARTE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00
 - 17.00 Cinéma : Malevil. Film français de Christian de Chalonge (1980) (rediff.).
 - 19.00 Magazine : Rencontre. Robert Junis/Gérard Morier (et à 23.55).
 - 19.30 Documentaire : La Couleur de l'or. De Don Edkins et Mike Schlömer. Mothyrnne Poll, comme 400 000 de ses compatriotes, gagne sa vie comme mineur itinérant dans les mines d'or d'Afrique du Sud. Immeubles-casernes, logements-dortoirs où les hommes sont séparés de leur femme. De dures conditions de vie. Des témoignages accablants.

- 20.30 8 1/2 Journal.
 - 20.40 Feuilleton : Die Zweite Heimat. D'Edgar Reitz (3e épisode).
 - 23.00 Documentaire : Retour au pays. De Molly Donohoe.
- M 6**
- 13.30 Série : Drôles de dames.
 - 14.15 Magazine : Destination musique. Claude François.
 - 17.00 Variétés : Multitop.
 - 17.30 Série : L'Etalon noir.
 - 18.00 Série : Booker.
 - 19.00 Série : Les Rues de San Francisco.
 - 19.50 Météo des neiges.
 - 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
 - 20.00 Série : Cosby Show.
 - 20.35 Météo 6.
 - 20.45 Cinéma : Pour cent briques, t'as plus rien. Film français d'Edouard Molinaro (1982). De Colin Bucksey.
 - 22.20 Téléfilm : La Démolition. De Colin Bucksey.
 - 23.45 Informations : Six minutes première heure.
 - 23.55 Magazine : Culture rock. La saga de Bryan Ferry.
 - 0.20 Magazine : Fréquentstar.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Carnaval, de Gérard Dessalles.
 - 21.30 Profils perdus. François Le Lionnais (2).
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. La peur (3).
 - 0.05 Du jour au lendemain. Avec Luc Ferry (le Nouvel Ordre écologique).
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.15 Concert (en direct du Concertgebouw d'Amsterdam) : Sérénade n° 1 en ré majeur op. 11, de Brahms ; Symphonie lyrique pour soprano, baryton et orchestre, de Zerkov, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. : Riccardo Chailly ; sol. : Alessandra Merc, soprano, Hakan Hagegard, baryton.
 - 23.09 Feuilleton : Maldoror.
 - 23.19 Ainsi le nuit. Quintette pour piano et cordes n° 1 en ut mineur op. 1, de Dohnanyi ; Duos vocaux (extraits), de Mendelssohn.
 - 0.33 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

Conservées à l'Assemblée nationale

Les déclarations de patrimoine des ministres ont disparu

Le secrétaire général de l'Assemblée nationale a indiqué, mardi 9 mars, qu'il avait porté plainte le samedi 27 février à la suite de la découverte de la disparition d'un dossier comprenant les déclarations de patrimoine faites par les membres du gouvernement de M. Michel Rocard, en juin 1988. Ces documents étaient enfermés dans un coffre-fort.

L'affaire pourrait être banale. Un samedi, avant de partir en vacances, un fonctionnaire met de l'ordre dans son coffre-fort. Il constate alors qu'une boîte d'archives a disparu. Seulement, ce fonctionnaire n'est rien de moins que le collaborateur direct du secrétaire général de l'Assemblée nationale. C'est donc dans un bureau du Palais-Bourbon que quelque chose est venu «provoquer» des documents. Plus grave encore, ces dossiers disparus ne sont rien de moins que les déclarations de patrimoine faites, en juin 1988, par les membres du gouvernement de M. Michel Rocard qui venaient d'être élus députés. C'est-à-dire celle de M. Rocard lui-même, mais aussi, notamment, de MM. Pierre Bérégovoy, Roland Dumas, Pierre Joxe, Jean-Pierre Soisson, Jack Lang, Jean-Michel Baylet, Bruno Durieux, Lionel Stoléru. Dans le climat actuel, on voit l'utilité que peut être faite de tels dossiers.

Depuis la première loi sur le financement politique, votée du temps de la première cohabitation, les parlementaires, les membres du gouvernement, les présidents des conseils régionaux et généraux, les maires des villes de plus de trente mille habitants doivent déclarer, au

début et à la fin de leurs mandats, ou de leurs fonctions, l'état de leur patrimoine, afin que soit vérifié qu'ils n'en ont pas profité pour s'enrichir. Ce contrôle est opéré, pour les députés et les sénateurs, par les bureaux de leur Assemblée et, pour les autres, par une commission composée du vice-président du Conseil d'Etat, du premier président de la Cour des comptes et de celui de la Cour de cassation. Mais la loi a prévu que ces déclarations devaient rester strictement confidentielles, et le secret, malgré la promesse de M. François Mitterrand, n'a pas été levé, à cause du refus d'une partie des députés socialistes lors d'une tentative d'amélioration de la loi en octobre dernier.

Un précieux coffre-fort

Les membres du gouvernement composé par M. Rocard au lendemain de la réélection de M. François Mitterrand ont donc dû faire une telle déclaration «dans les quinze jours», termes prescrits par la loi, à la commission pour la transparence financière de la vie politique. Mais ceux d'entre eux qui, en juin, ont été élus députés ont dû refaire la même opération auprès du bureau de l'Assemblée nationale, bien qu'ils aient été renommés ministres après les législatives. En effet, aux termes de la loi organique, les parlementaires entrant dans un gouvernement conservent leur qualité d'élu pendant un mois. Or la loi oblige députés et sénateurs à déclarer leur patrimoine dans les quinze jours de leur élection.

Ces déclarations sont, en fait, devenues très vite sans objet pour l'Assemblée nationale. Aussi, lorsque, en octobre 1991, son bureau a

procédé à l'examen de celles des élus de 1988 dont le mandat avait déjà pris fin, celles des ministres ont été transférées dans une boîte d'archives étiquetée «Membres du gouvernement». Cette boîte a été enfermée, avec celles de tous les députés en fonctions, dans un coffre-fort installé dans un bureau voisin de celui du secrétaire général de l'Assemblée, coffre qui ne contenait que ce qui relève du financement de la vie politique. C'est cette boîte dont la disparition a été constatée le samedi 27 février, alors que le reste du contenu du coffre était en place.

En accord avec M. Henri Emmanouelli, président de l'Assemblée nationale, plainte a été immédiatement déposée auprès des services de police. Ceux-ci ont commencé à enquêter. Sans succès.

Cette disparition est en effet difficile à expliquer, non fois exclue une mauvaise organisation des services du Palais-Bourbon. Trois personnes seulement connaissent la combinaison de ce coffre-fort, et leur conscience professionnelle ne peut être mise en cause. Certes, ce coffre a été très fréquemment ouvert au cours du mois de février, époque où les députés sortants devaient remettre leur déclaration de fin de mandat; il fallait, ce jour-là, mettre dans un même dossier celle effectuée il y a cinq ans et la nouvelle, afin de préparer la réunion du bureau de l'Assemblée qui doit se tenir mercredi 10 mars pour qu'il «apprécie la variation des situations patrimoniales». Mais, semble-t-il, toutes les précautions ont été prises pour qu'aucune personne non habilitée ne puisse s'approcher d'un coffre au contenu si précieux peudant qu'il était ouvert. Alors...

Th. B.

Avant son départ

M. Joxe a lancé deux programmes de renseignement stratégique

A quelques jours de son départ du gouvernement, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a décidé de lancer le développement de deux projets majeurs d'armement, qui relèvent du besoin, pour la France, d'avoir des moyens de surveillance des opérations militaires. Il s'agit des programmes «Horizon» et «Sarigoo NG», pour lesquels l'ordre de lancement a été donné, vendredi 5 mars, par le ministre de la défense.

Le programme «Horizon» a trait à la mise au point, à raison de deux prototypes et de deux appareils de série, livrables entre 1995 et 1997, de quatre hélicoptères Super-Puma équipés d'un radar Doppler d'une portée de 150 kilomètres et destinés à la détection,

l'identification et à la localisation des convois, sur le champ de bataille, et des hélicoptères adverses, à basse altitude. Le maître d'œuvre de ce projet est le consortium Eurocopter et diverses sociétés (Dassault, Electronique, LCTAR, Thomson et Matra) sont sous-traitants.

«Horizon» a été présenté aux Etats-Unis et, d'ores et déjà, il semble que des entreprises, comme Grumman et Sikorsky, se disent intéressées par la conception d'un hélicoptère de surveillance de zones. Selon un document parlementaire, le coût du programme est estimé à 860 millions de francs.

D'autre part, le programme Sarigoo NG (nouvelle génération) se rapporte à l'installation, sur un avion de l'armée de l'air française, d'un système de recherche électromagnétique de renseignement d'ordre stratégique. Cet avion intercontinental, du type DC-8, pourrait accomplir des missions de recherche, de nature opérationnelle et technique, d'une dizaine d'heures.

L'Atelier industriel de l'aéronautique (AIA), à Clermont-Ferrand, et la compagnie UTA-Industrie seront chargés de modifier l'avion, pendant que la maîtrise d'œuvre du système sera confiée à Thomson-CSF. L'avion devrait être en service à la fin de ce siècle. Selon le même document parlementaire, le coût du Sarigoo NG est évalué à 1 280 millions de francs. Il n'est pas prévu qu'un tel programme puisse faire l'objet d'une coopération internationale.

Une marée décevante

Mardi 9 mars, la «grande marée du siècle» n'a pas tenu ses promesses pour ceux qui, souvent venus de loin, espéraient un spectacle extraordinaire. Si son coefficient a bien atteint le niveau record de 119 — pour la première fois depuis 1918 (le Monde du 9 mars), — l'absence totale de vent a empêché le mer. «Pleure comme le lac Léman», de submerger les digues et les quais.

Les excellentes conditions météorologiques ont été appréciées par les services de sécurité, qui ont renforcé leur dispositif de surveillance en de nombreux points de la côte atlantique.

L'enquête sur les attentats

Huit membres du milieu nicois sont mis en examen

NICE

de notre correspondant régional

Au terme de quatre jours de garde à vue, huit des vingt-huit personnes qui avaient été interpellées par la police, vendredi 5 et samedi 6 mars, dans le cadre de l'enquête sur les attentats commis à Nice en janvier et février, ont été présentées, mardi 9 mars, devant M. Jean-Paul Ransard, l'un des juges d'instruction de Nice.

Toutes appartenaient au milieu nicois et avaient formé une entente criminelle ayant pour chef un maître-choucroute, Jean-Claude Olivero, trente-six ans, évadé de la maison d'arrêt de Bois-Arçay (Yvelines) et que le tribunal de grande instance de Nanterre a récemment condamné par défaut à sept ans de prison, pour trafic de stupéfiants. L'une d'entre elles a été mise en examen pour deux attentats à la roquette perpétrés les 15 et 16 janvier contre la maison d'arrêt de Nice. Une seconde l'a été dans le cadre d'une autre procédure concernant un règlement de comptes commis à Nice. Sept de ces personnes ont également fait l'objet de poursuites pour de multiples délits dont ceux de détention et transport d'armes, vol et recel de véhicules, usage de fausses plaques d'immatriculation et de faux documents administratifs, etc.

Au cours d'une quinzaine de perquisitions la police a en outre saisi,

(Publicité)

LE FRANÇAIS EN RETARD D'UNE FENÊTRE

Sens du confort et de l'économie, en RFA on change trois fois plus de fenêtres que chez nous. Pourtant, Iso-France-Fenêtres pose en une journée, sans aucune dégradation, une fenêtre en bois, alu ou PVC. Herméticité totale et gain de lumière grâce à leur procédé exclusif. Garantie décennale. Egalement portes blindées. Agence Vélux, 111, rue La Fayette (10^e). M^{rs} Gare-du-Nord et 26, av. Quilhou, 6 St-Mandé. M^{rs} St-Mandé-Tourville. 48.97.18.18. Grenoble, 76.41.17.47. Lyon, 05.05.16.15. Rouen, 05.04.18.18.

notamment au domicile d'un parent d'un armurier nicois, où importait lot d'armes, de munitions et d'explosifs, dont des éléments de roquettes. Elle a aussi découvert chez cet armurier un atelier équipé pour la transformation d'armes.

Sept de ces huit personnes ont été écrouées à la maison d'arrêt de Nice. Aucune d'entre elles n'est cependant passée aux aveux, et les enquêteurs du SRPJ de Nice ignorent, pour le moment, quels ont été leurs mobiles, et si l'on peut imputer à cette même bande d'autres attentats — parmi les onze dénombrés à Nice, au moins d'un mois, visant des cibles très diverses — et d'autres règlements de comptes récents (six ont été enregistrés contre septembre et novembre 1992 à Nice et Cagnes-sur-Mer).

Quatre de ces attentats contre des bâtiments publics (prison, palais de justice et un hôtel de la police à Nice) avaient été revendiqués par le Front armé révolutionnaire (FAR), ou bien par une organisation dite «Si cette revendication a bien été authentifiée, a indiqué le procureur de la République de Nice, M. Paul-Louis Auménas, nous nous interrogeons sur le fait de savoir s'il ne s'agit pas d'une récupération, à bon compte, du FAR ou, au contraire, d'une opération de camouflage, pour brouiller les pistes, de la part des auteurs de ces attentats. Un important travail d'enquête et de recoupement doit maintenant être fait pour cerner les véritables desseins de cette association de malfaiteurs». Le ministre de l'intérieur, M. Paul Quilès, a adressé, mardi, ses «plus vives félicitations» à l'ensemble des fonctionnaires du SRPJ de Nice.

GUY PORTE

Manifestation contre M. Milosevic à Belgrade. — Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées, mardi 9 mars, place de la République à Belgrade, autour du dirigeant de l'opposition Vuk Draskovic, pour commémorer la manifestation anti-communiste du 9 mars 1991, qui avait fait deux morts. Des manifestations ont lancé des pierres sur la police, qui tentait d'arrêter un chanteur populaire. Une femme, qui était couchée devant le fougon qui l'ennuait, a été blessée à la jambe. — (AFP, Reuters, AP).

Pour avoir animé les assises du RPR

Un journaliste

d'Europe 1 est suspendu

Pour avoir animé, dimanche 7 mars, les assises nationales du RPR (le Monde du 9 mars), le présentateur du journal de 8 heures d'Europe 1, Olivier de Riocosses, a été suspendu pendant une semaine par le directeur de l'information et de la rédaction de cette radio, Jean-Pierre Joulin. Celui-ci a diffusé une note interdisant à tous les journalistes d'Europe 1, sous peine de sanctions immédiates, toute participation à des manifestations «se situant dans un cadre partisan» et pouvant toucher «de près ou de loin» à la campagne électorale.

Il y a quelque temps, Jean-Pierre Joulin avait déjà diffusé à l'attention de la rédaction une note visant à restreindre la pratique des «ménages», selon l'expression employée dans le jargon professionnel pour parler des prestations extérieures rémunérées, fournies par certains journalistes, en général ceux dont la notoriété est élevée, à des entreprises ou des partis politiques.

Le conseil d'administration de la société des rédacteurs d'Europe 1 s'est, pour sa part, déclaré «scandalisé» par la «participation engagée» d'un journaliste de la chaîne à une campagne politique, en considérant que ce fait «porte atteinte à l'image d'indépendance de la station». Il a appelé les membres de la rédaction à une réflexion collective sur la pratique des collaborations extérieures afin de les réglementer.

En raison d'informations «incomplètes et contradictoires»

La COB transmet un rapport sur Schneider au parquet

La Commission des opérations de Bourse (COB) a révisé dans son bulletin mensuel de février avoir transmis au parquet un rapport sur le titre Schneider, reprochant à son président, M. Didier Pineau-Valencienne, d'avoir donné en juin 1992 une information «incomplète, contradictoire» sur ses prévisions de résultats, qui a facilité son «utilisation abusive». Le rapport a été transmis au parquet «pour appréciation».

La COB a ouvert, sur la base des règlements sur l'utilisation d'une information privilégiée, «une procédure à des fins de sanctions administratives à l'encontre d'un anonyme».

Stabilité des intentions de vote selon la SOFRES. — Une enquête de la SOFRES effectuée du 5 au 6 mars auprès de mille personnes et publiée dans le Figaro du 10 mars, montre une stabilité des intentions de vote. Par rapport au dernier sondage du même institut, le PS perd un point avec 21 %, de même que les écologistes avec 14 %. Le PC gagne un point avec 9 %, l'UDF et le RPR restent stables avec 19 % chacun (la projection en sièges place cependant le RPR devant l'UDF, alors que

le FN passe de 11 % à 11,5 %. Une autre enquête de la SOFRES, effectuée du 23 au 25 février auprès de mille personnes et publiée dans la Croix datée du 9 mars, montre que 58 % des catholiques ont l'intention de voter pour la droite.

M. Barre toujours candidat à la présidence de la République. — Dans une entree au Figaro du mercredi 10 mars, M. Raymond Barre confie que s'il avait «été candidat à quelque chose», il serait «candidat à la présidence de la République».

Le FN passe de 11 % à 11,5 %. Une autre enquête de la SOFRES, effectuée du 23 au 25 février auprès de mille personnes et publiée dans la Croix datée du 9 mars, montre que 58 % des catholiques ont l'intention de voter pour la droite.

M. Barre toujours candidat à la présidence de la République. — Dans une entree au Figaro du mercredi 10 mars, M. Raymond Barre confie que s'il avait «été candidat à quelque chose», il serait «candidat à la présidence de la République».

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Mars 1993

FÊTE SES VINGT ANS
Numéro spécial - 24 p.

A LA UNE
LES NOUVEAUX ENJEUX DE L'ASIE

Le continent le plus peuplé de la planète est devenu l'un des moteurs de la croissance économique mondiale, autour du Japon, de la Chine, de Taïwan, de Singapour...

EXCEPTIONNEL
DEUX DOSSIERS LITTÉRAIRES

Pour préparer les examens de français :
• du bac : Proust et son temps ;
• des classes préparatoires : L'autre et l'ailleurs, d'après Homère, Lévi-Strauss et Henri Michaux.

et... Les clés de l'Info : les violences au Zaïre et au Togo, les élections législatives en France, la réforme du système de santé américain, les expulsions de Palestiniens hors d'Israël...

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

SOMMAIRE

DÉBATS

Ex-Yugoslavie : «Le surgissement du totalitarisme», par Edgar Morin. Revue, par Frédéric Geauzan : «Le triomphe des classes moyennes»... 2

ÉTRANGER

Sonalla : les Américains se désengagent progressivement de l'opération «Rendre l'espoir»... 3
Les Serbes bloquent toujours l'évacuation des blessés de Bosnie orientale... 4
Les négociations israélo-arabes devraient reprendre le 20 avril... 4
Italie : le gouvernement en sursis... 4
L'ouverture du Congrès des députés de Russie... 8
Cambodge : le prince Sihanouk s'est placé en dehors du jeu électoral... 8

POLITIQUE

La démission de M. Pierre Joxe du ministère de la défense... 9
La campagne pour les élections législatives... 9 à 11

SOCIÉTÉ

L'affaire des écoutes téléphoniques... 12
Un rapport sur les logements sociaux à Paris... 12
Selon le ministère de la santé, aucune décision concernant le cancer de Sarlat ne sera prise avant les élections... 16

ÉDUCATION • CAMPUS

La droite en complexe • Banc d'essai pour M. Millon • Charles Pasqua soigne ses profs • Le puzzle des programmes... 13 à 15

ÉCONOMIE

Les industries de l'image à l'heure du commerce international... 17
Les résultats décevants de De Beers... 18
La grève à la RATP... 18
Interminable chômage : II. Cadres à l'encan... 19
Principal constructeur mondial d'optique de précision, Angénieux a déposé son bilan... 20
Le Comptoir des entrepreneurs a perdu plus de 1 milliard de francs en 1992... 20
Vie des entreprises... 20

ARTS • SPECTACLES

L'âge d'or de la peinture vénitienne • Kurt Weill à la Scala • Opéra • Le mode en état de crise • Un entretien avec le décorateur Richard Peduzzi • La sélection des programmes de la semaine... 27 à 38

Services

Abonnements... 8
Annonces classées... 22-23
Motocyclisme... 24
Marchés financiers... 20-21
Météorologie... 25
Carnet... 24
Mots croisés... 25
Radio-Télévision... 24
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier «Arts-Spectacles» folioté 27 à 38
Le numéro du «Monde» daté 10 mars 1993 a été tiré à 491 916 exemplaires.

Demain dans «Le Monde»

«Le Monde des livres» : Mémoires secrètes d'une poupée, de Silvina Ocampo

Hector Bianciotti a lu les nouvelles de l'écrivain argentin Silvina Ocampo, proche de Borges, de Bioy Casares et de Cortázar. Pour son dernier feuilleton, Michel Braudeau s'est intéressé à la vie mouvementée et somptueuse de William Beckford et aux considérations de Walter Benjamin sur le fascisme. Nicole Zand rend compte du livre d'Angelo Ripellino sur Prague, enfin traduit en français. La publication du premier volume des Œuvres complètes de Giordano Bruno, enfin, donne à Roger-Pol Droit l'occasion de raconter l'aventure intellectuelle du penseur non conformiste.



ARTS • SPECTACLES



Titien : La « Danaë », Musée du Prado, 1554.

KURT WEILL A LA PÉNICHE-OPÉRA

PAGE 29

Kurt Weill, le musicien de Bertolt Brecht, participe au bouleversement esthétique des années 20. Les chansons et les opéras de ce champion de la musique utilitaire firent d'autant plus scandale dans le Berlin de la République de Weimar que Lotte Lenya, leur créatrice, sortait du réseau. Sur la route des Etats-Unis, Weill s'arrête à Paris. C'est au cri de « Vive Hitler ! » que le compositeur et son interprète furent accueillis, salle Pleyel, en 1933. L'Action française sonnait déjà l'hallo. (Lire page 29 l'article d'Anne Rey.)

L'ÉTAT DE LA MODE

PAGE 30

Au moment où vont commencer les défilés automne-hiver du prêt-à-porter des créateurs, on s'interroge sur le désarroi de professions durement touchées par la crise économique, sur leurs stratégies pour y pallier, sur leur avenir. Au-delà du luxe, dont l'impact dépasse les frontières hexagonales et européennes, il y a les vêtements que l'on porte – que l'on aimerait porter – il y a la confusion entre « bon marché » et « bonne qualité », il y a les grandes marques et les nouveaux stylistes... Tout un monde en mutation. (Lire page 30 l'article de Colette Godard.)

RICHARD PEDUZZI ET LES ARTS DÉCO

PAGE 38

Richard Peduzzi a longtemps été le décorateur attitré de Patrice Chéreau – il a notamment réalisé les décors de la *Tétralogie* de Wagner, montée à Bayreuth pour le centenaire de sa création. Muséographe et designer, il a été nommé il y a deux ans directeur de l'Ecole nationale supérieure des Arts décoratifs. Au moment où l'établissement se réplie sur l'ivry – le temps de retaper les bâtiments vétustes de la rue d'Ulm, – le directeur fait le point sur l'enseignement qu'il compte y développer. (Lire page 38 l'article de Frédéric Edelmann.)

L'ÂGE D'OR DE LA PEINTURE VÉNITIENNE AU GRAND PALAIS

LA CHAIR ÉVANESCENTE

Présenter en une exposition l'âge d'or de la peinture vénitienne, celle du XVI^e siècle, de Bellini au Tintoret en passant par Giorgione, Titien et Véronèse : le projet était immense. Près de cent cinquante tableaux et autant de dessins et gravures sont rassemblés au Grand Palais, du 13 mars au 14 juin, pour tenter de l'accomplir. Les chefs-d'œuvre abondent, mais le résultat n'en suscite pas moins des sentiments mêlés.

VENISE? De la peinture et du marbre à la surface de l'eau – images et statues suspendues au-dessus d'un reflet mobile de ciel. La peinture vénitienne? L'oscillation entre le marbre et l'eau, entre la forme et le reflet – glissements, changements à vue, dissolutions et cristallisations alternées. Tantôt la chair des femmes et des déesses se fait jaspe luisant, tantôt elle devient nue. Les visages hésitent entre densité et oubli. Les étoffes aux plis durs et cassés s'effilochent, s'éliment et finissent en haillons de couleurs passées. Jusqu'aux paysages qui subissent la règle : leurs montagnes, prisms lisses et minéraux, se défilent dans la brume. Les feuillages se changent en brouillards vert gris. Le crépuscule et l'aube effacent l'horizon, qui se reforme plus tard, dans d'autres tableaux du même peintre ou d'autres.

Quels peintres? A l'orée du siècle, Giovanni Bellini, fils de Jacopo et frère de Gentile, qui mourut en 1516, et son élève Giorgio di Castelfranco, dit Giorgione, qui mourut en 1510, à l'âge de trente-trois ans, de la peste. A Titien, qui fut l'assistant de Giorgione, ils ont confié la royauté artistique. Sebastiano del Piombo (1485-1547), autre disciple de Giorgione, s'établit à Rome en 1511.

L'extravagant Lorenzo Lotto (1480-1556), autre rival, oscille entre Rome et Bergame. Le Padouan Campagnola (1482-1516) disparaît avant d'avoir pu faire

mieux qu'imiter Gentile Bellini et Giorgione. Tiziano Vecellio, né dans les Dolomites vers 1488, fils de hauts fonctionnaires de la République, peut ainsi régner sans partage – règne de soixante ans qui ne fioit qu'avec sa vie, en 1576, règne reconnu des autres monarques du temps, Michel-Ange ou Philippe II. Palma le Jeune (1544-1628) a appris son art dans l'atelier de Titien. Le Tintoret (1518-1594) y aurait séjourné brièvement avant de s'établir et Véronèse (1528-1588) s'initia à la peinture, dit-on, devant l'Assomption de Titien dans la cathédrale de Vérone. Les Bassano cultivent son influence en famille.

Comment écrire l'histoire de cet art? En sachant qu'elle ne peut se réduire à une histoire justement, récit qui irait d'un état à un autre, distinct. La peinture vénitienne en son siècle d'apothéose, le XVI^e, ne se range pas dans l'ordre d'une logique limpide et progressive. S'il lui fallait un modèle physique, ce serait celui du mouvement brownien, ballet confus et déréglé, courses en sens contraires qui se répètent et s'annulent. D'un terme à l'autre de l'époque, la manière de peindre change sans doute, mais en zigzag. Dès le début, le balancement d'une extrémité à l'autre, de la pétrification à l'évanescence, est en place et en marche. Il se reconnaît dans les tableaux d'autel de Giovanni Bellini à la manière de traiter le fond – par affleurements de nuances qu'aucun contour ne sépare – et de construire les figures – dessin fluide et ample, couleur diffuse. Il est à l'œuvre chez Sebastiano del Piombo, qui semble faire effort pour empêcher les personnages de ses scènes sacrées de s'évanouir dans la lumière, clarté pâle. Il prend possession des Giorgione, qui oient visages et corps dans un bain de vapeurs roses qui les rongent, effacent les aspérités, évident les volumes et ne laissent à la vue que le déconcertant aspect d'une apparence en train de s'effacer. Allégorie, pastorale ou portrait, n'importe.

De la Ronde de nuit de Rembrandt, Claudel écrivait qu'elle lui paraissait un arrangement « en train de se désagréger ». L'image vaudrait autant pour le Vénitien que pour le Hollandais, dont les œuvres fixent exacte-

ment l'instant précédant la disparition. Un moment plus tard, il n'y aurait plus qu'un halo, une ombre, un peu de ciel, espace indéfini, profondeur ouverte sur l'absence. Contre cette menace – à moins que ce ne soit contre cette tentation, – Giorgione se défend en drapant le volume des corps dans des tissus brillants, en grossissant les bras et les joues, en soufflant les corps, au sens où le verrier souffle la bulle de verre. Ses efforts ne trompent pas. A son cercle et à Titien, les historiens attribuent un *Christ et la femme adultère* également dit *Suzanne et Daniel* d'autant plus intrigant qu'il a été découpé. Les figures titubeot. Leurs gestes sont suspendus, leurs expressions déconcertantes. Un drame, cette scène? Ses acteurs y prennent à peine part. Un rectangle d'ombre est au centre, dans lequel le Christ s'enfonce à demi. Si la toile est véritablement de Titien, le symbole est parfait : Giorgione enseigne à son élève et rival le jeu troublant du plein et du vide. De ce jeu, Titien fait l'essentiel de son art.

PHILIPPE DAGEN

Lire la suite page 28

NANTERRE
AMANDIERS
ON NE
BADINE
PAS AVEC
L'AMOUR
Alfred de Musset
mise en scène Jean-Pierre Vincent
du 1er février au 9 avril
IL NE FAUT
JURER
DE RIEN
46 14 70 000

EXPOSITION

L'ÂGE D'OR DE LA PEINTURE VÉNITIENNE AU GRAND PALAIS

L'ÉNIGME DE TITIEN

«L'Amour sacré, l'Amour profane», l'un des chefs-d'œuvre de Titien, et l'une de ses toiles les plus mystérieuses, est absent du Grand Palais. En cours de restauration à l'heure actuelle, elle ne viendra à Paris - si elle y vient - que pour les derniers jours de l'exposition.



«La Flore» de Titien à la galerie des Offices de Florence.

Le 15 mai, espère-t-on, le tableau quittera les ateliers de restauration du palais Barberini pour venir à Paris rejoindre les autres toiles du Vénitien. Si les accords entre Michel Lacroix, directeur du Musée du Louvre, et Claudio Strinati, surintendant des biens artistiques de Rome, rendent possible ce petit miracle d'art, l'exposition en sera ravie. Pour la première fois, le public pourra admirer l'extraordinaire beauté du tableau restauré, qui a retrouvé, grâce à un nettoyage précis et attentif, la vivacité de ses couleurs originales. Mais l'émotion la plus grande sera celle des chercheurs qui pourront obtenir des informations nouvelles pour déchiffrer la véritable signification de l'œuvre, encore enveloppée de mystère.

Ce tableau constitue l'un des plus grands casse-tête de l'histoire de l'art. Des pages et des pages furent écrites à son sujet, foisonnant d'hypothèses et de théories dignes de foi. Il y a peu de données certaines : peint par Titien à Venise vers 1514, *L'Amour sacré, l'Amour profane* est arrivé à Rome selon toute probabilité en 1600, avec un ensemble de soixante et onze tableaux passés de la collection du cardinal Sfondra à celle de Scipion Borghese, neveu du pape Paul V. Si à Venise personne n'en fit jamais état, à Rome les inventaires du XVI^e siècle de la collection Borghese le mentionnent régulièrement, mais chaque fois avec un titre différent. En 1613 il s'appelle *Beauté déshonorée et beauté honorée*, en 1650 les *Trois Amours*, tandis que dans la dernière décennie du siècle il change de nom à trois reprises : d'abord *Amour profane* et *amour divin*, puis *Dame divine* et *profane*, enfin *Amour sacré* et *amour profane*.

Après s'être mis d'accord sur le titre, les historiens ont commencé de s'interroger sur le sujet. Le premier à suggérer une interprétation plausible est Hourticq, qui avance l'hypothèse d'un rapport avec la mythologie classique : la femme nue sur la droite serait la déesse Vénus, qui initia à l'amour la femme habillée, identifiée par les exégètes comme étant Violante, la belle maîtresse de Titien. Un cadeau d'amour du peintre à son amante ? Pas

exactement. L'hypothèse romantique se vit démentie par Mayer qui, en 1939, reconnut le blason visible sur le bord du sarcophage en premier plan : c'est celui de Nicolo Aurelio, le noble vénitien qui commanda l'œuvre à Titien. La même année, Panofsky s'y intéresse, qui l'interprète comme un dialogue platonique entre la Vénus céleste, nue et idéalisée, et la Vénus vulgaire, créature terrestre richement vêtue.

Après le milieu du siècle, la théorie de Panofsky est encore la plus couramment acceptée : il s'agit d'un tableau «moral» exécuté par Titien pour le mariage de Nicolo Aurelio et Laura Bagarotto, fille d'un riche juriste de Padoue, mariage célébré en 1514.

Les résultats de la restauration semblent confirmer cette interprétation. «Il est probable que le tableau fut conservé dans un environnement privé, explique Maria Grazia Bernardini, directrice des travaux «une chambre à coucher ou un petit studio. C'est pourquoi aucun document n'en parle jusqu'à son arrivée à Rome. Seul un petit nombre de personnes pouvaient le voir, il était tenu en grande considération, mis en valeur par un cadre extrêmement élaboré dont nous avons retrouvé la trace derrière la toile.»

Mais les surprises ne s'arrêtent pas là. La radiographie et les analyses radiographiques ont révélé divers repentirs, entre autres la présence d'un visage féminin entre le personnage vêtu et Cupidon. «Probablement Titien avait-il à l'esprit une composition bien précise, calibre même, au niveau chromatique, affirme M^{re} Bernardini, et il dut la corriger afin d'aboutir à un résultat final satisfaisant.» La restauration entreprise à la fin de 1991 a éliminé les décollements de la pellicule picturale. Après la dernière phase du nettoyage, qui commencera dans quelques jours, *L'Amour sacré, l'Amour profane* apparaîtra dans toute sa splendeur, comme le jour où il fut accroché par Nicolo Aurelio aux murs de son palais, précieux cadeau de nocces à son épouse.

LUDOVICO PRATESI

► Ludovico Pratesi est critique d'art à la Repubblica.

LA CHAIR ÉVANESCENTE

Suite de la page 27

Il le perfectionne, le complique, l'enrichit de détails et de variantes, l'applique à la mythologie et à la Bible, aux portraits aristocratiques et à l'autoportrait. Chaque figure oscille entre sa statue et son ombre. Il est comme de découper dans l'œuvre des périodes que des inflexions séparent. Il est plus juste néanmoins d'y voir, d'un seul tenant, un conte philosophique qui procède par fables et narrations, autant dire par incarnations successives - le conte du temps. Le Christ est une de ces figures, dont le peintre représente la *Mise au tombeau* avec quelque prédilection. Celle du Prado, plus puissante que celle du Louvre, oppose le rouge d'une robe et le bleu d'un voile à l'émiettement des lignes et des volumes. Nulle annonce, nulle espérance de résurrection, quoi que la religion enseigne. La peinture se fait, littéralement, décomposition, au sens le plus matériel du mot - corruption de la chair morte. Elle meurtrit la chair, qui blêmit et blêmit. Le ciel est en harmonie, alternativement noir, vert et brun rougeâtre.

A l'opposé, équilibrant la comédie humaine, se placent la *Flore* et la *Danaé* palmée, corps en gloire, idoles pour l'adoration du peintre. A l'opposé, vraiment ? Est-ce si simple ? La *Danaé* du Prado ne se réduit pas à un hymne au désir et à Éros. Un tableau de deux siècles postérieur, un tableau du reste inspiré de la *Venus d'Urbino*, l'*Olympia* de Manet, aide à le comprendre. A gauche, dans l'un comme dans l'autre, la femme nue sur son lit et son animal favori, chat ou chien. A droite, la servante, d'un autre âge. Manet lui met dans les mains le bouquet qu'un admirateur lui envoie en manière d'hommage intéressé. Titien lui donne un emploi plus compromettant encore : elle tend son tablier pour recueillir les pièces d'or que verse sur la belle son divin amant - rétribution encore, plus commune, plus visible. Équivoque usage de la mythologie.

Titien l'attire vers la scène de moeurs, provocatrice, ce qui ne saurait surprendre dans une ville illustre pour les charmes de ses courtisanes. Réciproquement, dans une autre Babylone, le Paris du Second Empire, Manet fardé de quelques allusions antiques le portrait glacé d'une demi-mondaine.

L'équivoque, pour finir, se résout dans la cruauté. Targuin menace Lucrèce de son poignard, scène de viol que Titien complique en y ajoutant un voyeur soulevant une tenture. Le satyre Marsyas périt écorché, nocturne aux ténèbres rayées de lucres, tableaux terribles striés de bleu aigre et de blanc. Titien ? Giorgione ?

Ce dernier est mort un demi-siècle auparavant et survit cependant. La tempête qu'il a fait se lever ne s'apaise pas ; des nuées s'accumulent sans cesse ; aucun vent, aucun soleil n'ont assez de force pour les dissiper. «Néogiorgionisme», disent les historiens. Avant d'avancer, plus simplement, que le «giorgionisme» - manière de glisser la métaphysique dans la peinture - ne s'interrompt pas en 1510. Il gronde, il roule, il gonfle - l'orage n'en finit pas. Il plonge dans

les ténèbres les visions de Bassano. Le Tintoret dessine ses éclairs et capte sa lumière humide. Il résonne même dans les sous-bois de Veronèse, à quelque effort que celui-ci s'applique pour ne rien concéder à la frayeur, au formidable vertige qui méduse le peintre face à son objet, un monde qui fuit. «Le contour me fuit», se lamentait Cézanne. Le mot pourrait être de Titien et du Tintoret, que l'ermite d'Aix admirait jusqu'à la vénération. Lui, comme eux, entendait dans la formule un peu plus qu'une considération de style. La peinture vénitienne est dans ce trouble, dont elle se nourrit.

Le sentira-t-on pour autant dans l'exposition parisienne ? Autant le dire tout net : il faudra au visiteur beaucoup d'attention et de concentration pour n'en rien perdre. Autant le dire encore : si riche soit-elle en chefs-d'œuvre, un nombre desquels ne manquent que les grands Titien de Madrid et l'*Amour sacré et l'Amour profane* de la galerie Borghèse (voir l'article de Ludovico Pratesi), l'exposition souffre des salles où elle est accrochée et de l'accrochage lui-même.

Pour les salles, c'est bien simple, et bien connu du reste : celles du Grand Palais sont impropres à la présentation de l'art ancien. Les plafonds exhibent leurs quadrillages noirs ; les murs sont tantôt trop hauts tantôt trop bas ; les tableaux souffrent de compression ou se perdent sur des cimaises disproportionnées. A-t-on cru les améliorer en bâtissant, une fois de plus, de pauvres cloisons en plâtre ? Oh ! ces cloisons, minces et courbes, simulacres de murs qui ne réussissent qu'à briser les perspectives et rogner les espaces ! On les a peintes - bleu canard, brun-orange-ocre ou, mieux encore, vert, d'un vert inférrable, un peu bleu, un peu gris, un peu olive, vert d'uniforme ou de gymnase, si vilain, si pauvre, que les tableaux qui enlèvent son voisinage sont comme glacés d'horreur.

Ces tableaux, pour nombre d'entre eux, ont été exposés à la Royal Academy il y a dix ans et au Palais des Doges il y a deux ans. Ils étaient admirables dans la lumière anglaise nacrée, sur fond d'architecture néoclassique - de vraie architecture s'entend. Ils étaient bouleversants à Venise, placés dans un faux désordre savant, entre deux mappemondes, dans un escalier, dans un couloir, un cabinet ou une salle d'armes. Au Grand Palais, ils s'étiolent. L'*Écorchement de Marsyas*, toile terrible, toile qui sent les feuilles mortes, la terre grasse, le sang et le sperme, perdu son éclat et son intensité. Navrante métamorphose.

L'ordre choisi pour disposer les toiles ne corrige pas cette déperdition, il l'aggrave. Deux principes de classement ont servi simultanément, l'ordre chronologique et l'iconographie. Résultat : non point un hymne à l'art, mais le développement sur quelques étages d'un manuel d'histoire de l'art en quadrichromie, chapitre après chapitre, typologie après typologie, morale prose incapable de suggérer la poésie immense de cet art. Que font les tableaux ? Les meilleurs se débattaient et se défilent. Les plus faibles, ceux des suiveurs et élèves qu'il a paru nécessaire d'inclure aussi, jusqu'à Susir et son affligante *Vénus*, restent collés à leur mur kaki, illustrations d'un catalogue grandeur nature.

Qu'on se rassure cependant. Ces mauvaises manières ne peuvent nuire à Giorgione, à Titien, au Tintoret. Chacune de leurs toiles creuse autour d'elle l'espace de silence qu'il lui faut pour rayonner à son aise. Une fois nublée la couleur des parois, une fois effacés les voisinages encombrants et inutiles, il reste les œuvres, les œuvres souveraines.

PHILIPPE DAGEN

* *Le Siècle de Titien*, Grand Palais, porte Champs-Élysées, square Jean-Perrin, 75008 Paris. Tél. : 44-13-17-17. Du 13 mars au 14 juin.

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale • Orchestre - P.M.E. : prix moyen des repas - J... R... ouvert jusqu'à 11 heures.

DINERS

RIVE DROITE

ARTOIS ISIDORE 42-25-01-10 • 45-63-51-30 J. 22 h 30. CUISINE TRADITIONNELLE : poissons, ragout de veau, omelette, fêta grec de viande, giblet au safran. MENU LE SOIR 179 F, avec FOIE GRAS. Carte 300 F. SALONS.

CHARLOT ROI DES COQUILLAGES T.11. 12, place Cléty, 9 • 48-74-49-64, jusqu'à 1 h. La grande maison des CRUSTACÉS et COQUILLAGES, avec tous les produits de la mer et la véritable bouillabaisse marseillaise. Poissons cuisinés sur mesure.

TY COZ 47-57-23-00 F/Dim. Lundi soir 35, rue Saint-Georges, 9 • 48-78-42-93/4-61 ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS. CRUSTACÉS. PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. Menu de la mer, le soir, 178 F TTC. Cèpes, Gallettes.

LA VILLA 47-57-23-00 F/Dim. 43, rue Baudin LEVALLOIS 92 L'Œuvre des GRANDS CHEFS, chefs dans les guides, présente : ses SUGGESTIONS DU MARCHÉ, ses viandes extra, ses poissons et sa carte des vins à des prix... plus que RAISONNABLES.

RIVE GAUCHE

NOS ANCIENS LES GUILONS 46-33-66-07 à 66-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 Climatise Unique au monde. Cadres fins 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. T.L.S. Dimanche midi et soir. Fumeurs et non fumeurs.

LE MASARAJAH 43-54-26-07 L'INDE SUCCEULENTE au 71, bd St-Germain, 9. M^{re} Manohar, T.L.S. de 12 h à 23 h 30, ven., sam., j. 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F. Salons : mariages, cocktails, réceptions.

L'ARBUCL 44-41-14-14 25, rue de Buci, 6 Unique ! Broches de poissons, de viandes, de desserts. Sélection, par le président des sommelières, de petits vins de pays... qui charment. DINERS JAZZ CLUB de 21 h à l'amb.

CÔTÉ SKINE 43-54-49-73 45, quai des Grands-Augustins, 6 Dix ans de succès avec sa formule sans surprise 172 F (apéritif, entrée, plat, dessert, vin, café compris). Tous les soirs jusqu'à 0 h 30. Dimanche midi et soir.

LE PROCOPÉ 43-26-99-20 T.L. 13, rue de l'Académie-Cordée, 6 Jusqu'à 1 h Le « café » rive gauche à la mode depuis des siècles. Cuisine bourgeoise et inventive. Merveilleux bœuf de coquillages. Choix de côtes-du-chêne. Vins de propriétaires.

LA BOULE D'OR 47-05-30-18 Dev/Dim. 13, boulevard de Latour-Maubourg, 7 Suprême gastronomie reconnue par le Michelin, qui répertorie une très belle cuisine. «Bonne affaire», de gens de lettres et du spectacle. Midi : plat, fromage ou dessert 140 F. Midi et soir, menu 195 F. Excellent vin.

RESTAURANT THOUMIEUX 47-45-49-15 79, rue Saint-Dominique, 7 Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. T.L.S. jusqu'à 23 h 30. Dîner service continu de 12 h à 23 h 30. Banquet de 10 à 110 personnes. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE

Le point de rencontre du quartier

HÔTES - POISSONS

Plais traditionnels

DÉCOR • bonbons de luxe au rez-de-chaussée

Ambiance club à l'étage

Appelés pour les repas d'élites

T.L. de 11 h 30 à 1 h 15 du matin

6, place de la Bastille, 42-42-90-32

PARKING SOUS L'OPÉRA

A lire...

En deux ouvrages qui paraissent simultanément chez deux éditeurs différents, David Rosand, professeur à Columbia University (New-York), prend rang parmi les spécialistes de l'art vénitien.

PEINDRE à Venise au XVI^e siècle répond exactement à son titre : Venise, son histoire, son économie, ses politiques, ses moeurs y tiennent autant de place que Titien, Veronèse et Tintoret, les trois héros de David Rosand. L'analyse stylistique et esthétique est subordonnée à l'étude des conditions de la peinture et de la situation sociale de l'artiste, qui n'est point exactement la même sur la lagune qu'à Florence ou à Rome.

Pour démontrer la validité de sa méthode, dont l'historicisme peut déconcerter le curieux habitué aux lectures françaises contemporaines, l'auteur a élu trois cas précis, le tableau d'autel chez Titien à travers l'exemple de l'*Assomption* de la Vierge de l'église des Frati, l'art sacré du Tintoret tel qu'il s'organise dans la *Présentation de la Vierge au Temple* à la Scuola della Carità - aujourd'hui l'Académie - et la théâtralité chez Veronèse. Il entend démontrer de la sorte que chaque œuvre, loin de développer librement un sentiment ou une idée, s'inscrit dans un système de contraintes et de règles qui ne tolèrent guère l'irrespect.

L'exercice ne va pas sans quelque esprit de système. Si savant, si clair, si convaincant que soit l'ouvrage - le plus souvent du moins - il ne se défend pas à tout coup contre le soupçon de rigidité. Il donnerait cependant de son auteur une idée imparfaite si sa lecture n'était complétée par celle de la *Trace de l'artiste*.

excellent essai sur la peinture de Titien et de Léonard. Triomphe de ce qui fait de temps en temps défaut à Peindre à Venise, une intelligence de la maîtrise picturale, de la touche, de la chimie chromatique et du dessin qui pénètre la peinture profondément.

De radiographie au spectrographe, elle s'élève peu à peu jusqu'à une compréhension plus générale, suivant le principe selon lequel «le coup de pinceau est la trace de la présence du peintre dans son œuvre». Rosand continue : «Indépendamment de son efficacité dans son rôle initial au service de l'illusion que l'image est censée produire, il perturbe forcément la peinture, compromet la transparence du plan du tableau, il nous invite à nous attarder en surface, à goûter le plaisir de l'art et, finalement, à reconnaître l'artiste. (...) Cette vérité n'avait pas échappé à Titien. Quand on lui demanda pourquoi il utilisait un pinceau aussi gros qu'un balai, il répondit, peut-être pas sans une certaine duplicité, qu'il voulait peindre autrement que Raphaël et Michel-Ange, car il ne pouvait se contenter d'être un simple épigone. Tout son style était dans son pinceau (...). On ne saurait mieux dire, ni rendre hommage plus précis à Titien qu'en affirmant ainsi l'absolue singularité de son art, tout irrigué de sens et de sensations.

Ph. D.

* *Peindre à Venise au XVI^e siècle*, Titien, Veronèse, Tintoret, de David Rosand, traduit de l'anglais (Etat-Uni) par Fabienne Pasquet et Daniel Anselme, Flammarion, 288 pages, 150 illustrations, 450 francs.

* *La Trace de l'artiste, Léonard et Titien*, de David Rosand, traduit de l'anglais (Etat-Uni) par Jeanne Bonnot, Gallimard, 148 pages, 160 francs.

MUSIQUE

MAHAGONNY CABARET 1930-1990 BRECHT-WEILL

REQUIEM POUR BERLIN

D'ABORD, il y a le son. Ce son cassant, électrique, des enregistrements réalisés en Allemagne dans les années 20 et que l'on retrouve sur les rééditions historiques de la firme Capriccio. On y entend Harald Paulsen co Mackie-le-Surineur, Lotte Lenya en Jenny-la-Prostituée-au-grand-cœur, dans des songs de l'Opéra de quat'sous tels qu'on les chantait à l'époque : timbres raides, droits, sans grâce, sans différences de too, la voix délivre avec rapidité une parole déshumanisée, rebondit sur chaque mot avec une sorte de précipitation excitée, jamais de tenue sur la dernière note. Le message est livré.

On y entend aussi, sur ces documents d'époque, les formations de cabaret, bands avec guitare et percussions jazz dont Berlin, alors, regorgeait : cuivres acides et leurs subites déflagrations rythmiques ; armadas de saxophones, raides comme des orphons militaires. Pas de perspectives, pas d'écho dans tout cela, comme si les instruments, les paroles et le chant passaient tout droit, dans un porte-voix. Il y a la même raideur, la même absence d'émotion, la même rapidité d'élocution dans les bandes d'actualité de l'époque préhitlérienne. Comme quoi, avec cette ironie morbide qui est bien la marque des Goldenjahre, de l'âge d'or de la République de Weimar, Kurt Weill a su traduire dans sa musique de scène l'atmosphère vibrationnaire d'une Allemagne convulsive, déboussolée, bientôt brisée.

Les années 1922 et 1923 avaient vu la ruine de l'économie nationale, on habitait à plusieurs dans des cabanes de jardinier, le salaire quotidien des acteurs (payés tous les jours, en raison de la dévaluation galopante) se comptait en billions de marks. Mais c'était l'époque où, simultanément, les cabarets étaient effervescents, on dansait au dans les bars de prostituées et d'homosexuels, on prenait rendez-vous par téléphone d'une table à l'autre, la soif de plaisirs était insatiable.

On entend enfin, sur les enregistrements historiques, les aigus un peu tremblés et quelque peu pervers de Lotte Lenya. Ils n'allaient jamais cessé d'évoquer la petite fille battue par son père, prostituée à douze ans dans les bas-fonds viennois. Même si l'ancienne fille perdue devenue une actrice reconnue, une éléante célèbre, n'avait jamais abandonné un fond de naïveté et de pureté. Il y a des Lotte Lenya plein les tableaux de Kirchner. « Une enfant qui chante à la porte d'une taverne », disait-on d'elle. Elle était devenue M^{me} Kurt Weill avant même la première, en 1928, de l'Opéra de quat'sous.

Le théâtre a découvert l'émotionnelle Lenya dans la grosse histoire qui fut le succès de Donald O'Connor, l'historien de Hitchcock (1) : c'était une comédie croquée aux inévitables partenaires, hommes et

Musicien de Bertolt Brecht, Kurt Weill est resté « le compositeur de la République de Weimar », un non-conformiste à la pointe des aspirations démocratiques et des grands bouleversements esthétiques du Berlin des années 20. Avec d'autres, Weill vit s'écrouler ces espoirs et dut fuir le nazisme. A la faveur des interrogations actuelles sur l'Allemagne d'avant la honte, on redécouvre ce champion de la musique « utilitaire », on le réenregistre dans un nouvel esprit. Un choix de ses écrits théoriques vient de paraître en français. La Péniche Opéra confronte ce mois-ci les songs du « Petit Mahagonny » aux chansons de cabaret qu'ont écrites, à leurs moments libres, les compositeurs savants d'alors et d'aujourd'hui.

souhaitait Brecht, que le spectateur se sentît simultanément au-dedans et au-dehors de l'action. C'est à l'inverse, le pathos, le lyrisme, les expressions stéréotypées des voix modernes, surtout celles passées par le grand opéra, qui rendent ces mêmes œuvres à peu près inaudibles dans leurs interprétations récentes - et encore plus, évidemment, dans leur interprétation en français. Le moule est cassé : l'expression n'a jamais été aussi appropriée.

Kurt Weill nous en explique la raison dans les nombreuses professions de foi sur sa conception de l'opéra qui émaillent le choix de ses écrits, intitulé *De Berlin à Broadway*, aujourd'hui édité en français. Syncope, rythmée à coups de serpe, asséchée par la prédominance des cuivres et par l'absence de cordes, sa musique des années 20 et 30 devrait, écrit-il, jouer le rôle d'une sorte de corset, d'épreuve de vérité pour les interprètes. « Tout spectateur de théâtre attentif, lit-on dans l'article concernant « le caractère gestuel de la musique », sait avec quelle maladresse et avec combien de mouvements mensongers les actions humaines les plus simples et les plus naturelles sont souvent représentées sur scène. La musique a la possibilité d'établir le ton de base et le geste fondamental de manière si étendue que l'erreur d'interprétation sera au moins impossible, ce qui élargira d'autant les possibilités d'expression personnelle de l'acteur. »

« Evidemment, poursuit Weill, la musique gestuelle n'est en aucun cas liée au texte » - entendre qu'elle n'a pas pour but d'illustrer le sens psychologique du livret. Mais elle en est l'écho morphologique, « la fixation rythmique » de la langue, la notation écrite des syllabes courtes, des syllabes longues, des accents (et Weill nous raconte que Brecht avait consigné sur le papier rayé une « notation du rythme parlé » du célèbre *Alabama Song*, notation que le musicien s'était ensuite employé à déployer et à transformer en mélodie véritable). Brecht et Weill avaient ainsi inventé ce

moderne moyen de synchronisation image et son ?). Oui, la façon de penser la musique de Kurt Weill fut éminemment moderne (d'une modernité antérieure, bien sûr, à notre postmodernité). Respect de tous les publics.

Espoir de mettre à bas les hiérarchies de genre, les barrières culturelles. Il n'y a pas de son métier, pourvu qu'on le fasse bien. On ne connaît malheureusement qu'une petite, qu'une ridicule partie de l'œuvre si diverse du musicien. Accablés par les mille et une versions de *Mahagonny* et de l'Opéra de quat'sous, submergés par les millions d'adaptations jazz, rock, variété de la *Ballade de Mackie*, on aurait une tendance coupable à limiter sa production à ces deux chefs-d'œuvre du singspiel, à un produit dérivé de la *Gebrauchsmusik* de Hindemith (*le Concerto pour violon et orchestre à vent*, souvent enregistré) et à ce que l'on croit deviner d'emprunts à Gershwin et à *Porgy and Bess* dans les innombrables comédies musicales de sa période américaine (*Street Scene*, récemment enregistré, n'est pas très engageant sur ce point).

Weill, musicien de musique légère ? C'est la réputation que lui firent, lors de son passage à Paris, sur la route des Etats-Unis, ses honorables confrères français, Darius Milhaud excepté. « Vive Hitler ! » criaient quelques spectateurs, dont Florent Schmitt, au cours du concert où furent exécutées *Salle Pleyel*, en novembre 1933, plusieurs mélodies du *Silbersee*. « Bien que l'on puisse malheureusement s'y tromper, lit-on alors dans l'Action française, M. Schmitt demande avant tout aux Parisiens combien de temps ils supporteront sans murmurer le monopole d'Israël sur notre vie musicale. » Weill préparait déjà la *Voie de l'espérance*, vaste fresque biblique sur un texte de Franz Werfel (l'un des maris d'Alma Mahler), qu'allait mettre en scène Max Reinhardt aux Etats-Unis.

On sait peu de chose de Kurt Weill. Mais on sait désormais qu'il a au moins signé une œuvre magistrale.

Deux destins, deux talents, indissolublement liés de Berlin à Broadway : Lotte Lenya (à gauche), créatrice de « l'Opéra de quat'sous », et de « Mahagonny » ; Kurt Weill (à droite), son mari à la ville, compositeur emblématique de la République de Weimar.

Discographie

LES DOCUMENTS

L'Opéra de quat'sous - Songs. Enregistrements de 1928 à 1931. Avec les voix de Harald Paulsen, Lotte Lenya, Lys Gauty, Odette Florelle, Marianne Oswald : 1 CD Capriccio 10 346. Distribué par Adda.

O Moon of Alabama - Songs. Enregistrements de 1928 à 1944. Avec, notamment, Lotte Lenya accompagnée par Kurt Weill au piano dans les années 1943-1944 : 1 CD Capriccio 10 347.

LE « WEILL REVIVAL »

Suite symphonique de l'Opéra de quat'sous - Ouverture op. 9 - Concerto pour violon et instruments à vent. Orchestre de Westphalie, l'Ensemble de vents Detmold, Susanne Leutenbacher, violon, Siegfried Landau (direction) : 1 coffret de 2 CD Vox Box. Distribué par Prova Records.

L'Opéra de quat'sous, intégrale en allemand. René Kollo, Mario Adorf, Helga Dernesch, Ute Lemper, Milva, Wolfgang Reichmann, Suzanna Trentner, Rolf Boyen, le Chœur et l'Orchestre de chambre de la Radio de Berlin, John Mauceri (direction) : 1 CD Decca 430 076-2.

Street Scene, an American Opera. Josephina Barstow, Samuel Ramey, Angelina Réaux, Jerry Hadley, Orchestre et Chœur écossais, John Mauceri (direction) : 1 coffret de 2 CD Decca 433 371-2.

Stratas Sings Weill. Teresa Stratas, Y Chamber Symphony, Gerard Schwarz (direction) : 1 CD Nonesuch WE 810. Distribué par Warner.

L'INDISPENSABLE

Vom Tod im Wald - Concerto pour violon et instruments à vent - Das Berliner Requiem. Alexandre Laiter (ténor), Peter Kooy (basse), Elisabeth Glab (violon), Chœur de la Chapelle royale, Ensemble Musique oblique, Philippe Herreweghe (direction) : 1 CD Harmonia Mundi HMC 901 422.

A. Ry



femmes. Kurt fit sa connaissance dans une barque, la prit, dit-on, pendant la traversée, et lui proposa le mariage à l'arrivée. La belette aux yeux immenses - la chanteuse était toute petite - o'oubliait jamais qu'un jeune musicien sérieux, qu'on jure fils de bourgeois aisés, élève de Busoni, collègue de Hindemith, professeur de Claudio Arrau, auteur d'un vrai *Quatuor*, d'un *Concerto pour violon*, qu'un compositeur admiré et dirigé par Fritz Busch l'avait, ce jour-là, sorti définitivement du lac... ou plutôt du ruisseau. Lenya fut la créatrice des deux versions de *Mahagonny*, subit avec Weill et Brecht la colère du public de Leipzig pour la première, encourut des persécutions nazies interrompues pour la seconde, suivit son musicien aux Etats-Unis - elle sortait à peine des bras de Max Ernst - et le vit mourir à ses côtés le 3 avril 1950. Elle commenta vingt-quatre années de mariage tourmenté à sa manière laconique après que le cœur de son époux eut lâché : « Lorsqu'il est mort, je l'ai regardé et je me suis demandé si je l'avais jamais vraiment connu. » Surtout, comme le dit Maria Piscator, femme du célèbre metteur en scène, « elle avait continué de chanter les chansons tristes avec une incroyable gaieté, et les chansons gaies avec une grande tristesse ».

C'est évidemment ce parfum de rues sans joie, cette noirceur ironique qui marquent d'un charme venimeux, iodé, les interprétations d'époque des œuvres de Kurt Weill : les chanteurs étaient alors des acteurs, des amateurs, par goût des mélanges esthétiques, par principe démocratique. Weill avait toujours interdit à Lenya qu'elle apprit le solfège. Il fallait, comme le

que l'on devait appeler bien plus tard le théâtre musical. Cette forme d'opéra moderne s'est toujours détournée, comme on sait, des chanteurs institutionnels (pensons à Luciano Berio avec Cathy Berberian, avec Milva). Tributaire de l'air du temps, il s'est toujours avoué périssable, difficilement reconstituable. Kurt Weill y ajoutait sans honte la notion de *Zeitoper*, d'opéra d'actualité. Il voyait ce genre utilitaire non comme un patchwork d'accessoires et de tics à la mode (des trains, des téléphones, un poste de radio sur fond de jazz, comme dans *Johnny spielt auf*, de Krenek). Il le voulait « miroir grossissant de l'époque ». Comme *Oedipus Rex*, de Stravinsky (livret en latin !). Comme la *Ruée vers l'or*, de Chaplin...

L'histoire se répète toujours. Les interrogations de Kurt Weill sur l'« art pour tous », sur la pédagogie des masses par une radio inventive, sur la dignité des musiques fonctionnelles (musique de cinéma en particulier), sur l'abolition des frontières entre « musique de consommation » et « musique sérieuse » annoncent très précisément les réflexions des musiciens européens des années 50-60. Mêmes espérances folles dans les progrès de la technique appliqués à la musique. Même ouverture de pensée au profit de tout ce qui est ouf, provocant, inclassable. Même confiance dans le travail d'équipe, la création de groupe, le spectacle pour enfants, la pluridisciplinarité. Même capacité de s'enthousiasmer pour la dernière invention en date (Weill mit, un temps, tous les espoirs du cinéma parlant dans le procédé du Tri-Egon, inventé en 1922 par trois ingénieurs allemands, qui permettait de « mettre en coexistence » des images sonores - ancêtre de nos

que. C'est le *Requiem berlinois* pour ténor, baryton, chœur d'hommes et instruments à vent, précédé de la *Mort dans la forêt* pour voix de basse et même formation, que Philippe Herreweghe vient de ressusciter magnifiquement avec quelques-uns de ses musiciens habituels. Bach est explicitement cité dans le *Requiem*. Mais le thème de la Passion du Christ (remplacé par le Soldat inconnu) est inversé en passion laïque. L'homme est un loup pour l'homme, Dieu a déserté le ciel, il n'y a plus ni pardon ni rédemption, clament choristes et récitant avec un lyrisme incandescent. Le texte est d'un Brecht amer mais compatissant.

C'est que Weill n'avait jamais vraiment adhéré au cynisme brechtien ni d'ailleurs à la lutte prolétarienne. Il abandonnera à Hanns Eisler le rôle de musicien officiel du théâtre marxiste. Kurt, témoin Lotte Lenya, « ne s'était jamais voulu le Karl Marx de la musique ». On ne trouvera donc pas de ligne politique bien nette dans les écrits de cet homme adaptable et, au bout du compte, assez content de la vie.

ANNE REY

(1) Editions Belfond, 1990, 309 pages, 125 F.

* *Mahagonny Cabaret 1930-1990 Brecht-Weill*, travail d'atelier réalisé autour de Mireille Laroche, du 11 mars au 10 avril, les jeudi, samedi et dimanche, à la Péniche Opéra, face au 200, quai de Jemmapes, 75011 Paris. Métré Jaurès. Tél. : 43-49-08-15. Places : 80 F, 100 F et 120 F.

* *Kurt Weill, de Berlin à Broadway*, textes traduits et présentés par Pascal Huynh, éditions Plume, 352 pages, 165 F.

COLLECTIONS

AVANT LES DÉFILÉS DU PRÊT-A-PORTER AUTOMNE-HIVER

APRÈS quelques hésitations sur les dates, les défilés officiels du prêt-à-porter des créateurs et couturiers ont lieu du 12 au 19 mars, principalement sous chapiteaux à la cour Carrée du Louvre. Une semaine de folie, de rêve, de beauté, en dépit des remous et tempêtes qui bouleversent le monde du luxe en général, de la mode en particulier. La mode, par définition, concentre les courants d'idées, les mouvements de société, et s'en nourrit. Elle exprime les désirs inexprimés, leur donne forme, elle vit avec violence la confusion du « nouvel ordre mondial », les mutations technologiques. L'évaluation – pour ne pas dire la crise – de l'économie. Elle porte les signes du temps, les exagère, les annonce.

Elle a pressenti la crise – et l'a subie – avant que la guerre du Golfe ne la fasse publiquement reconnaître. « La guerre a été mise en ovant, mais c'est un alibi. Les habitudes de consommation avaient déjà commencé à changer » entend-on de toute part. Le luxe – le rêve – est touché, mais d'une autre façon que la réalité, c'est-à-dire comment on s'habille, ce dont nous allons parler ici.

En 1968, le bon ton voulait que l'on conteste la société de consommation, les jeunes se révoltaient contre le « système » marchand. Aujourd'hui, le chômage les exclut du système. Par nécessité, la furie de surconsommation est délaissée, y compris dans la mode qui pourtant vit sur le changement perpétuel. « Consommer, oui, mais pas n'importe quoi, n'importe comment », voilà le slogan des années 90. « Et c'est pourquoi la crise, on est enfin en train d'en sortir », prétend Jean Tuitou, fondateur d'APC, une marque qui monte. Le paradoxe n'est pas si absurde : en ces temps d'anxiété, la mode envoie la frime aux oubliettes, elle cherche à remplir les placards de pièces sinon éternelles, du moins répondant à un besoin de stabilité.

La mode, un terme vague, d'autant plus que, depuis les années 60, elle s'est démocratisée (banalisée ?). Elle fait en tout cas partie du quotidien. On apprend dès l'enfance à choisir ses vêtements et, consciemment ou non, ça continue. L'accès à la mode est un dû, tout comme l'accès à la culture. Évidemment, personne n'a encore songé à subventionner le goût du vêtement. Qui donc aidera les jeunes stylistes à se faire connaître et assurer la relève ? Le prêt-à-porter des créateurs se situant à un niveau difficilement accessible, leur travail est déséquilibré par le marasme psychologique autant que financier des yuppies de tous pays, leur clientèle, disparus en même temps que « l'image d'extrême bonheur, d'insolente richesse ».

Parallèlement, les médias accordent une importance inhabituelle aux marques de grande diffusion et de petits prix : les « petits prix » font chic. Quelques-unes de ces marques organisent depuis toujours des défilés, éditent des catalogues, diffusent des photos dans des magazines populaires. Aujourd'hui, on les donne en exemple et, pour la première fois, c'est sur un défilé que l'ail, symbole du vêtement à la pelle et très bon marché, fait sa publicité, après avoir préparé le terrain en demandant des modèles de tee-shirts et de débardeurs aux artistes les plus élitistes, dont Alaïa. Mais le chic du « petit prix » est encore une forme de frime. Le chic, c'est la qualité d'un tissu, le raffinement d'une coupe, et c'est onéreux.

« Au long des années 80, entre le haut et le bas de gamme, on a laissé un espace qui est allé s'élargissant », dit Li Edelkott, directrice du bureau de style Trend Union. A présent, on va s'engouffrer là. D'ailleurs, la place à prendre entre couture et confection, au départ, l'a été par le prêt-à-porter. Peu à peu, il est allé vers le luxe, avec quand même des lignes bis pour vendre. La démarche actuelle est intéressante parce qu'elle répand les envies du « beau » et pousse à l'amélioration des produits. Dieu merci, on en trouve à bon marché d'agréables et de bonne même de très bonne qualité. »



LA MODE EN ÉTAT DE CRISE

Au moment où commencent les défilés du prêt-à-porter automne-hiver 1993, la question n'est plus tant « comment va-t-on s'habiller ? », que « y a-t-il encore un client dans la ville ? ». Au-delà du luxe, fait pour le rêve, la mode révisé ses stratégies.

chiffre d'affaire augmente régulièrement. C'est une question de structure. La mienne est souple, mes échéances de fin de mois ne sont pas énormes, ma société est à géométrie variable. Je travaille avec des représentants, toujours les mêmes, qui connaissent leurs clients, ne vendent pas à n'importe qui. Trop de gens prennent et ne paient pas, des femmes qui n'y connaissent rien et se font offrir par leur mari une boutique, en faillite après deux mois. »

La souplesse, les grandes boîtes bien installées la recherchent elles aussi. Aujourd'hui, la marque la plus solide ne peut plus demander aux boutiques de se risquer aveuglément sur une saison complète. « Il nous faut d'abord rassurer, offrir une liberté d'achat sur un produit béton. La perfection est exigée, depuis le style jusqu'à l'acheminement en passant par la fabrication », explique Annie Lemellier, directrice de la publicité chez Georges Rech. Nous avons trois marques à trois niveaux de prix, et c'est celle du milieu, Synonyme, qui marche le mieux mais, en même temps, elle existe en fonction des deux autres. L'incertitude générale nous pousse vers une stratégie à court terme, au coup par coup. Les clients « captifs » se font rares. A cause de la loi Sapin, la grande inconnue est la publicité presse. Nous développons le contrôle des ventes par l'informatique, nous maintenons la publi-

lui font pas peur, mais sans gâchis. Aucun modèle passant sur le podium n'est là uniquement pour le clin d'œil, l'image.

Transformer l'image de la mode, changer les mentalités. Finis l'extravagance, le jeu, la fantaisie. Après la vogue de « l'authentique », le maître mot est : « écologie ». C'est-à-dire, quoi ?

Isabel Marant : « Une envie de naturel, d'artisanal. Des vêtements pour une femme active, qui peuvent aller en machine à laver, n'ont pas besoin du pressing à la moindre tache. »

Jérôme Lhuillier : « Des vêtements pour se sentir bien dans sa peau. Des mélanges. La fille part de chez elle en courant, endosse ce qui lui tombe sous la main, et ça va ensemble. »

« L'explosion du naturel », selon Danièle Dediesbach qui dirige avec son mari l'agence Promostyle. Affaire d'image : on utilise des photos d'amateurs dans les catalogues. Souci d'économie : l'écran, par exemple, est ce qu'il y a de moins cher. Pendant longtemps, la mode a fonctionné en circuit fermé. Aujourd'hui, les influences sont disséminées, viennent du sport, du skate-board, du hip hop, d'un trottoir de Los Angeles, d'un groupe rock, des vêtements industriels encore empestés, que l'on porte trois tailles au-dessus. Les créateurs s'inspirent et embellissent, ce sont les poètes

Dali :
Dessin de mode
pour « Vogue »,
1948.



de la vie quotidienne. Ils ciblent des groupes, des tribus qui se reconnaissent à une façon de vivre et cherchent un code vestimentaire. L'appel à la mode hippy qui tente les quinze-vingt ans est le symptôme d'une réaction contre des manières d'être dans lesquelles ils ne se retrouvent pas. La création va évoluer en fonction de ces gens. Finalement, on en revient au concept de la midinette ingénieuse, qui pique à droite et à gauche de quoi se faire un look. On mélange le neuf et le vieux, et quand on a les moyens, Montana et Monoprix, par exemple. »

« On se fait plaisir avec du « petit luxe », du classique accessoirisé. On se fait son style hippy avec une jupe longue et un corsage de dentelle. On fait les coordonnées, on va vers le rationnel, dit Li Edelkott. Des formes simples, des matières neuves. On invente de nouveaux fils, de nouveaux traitements des tissus pour qu'ils ne se froissent pas, des mélanges intimes entre fibres naturelles et synthétiques. La révolution technologique avait été amorcée avec le Nylon. Avec la conquête du cosmos, elle arrive à maturité. »

Explosion du naturel grâce aux fibres artificielles. Dans ce domaine, Jean Tuitou est moins optimiste : « De façon un peu trop prétentieuse, la mode s'est autoprotégée « activité d'avant-garde ». Les soi-disant révolutions technologiques me font sourire : la microfibre, faussement sympa, du fluide qui ne tient pas. Le stretch, qui nous a enseigné la flemme : même si on ne sait pas couper, on arrive à une forme imitant le savoir-faire d'un couturier après quarante ans d'expérience. La coupe est essentielle, elle donne le ton, même avec une matière banale, une gabardine de laine comme on est encore capable d'en fabriquer. »

Les golden boys ont quitté les dorures, les trains de vie affolés, se replient sur l'appellation « classe moyenne », avec ses valeurs bourgeoises. On ne montre plus sa fortune, et quand on porte des vêtements prestigieux, on ne veut pas que ça se voie, que ça se sache, on élimine étiquettes et logos. Après avoir fait fortune dans les pétroles sur trois coups de téléphone, on se décuple en avançant que l'on craint le chômage. On prend le métro, on traverse l'Atlantique en classe économique à tarifs spéciaux.

Mais on n'est pas encore au bas de laine pour cacher ses louis d'or. Finalement, la mode ne devance pas les mouvements de société, elle s'y adapte avant même de s'en être rendu compte. C'est sa force.

COLETTE GODARD

DEMART PRO ARTE B.V. ADAP PARIS 1993

مكتبة الفن



Bibliographies

La Belle, la Bête, et leurs pages

Ce n'est pas exactement une révélation, bien sûr, mais ce monument éditorial au film de Jean Cocteau ravive avec force l'ancien enchantement. La splendeur des photos, pour l'essentiel extraites de la pellicule, et bénéficiant donc des éclairages d'Henri Alekan en état de grâce, suffirait à faire le prix (d'été) de cet ouvrage — et à se laisser aller à méditer de l'imagerie disneyenne de sa récente imitation en dessin animé, mais à quel bon ?

Le livre est de surcroît fort complet, et bien conçu. Des cahiers séparés reproduisent la brochure qui accompagnait le film en 1946, le conte original de Mme Lapin de Beaumont, quelques souvenirs de tournage de Jean Marais et de Milla Parély, qui jouait l'une des deux sœurs de Josselin Day, et des photos de l'équipe. Au centre, le découpage complet (indications techniques et dialogues) est accompagné scène par scène des commentaires de Cocteau et d'Alekan, fournissant un témoignage de première main, ni artisanal ni artistique, sur la réalisation du film.

Les concepteurs du livre ont eu raison de ne pas se mêler au raz-de-

marée éditorial de la période des fêtes. Un ouvrage comme celui-ci est un cadeau en toutes saisons.

* *La Belle et la Bête*. Texte établi et annoté par Robert Hammond. Éditions du Collectionneur. 292 pages. 580 F.

Toutes les premières fois

François Truffaut a dit la grâce unique que représentaient à ses yeux les premières fois. Il fut aussi grand thuriféraire de la cinéphilie, chantre de l'enfance, et organisateur à l'écran de la rencontre entre films et gamins, sensible plus que tout autre à ce que les uns apportent aux autres, et réciproquement. Truffaut avait aimé l'étrange entreprise menée par l'Institut de l'image d'Ab-en-Provence, entreprise ludique, littéraire et diletante plutôt qu'analytique ou descriptive.

Le livre s'ouvre sur les textes de six écrivains (« de cinéma » ou pas), conviés à évoquer leurs premières amours cinématographiques. Il s'achève avec une compilation de souvenirs publiés par Sartre ou Bergman, Nathalie Sarraute, Luis Buñuel ou Martin Scorsese, sans oublier un compte-rendu hilarant de Jean Renoir sur sa découverte terrifiante

des images animées (à deux ans !). Le corps de l'ouvrage est constitué par les réponses de cent trente-six personnes, célèbres ou pas, attentives ou incongrues, à un questionnaire sur leur premier film, leurs émotions enfantines de spectateurs, les rituels, les désirs, les interdits liés au grand écran — et, en passant, au petit — et les films à conseiller aux enfants d'aujourd'hui. Cela fait une balade rétrospective sur l'air de *cje m'souviens*, un jeu d'échecs où les titres, les noms et les images se répondent en d'inattendus rapprochements, une sorte de jardin extraordinaire peuplé de souvenirs, où chaque lecteur bûchera ses propres reminiscences, revivra par celles des intervenants. Quelques titres, quelques noms reviennent ainsi avec insistance : *Le Nuit du chasseur*, et *Les Contrabandiers de Moonfleet*, à jamais inscrits au panthéon des cinéphilas, John Ford, semble-t-il grand initiateur de plusieurs générations, et Abbas Kiarostami (*Où est la maison de mon ami ?*), notamment, celui par lequel beaucoup souhaiteraient faire découvrir le beau cinéma aux générations montantes, quand ils ne préfèrent pas *Edward aux mains d'argent*.

* *Cet enfant de cinéma*, ouvrage collectif sous la direction de d'Alain Bergala et Nathalie Bourgeois. Institut de l'image. 244 pages. 150 F.

THEATRE

Spectacles nouveaux

La Fiancée du matin

de Hugo Claus.

mise en scène

de Bernard Hebermeyer.

avec Maurice Garrel, Frédérique

Melinger, Caroline Appéré, Bruno

Potzulo et Agnès Debard.

Une occasion de connaître Hugo Claus,

le plus grand auteur dramatique flamand

actuel.

Maison des cultures du monde, 101, bd

Raspail, 6. A partir du 10 mars. Du mardi

au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche

à 17 heures. Tél. : 45-44-72-30. 80 F et

100 F.

L'Homme qui

de Peter Brook.

d'après Olivier Sacks.

avec Maurice Benichou, David Benoit,

Stéphane Karyot, Yossi Ode et Mahmoud

Tahar-Zadeh.

Dans son livre, *L'Homme qui prenait sa*

femme pour un chapeau, le neurologue

Olivier Sacks raconte et analyse des anomalies

de comportements. A partir de

quelques cas, il explore les mécanismes

du cerveau.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la

Capelle, 10. A partir du 10 mars. Du mardi

au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à

16 heures. Tél. : 46-07-54-60. De 110 F

à 80 F.

John Gabriel Borkman

de Henrik Ibsen.

mise en scène

de Luc Bondy.

avec Michel Piccoli, Bulle Ogier, Nade

Strancar, Roland Amstutz, Bernard

Maiselle, Catherine Frot et Christine

Vaulieu.

Les derniers jours d'un visionnaire

décliné, entre sa femme et la seule femme

qu'il a aimée. Une distribution excep-

tionnelle dans une mise en scène cruelle

et bouleversante.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place

Paul-Claudel, 6. A partir du 12 mars. Du

mardi au samedi à 20 h 30. Matinée

dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-

30-36. De 150 F à 30 F.

Les Nonnes

d'Edward Marston.

mise en scène

de Marie Lino.

avec Jean-Hervé Appré, Patricia

Perrault, Julien Borge et Marie Lino.

A Halli, les affres de la révolution et de

la liberté transforment trois nonnes en

gangsters. Sous prétexte de l'aider à fuir,

elles piègent une belle jeune fille. La

pièce a quelquefois servi de base pour le

théâtre de la cruauté.

Amendiers de Paris, 110, rue des

Amendiers, 20. A partir du 10 mars. Du mardi

au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche

à 15 h 30. Tél. : 43-66-42-17. 70 F et

30 F.

Phédre

d'après Jean Racine.

mise en scène

de Claude Degliame,

avec Claude Degliame.

C'est l'histoire que l'on connaît et c'est

autre chose. La tragédie, c'est toujours

une reine qui a des malheurs.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. A

partir du 16 mars. Du mardi au samedi à

19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30.

Tél. : 43-47-42-14. De 55 F à 100 F.

Le Pays des sourds

de Nicolas Philibert.

France 1 (1 h 39).

Documentaire éloigné de tout voyeurisme et de toute forme de sensiblerie, cette fenêtre sur le monde du silence autorise le récit quand besoin s'en fait sentir, et laisse passer l'émotion sans jamais vouloir la commander.

14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Les

Trois Batz, 8 (45-61-10-60) ; Rame-

lagh, handicapés, 16 (42-88-64-44).

Qiu Ju, une femme chinoise

de Zhang Yimou.

avec Gong Li, Li Li Sheng, Ge Zhi Jun,

Lu Pei Qi, Yang Liu Chun.

Chinois (1 h 40).

De la quête obstinée d'une jeune paysanne pour la reconnaissance de son bon droit, Zhang fait le fil rouge d'une fable ironique et subtile, occasion de découvrir une Chine à ras de terre, simple et inconsciente, et non prétexte pour passer un moment avec la toujours aussi belle Gong Li.

VO : Cité Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).

Samba Traoré

d'Idrissa Oudraogo.

avec Bakary Sangaré, Marion Kaba, Abdoulaye Komboudi, Franck Tassembou, Moumouni Compaoré, Kiri Cassimir Traoré.

Franco-suisse-burkinabé (1 h 25).

Ce n'est pas un mauvais jeu de mots, mais une excellente surprise : l'un des meilleurs cinéastes d'Afrique réalise son premier film noir, et réussit à mêler avec harmonie et tous les codes du genre élaborés à Hollywood et les ambiances d'un village de brousse.

VO : Cité Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Les Trois Batz, 8 (45-61-10-60) ; 14 Juillet Raspail, 11 (43-57-90-81) ; Girondins Montparnasse, 15 (36-65-70-38).

La Sévillane

de Jean-Philippe Toussaint librement

adapté de son roman « l'Appareil photo ».

avec Mireille Perlier, Jean Yanne, Jean-

Claude Adelin, Tom Novembre,

Alexandre von Sivers.

Franco-belge (1 h 30).

Au fil d'un récit sans événement notable qui omet sans cesse de rappeler celui de Buster Keaton, on assiste (mais qui peut l'affirmer ?) à la naissance d'un amour sans émotion. Et peu à peu se construit un monde de mélancolie, hors du temps.

Europe Panthéon les-Ruffet Panthéon, handicapés, 5 (43-54-15-04).

Ta Dona

d'Adama Drabo.

avec Fily Traoré, Mamadou Fomba,

Bakoumoussa Keita, Bakoumoussa Keita,

Franco-mali (1 h 40).

Mélant les mythes traditionnels et le pamphlet politique contemporain, le film d'Adama Drabo est un récit embelli et lumineux qui consume dans un même incendie les clichés du film africain et les poncifs du scénario international.

VO : Utopia, 5 (43-26-84-66).

Les Visiteurs

de Jean-Marie Poiré.

avec Christian Clavier, Jean Reno, Valérie

Lamarger, Christian Boute, Marie-Anne

Chazel, Isabelle Nanty.

Français (1 h 45).

Et voilà que sans crier gare — ou à peine — ces Visiteurs sont en passe de rééditer le coup de *Père Noël* est une ordure.

C'est-à-dire de faire d'une pierre deux coups : être un succès populaire et devenir peu à peu un film culte dont les répliques saillantes ponctuent de nombreuses conversations. O.K. ?

Gaumont Les Halles, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-84-93) ; 36-65-70-23) ; Bretagne,

dolby, 6 (36-65-70-37) ; Gaumont Ha-

uteau, 12 (43-43-73-38) ; U. G. C. Odéon,

dolby, 6 (42-25-10-30) ; 36-65-70-23) ; Gaumont Ambassade, 14 (43-53-19-08) ; 36-65-70-23) ; Publicis

Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les

Halles, 12 (43-43-73-38) ; Gaumont Als-

ace, 14 (36-65-70-37) ; Montparnasse,

dolby, 14 (36-65-70-37) ; 14 Juillet

Baugrande, 15 (43-75-73-79) ; Gaumont

Coverly, 15 (43-75-73-79) ; Gaumont

Alsace, 14 (36-65-70-37) ; U. G. C. Mallet,

dolby, 17 (40-68-00-16) ; 36-65-70-23) ; Publicis

Clichy, 18 (36-65-70-23) ; La Gaieté,

dolby, 29 (43-38-10-36) ; 36-65-70-23).

Festivals

Cinéma du réel

Principale manifestation consacrée au

documentaire, le Cinéma du réel, Festival

international de films ethnographiques

et sociologiques, se tient au Centre

Georges-Pompidou, pour sa quinzième

édition. Il propose une sélection interna-

tionnelle et compétitive de trente-deux

films, un panorama de la production

française récente et un parcours subjec-

tif, intitulé « Loin d'Hollywood », du

documentaire américain de 1920 à nos

jours, le tout enrichi de débats. Le docu-

mentaire est en ce moment à l'honneur,

puisque, outre *l'Œil de Vichy*, *Une brève*

histoire du temps et *Le Pays des sourds*,

se poursuit la manifestation Documentaire

sur grand écran qui présente cette

sensuelle, en leur présence, des films de

Van Der Keuken, de Pélican, et de

Claire Denis à propos de Jacques

Rivetti.

Cinéma du réel, du 12 au 21 mars. Tél. :

44-79-44-21. Documentaire sur grand

écran. Jusqu'au 21 mars, à l'Utopia,

8, rue Champollion (5). Tél. : 43-28-

84-65 ; et à l'Étrépat, 7-9, rue France-

de-Pressens (14). Tél. : 45-43-41-63.

L'Arménie à Marseille

Né du génocide et de la diaspora qui

voulait en témoigner, le cinéma en

Arménie proprement dite n'apparaît

qu'avec l'arrivée du pouvoir soviétique

et la nationalisation, en 1922, des quel-

ques salles existantes, puis la création, le

16 avril 1923, du Goskino arménien.

Une rétrospective de plus de quarante

films, se proposent d'illustrer cette éva-

lution jusqu'aux productions les plus

récentes, marquées par l'abandon de la

trilogie de Moscou, et permettant d'abor-

der des thèmes jusqu'à l'abus.

Arménie : images d'ici, images d'ailleurs.

Du 10 au 30 mars à la Vieillesse de

Marseille, Centre de la Vieillesse, 13002

Marseille. Tél. : 91-56-54-15.

Films nordiques

Une dizaine de films récents en com-

pétition, un panorama de la production

des pays baltes, des films norvégiens,

sueñois et finlandais autour de la Lap-

lande, etc. font cette année encore de

Rouen une fenêtre largement ouverte

sur le nord. Ce sixième Festival

poursuit son hommage à Ingrid Berg-

man et consacre une rétrospective à l'ac-

trice et réalisatrice d'origine suédoise

Mai Zetterling.

Festival du cinéma nordique, rue de la

Champanne, 76000 Rouen. Tél. : 35-

98-28-48. Du 10 au 22 mars.

Banlieues bleues

Banlieues bleues est le lien de rencontre,

en Seine-Saint-Denis, des musiques

savantes et traditionnelles mais aussi

l'occasion d'une programmation ciné-

matographique autour de la musique.

Cette programmation consacrée à

de grands jazzmen, la sélection proposée

dans cinq cinémas du département est

dominée par la rétrospective des films

de Johan Van Der Keuken, dont Serge

Danay disait que son œuvre était une

étrange machine à dé-mêler, à dé-sé-

parer, et ceux de Robert Frank, un

des plus grands ovateurs de

هكسان النمل

DE LA SEMAINE

Paris

Au rez-de-chaussée d'un petit entrepôt précieux

mise en scène de Michel Laubu, avec Fabrice Grollet, Michel Laubu, Christophe Roche et Spolito Baroud. Retour en force du théâtre d'objets. Dancin, 108, rue du Chevaleret, 13. Les 10 et 14 mars, 15 h et 20 h. Tél. : 43-84-72-00. 70 F et 100 F. Dernière représentation le 14 mars.

Le Banc

d'Hervé Lobau, mise en scène de Tara Desprez, avec Marthe-Hélène Ruffin et Hervé Lobau. Toute une vie d'amour avec ses hauts et ses bas, en une heure de danse et de musique.

L'Européen, 5, rue Blot, 17. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-87-29-89. 60 F et 100 F.

Ce qui arrive et ce qu'on attend

de Jean-Marie Bessot, mise en scène de Patrick Kober, avec Christophe Maloney, Marie-France Pissier, Sabine Hauspie, Samuel Labarthe, Philippe Etasse, Jacques Comort et François Caron. Les jeux de l'ambition et de l'amour pour un jeune architecte d'avenir espérant construire le premier monument sur la lune.

Gab-Montparnasse, 28, rue de la Galté, 14. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-16-18. De 20 F à 120 F.

Demain, une fenêtre sur rue

de Jean-Claude Grumberg, mise en scène de Jean-Paul Rousseillon, avec Myriam Boyer, Catherine Fernan, Oleg Grumberg, Philippe Laudonisch, Joachim Lombard, Jacques Martiel, Baptiste Rousseillon, Jean-Paul Rousseillon et Pierre Sardin.

Le théâtre selon Grumberg, peintre impitoyable de la société postmoderne. Théâtre national de la Colline, 15, rue Mahe-Brun, 20. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-80. De 90 F à 140 F.

L'Entretien du solitaire

de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Jean-Gabriel Nordmann, avec Michel André et Pauline Sala. Bernard-Marie Koltès se raconte, se dévoile.

Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-mal, 15, passage de la Main-d'Or, 11. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 49-05-67-89. De 80 F à 100 F.

Les Fausses Confidences

de Molière, mise en scène de Christian Rist assisté de Denis Podalydès, avec Michel Amberg, Simon Sakbouché, Nathalie Bays, Jean-Yves Bertoncel, Didier Buzace, Cécile Brune, Alain Mottet, Denis Podalydès, Emmanuel Quatre et André Ritz-Hoyet. Les fausses simplicités de Marivaux.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 18. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

Faust

de Johann Wolfgang von Goethe, mise en scène de Dominique Prokist, avec Jean-François Sivadier, Hervé Pierra, Claude Guyonnet, Nadia Fehrlitz, Chantal Neuwirth et Yves Fauré. Première version du chef-d'œuvre de Goethe, proche des comédies de tréteaux, avec un Faust Rastignac et un Méphisto Scapin. Un formidable duo.

Athénée-Louis Jovet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jovet, 9. Du mardi au samedi à 20 h 30, le mardi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 140 F à 90 F.

Flumena Marturano

d'Edoardo de Filippo, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Françoise Fabian, Marcel Maréchal, Dora Doll, Angelo Bardi, Dominique Bluzet, Michel Demianette, Edmonde Franchi, Marianne Groves, Mirella Massari, Marilène Maréchal et Mirella Pressat.

Disputes et réconciliations d'un vieux couple terrible, pour le plus grand plaisir des spectateurs.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 18. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 h 15. 100 F et 140 F. Dernière représentation le 14 mars.

Harriet

de Jean-Pierre Sarrazac, mise en scène de Claude Yvon, avec Fédor Atkine, Catherine Gandois, Hélène Gay, Alain Payen, Yves Kertout et Lionel Prédal. Immense figure d'un vieux tyran qui se souvient, Strindberg, C'est Feodor Atkine, impressionnant.

Paris-Villette, 271, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-02-02-88. De 65 F à 135 F.

Henry VI

le cercle dans l'eau de William Shakespeare, mise en scène de Stuart Seide, avec Georges Bonnet, Michel Bompoll, Thierry Bosc, Daniel Briquet, François Labèque, Dominique Charpentier, Jean-Georges Châtelet, Philippe



« Jackets ou le Main secrète », mise en scène de Bruno Boëglin au Théâtre de la Ville.

Demerle, Philippe Fréon, Cécile Garcia-Fogel, Azize Kabouché, François Lortie, Frédéric Pellegay, Éric Petitjean, Caroline Proust, Pierre-Henri Puzos, Gilles Jullin et Alain Nance. De la guerre de cent ans à la guerre des roses, la famille vue par Shakespeare : la haine en héritage. La grande saga des meurtres royaux, en deux spectacles et en alternance.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Tél. : 47-93-26-30. 90 F et 110 F.

L'Indulgence

d'après Herman Bruch, Charles-Ferdinand Baumert et Ingo Sveno, mise en scène de Thierry Bédard, avec Pauline Brunel, Arnaud Carbonnier, Jean-Louis Costello, Paul de Accensano, Claude Decastel, Richard Dubied, Marc Grouette, Hélène Gelly, Alain Guille, Raphaël Harming, Sylvie Jobart, Marine Moncade, Valérie Philippin, Marine Rodriguez, Tanya, Jean-Marc Roesz et Nathalie Schmitt.

Thierry Bédard possède deux qualités devenues extrêmement rares : une vraie culture - c'est-à-dire sans censure - et un vrai humour - c'est-à-dire sans complaisance. A découvrir dans deux spectacles joués en alternance.

Salle de la Légion d'honneur, 4, pl. de la Légion-d'honneur, 93000 Saint-Denis. Tél. : 42-43-17-17. 80 F et 100 F.

Jackets ou le Main secrète

d'Edward Bond, mise en scène de Bruno Boëglin, avec Michèle Goddard, Hamann Graff, Patrick Kober, Marie-Pauline Laval, Sabine Miller, Jean Nardone, Marlene Schenker, Laurent Schilling, Marique Stalens, Jean-Christophe Hombert ou Sébastien Richard, Jérôme Porraz, Pierre-Alain Volkenbach ou Charles Pesteil, A. Muller ou M. Turman, J. Dubois La Charte ou A. Antoine, S. Legros ou E. Sausser et Kofi Koko. Ce sont deux histoires parallèles qui se croisent : la cruauté de l'homme, l'effroyable désarroi des enfants et des hommes, et la déraison de tout ça.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 80 F à 130 F.

Madame Klein

de Nicolas Wright, mise en scène de Brigitte Jacques, avec Michèle Marquis, Dominique Sando et Dominique Raymond. Affrontement de trois femmes à propos de la mort d'un jeune homme. Première approche de Mélanie Klein avec la psychanalyse.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Les Marchands de gloire

de Marcel Pagnol, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Gérard Barreau, Charles Berling, Jean-Claude Bouilloud, Jean-Marc Bory, Florence Besson, Henry Carpentier, Romaine Friaux, Michèle Giezler, Georges Meyra, Jean-François Perrier, Jean-Pierre Sordier et Géraldine Visent. De l'exploitation politique, largement démocratique, des politiciens morts à la

guerre. Le mieux est d'en rire, dit Pagnol.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 130 F.

Mortadela

d'Alfred Arbas, mise en scène de l'auteur, avec Haydée Alba, Odise Guedi, Marlu Merini, Adriane Pequeroles, Pilar Rebollos, Alma Rosa, Jacinta, Martine Lepage, Oscar Sisto, Frédéric et André. Le charme et les chants d'un Buenos Aires mythique, un carnaval de grâce, de rire, de poésie.

Montparnasse, 31, rue de la Galté, 14. Du mardi au vendredi à 21 heures, le samedi à 21 h 15. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 200 F à 90 F.

On ne badine pas avec l'amour

d'Alfred de Musset, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Emmanuelle Béart, Claude Bouchery, Isabelle Carré, Eric Elmenon, Pierre Forget, Médeline Merlan, Jean-Paul Mout, Nicolas Pignat, Pascal Lambert, Franck Bernet, Jean-Charles Borral, Pauline Farnelart, Olivier Perrin, Jacques Pessier et Antoine Tassoulet. L'enfant du siècle et puis l'amour. Révélés de la jeunesse, petite noblesse et grande bourgeoisie de la France profonde et éternelle. Musset fascine Vincent. En alternance avec Il se faut jurer de rien.

Théâtre des Armandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Tél. : 48-14-70-00. De 100 F à 130 F.

Opéra équestre

de Bartabas, mise en scène de l'auteur. Nouvelle prolongation de la cérémonie du Centaure, réglée par Bartabas avec ses chevaux, les cavaliers, les musiciens, les chanteurs.

Théâtre équestre Zingaro, 178, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Les vendredis et samedis à 20 h 30, la dimanche à 17 h 30. Tél. : 44-59-79-99. Durée : 2 heures. 160 F et 120 F. Dernière représentation le 14 mars.

Partenaires

de David Mamet, mise en scène de Bernard Stora, avec Richard Berry, Fabrice Luchini et Anne Brochet.

Le cinéma, le fric, les producteurs, plus un secrétaire qui vient semer le trouble dans les belles certitudes hollywoodiennes.

Michodière, 4 bis, rue de la Michodière, 2. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-95-22. De 240 F à 90 F.

Pierre et Jean

de Guy de Maupassant, mise en scène de Vincent Colli, avec Viviane Théophilides, Bernard

Briand, Lionel Tavera, Véronique Chéroux, Jean-Robert Viard et Murray Gronwall.

La famille vue par Maupassant : passions sous le couvercle de la marmite. Théâtre des Arts, Place des Arts, 95000 Cergy. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 30-33-33. De 130 F à 60 F. Dernière représentation le 16 mars.

La Si Jolie Vie de Sylvie Joly

de Fanny de Joly, mise en scène de François Bourcier, avec Sylvie Joly. Toute la vérité sur Sylvie Joly, par elle-même, c'est dire...

Lucernaire Forum-Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6. Du mardi au samedi à 21 h 30. Tél. : 46-44-57-34. De 98 F à 140 F.

Le Siège de Numance

de Corneille, mise en scène de Robert Cantarella. Une grande pièce pittoresque, lyrique, romantique et romanesque. Traitée avec panache et humour.

Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél. : 42-56-80-70. 120 F, 80 F, 60 F.

Solness le constructeur

d'Hervik Ibsen, mise en scène de Jean-Claude Amyt, avec Emmanuelle Baillot, Dominique Bernard, François Delva, Bruno Serpoune, Anna Saint-Mor, Jean-François Delacour et Nathalie Bouteau.

Une affaire de famille selon Ibsen. Le passé revient et détruit les apparences.

Théâtre 13, 26, rue David, 13. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-58-62-22. 80 F et 110 F.

La Tempête

de William Shakespeare, mise en scène de Mario Gonzalez, avec Pierre Fernandez, Philippe Chateau, Jean-Paul Cathena, Marcel Gaubert, Guillaume Crest, Laurent Zieffman, Jean-Pierre Rigaud, Jean-Michel Rogers, Noël Camos, Stéphane Metzger, Silvia Cordonnier et Pierre Martinat-Sigot. L'île enchantée du magicien-sieur Prosper sur la scène du théâtre.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-38-38. De 50 F à 110 F.

La Tonnelie

d'Hermann Ungar, mise en scène d'Agathe Alexie, avec Laurence Blomven, Christophe Deloche, Jess Lessot, Michel Oulmet, Patricia Pottier, Thérèse Quentin et Dimitri Radoshevitch.

La famille vue par Hermann Ungar, toute la déraison sulfureuse de l'Europe centrale. En alternance avec le Béthère de Harvath, satire extrêmement noire d'une décadence. Deux spectacles sans tendresse excessive.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Tél. : 47-93-26-30. 90 F et 110 F.

Woyzeck

de Georg Büchner, mise en scène de Christian Benedetti, avec un élève de Christian Benedetti et Michel Fouquet, Véronique Vallard, Brigitte Barilley, Gilles Dao, Patrick Bonnel, Daniel Oelabessa et François Cognac.

L'éternelle énigme d'un soldat-cobaye qui jura sa femme.

Cartoucherie-Théâtre du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-37-04. 80 F et 100 F.

Le Monde des DEBATS

Le Monde

LA FAILLITE DE L'ÉDUCATION CIVIQUE

Les témoignages de l'écrivain Cavanna, du cinéaste Jean-Claude Brisseau, du professeur Patrick Eveno, l'analyse de la sociologue Anne Muxel, les points de vue de Jean-Pierre Chevènement, des porte-parole religieux Paul Valadier, Mohammed Arkoun et du philosophe Patrice Canivez.

LES LEÇONS DE L'APRÈS-COMMUNISME

GEREMEK-SEMPRUN

Quelles leçons peut-on tirer des années qui ont suivi la fin des dictatures communistes en Europe de l'Est et franquiste en Espagne ? Le compte rendu de la rencontre organisée entre l'historien polonais et l'écrivain espagnol.

LES ANIMAUX VICTIMES DE LA SCIENCE

Peut-on et doit-on éviter d'utiliser les animaux pour la recherche médicale et scientifique ? Les points de vue des chercheurs, d'un avocat et d'un théologien. Les leçons de l'expérience britannique.

L'INDE EN PÉRIL

L'Union indienne est gravement menacée par la montée du fondamentalisme hindou et le ressentiment de la communauté musulmane. L'analyse de notre correspondant Bruno Philip, les prises de position opposées de Vinod Mehta et de Girilal Jain.

Numéro de mars 1993 - 30 F.

Léonce et Léna
CREATION
GEORG BÜCHNER
Mise en scène : Etienne Pommeret
Traduction : Bernard Dort
du 5 au 16 mars
Location : 64 62 77 77
La Ferme du Buisson

LA SÉLECTION



« May Be », chorégraphie de Maguy Marin à Saint-Quentin.

Régions

Le Caporal Tonneller

d'après Louis Barthes, mise en scène d'Adel Hakim, avec Philippe Orgebin et Michelle Brulé. C'était la guerre, la vraie, celle de 14. Témoignages d'un soldat ordinaire.

Forme de l'Église, 80420 Saint-Morin-villiers. Les 12 et 13 mars, 20 h 30 ; le 14, 15 h 30. Tél. : 44-78-71-02.

Ennuis de noce

d'après Stig Dagerman, mise en scène de Martine Cendres, avec Jérôme Bidaux, Olivier Brabant, Valérie Brault, David Delefer, Édouard Lazzarini, Hélène Lemaire, Marie-Grazia Noce et Paul Tison. Quatre couples qui se disputent, se font du mal, se pèchent, par peur de l'annuler. Centre culturel Novelté, 9, rue Capucins, 62000 Arras. Le jeudi à 20 h 30. Tél. : 21-71-30-12. De 50 F à 80 F.

Fin de partie

de Samuel Beckett, mise en scène de Charles Tordjman, avec Philippe Fréchet, Daniel Martin, Gilette Bédier et Jean-Claude Pons. On les pousse végétalement de Beckett trouvent une force satirique et tragique inattendue.

Centre dramatique national, av. Edouard-Droz, 25000 Besançon. Le 10 mars, 19 heures ; les 11 et 12, 20 h 45 ; le 13, 17 heures. Tél. : 81-58-55-11. De 40 F à 100 F. Dernière représentation le 13 mars.

Macbeth

d'Éugène Ionesco, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Claude Aufaure, Michel Aumont, Christian Bouffette, Gilles Gaston-Dreyfus, Jean-Claude Jay, Isobel Karajic, Gérard Laroque, Xavier Parcy, Sylvain Thilliez et Marie Verdil. Dans cette satire de la dictature traitée en cabaret sauvage, Ionesco, Lavelli et les comédiens sont à leur affaire.

Cado, bd Aristide-Briand, 43000 Orléans. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 38-54-29-29. De 75 F à 110 F.

Le Malade imaginaire

de Molière, mise en scène de Jean-Luc Lagarce, avec Bernard Bloch, Mirella Herbstmeyer, Elisabeth Mazav, Olivier Achard, Olivier Py et François Berru. Comment Jean-Luc Lagarce, ce jeune homme vulnérable, qui paraît si rêveur, qui écrit des histoires tendrement amères, affronte-t-il la rage moliéresque.

Théâtre Granit, 1, rue de Monthéland, 90002 Belfort. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 34-28-09-58. Dernière représentation le 14 mars.

Le Parc du 2 au 14 mars
Mise en scène Adel Hakim
Tél. : 49 80 18 88

TGP
Tél. : 49 80 18 88
Association Noire

Marie

d'Isaac Sobel, mise en scène de Bernard Sobel, avec Serge Martin, Clotilde Dehayser, Muriel Picquet, Aurélie Rocaing, Jean Bodin, Ulla Baugard, Jean-Pierre Sagot, Xavier Guitet, Thierry Nibelle, Maxima Leroux, Michail Volokhov, Valérie Hall, Denis Léger-Hellou, Raphaële Hugu, Agnès Bourgeois, Vincent Massoc, Faïd Fadavi et Camille Brunel.

Le TNS reçoit le spectacle de Bernard Sobel, peintre d'une société qui tente de s'établir sur les ruines d'un empire. L'histoire se passe à Moscou, dans les années 20.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 86-35-44-52. De 125 F à 65 F.

Dernière représentation le 13 mars.

Le Jonneur

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jean-Claude Penchenat.

C'est l'année Goldoni et on en voit beaucoup, mais peu de metteurs en scène sont aussi proches du Vénitien que Jean-Claude Penchenat.

La Grèce, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Mardi, jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30. Mercredi à 19 h. Dimanche à 15 h.

The Pichfork Disney

de Philip Ridley, mise en scène d'Anne Torras, avec Jérôme Kircher, Claire Lasne, Jean Lorrain et Patrick Pinaud.

L'auteur, Philip Ridley, est anglais, c'est dire qu'il n'est pas simple et que son ironie est sulfureuse. Il a notamment réalisé un film hautement pervers présenté à Cannes à la Quinzaine des réalisateurs et qui s'appelle en français *l'Enfant miroir*.

Le Maillois, 13, place André-Malraux, 67000 Strasbourg. Les 12, 13 et 16 mars, 20 h 30. Les 17, 18, 19 et 20 mars, 18 h. Tél. : 86-27-51-81. De 50 F à 100 F.

La Ville

de Paul Claudel, mise en scène de Marc Lieber, avec Jean-Pierre Baudouin, André Bayens, Nathalie Cornet, Patrick Doumay, Claude Kanner, André Lanserts et Luc Van Ginderbeek.

Tragédie de Claudel par l'un des grands de la scène belge.

La Rose des vents, bd Van-Gogh, 59000 Villeneuve-d'Ascq. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 20-91-02-02. De 50 F à 110 F.

Dernière représentation le 16 mars.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard

DANSE

José Besprovan

Quarteto

Le premier d'un trio de jeunes chorégraphes « belges » - en tout cas travaillant en Belgique - qui viennent chercher la consécration parisienne. Quarteto associe étroitement la danse et à la musique un texte de Marguerite Duras.

Centre Wallonie-Bruxelles, les 15 et 16 mars, 20 h 30. Tél. : 42-71-28-16. 70 F et 100 F.

Workweek n° 18

Edge of Light - Phi M - Espace Inventaire (1)

Synopsis - A Visible Heart and Other Ordinary Things - Espace Inventaire (2)

Dans un lieu très poétique, des pièces de Pauline De Groot, Micheline Lelièvre, Fabrice Dagblat (avec l'actrice Colette Berg), Christine Gérard et Lisa Krug, que suivront cinq autres jeunes chorégraphes.

Le Regard du Cygne, (1) jusqu'au 12 mars, (2) du 13 au 15, (3) du 16 au 18 mars, 20 h 30. Tél. : 43-58-55-93. 50 F et 70 F.

Ballets Ethery Pagava

La troupe Ethé son 100 000 jeune spectateur : bravo. Avec son nouveau spectacle, *Voyage au-delà du temps et la Pour-suite*, précédé d'une initiation à « l'envers du décor » (préparation des danseurs, maquillage, etc.) et suivi d'une participation des enfants.

Théâtre du Jardin d'acclimatation, du 16 mars au 5 avril et du 27 avril au 21 mai, 14 h 30 sauf week-end, le vendredi à 20 h 30. Tél. : 40-67-97-88. 55 F.

7^e Biennale du Val-de-Marne

Cité créations : A table! de Catherine Berbessey (1), *4-Log Volapük* de la Compagnie Castellan (2), *Encore* de Michèle Ruz (3). Côté diffusion : *Monteverdi amours baroques* et *Sequences/Cantus planus* de Noémie Laprosion (4).

(1) Villiers-sur-Marne, Centre culturel, les 11 et 12 mars, 20 h 45. (2) Villejuif, Théâtre Romain-Rolland, les 12 et 13.

(3) Villiers-sur-Marne, Centre culturel, les 11 et 12 mars, 20 h 45. (4) Villejuif, Théâtre Romain-Rolland, les 12 et 13.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

MUSIQUE

Classique

Mercredi 10 mars

Gounod

Mireille
Michèle Comand, Myrène Castets (Mireille), Christian Papis, Luca Lombardo (Vincent), Marcel Vassend (Cyprien), Rita Coste, Valérie Maréchal (Fénel), Alain Verhees (Ramon), Chœurs de l'Opéra-Comique, Orchestre Colonne, Cyrille Deshayes (direction), Robert Fortuna (mise en scène).

Ce n'est pas n'importe quelle Mireille que Cyrille Deshayes apporte dans la fosse de Favart. Il s'agit de la « version originale » : celle qu'Henri Busca avait créée sur l'initiative de Saint-Saëns et de la veuve du compositeur en 1898. Elle comprend les récitatifs orchestrés et deux scènes perdues lors de l'incendie de l'Opéra-Comique en 1887. La mise en scène est de Robert Fortuna. Venu du théâtre, il peut se targuer d'avoir été plus souvent applaudi que sifflé par le public de l'Opéra.

Opéra-Comique, Salle Favart, les 10, 13 et 16, 19 h 30 ; le 14, 17 heures. Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 430 F.

Chopin

Polonaises op. posthume
Variations sur « La ci devant le man à la mode » de Mozart

Liszt

Légende n° 2
Nikolai Demidenko (piano), Russe installé à Londres, Nikolai Demidenko s'est déjà fait applaudir à Kosen où il a conquis un public averti. Le voici à Paris pour un programme Chopin et Liszt. Les quelques disques qu'il a publiés chez Hyperion ont été remarqués. Ce jeune pianiste est une personnalité forte qui a les moyens techniques de l'imprimer. Son enregistrement des *Deuxième et Troisième Concertos* de Liszt est admirable.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Beethoven

Concerto pour piano et orchestre n° 4

Schubert

Symphonie n° 9 « le Grand »

Jean-Benoît Fommer (piano), Orchestre de Paris, Kurt Sanderling (direction).

Programme on ne peut plus classique d'œuvres mille fois entendues. Quitte à les entendre en concert, il vaut mieux qu'elles soient défendues par des interprètes qui ont quelque chose à dire. Fommer et Sanderling sont justement de ceux-là.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ les 11 et 12). Tél. : 45-63-88-73. De 60 F à 230 F.

Brahms

Fest und Gedächtnis

Reger

Pizzetti

Chorus

R. Strauss

Der Abend

Verdi

Padre Nostro

Dallapiccola

Due Cori di Michelangelo

Chœur de Radio-France.

Eric Esenau (direction). Si le Subito Eric Esenau était chef d'orchestre, il serait une star dont la renommée égalerait celle d'un Celibidache ou d'un Kleiber. Il « n'est que » chef de chœur, mais dans son royaume il a été sacré empereur.

Eglise Notre-Dame-du-Travail-de-Plaisance, 20 h 30. De 70 F à 90 F.

Stravinsky

L'Histoire du soldat

Philippe Stathis (le soldat), Compagnie Fontaine, Ensemble Aux Noms, Philippe Nahon (direction), Jacques Livchine (mise en scène).

Un spectacle assez vivement représenté sous le petit chapiteau d'un cirque semblable à ceux qui arpentent les campagnes il n'y a pas si longtemps. Le mimodrame de Stravinsky et Ramuz s'accommode de cette vision humoristique et grimpante. Un spectacle à voir en famille.

Opéra-Musée, 20 heures (+ les 11). Tél. : 44-73-13-00. 120 F.

Jeudi 11

D'après Weill

Mahagonny Cabaret
Françoise Mardnaud (la veuve Begbick), Inge Dreisig (Lermy), Véronique Jaudy (Bessy), Frank T'Héon (Jim), Frédéric Bang Rouhet (Him), Erik Guimard (Him).
(Lire notre article, page 29)
Péniche Opéra, les 11, 12 et 13, 21 heures ; le 14, 17 heures. Tél. : 42-45-18-20. De 80 F à 120 F.

Glika

Roushen et Ludmila, ouverture

Prokofiev

Concerto pour violon et orchestre n° 1

Tchaïkovski

Symphonie n° 3 « Polonoise »

Orchestre national de France, Guennadi Rojdestvenski (direction). Le National pourait son intégrale des symphonies de Tchaïkovski avec la troisième, la plus (la seule) faible de toute la série. Heureusement, le concert s'ouvre sur l'étonnante ouverture de Roushen et Ludmila de Glika et se poursuit avec le splendide *Premier Concerto* de Prokofiev. Il sera joué par Gil Shoham et dirigé par Guennadi Rojdestvenski. Les micros de la radio seront là pour immortaliser une rencontre qui promet.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 175 F.

Vendredi 12

Boccherini

Quintette pour cordes op. 31 n° 4

Stéphane Mouton, Agnès Mollen (soprano), Chiara Bonchiani (violin), Ensemble 415. Plus connu pour sa musique instrumentale, Boccherini est également l'auteur de pièces de musique religieuse dont le *Saint Michel* écrit aux Halles par d'imprenables interprètes.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Berlioz

Bernardino Cellini

Clara Muriel (Cellini), Donna Brown, Deborah Riedel (Teresa), Diana Montague (Alicia), Jean-Pierre Coeurin (Belshazzar), Michel Tremblay (Flemin), Ronald Tassone (le pape), Chœurs et orchestre de l'Opéra de Paris, Myrène Castets (direction).

Le soir de la première, cet opéra a remporté un grand succès, malgré une distribution anémique et une mise en scène trop décorative. L'œuvre de Berlioz, elle-même, ne tient pas debout ; la musique comme le texte. Le seul vrai vainqueur de la soirée, c'est Chang. Il dirige avec la vivacité, l'esprit requis.

Opéra-Bastille, 19 h 30 (+ le 15). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 570 F.

Haydn

Symphonies n° 88 et 87

Hindemith

Kammermusik n° 1-3

Eric Leventon (violoncelle), Orchestre philharmonique de Radio-France, Mark Jankowski (direction).

Riccardo Chailly dirigeait Hindemith chez Decca, Jankowski le dirige en concert. Une bonne idée qui permettra de vérifier si cette *Kammermusik* passe l'épreuve publique. Pour commencer deux symphonies de Haydn qui ne pardonnent rien. Elles sont entre de bonnes mains.

Maillon de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 110 F.

Samedi 13

R. Strauss

Capriccio

Felicity Lott (la comtesse), Wolfgang Schwan (le comte), Eberhard Böhmer (Friedrich), Andreas Schmidt (Oskar), Ann Hovell (le chœur), Theo Adam (le pape), Robert Dorn (St. Taspel), Anne-Sophie Schmidt (une chanteuse italienne), Joseph Winkler (un chanteur italien), Lorenz Minetti (le majordome), Orchestre de l'Opéra de Paris, Peter Schneider (direction).

Il est vrai que le Palais Garnier est fait pour un opéra comme *Capriccio*. Que restait-il de ses subtilités dans la grande et froide salle de l'Opéra-Bastille ? Dominant une excellente distribution, la belle figure de Felicity Lott.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30 (+ le 16). Tél. : 47-42-53-71. De 60 F à 820 F.

Sibelius

Tapiola

Concerto pour violon et orchestre

Stravinsky

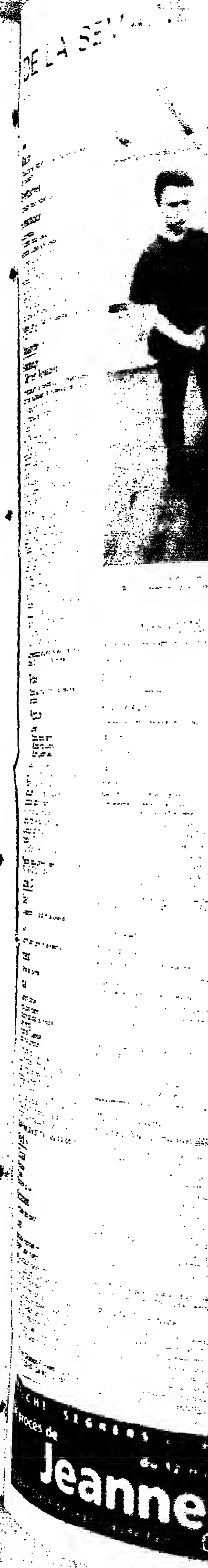
La Sacre du printemps

Idoréas Kavakos (violin), Orchestre national d'Ile-de-France, Jacques Mureau (direction).

Benoît à Jacques Mureau de programmer Tapiola de Sibelius, mais il aurait pu aller au bout de son idée en donnant la Septième et quelques poèmes symphoniques en seconde partie. Cela dit, le public s'en va-t-il ? Rien n'est moins certain. Sibelius est si peu souvent joué en France.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 160 F.

Et aussi le 12 mars à 20 h 45, au Médiathèque : le 14 mars à 16 h, à l'Eglise Notre-Dame d'Alfortville.



Jeanne

DE LA SEMAINE

→ **Bach**
Chaconne BWV 1004, transcription de Busoni

Beethoven
Sonate pour piano op. 7

Schumann
Arabesque
Toccata pour piano
Sergei Edelmann (piano).

Planiste au fort tempérament, Edelmann n'a pas toujours convaincu lors de ses premiers concerts parisiens. Comme tout artiste, il a ses hauts et ses bas. Chez RCA qui enregistre ses disques, son producteur s'appelle John Pfeiffer. Il était celui d'Horowitz et de Rubinstein...
Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Dimanche 14
Hommage à Olivier Messiaen
Professeurs et élèves du Conservatoire national supérieur de musique de Paris. Le Conservatoire de Paris, ses élèves et ses professeurs rendent hommage à l'un de ceux qui en furent les éléments les plus prestigieux. Ceux qui aiment l'œuvre de ce compositeur ne devraient pas manquer au tel concert dont le programme dure toute la journée. Mais il faudra qu'ils choisissent, car les concerts se chevauchent : de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 16 h 30, concert d'orgue avec des œuvres de Messiaen et de ses élèves dans la salle d'orgue ; de 10 h 30 à 17 heures, concert Messiaen, Jolivet, Albéniz, Stockhausen et Boulez, dans l'espace interdisciplinaire Maurice-Fleuret avec Jacqueline Méthou, Pierre-Yves Artaud, Jean-François Heisser, Jean Kermer, Michel Béroff et une myriade d'élèves ; de 11 heures à 17 heures, l'hommage continue, dans la salle d'art lyrique, avec un programme Jacques Charpentier, Messiaen, Debussy, Leves, Méfano, Amy, Lévrier et Reverdy, et par un concert Grisey, Leves, Messiaen donné de 15 h 30 à 21 h 30, dans la salle d'art lyrique. Conservatoire national supérieur de musique, 10 h 30. Tél. : 40-40-48-48.

Weber
Grand Duo concertant pour clarinette et piano

Schubert
Lieder
Donna Brown (soprano),
Michel Portal (clarinette),
Michel Delbecq (piano).

Rédaction d'un concert donné, cet été, au Festival du Périgord noir. Donna Brown est une révélation à la voix fraîche, à l'expression naturelle. Une grande dame, vraiment : son *Père sur le rocher* est inégalable. Le piano est tenu par Michel Portal, qui vient de donner un récital triomphal dans le même TCE, et Portal est à la clarinette. Une affiche digne de Salzbourg.
Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures. Tél. : 49-52-50-50. 90 F.

Lundi 15
Bizet
L'Arlesienne, 1^{re} suite et *Farandole*

Lalo
Concerto pour piano et orchestre

Schmidt
Tragédie de Salomé

Dukas
L'Apprenti sorcier
Carlos Calvo (piano),
Orchestre national de France,
Didier Benetti,
Philippe de Chalendar,
Victor Puri (direction).

Ce concert est donné au profit de la Ligue française contre la sclérose en plaques. Dirigé par deux jeunes chefs d'orchestre, il donnera l'occasion d'applaudir (?) le Concerto pour piano de Lalo, qui n'a pas été donné à Paris depuis des années et dont il n'existe qu'un enregistrement, plutôt pâlichon, chez Vox.
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-53-88-73.

Mardi 16
Chopin
Favre
Valse
Polonaise op. 44

Schumann
Favre pour piano

Liszt
Rhapsodie hongroise n° 7
Eugène Kiss (piano).

Ses admirateurs (nombreux chez les pianistes) le tiennent pour un artiste de la dimension d'Horowitz. Ses concerts parisiens ne l'ont pas encore démontré, ses disques encore moins. Mais Spivakov n'est peut-être pas le chef idéal pour diriger des concertos de Mozart. Le voici seul, dans un récital dont le programme à l'ancienne autorise tous les espoirs.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 280 F.



Les Dix Patits Indiens à la soirée Boucherie production au Passaga du Nord-Ouest.

Régions

Lyon
Berlioz
Le Carnaval romain

Schumann
Concerto pour piano et orchestre

Jarrell
Passages

Ravel
Boléro
Jean-Marc Lussu (piano),
Orchestre national de Lyon,
Emmanuel Krivine (direction).

Lussu est un soliste imprévisible et inspiré. Krivine un chef dont le talent ne cesse de s'imposer. Il vient de diriger à la tête de l'Orchestre de Paris une *Symphonie « Hoffner »* de Mozart aussi inspirée que maîtrisée : l'orchestre en formation réduite sonnait de façon divine.
Le 11, Auditorium Maurice-Ravel, 20 h 30. Tél. : 78-80-37-13. De 100 F à 210 F.

Toulouse
Bruckner
Symphonie n° 8 « Du destin »
Orchestre national du Capitole de Toulouse,
Ferdinand Leitner (direction).

La plus vaste, la plus sublime des symphonies de Bruckner dirigée par un chef allemand peu célèbre mais de premier plan.
Le 11, Halle-aux-Grains, 20 h 30. Tél. : 61-22-80-22.

Jazz

Michel Godard et Jean-Marie Maddeddu
Semaine européenne à Banneux bleues, ouverte par le *Retour du serpent* (Michel Godard au tube), des clarinettes comme s'il en pleuvait, poursuivie par un duo qui n'a jamais vraiment donné dans le frivole (Hervé Bourde, saxo, et Franco d'André, piano) puis le sextet de mode de Louis Scavio, qui aurait bien pu se passer du nom d'Ellington, enfin un très bon guitariste compositeur en la personne de Gérard Marais, et l'inévitable Willem Breuker Kollektief qui arrive encore, paraît-il, à faire rire.

Le 10, Bobigny, Salle Pablo-Neruda, 20 h 30. Tél. : 43-85-86-00. 90 F.

Jacques di Donato
Professeur de conservatoire, clarinettiste d'archestre, improvisateur oé, karatéka au plus haut niveau, barde de prix et prêt à s'en défaire, aventurier des années 60, membre actif de toutes les associations libres, personnalité pleine de charme et de raison, musicien fou, polysaxophoniste, dégage irrésistible, regard

du souffleur qui ne cherche pas à écraser les autres, explorateur des sons et des univers complexes, Jacques Di Donato est un cas. Incapable de rater un concert parce que sa question n'est pas de le réussir (ça, c'est le problème de Bubka, des élèves du Conservatoire ou des coureurs du Tour de France), mais c'est de le jouer, de le déjouer et de provoquer une sorte de bonheur très rare, très tendre, le bonheur d'intelligence.

Le 12, Argenteuil, Cave Dimière, 21 heures. Tél. : 39-81-25-29.

Rock

Shawn Calvin
Peur une alternative aux lourdeurs de Billy Ray Cyrus ou aux cow-boys de Nashville, goûtez la country subtile mais musclée de cette jeune Américaine.

Le 10, Passage du Nord-Ouest, 19 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Rick Danko
Bassiste et belle gueule du Band. Il aura marqué avec ses compères Robbie Robertson, Richard Manuel et Levon Helm, l'histoire de la musique populaire américaine. Des plus discrets depuis la fin des années 70, on attendra de lui de belles chansons érudites comme celles de son ancien groupe ou de Bob Dylan.

Le 11, Passage du Nord-Ouest, 19 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Spin Doctors
Disque de platine aux États-Unis pour avoir vendu un million d'exemplaires de leur album *Pocket Full of Kryptonite*, désigné groupe des années à venir par le magazine *Rolling Stone*, il leur reste à conquérir l'Europe. L'assurance scénique de leur blues-metal, biberonné aux références *serenities*, devrait les y aider.

Le 12, Elysée-Montmartre, 19 h 30. 90 F.

Suicide
Depuis toujours, le duo travaille sur un fil tendu entre les boucles minimalistes des synthétiseurs de Martin Rev, précurseur de la techno, et les provocations stylisées d'Alan Vega, vieux punk new-yorkais fasciné par Elvis. Qu'il rompe et leur fulgurance sombre dans le pathétique.

Le 13, Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Soirée Boucherie production
A l'étal du boucher Hadji-Lazaro, quelques morceaux godelieux et d'autres plus confus. Bang Kik Padlock, rock raqué mal emboîté. BB Doc, l'autre groupe de Sapi, chanteur montachu des Garçons Bouchers. Dix Petits Indiens qui mêlent thrash et goulantisme. Niominka B et son reggae oulof.

Le 15 et 16, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Tournées

The Stranglers
Depuis toujours, le rock réserve de tristes naufrages à ceux qui ne s'arrêtent pas à temps. Depuis le départ de leur guitariste-chanteur, Hugh Cornwell, les Stranglers s'échouent lentement.

Le 11 et 12 mars, Rennes, L'Ubu. Le 13, Ritz-Orange, Le Plan. Le 14, Pasquencourt, dans le cadre du Festival de Douai.

Jacques Dutronc
Le « concert de l'année » (selon les Victoires 92) devient une tournée. L'insolence toujours nonchalante, encadré d'efficiences microscopiques, l'« opportuniste » retrouve son rang.

Le 12 mars, Rouen, Parc des expositions (jeux chapeautés). Le 13, Le Havre, le Volcan. Le 16 et 17, La Rochelle, La Courville.

Noir Désir
Même en vrai, il arrive que le bien triomphe. Les quatre de Bordeaux, à force d'intégrité, de débâcles et d'intelligence (il en faut pour dessiner l'architecture de leur fracas), rencontrent ces jours-ci un triomphe populaire. Tant mieux.

Le 15 mars, Bruxelles, Cirque royal. Le 16 et 17, Lille, L'Akron.

Festivals
Festival Rosebud
Le jeune label rennais présente, via ce festival itinérant (Bordeaux, Paris, Lyon, Nantes, Toulouse et Rennes), une pléiade d'artistes, zéloteurs d'une nouvelle pop française. « Noisy » (Welcome to Julien, The Drii, 13th Hole), délicats (Chelsea, Swan, Julian Swan, Light-bouss) ou « dance » (Indurain), parfois trop infodés aux mouvements anglo-saxons, souvent d'une vivacité vraiment talentueuse.

Le 13 au 27 mars. Renseignements : 99-85-04-14, 70 F par soir, 120 F pour deux soirs.

Festival Antistress à Bordeaux
Festival pluridisciplinaire (arts plastiques, architecture, mode, cinéma, vidéo...) qui n'oublie pas le rap (MC Solar, Zebda, Tribal Jam) ni le rock (les Thugs, Little Rabbits, Jad Wio).

Le 11 au 14 mars, Bordeaux/Port (qual Louis-XVIII), esplanade Herguez 5. Renseignements : 66-44-52-25, 70 F par soir.

Chanson

Karim Kacel

Karim Kacel mérite sûrement mieux que le sort qu'il s'est lui-même construit : bon chanteur, compositeur et auteur plein d'allant, il fait preuve sur scène d'une dose enviable d'optimisme et d'un caractère forgé au blues, et à la dure école de la chanson française. Guitare musclée, voix rude, tendresse évidente.

Le 10, 11, 12, 13, 15 et 16, Café de la danse, 20 h 30. 115 F.

Yannick Jaulin
Yannick Jaulin est un conteur qui sort des limites assignées au genre. Ses histoires ne font pas dormir debout, ni se transportent dans des paradis artificiels. Elles montrent la beauté, la cruauté ordinaires, les rebondissements possibles de situations anodines, le tout enveloppé dans une atmosphère champêtre.

Le 10 et 11, Café de la danse, 22 h 15.

Graeme Allwright
Guitare, voix trahante, voici le révolté des grands chemins de retour dans la capitale. Avec cette fois un zeste de musique malgache.

Le 10 au 13, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Gilles Vigneault
Nouveau spectacle, nouveau disque, très poétique (le *Chant du porteur*, chez Arvidis), plus un conte pour les enfants : Vigneault ne désarme pas mais s'engage chaque fois plus vers le charme discret des mots.

Le 11 au 16, Crétail, Maison des arts, 20 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 120 F.

Tournées
Véronique Sanson
Le vibrato, le piano, l'eau de la terre (*De l'eau*, hymne écologique et mondialiste du dernier album) : Véronique Sanson, l'éternelle, a pris son envol au Zénith.

Jusqu'au 14 mars, à Paris, au Zénith. Le 15, Lille, Espace Foire. Le 16, Rouen, Chapiteau-Parc des expositions. Le 17, Rennes, Palais des sports.

Michel Jonasz
Spectacle lunaire, enveloppé de bleus, de blancs et de merveilleuses lumières. Jonasz aime le blues, toujours, la tendresse modulée, le déclinisme sans cris. Sentimental toujours, heureux en scène avec des musiciens américains de premier plan.

Jusqu'au 10 au 13 mars, à 20 heures, et le 16, à 16 h 30, au Zénith, à Paris. Tél. : 42-08-60-00. Le 15, Lille, Espace Foire. Le 16, Rouen, Chapiteau-Parc des expositions. Le 17, Rennes, Palais des sports.

Festival

Chorus des Hauts-de-Seine

Suite d'un festival qui couvrit le département jusqu'au 8 avril. Le 11, à Nanterre : Michel Jonasz. Le 12, à Clichy : Nikla Fernandez. Le 13, à Issy-les-Moulineux : Serge Reggiani. Le 13, à Colombes : Khaled. Le 13, à Courbevoie : Anja Pruc.

Réervations Espace Chorus, tél. : 47-32-24-42. FNAC-Virgin Megastore.

Musiques du monde

Denez Prigent

Le plus prometteur des jeunes chanteurs bretons, une voix en or, des idées bico en place, de l'envergure. Prigent avait réussi à tenir en haleine le public rock lors des dernières Transmusicales de Rennes (album collectif chez Keltia Musique). Au même programme de cette « nuit Silex », imaginez par le label discographique du même nom, Kristian Nogués, à la harpe.

Le 12 et 13, Café de la danse, 22 heures. 70 F.

Ross Daly Labyrinth Group

La musique que produit cet Irlandais installé en Crête depuis qu'il en a adopté longtemps les us et coutumes, y compris la lyra, la harpe crétoise, est le produit de croisements subtils, où l'on retrouve des musiciens de nationalités différentes, de l'oud et du bouzouki, des tablas et de la guitare. Les concerts qu'il avait donnés ici même l'an passé avaient été de véritables délices de calme, d'apaisement, de subtilité virtuose.

Le 15, Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

La sélection « Classique » a été établie par Alain Lampech.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Stéphane Darret.
« Chanson »
et « Musiques du monde » : Véronique Morizange.

UNIVERSAL JAMES BROWN

1^{ère} partie: Lucky PETERSON

TOUR 93
PARIS BERCY 31 MARS
PAU 2 AVRIL
BORDEAUX 3 AVRIL
TOULON 4 AVRIL
LYON 6 AVRIL

NOUVEL ALBUM: UNIVERSAL JAMES
INCLUS CAN'T GET ANY HARDER

EUROPE 1 **RTL** **RFM**

LOCATION: BERCY 44 68 44 68 - 3615 BERCY FNAC, VIRGIN ET AGENCES

BRECHT / SEGHERS et PEGUY

le procès de du 12 mars au 10 avril

Jeanne d'Arc

Mise en scène de Jean-Claude Fall

TGP
42 43 17 17

ARTS

Nouvelles expositions

John Chamberlain

Rétrospective de l'un des grands sculpteurs américains, de ces trente dernières années, l'exposition Chamberlain montre des œuvres qui s'échelonnent de 1960 à nos jours. Une vingtaine de grandes sculptures, mais aussi des pièces plus petites, des monotypes et des photographies. Une occasion rare de découvrir l'expressionnisme abstrait en trois dimensions.

Galerie Karsten-Gröbe, 5, rue Debel-lyme, Paris 3. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Du 13 mars au 22 mai.

Sandro Chia, Ray Smith

A la fin de l'année dernière, la National-galerie de Berlin présentait une rétrospective de Sandro Chia pour laquelle le transavanguardia italien avait préparé une nouvelle série d'œuvres et de pastels. C'est une sélection de cette exposition, complétée par des travaux plus récents, qui est montrée ici. Elle témoigne de la vigueur d'un artiste que certains ont voulu cantonner à un peu vite.

Galerie Thaddaeus-Ropac, 7, rue Debel-lyme, Paris 3. Tél. : 42-72-59-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Du 13 mars au 10 avril.

R.E. Gillet

Pierre Loh lui a acheté son premier tableau, Rebeylelle lui a donné son âme... Gillet est un de ces artistes qui furent les beaux jours de Paris d'après-guerre et dont il faut aujourd'hui redécouvrir le travail : de la Pucelle de 1954 au Grand Chambarlement de 1989 en passant par les terrifiants et truculents toiles des années 70, il y a là un peintre, et une œuvre dont l'époque a besoin.

Galerie Henry-Dussolier, 15, rue des Tournelles, Paris 4. Tél. : 42-27-50-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Ouvert les dimanches 21 et 28 mars. Du 12 mars au 30 avril.

Jörg Immendorff

Double exposition d'un amoureux des cafés : la peinture de Jörg Immendorff restitue, apparemment, l'ambiance chaude des discussions d'arrière-salle. En fait, cet ancien élève de Beuys joue du symbole autant que du pictural, et les références entremêlées à Beuys, André Breton, des cocottes, des comcombres et des carottes sous la figure ténébreuse de l'artiste allemand signifieront les uns, inquiéteront les autres. Les œuvres récentes sont à la galerie Templon.

Galerie Templon, 4, avenue Marceau, Paris 8. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Également au Centre Georges-Pompidou du 16 mars au 12 avril. Tél. : 44-78-12-33. Du 18 mars au 24 avril.

Cinéma muet en concert

du 3 au 14 mars avec le soutien de la SACEM

Broken Blossoms

de D.W. Griffith, 1919, 100 min.
3-4 mars à 20 h 30.

Rien que les heures

de A. Dreyer, 1912, 100 min.
6 mars à 20 h 30 - 7 mars à 16 h.

Blackmail

de A. Hitchcock, 1929, 70 min.
13 mars à 20 h 30 - 14 mars à 16 h (version muet)
et à 19 h (version sonore - tarif : 22 F, 12 F).

Tarif : 100 F, 50 F, 25 F. Abonnement : 210 F, 135 F.
Informations : (1) 49 20 52 95 et 36 15 1500.

Paris

Actions, Jourda & Perraudin, 350... place d'Youville

En trois expositions partiellement distinctes, parce qu'elles échangent parfois leurs signalétiques, on trouvera ici une œuvre contrastée de toutes les tendances : du jeune du paysage architectural français. C'est tout à tour sage et primés, minimaliste ou statué, et, bien sûr, vache ou bucolique.

Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournai, Paris 6. Tél. : 43-33-60-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 24 avril.

Tadao Ando

Tout l'œuvre de l'un des plus grands architectes japonais contemporains, présenté en grande pompe par lui-même. L'ensemble est d'autant plus saisissant que, malgré d'abondantes publications, Tadao Ando reste un inconnu sur le territoire français. L'exposition constitue donc sa première hexagonale, et révèle l'étrange progression de l'artiste, de l'échelle de la maison à celle des grands projets d'architecture.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mai.

Martin Barré

Parmi les gloires naissantes de l'école de Paris des années 50, Martin Barré fut peut-être un de ceux qui couvraient l'éclat le moins long : il n'a attendu que jusqu'à l'âge de 35 ans sa première grande exposition parisienne, diligente par Suzanne Pagé en 1979 ! Voici la seconde, qui présente la suite de son travail, jusqu'à aujourd'hui, toujours empreint d'une douce géométrie oscillante.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1^{re}. Tél. : 42-66-89-65. Tous les jours, sauf lundi, de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 11 avril. 35 F.

Reynold centre-ville

Six photographes renommés ont travaillé sur la destruction du centre historique de la capitale libanaise : façades meurtries, intérieurs pillés, rues tronquées. Du constat documentaire de Basilico aux sublimes fictions de Robert Frank, dont c'est ici le grand retour, six regards vides de personnages, mais où on ne compte plus les traces de l'homme.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 12 avril. 25 F (entrée du musée).

Daniel Boudinet

D'abord illustrateur de presse et pour l'édition, le photographe Daniel Boudinet (1943-1990) s'est peu à peu affirmé des règles du photojournalisme pour aboutir à une œuvre personnelle marquée par un brio et une délicatesse extrême dans la recherche des formes et des couleurs. Ses vus nocturnes de Paris, Londres, Rome, restent des références.

Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 18 avril. 25 F (entrée du musée).

Collection Rinaco Moscou

Des artistes russes contemporains, autoproclamés par l'art officiel du réalisme socialiste, aujourd'hui acquis par une compagnie d'investissements moscovite qui démontre que les collections d'entreprises de la C.E.I. ont une modernité d'esprit que pourraient leur envier leurs camarades d'Europe de l'Ouest. Mieux encore, on y découvre des artistes particulièrement intéressants, et aux antipodes des versions édulcorées ou exotiques.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 12 avril. 25 F (entrée du musée).

Henri Matisse

Matisse comme on ne l'a jamais vu, dans toute la complexité et toutes les aventures d'une peinture colorée, sans repos ni certitude. Une douzaine d'années mises à nu en 130 tableaux et quelques sculptures, réunies en un accrochage intelligent et dynamique. Luxe, calme et volupté, malgré une bonhomie prévisible.

Centre Georges-Pompidou, musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 juin.

1893 : l'Europe des peintres

Le Musée d'Orsay marque à sa façon les premiers pas de l'Europe sans frontières, et expose un choix d'artistes provenant de dix-huit pays et ayant peint, ou exposé, en 1893. On y est montré, par des rapprochements surprenants, que le style excède les pays et parfois les écoles, et où il est cruellement rappelé que la civilisation des hommes et surtout des idées avaient alors une vigueur aujourd'hui enviable.



Exposition Antoine Perrot à la galerie Barbaro et Cie.

quels innuérables à Paris ces derniers temps.

Café des déjeunés et consignations, 56, rue Jacob, Paris 6. Tél. : 40-49-94-63. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 h 15. Jusqu'au 24 avril.

Coop Himmelblau

Le groupe autrichien, après avoir cassé la baraque, s'est mis à jouer au ma-jong avec ce qui restait de poutres. Inutile ici de s'interroger sur l'architecture, dont l'idée même est définitivement mise à plat. Inutile de lui substituer le nom de sculpture, qui n'est pas censé être le propos de Coop Himmelblau. Reste à se souvenir d'une poésie destructrice, et l'intérêt tout intellectuel, mais réel, de découvrir ici le paroxysme des démarches « déconstructivistes » qui haïent les lendemains du postmodernisme.

Centre Georges-Pompidou, 1^{er} sous-sol petite salle, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril.

Dessins français du XVII^e

On ne le répète jamais assez : les expositions des dessins des collections publiques sont toutes, de par la fragilité des œuvres, des événements. Lorsque de survient les dessins rassemblés sous l'égide d'un thème, c'est une occasion à saisir, car ils nous offrent, à travers les siècles, une vision de l'art qui n'est pas celle que nous avons l'habitude de voir.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Lafayette - côté Jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours, sauf mardi, 9 heures à 17 h 15. Nocturne un lundi sur deux et le mercredi jusqu'à 21 h 15. Jusqu'au 26 avril. 35 F (entrée du musée).

Don McCullin

Cette rétrospective d'un des plus grands photographes de guerre fut l'événement des rencontres d'Arles, en juillet dernier. Irlandais du Nord, Dair, Vietnam, Cambodge, Liban, Kurdistan ont été les terrains de bataille de ce témoin lucide qui, vingt-cinq ans durant, n'a cessé de regarder l'horreur en face. Également au même endroit, une rétrospective du remarquable photographe péruvien, Martin Chambi.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 12 avril. 25 F (entrée du musée).

Henri Matisse

Matisse comme on ne l'a jamais vu, dans toute la complexité et toutes les aventures d'une peinture colorée, sans repos ni certitude. Une douzaine d'années mises à nu en 130 tableaux et quelques sculptures, réunies en un accrochage intelligent et dynamique. Luxe, calme et volupté, malgré une bonhomie prévisible.

Centre Georges-Pompidou, musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 juin.

1893 : l'Europe des peintres

Le Musée d'Orsay marque à sa façon les premiers pas de l'Europe sans frontières, et expose un choix d'artistes provenant de dix-huit pays et ayant peint, ou exposé, en 1893. On y est montré, par des rapprochements surprenants, que le style excède les pays et parfois les écoles, et où il est cruellement rappelé que la civilisation des hommes et surtout des idées avaient alors une vigueur aujourd'hui enviable.

Musée d'Orsay, Entrée quai Anatole-France, pl. Henry-de-Montfort, Paris 7. Tél. : 40-49-48-14. Tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 18 heures, dimanche de 9 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45. Jusqu'au 23 mai. 35 F, billet jumelé musée exposition : 50 F.

Otto Freundlich et ses amis

Il y a 50 ans, Otto Freundlich, arrêté à Paris, disparaissait dans les camps de concentration nazis. Le musée de Fontainebleau rend aujourd'hui un hommage significatif à ce pionnier de l'abstraction géométrique en réunissant des œuvres provenant du monde entier et en regroupant autour de lui celles de ses amis, de Picasso à Schwitters en passant par Kandinsky. L'ensemble s'appelle sur une série d'archives et éclaire une des grandes phases de la peinture des années 30.

Musée Taver-Delcourt, 4, rue Lemoine, 95300 Pontoise. Tél. : 34-43-34-77. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Paris à l'école

Splendide présentation, esprit pédagogique correct, excellente tenue générale des textes, des sons et des architectures présentes sans de l'orientation : cette exposition sur le passé, le présent et l'avenir des écoles parisiennes mérite mieux qu'un bon point, à savoir une visite en bonne et due forme.

Pavillon de l'Armenal, 21, boulevard Morland, Paris 4^e. Tél. : 42-78-33-97. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h 30 à 18 h 30. Samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mai.

Rodin sculpteur

Une exposition qui explore les méthodes de travail de Rodin, et montre le sculpteur assemblant et montent sans cesse des figures lumineuses répétées, par fragments : un bras par-ci, une jambe par-là, et un torse étudié verticalement qui finit parfois à l'horizontale. Le mérite de la démonstration est surtout de rappeler utilement que l'art, quand il grand, est fait d'efforts, et qu'il est parfois nécessaire de mentir pour approcher la vérité.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7. Tél. : 47-05-01-34. Tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 17 heures, du 1^{er} au 30 avril (3), sauf mardi, de 9 heures à 17 h 45. Jusqu'au 11 avril. 21 F.

Galleries

Jean Berthet

Hommage à Jean Berthet, récemment disparu, qui était passé maître dans l'art de détourner les matériaux de récupération pour exalter un sens du tragique et de l'absurde sans jamais sombrer dans le pathos. A voir également, l'exposition « Triptyque », réunissant trois jeunes artistes : Chih-Cheng travaille le paysage traditionnel chinois avec des moyens contemporains, Gailhoustet montre des mains vieillies et revues qui ancrissent sous le baroque. Kiper joue avec l'espace et perversité la vision.

Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonnet, 94000 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-08. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 21 mars.

Chagall

Tout le monde croit connaître Chagall, et nombreux sont ceux qui aiment passionnément sa peinture. L'occasion de voir les œuvres réalisées à Vitebsk et à Saint-Petersbourg, et conservées dans les musées russes est trop rare pour n'être pas signalée. On y trouvera la genèse d'une œuvre - y compris avec la présentation de sept toiles de son professeur Yehouda Pen - et des maisons d'espérer

la rétrospective qu'un grand musée devra bien un jour lui consacrer.

Galerie Gérard Pitzer, 78, avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e. Tél. : 43-59-00-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 mai.

Christophe Cuzin

Georges Perec avait constaté sa disparition, Christophe Cuzin l'a retrouvée, sur le seuil de son atelier, mais dans quel état ! La lettre « E » mesure ici 2,80 m, se tord et se multiplie, pour tracer en trois couleurs, irradiantes et inclure le spectateur dans leur champ. Trois sculptures fortes, qui, à l'écrou, pas, mais incitent plutôt à la pénétration.

Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple, Paris 4^e. Tél. : 42-72-38-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 mars.

Deux cents œuvres du Fonds national d'art contemporain

La République est bonne fille et, depuis 1873, acquiesce aux œuvres d'artistes vivants. Elles ornent les édifices publics, les ambassades, ou sont prêtées lors d'expositions temporaires. Depuis dix ans, 3 200 artistes ont bénéficié de ses largesses et l'an ne saurait trop recommander la visite de cette exposition à ceux qui aujourd'hui, vocifèrent contre un « art officiel » : la disquette quelques surprises, et qui sait, quelques découvertes.

Galerie de l'Éplanade, 15, place de la Défense, 92000 Nanterre. Tél. : 49-00-17-13. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mai.

Dubreuil

Hommage à un lecteur actif des quotidiens internationaux : Jean-François Dubreuil sollicite la presse de la manière la plus pertinente qui soit, utilisant la configuration des maquettes et des mises en page pour déterminer l'agencement de ses tableaux. Il caviarde de rouge les publicités, de noir les photographies, noircit le gris ou le blanc pour les textes, et tire le reste au sort : du hasard raisonné dans l'abstraction géométrique.

Galerie Alessandro Vives, 12, rue Bouchardon, Paris 10^e. Tél. : 42-38-63-12. Tous les jours sauf dimanche de 14 h 30 à 18 h 30, samedi de 10 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 17 avril.

Rainer Fetting

Estampes d'une des grandes figures de la scène berlinoise des vingt dernières années, membre éminent du mouvement « Young European », Rainer Fetting est ici « l'Unterländer » si fidèlement vu de Baselitz et Lipovitz et son ami Schöndorff, de ceux qui, à travers une peinture d'une violence rarement égale et des performances mémorables, redonnent une âme à l'ancienne capitale allemande.

Galerie Artforum, 9, av. Montaigne, Paris 8^e. Tél. : 42-59-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 2 avril.

Alberto Giacometti

Quarante et un dessins, deux aquarelles, une occasion rêvée de revoir Giacometti, sous un jour que beaucoup ne lui connaissent pas : les œuvres et maquettes ici le sont pour la première fois à Paris. A découvrir donc, les études de nus, les portraits de ses proches, et de très rares paysages.

Galerie Lejong, 13, rue de Téhéran, Paris 8^e. Tél. : 42-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 mars.

Marcello Mondazzi

Bâtir une œuvre aussi obsessionnelle que celle de saint Jean de la Croix ne pouvait être que le fait d'un Italien des Abruzzes. La mystique méditerranéenne, du bois et des couleurs lumineuses, dans un travail où se conjugue le meilleur d'une très antique culture.

Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrand, Paris 8^e. Tél. : 45-48-84-26. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 mars.

Antoine Perrot

L'exposition surprendra ceux qui ont connu le travail d'Antoine Perrot lors du Salon Découvertes, tant elle semble marquer un tournant dans son œuvre : comme beaucoup d'abstraites géométriques, il est tenté par l'alcôve, et le hasard, déterminé par une hérisse (la trace du geste) semble prendre une place grandissante. L'ensemble fonctionne comme un collage au sein d'une galerie devenue support et confirme la personnalité d'Antoine Perrot.

Galerie Barbaro et Cie, 74, rue Quincampoix, Paris 3^e. Tél. : 42-72-67-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 1^{er} avril.

Man Ray et les femmes

Il les aimait, les photographier, et pouvait les évoquer à l'aide d'un simple bâton à encre. Elles étaient célèbres, comme Marie-Laure de Noailles ou Coco Chanel, et se laissaient caresser par le regard de l'artiste. L'exposition témoigne, à travers photos, peintures, dessins et sculptures, de cette passion que Man Ray éprouvait pour les femmes, toutes les femmes.

Galerie 15, 15, rue Guisot, Paris 8^e. Tél. : 43-28-13-14. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 mars.

Régions

Châteauroux

Cremontini

Une rétrospective sur trente ans réunissant quarante huiles ou tempéras sur toile et une douzaine d'aquarelles d'un des peintres de la nouvelle figuration des années 60 qui sut le mieux fasciner la critique et les écrivains d'alors. Le monde étrange, presque métaphysique, de Cremontini provoque une malice, de ceux qui naissent d'une trop grande tension.

Abbaye des Cordeliers, rue Alain-Fourrier, 36000. Tél. : 54-08-33-00. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 28 mars.

Lille

Bellezze di Firenze

Lorsqu'un peintre se double d'un collectionneur et qu'il se promène en Toscane à l'ombre de la Révolution française, sa mission promet d'être étonnante. Les dessins légués par Wicar (1762-1834) au musée de Lille surprenaient en effet les amateurs d'art italien par leur rareté et leur exceptionnelle qualité. Mais ils ravivent aussi tous les autres : études, mises au carreau, encre ou sanguin, tout est à croquer.

Musée de l'Hospice Comtesse, salle des malades, chapelle, 32, rue de la Monnaie, 59000. Tél. : 20-51-02-62. Tous les jours sauf mardi et fêtes de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Visites guidées publiques dimanche 14 et 21 mars, 18 avril à 17 heures. Jusqu'au 20 mai. 15 F.

Marseille

D'un art à l'autre

Bernard Blistène a lâché un usage de poètes sur Marseille. Il y a eu un dernier chaque grand mouvement artistique : le cubisme et le futurisme, le dadaïsme et la surréalisme. Mais aussi derrière Colson, derrière les happenings, chez Fluxus et les autres. Ils ont changé la vie, réinventé, non sans lutes parfois. Ils ont bouleversé les genres. Et, depuis Mallarmé, ont découvert que l'œuvre, devait trouver sa nourriture et son aboutissement dans le langage, tous les langages.

Centre de la Vieillesse, 2, rue de la Chapelle, 13002. Tél. : 59-37-26-38. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 17 heures. Samedi et dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mai.

Mulhouse

Charles Belle

Il faut une belle dose d'optimisme pour peindre aujourd'hui des fleurs. Celles de Charles Belle, typiques et superbes, vous en feront voir de toutes les couleurs et vous en pourrez plus jamais regarder un glaçon de la même façon. Il s'est également attaqué aux choux avec une belle santé et magnifie un légume pas aussi ordinaire qu'on peut le penser. Un regard fait comme une promenade autour d'un jardin potager, par un peintre beaucoup trop discret.

Galerie de l'Art, 7, rue Alfred-Engel, 68100. Tél. : 83-32-52-52. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Également à Chalon-sur-Saône (la Vie des formes) jusqu'au 20 mars. Tél. : 85-00.00.08. Jusqu'au 27 mars.

Nantes

L'avant-garde russe

Une grande et belle exposition qui met l'accent sur la première période de l'avant-garde russe et, surtout, montre des œuvres parfaitement inconnues, tirées des réserves des musées de province de l'ex-Union soviétique où elles dormaient à l'abri des regards stalinistes.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél. : 40-41-66-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Ouvert vendredi jusqu'à 21 heures. Visites-conférences : 40-41-91-25. Jusqu'au 18 avril.

Villeurbanne

Dan Graham

Exposition rétrospective complète et fouillée autour de la figure de Dan Graham, un galeriste qui a bien tourné, prenant appui sur sa propre expérience, il a en fait en 1964 une critique de la galerie et des revues d'art qui l'a conduit à élaborer des méthodes artistiques radicalement nouvelles, oscillant entre le minimalisme, la performance, la vidéo et les maquettes d'architecture.

Le Nouvrenet Musée, 11, rue Docteur-Dard, 69100. Tél. : 78-05-47-00. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 mars. 20 F.

La sélection « Arts »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

« Art à l'école »

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Bach

Passion selon saint Matthieu

Guy de May (orgue), Peter Kooy (basse), Barbara Schick (soprano), Kai Wessel (contre-ténor), Christoph Poppen (ténor), Klaus Mertens (basse), Chœurs, Amsterdam Baroque Orchestra, Ton Koopman (direction).

C'est en écoutant une interprétation comme celle-ci que l'on mesure le chemin parcouru par les interprètes baroques depuis l'enregistrement de Nikolaus Harnoncourt fêté par un Grand Prix mondial du disque à Montreux en 1968.

Ton Koopman aujourd'hui, c'est une perfection d'intonation, de mise en place, une unité stylistique comparables à celles de Pierre Boulez dans Debussy ou d'Otto Klemperer dans Mahler. A la différence de son aîné Leonhardt, signataire chez Deutsche Harmonia Mundi d'une version très austère de cette passion, Koopman ne brida jamais les chanteurs ou le chœur. Bien au contraire, il laisse s'épanouir ce qu'il peut y avoir de théâtral dans cette passion ; il pousse les interprètes à « sortir » d'eux-mêmes, à animer une musique parfois jouée de façon statique et qui, ici, émane par sa mobilité. La prise de son, elle-même (l'air circule entre les pupitres, comme jamais), donne des ailes à une *Saint Matthieu* qui nous fait regretter que Bach ne se soit pas encaillé ce chantant un opéra.

Un coffret de 3 CD Erato 2 292-45 814-2.

Beethoven

Concerto pour violon et orchestre - Cinquième Symphonie
Henryk Szeryng (violin), Orchestra philharmonique tchèque, Karel Ancerl (direction).

Les disques Praga poursuivent l'exploration des bandes de radio de Karel Ancerl : le plus grand soin est apporté à leur restauration, les textes sont riches d'informations et la présentation des disques se distingue de la production courante par une maquette aussi élégante qu'originale. Szeryng et Ancerl méritaient bien ces attentions. Le violoniste a enregistré quatre fois ce concerto. L'une de ces versions, la première, dirigée par Jacques Thibaud pour Odéon (supprimée depuis longtemps), domine les autres dirigées par Josef Conta, Hans Schmidt-Isserstedt et Haitink. En studio, ce violoniste pouvait parfois agacer par son attention portée au beau son, au phrasé poli comme un diamant, par une propension à vouloir montrer la perfection souveraine de sa technique et de son style. En public, et poussé par un Ancerl qui va toujours droit à l'essentiel, Szeryng ne se désolidarise pas du contenu émotionnel du texte qu'il transmet. La force propulsive, la maîtrise architecturale d'Ancerl dans la *Chiquièrre* ne sont pas vraiment une surprise. Ce chef est l'un de ceux qui ont vraiment compté dans les années d'après-guerre. Praga nous le rappelle une fois encore.

1 CD Praga PR 254 007. Distribué par le Chant du Monde.

Jazz

Michel Petrucci

Promenade with Duke

De Duke Ellington, Michel Petrucci retient les avancées surprenantes de la fin de carrière, *Money Jungle* avec Mingus et Max Roach et la rencontre de Coltrane. Soit le décentrement moderne et tardif du pianiste fondateur de l'idée du jazz qui pousse à ce qui nous vaut dans la promenade de Petrucci un *Sentimental Mood* sur accord mineur de belle figure, un *Sartin Doll* comme fredonné et débanché et un énorme sentiment du compositeur et de l'auteur de la musique noire. Duke, qui fait le plus méditer les Européens ces temps-ci.

1 CD Blue Note 805 90-28. Distribué par EMI.



Daniel Lavoie.

Charlie Mingus

At the Bohemia

Les quatre premières mesures justifient le disque. Mingus égrène les basses et les rythmes de *Jump Monk*, l'entrée du ténor (George Barrow) et de la rythmique a la douce violence d'un petit matin. Le thème cule de source. Cette musique est d'une gaieté et d'une force qui enlèvent. On la croirait enregistrée demain. Toute la musique de Mingus est là. Elle date du 23 décembre 1985. Deux prises inédites s'ajoutent à l'enregistrement déjà publié du café Bohemia (New York). On ne comprend pas. La date et le choc restent un mystère. Phares et balises pour tous, pour savoir ce qui a pu se passer avant que ne se passent les moments et les changements d'outils nous tenons compte.

1 CD Oubou OJC CD 045-2. Distribué par WEA.

John Coltrane

Dear Old Stockholm

La particularité de cette séance, son renversement, tient à ceci : Elvino Jones vient de quitter le quartet de Coltrane dans un climat orageux. McCoy Tyner et Jimmy Garrison conservent leur poste au piano et à la basse. Cet événement du printemps 1965 entraîne un défilé de drummers, dont le plus sollicité est Roy Haynes. Il ne joue évidemment pas les doubles. D'abord, parce qu'il est un des meilleurs musiciens de l'époque. Ensuite, parce qu'il s'est souvent associé avec Coltrane. Le long duo ténor-drums sur *Dear Old Stockholm*, la chanson (en fond, on perçoit le minimum essentiel de Jimmy Garrison), est d'une intensité coupante. La musique est état d'énergie purement libre, entièrement fonctionnelle.

1 CD Impulse GRP 11 202.

F. M.

Rock

22-Pistepirkko

Big Lupa

On savait déjà le trio finlandais mystérieux. Le voilà, avec *Big Lupa*, évident. 22-Pistepirkko, groupe improbable, impossible même, réussit un disque d'un charme irrésistible, qui fera monter les larmes aux yeux des plus vieux. Comme tant de leurs contemporains, anglais ou américains, les Finlandais refont le rock de bric et de broc. Dès l'ouverture, *Bubblegum Couple*, version fantomatique d'une chanson oubliée des Monkees, on comprend que leur broc à eux n'est fait ni de science, ni d'exactitude mais de rêve, de décalage. On peut encore une fois se demander si c'est la distance qui sépare Helsinki de Memphis ou de Liverpool qui a induit cette douce folie, ces claviers bésitants, ces mélodies qui ploient au moment où elles devraient s'envoler. Ce n'est finalement qu'anecdote. Le résultat est là : une poésie, une vision du monde, exprimées à travers les moyens triviaux de la pop music, avec une naïveté et une sûreté tellement confondantes qu'on ne se lasse pas de revenir à ce disque.

Spirit CD 7.

Living Colour

Stain

Après avoir été à l'avant-garde du mouvement de réappropriation du rock par les Afro-Américains, Living Colour se retrouve avec un drôle de bébé sur les bras. Là où leurs collègues (Fishbone, 22 Spy-2) pratiquent la bâtarde des genres (rock, funk, rap) avec des bonheurs divers, Vernon Reid (guitare, direction politique) et ses collègues se sont embarqués sur une voie de garage, où la virtuosité, l'ascétisme électrique et la masse sonore l'emportent sur la souplesse et la joie de jouer.

Malgré l'arrivée de l'excellent bassiste Doug Wimbish, malgré quelques allusions au monde d'aujourd'hui, Stain ressemble essentiellement à un album de progressive rock fait pour provoquer l'émerveillement des apprentis instrumentistes et le désespoir de ceux qui attendent autre chose de la musique que l'accomplissement d'un geste technique.

Epic 472856-2.

John Campbell

Howlin' Mercy

Il y a deux ans, la réédition des œuvres complètes de Robert Johnson est venue rappeler que le blues pouvait être aussi une musique de la peur et du courage. John Campbell, bluesman texan, bluesman blanc, pratique cette espèce de blues, avec une vigueur, un manque de retenue tout à fait choquants. Aux antipodes d'une certaine renaissance du blues, civilisée, sophistiquée, Campbell fouille du côté des traditions, vaudoues, des maléfices qui s'abattent sur le peuple du blues, et des charmes que les sorciers peuvent conjurer en retour. Doué d'une voix puissante, accompagné d'une rythmique sauvage (le batteur Davis McLarty frappe fort, et parfois en traître, trouvant dans les limites du rythme du blues des ressources que peu de ses confrères soupçonnent), Campbell se livre tel qu'en lui-même, menaçant et effrayant. Ses compositions ne déparent pas les deux reprises, *When The Levee Breaks*, la chronique des crues du Mississippi écrites il y a cinquante ans par Memphis Minnie, dans l'arrangement de Led Zeppelin, et *Down In The Hole* de Tom Waits.

Elektra 7559-61440.

T. S.

V. Mo.

The High Llamas

Santa Barbara

Groupe irlandais dont les albums ne dépassèrent que trop rarement le succès d'estime, Microdisney tirait sa force de la rencontre de deux personnalités Cathal Coughlan, chanteur possédé, agité par un trop plein de rage, et Sean O'Hagan guitariste rêveur, aux sons clairs et légers, d'une grande finesse mélodique. La séparation venue, chacun laissa libre court à son tempérament. Coughlan se formaient Fatima Mansions, combo prolifique, réputé pour son intensité. O'Hagan en cultivant dans l'insouciance son idéal pop au sein des High Llamas. Deux ans après un premier album éponyme, ce disque compile un miou CD, *Apricot*, sorti il y a quelques mois, et cinq nouvelles chansons. On y décrypte sans trop de mal ses canons de perfection : les Beach Boys, période *Pet Sounds*, et les Beatles (*There Hasn't Been a Tune Since the Beatles Went Weird*) avec une préférence pour le gentil Paul. Mais ces influences ne consistent pas outre mesure son inspiration. Son obsession des harmonies s'épanouit avec un bonheur enfantin. Une économie obligée de moyens - Sean O'Hagan œuvre dans la confidentialité d'un petit label - guide chaque titre à l'essentiel. Sans paupérisme pourtant. Quelques arrangements de cordes, une texture instrumentale moelleuse font le lit de mélodies d'une lumineuse tendresse. Et les parties de guitare confirment que ce grand timide reste, avec Johnny Marr, un des meilleurs spécialistes britanniques.

1 CD JBM 7 432 112 326 2. Distribué par Virgin.

S. D.

Chanson

Daniel Lavoie

Here in the Heart

Le Canadien francophone (du Manitoba) aux allures de grand jeune homme romantique revient avec un album en anglais. Le marché américain reste une tentation et c'est avec élégance que Daniel Lavoie tente d'y poser à nouveau les pieds. *Here in the Heart* est un échafaudage très classique (guitares électriques en glissade, voix bien placée) de onze chansons pleines d'allait. Daniel Lavoie y dévoile des aptitudes à la mélancolie (*Lead-ers*, un exercice solo de débousolement politique). Accompagnement cool au saxophone, voix traînante, production soignée, justement dosée, avec beaucoup de jeux d'atmosphère et quelques points d'émerveillement salutaires.

1 CD Treme 710403.

Drôle de beaux gars

Retour singulier à la guitare swing et au piano d'ambiance pour cet album sans titre. Les quatre compères lyonnais qui ont décidé du cocktail - harmonica, banjo, guitare, solo de guitares à la Django, voix éralée et chœurs de Collégiens - ont opté pour la bonne humeur. Pas tout à fait aveugle cependant. Voici la philosophie : « *Le temps nous prépare des regrets. Le bon temps s'aie. Profitions-en donc sans retard. Sans égards.* » Bel élan, auquel Pitos, Juan Cases, Remy Giamelli, Kristof Butin mettent les formes. Kaléidoscopiques. Le chanteur (Pitos) navigue entre Kent, les innocents, avec un zeste de Négresses vertes. Il y a des détours vers la java, le rap tranquille, le jazz cool (imaginons un Guy Marchand habillé par une émule de Stao Getz). Les points de passage possibles entre le jazz français des années 40 et la chanson entraînante d'aujourd'hui sont indiqués.

1 CD Columbia 473044.

La musique africaine des années 30 aux sixties

Le chaînon manquant

On connaît mal la richesse de la musique africaine anglophone, et surtout son histoire. Si l'Afrique du Sud a su montrer la vitalité de ses courants musicaux (du jazz des années 50 aux chorales des temps de l'apartheid déclinant), le Ghana, la Sierra-Leone, sont restés dans l'ombre, tandis que la Nigéria dévoilait un peu de ses charmes, avec Fela et son *highlife* musclé, l'afro-beat, ou King Sunny Adé, « roi » incontestable (à quand une réédition des albums de chez Island en CD ?) de la *juju-music*, d'apparence plus langoureuse. Le label américain Original Music s'est lancé dans une entreprise que d'autres tentent avec succès depuis l'apparition des rééditions en disques compacts (par exemple, la série du label Tumbao L/Media 7 dédiée aux orchestres cubains depuis les années 20). Sous la houlette de son fondateur, le musicologue John Storm Roberts, Original Music s'est également intéressé à livrer, dans toute leur fraîcheur, les musiques de rue, enregistrées *in situ* (Bali, Somalie, Zaire, Guatemala...).

Les albums africains qui viennent d'être mis sur le marché français par le distributeur Night and Day (une quinzaine à ce jour) permettent de découvrir l'univers musical d'une Afrique ouverte aux courants musicaux américains (le jazz) et surtout afro-cubains. Sous un habillage quelque peu anodin (pochettes proches de la photocopie, livrets irréguliers où font cruellement défaut les références de dates précises), on y trouvera des trésors.

L'un s'appelle *African Elegant* (réf. OM CD 0 15). Les vingt-deux titres reflètent la vie musicale de la Freetown des années 50 et 60, avec son parler créole (le *krio*, hérité des esclaves africains revenus s'installer dans la future capitale de la Sierra-Leone dès 1807), ses fanfares, son goût prononcé pour le calypso apparu dans la région vers 1880. La plus célèbre des représentations du style « calypso » fut Ebenezer Calender. Institution nationale, historiographe des événements populaires, il mourut pauvre en 1985. Ebenezer Calender était un sacré bonhomme, et son Maringer Band savait user des trompettes et des cornets à la manière de leurs

frères de La Nouvelle-Orléans, tandis que les rythmes charivris des flûtes ne tombaient jamais dans l'oreille de sours. *African Elegant* s'annonce dès le départ par *Fire, Fire*, irrésistible d'humour et de souplesse, et qui, joué par le trompettiste E. T. Mensah et son orchestre - les Tempos, - devint un des grands tubes du *highlife* nigérien de la fin des années 50. Entré-temps (en 1956), Louis Armstrong était passé par là.

Le *highlife* (à l'origine la combinaison d'un jeu de guitare à deux doigts, des clochettes africaines, sur des thèmes européens souvent inscrits au répertoire des fanfares militaires) est né dans la Gold Coast, le Ghana, des années 20. En 1960, le style avait pris du nerf à Lagos. En 1967, la guerre civile était quelque peu contrariée son essor. L'album *Agazas and Archibos. The Sixties Sound of Lagos Highlife* (réf. OM CD 0 14) résume, à partir du catalogue Decca de l'époque, les tendances innombrables d'un style qui touche alors toutes les ethnies et a intégré la guitare électrique avec une touche maladroite.

Ces musiques à danser s'étaient donc trouvées des liens de famille avec le jazz New-Orléans. Les Tempos, les Ramblers Internationals, les Professional Uhuru avaient adopté les percussions afro-cubaines (maracas, congas, bongos) et en jouaient à l'africaine. E. T. Mensah avait appris le saxophone et la trompette avec un sergent écossais, fondateur d'un groupe mixte, le Leopard and his Black and White Spots, en 1940. Swing, jazz et *highlife*. Pour une promenade dans ces terres dansantes, consulter *Ghosts of Danceband Highlife* (réf. OM CD 0 11).

I. K. Dairo fut un des tout premiers musiciens nigériens à enregistrer chez lui de la *juju-music* (le mot, yoruba, désigne les percussions, et le style, très coulé, se caractérise par la prédominance du tambour à aisselle). La *juju* fut longtemps considérée comme inférieure au *highlife*, car on la jouait dans les bistros de pauvres où le vin de palme circulait sans peine. I. K. Dairo est un musicien guitariste, accordéon, qu'il a introduit dans la *juju* avec autant de bonheur que Sunny

Adé le guitariste-dobro plus tard, et percussionniste d'une habileté extrême, doublé d'un chanteur poétique. *Juju Master I. K. Dairo, MBE* (du titre de Member of British Empire dont il fut par la suite gratifié) est donc un album essentiel pour qui veut aller aux racines de Sunny Adé ou de Fela (réf. OM CD 0 09). Plus récents, les enregistrements du *Yoruba Street Percussions* (réf. OM CD 0 16) permettent la découverte d'autres styles, tels le *fiyi* issu de la tradition musulmane yoruba.

Enfin, il serait impossible de clore le voyage musical offert par Original Record sans évoquer les deux albums regroupant des enregistrements effectués par un des grands ethnomusicologues de l'Afrique anglophone, Hugh Tracey, fondateur de l'International Library of African Music (ILAM). Le premier a été réalisé dans les mines de cuivre de Zambie à la fin des années 60. *From the Copperbelt... Zambian Miners Songs* (réf. OM CD 0 04) est un disque d'amis, de travailleurs qui se réunissent pendant le week-end avec une guitare, des verres et des cuillers à frapper pour parler d'amour, échanger des opinions sur le divorce, la paie ou se souvenir du village.

Dans les années 50, Hugh Tracey a beaucoup travaillé ses guitares dans les petites villes et les campagnes sud-africaines, en vue d'un futur et systématique archiver à l'ILA M. Harmonica et concertines vaudoues, chants à capella, guiniaux ou réveurs, ou irrésistible swing urbain, à l'image des grandes stars à venir de l'Afrique du Sud (Miriam Makeba, Siya Hambe (réf. OM CD 0 03) remonte aux sources des mouvances d'aujourd'hui.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

★ « African Music » : *The Glory Years, African Dance et African Acoustic*. Les trois collections d'Original Music sont distribuées en France par Night and Day.

★ A lire : *La Musique africaine contemporaine*, de Wolfgang Bender, traduit de l'allemand, par Olivier Barlet. Éditions de L'Harmattan, 266 pages, 140 F.

OPERA DE PARIS GARNIER
13, 15, 17, 19, 23, 26, 30 Mars - 19h30
CAPRICCIO
RICHARD STRAUSS
SCHNEIDER / SCHAAF / POLLOCK / REINHARDT / DRAGOSITS
LOCATION : (1) 47 42 53 71

ARCHITECTURE

ENTRETIEN AVEC LE DÉCORATEUR RICHARD PEDUZZI

UN ARTISTE
RETOURNE
À L'ÉCOLE

Décorateur attiré de Patrice Chéreau, Richard Peduzzi a exploré toutes les voies de la muséographie, de l'architecture et du design, avant de devenir, en octobre 1990, directeur de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, l'ENSAD, où il a succédé à Michel Tourlière. Celui-ci avait eu le temps de laisser sa marque puisqu'il occupait le poste depuis 1970.



La manufacture d'Ivry, construite entre 1874 et 1913, est en France l'un des rares exemples de bâtiment inspiré du fonctionnalisme américain. C'est là que se reploient les Arts déco durant les travaux de la rue d'Ulm.

«Comment passe-t-on du théâtre à l'enseignement?»

— Décorateur de théâtre, c'est un métier vieux comme le monde, et en même temps un métier nouveau, à la croisée des chemins entre l'architecture, la peinture, la sculpture. Cela exige d'avoir une idée de l'espace et de sa représentation, de savoir se servir de la cage de scène pour planter son chevalet. A Nanterre, j'avais déjà espéré profiter du théâtre pour créer une école. Pas pour fabriquer des décorateurs, mais bien des plasticiens de toutes disciplines. Quand François Barré m'a proposé de venir ici, cela rejoignait ce projet de Nanterre. J'avais et j'ai toujours l'intention de considérer ce passage à l'école comme je l'ai fait de mon passage à Bayreuth pour le centenaire de la Tétralogie. Le Ring de Chéreau-Boulez, cela devait être un moment de ma vie. Ici cela doit me prendre six ou huit ans, pendant lesquels je vais réfléchir et travailler pour arriver à un résultat précis.

— A l'ENSAD, on enseigne treize disciplines à quelque six cents élèves.

— Censés travailler les uns avec les autres. Un creuset formidable de jeunes créateurs. Mais il y avait une distance certaine entre ce que je pensais pouvoir faire, et la situation que j'ai découverte. L'école vit encore trop sur son passé, et a besoin d'un renouvellement.

— Vous ne connaissez pas l'école?

— J'en avais un souvenir d'avant 68, assez mythique. Je pensais qu'on y enseignait effectivement le dessin, la peinture, l'histoire de l'art; qu'on y apprenait à connaître les styles. Au fond, même si depuis une dizaine d'années, je comprends mieux, j'ai longtemps été un peu réactionnaire en matière de peinture. Je me suis longtemps arrêté à Nicolas de Staël. Je ne comprenais pas pourquoi on appelait peinture toute une part de la création contemporaine qui n'a rien à voir avec la peinture, quelque chose de très intéressant, sans doute, mais que je situais ailleurs.

— En fait, j'ai toujours pensé qu'on ne peut se servir des techniques modernes que si on possède les autres, au tout, au moins, si l'on a une colonne vertébrale solide, des racines ancrées très profondément dans la culture. Pour être moderne il faut avoir un pied dans le passé. Ceux qui s'attaquent directement à ce qu'on appelle l'art contemporain me semblent bien fragiles.

— Je croyais trouver des élèves ayant les mêmes problèmes que moi lorsque j'avais vingt ans. Ainsi, au début, je me voyais peintre et finalement j'ai fait des décors de théâtre, et j'en ai été malheureux jusqu'au jour où je me suis accepté parce que c'était précisément une façon de construire la peinture. Ici, les élèves ont la chance d'être dans une école où l'on enseigne toutes les disciplines artistiques, et où ils ont accès aux techniques modernes, à l'informatique, à la vidéo, à la photo, etc. Mais une forme de générosité est indispensable entre les uns et les autres, entre chaque discipline, pour que l'école fonctionne vraiment.

— Or, j'ai d'abord eu l'impression d'être un mouton et de ne pas parler la même langue. Plus les jours passaient, et moins je comprenais la relation entre ce qu'on appelle la fonction publique, le corps enseignant, les étudiants, les différentes disciplines, l'administration... Ayant toujours travaillé dans des théâtres, des gares ou des musées, où les gens faisaient bloc, j'ai rencontré ici, pour la première fois, un mode de travail qui ne permettait pas de former une équipe homogène: l'école était constituée de treize cellules éclatées et plus ou moins recroquevillées, de treize fœdalités.

— Il y avait des échanges tout de même?

— Oui, mais de l'ordre de la «visite», pas du besoin. Par exemple, la section scénographie à laquelle j'aurais dû normalement tout comprendre, si je ne m'abuse, m'a paru l'endroit le plus mystérieux de l'établissement. Les élèves y écrivaient leurs propres textes, les mettaient en

scène, réalisaient une vague installation qui faisait office de décor. En revanche, je ne les ai personnellement jamais vu aborder un grand texte classique ou contemporain, que ce soit Shakespeare, Molière, Koltès ou Geot, pour travailler sur le contenu, l'espace, les maquettes, dégager des idées, se bagarrer avec une cage de scène vide. C'est bien sûr le domaine où il m'est le plus facile de détailler les articulations.

— Jusqu'où pensez-vous pouvoir réformer l'école?

— A mon avis il y a des éléments ou des situations qui sont flous, et qui le resteront, mais ces petits détails n'empêcheront pas le reste de fonctionner. Avec René Lesné, le directeur des études, nous essayons de tout remettre en place dans un esprit de dialogue. Il ne s'agit pas d'ennuyer les gens, mais de leur donner, au contraire, le confort dont ils ont besoin.

— La difficulté est de faire rentrer de très bons enseignants, qui transmettent vraiment leur métier, et qui ne soient pas pour autant obligatoirement de grandes

vedettes. Il y a déjà plein de professeurs remarquables, mais je veux encore renforcer l'équipe. Il faut faire venir des gens de l'extérieur pour donner un souffle, cette espèce d'effervescence permanente qui est la garantie d'une bonne formation. Cela dit, tant qu'on n'aura pas revu le statut et les rémunérations des enseignants et du personnel, on aura du mal à faire fonctionner un établissement comme celui-ci.

— La rénovation de l'école aura-t-elle été l'occasion de repenser la place de l'architecture dans l'enseignement?

— Il y a ici une section «architecture d'intérieur» mais cela ne veut pas dire grand-chose. Il y a l'architecture, l'espace, qu'il soit extérieur ou qu'il soit intérieur. C'est vrai, des décorateurs ont inventé des styles et marqué leurs époques. Mais les grands architectes ont fait des intérieurs, des extérieurs, du mobilier, sans exclusive. Un architecte d'intérieur qui, pendant toute sa vie, retape les appartements de la baronne X ou de M^{me} Untel, c'est ennuyeux. Mais quelqu'un qui peut faire en même temps l'appartement de la baronne, un

Starck et Arsène-Henri, lauréats du concours de l'ENSAD

Les Arts déco dans leurs murs

Le projet de Philippe Starck et Luc Arsène-Henri a été choisi pour la rénovation et l'agrandissement de l'école de la rue d'Ulm. Pendant la durée des travaux, l'ENSAD trouvera refuge à Ivry.

En janvier dernier, le ministre de la culture présentait un vaste choix de mesures touchant les arts plastiques (le Monde du 13 janvier). Y furent détaillés toutes sortes de bienfaits concernant l'enseignement, et notamment les réformes en cours à l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD), plus familièrement connue sous le sobriquet d'Arts déco et dirigée depuis deux ans par Richard Peduzzi. A cette occasion, trois projets architecturaux ont été présentés, relevant d'autant de tendances diverses, mais assez justement adaptés aux programmes prévus. Ainsi le Studio International des arts contemporains du Fresnoy, à Tourcoing, a été confié à Bernard Tschumi, réserviste de la guerre des concepts dont une des dernières batailles a été livrée au Parc de La Villette. L'Ecole nationale d'art décoratif de Limoges a été placée entre les mains, expertes en légèreté, de Finn Geipel et Nicolas Michelini, notamment connus pour la couverture amovible des arènes de Nîmes. Enfin, la reconstruction et l'agrandissement de l'ENSAD s'est vu adjuquée à un trio relativement inattendu, dominé par la stature joviale du designer Philippe Starck, auquel se sont joints l'architecte bordelais Luc Arsène-Henri et le paysagiste Pascal Cribier.

L'équipe Starck avait pour challengers, lors de la consultation, quatre équipes, censées représenter toutes les composantes socio-culturelles, de la jeunesse nécessairement insolente au moderne revisité de la capitale colorée en passant par la maturité. Soit, par ordre alphabétique: Beaudouin, Deck, Dominique Lion, Portzamparc. Ont fait la différence, aux yeux du jury, un excellent parti de circulation, une simplicité plastique évidente, un travail rigoureux sur les volumétries, une étude ingénieuse du jardin, enfin, que l'ENSAD partagera désormais avec les écoles alentour, heureux mariage(s) attendu(s) des arts et des sciences.

A l'angle de la rue d'Ulm et de la rue Erasme, parasité de multiples constructions provisoires, l'ancien bâtiment avait atteint un degré de décrépitude dépassant largement les besoins de liberté formelle de jeunes créateurs, et atteint un niveau de surpopulation inquiétant pour les pompiers. Déjà réaménagés (avec une ingéniosité qui ne

faisait pas oublier la faiblesse des moyens financiers et l'adaptation des surfaces), les Arts déco avaient, sans l'avoir, l'opportunité de se développer rue Erasme dans un bâtiment protégé par le nom glorieux de Prouvé et qui, après avoir servi quelque temps à l'Institut de l'environnement, faisait eau de toutes parts, et menaçait de sombrer. Pas vraiment armée, pas vraiment commode, cet édifice dont l'aspect soigné n'a pas longtemps caché le caractère périssable, cédait donc la place à une formule architecturale fonctionnellement efficace. Sa réussite plastique se révélera dans les détails de sa réalisation. A charge pour Peduzzi et son équipe de faire valoir leurs exigences et de montrer qu'on sait de quoi on parle lorsqu'on dirige l'ENSAD.

Et entre-temps, d'ici à l'achèvement des travaux, où iront élèves et professeurs? Suivre tout simplement un cours d'architecture appliquée à quelques pas de la mairie d'Ivry. Peduzzi a en effet compris le parti qu'il pouvait tirer d'une ancienne usine d'objets métalliques, qui est un bonheur d'architecture et de liberté spatiale. Miraculeusement préservé de la spéculation, cet ensemble a été édifié en deux phases principales. La première, construite en 1894, immense verrière derrière une façade de pierre travaillée, constitue un exemple de ce que le style Beaux-Arts sut parfois apporter aux rêves de l'industrie. La seconde, édictée en 1913, est l'un des rares sinon l'unique exemple en France, à notre connaissance, de construction inspirée de ce qu'on appelle l'Ecole de Chicago, et plus généralement du fonctionnalisme américain du début du siècle. Il est constitué d'une série de plateaux aux façades de verre, reliés par un bâtiment au contraire opaque, entièrement en briques et superbement dessiné. La direction de l'urbanisme et de l'architecture s'en est évidemment désintéressée malgré les besoins criants des écoles. Les ateliers de restauration du Louvre seraient, en revanche, intéressés par une autre partie de ces volumes à la lumière juste.

Les Cahiers de l'Inventaire lui ont consacré une étude parnénienne en 1988 (1). Pour autant, l'intérêt évident de l'ancienne usine n'a pas encore conduit la direction du patrimoine à l'inscrire à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques. A défaut, ce sera donc l'ENSAD qui fera cette action salutaire.

F. E.

(1) Cahiers de l'Inventaire, n° 12, «Architectures d'usine en Val-de-Marne (1822-1939)», 1988.

décor pour le théâtre, et travailler pour le design industriel, est peut-être plus intéressant.

— Pendant longtemps le discours a été l'inverse de votre démarche. Il fallait leur donner des bases théoriques, pour leur permettre de se débrouiller ensuite.

— Qu'est-ce que ça veut dire, donner des bases théoriques? Ces bases, chez un plasticien, reposent sur une connaissance des moyens matériels. Il faut arrêter d'osciller entre pratique et théorie. L'une et l'autre ont leur place, mais à partir d'un socle qui est plastique, puisqu'on forme des plasticiens. Il y a eu trop de théorie, de psychologie, et sans doute pas assez d'histoire de l'art, de l'architecture, ou même de la musique.

— Ce que nous essayons donc de faire, c'est qu'ils soient à la fois les meilleurs possibles d'un point de vue plastique — qu'ils n'aient plus de problèmes techniques lorsqu'ils veulent dessiner ceci ou cela — et qu'en même temps ils aient un regard critique sur ce qu'ils font.

— N'est-ce pas aller contre l'idée que l'on se fait de la création?

— Se dire qu'on vient dans une école supérieure pour créer, pour inventer, c'est faux. Tant qu'on est dans une école, tant qu'il y a le mot école, on est là pour apprendre. Et ceux qui enseignent, sont là pour transmettre un savoir. Cela n'empêche pas les échanges.

— Vous rencontrez souvent les élèves?

— Je les vois, je les croise, je surveille ce qu'ils font, j'adore ça. Mais je ne parle pas encore assez avec eux, parce qu'il reste trop de problèmes à régler. Maintenant qu'on a résolu celui des locaux, je vais pouvoir m'y attacher. Dès cette année, on fera des bilans semestriels. Jusque-là, en effet, chaque enseignant s'occupait de sa discipline et nous manquions de vue d'ensemble. A présent, nous allons demander systématiquement que l'élève apporte en fin de semestre le travail qu'il a accompli, pour qu'on en débâte, pour les aider à cerner leurs points faibles.

— Le concours d'entrée reste difficile.

— Oui, mais à mon avis, il n'est pas au point. Que signifie «difficile»? Sous prétexte que les élèves intègrent une «grande école nationale supérieure», croit-on qu'ils savent dessiner, qu'ils connaissent l'histoire de l'art? A quelques exceptions près, la plupart des élèves qui entrent ici sont d'un niveau extrêmement modeste, par rapport à la génération d'avant 1968. Au moins, ceux qui préparaient le concours des Arts déco, dans les académies de dessin, savaient vraiment dessiner. Maintenant, quand par hasard l'un d'eux a un joli coup de crayon, montre une esquisse où il y a un trait de lumière qui passe bien, n'hésite pas à dire que c'est un nu féminin, et pas un lapin, on est déjà content.

— Près de mille concurrents se présentent chaque année, on en garde cent. Il n'est pas sûr qu'on ne commette pas des injustices. Je voudrais trouver le moyen de rendre le concours plus logique, plus pertinent. Peut-être en allant frapper à la base, c'est-à-dire dans les écoles préparatoires, et en faisant comprendre aux élèves que le bachotage n'existe plus... On doit prendre les élèves à la base et les faire sortir avec une formation qui nous soit spécifique. Il ne s'agit pas d'être «les plus forts», mais de donner un enseignement singulier.

Propos recueillis par
FREDÉRIC EDELMANN

* Ecole nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD), 31 rue d'Ulm, 75005 Paris. Tél. : 42-34-97-00.